

2 *Valerius*

---

NO. 300.

lides, Laval de Montmorency, Sartine, ex-maitre des requêtes, l'ex-prince Saint-Maurice, Sautnaré, femme Despréménil, Michonis, administrateur de police, Martinot, *idem*, Froidure, *idem*, Soulès, *idem*, Dangé, *idem*, Egrée Brasseur, Sainte-Amarranthe, femme de Sartine, Grandmaison, ci-devant Buirette, actrice aux Italiens, Rosset, ci-devant comte de Fleury, et trente-six autres, en tout cinquante-quatre, sont condamnés à la peine de mort, et conduits au supplice, revêtus d'une chemise rouge comme assassins.

*Du premier messidor.* Le C. Elie Lacoste, ( 45<sup>e</sup>. *présid* ).

*Du 7.* Prise de Charles-le-Roi. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 545* ).

*Du 8.* Oselin, ex-député, est condamné à la peine de mort.

Bataille de Fleurus, où les Français sont vainqueurs. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 546* ).

*Du 9.* Noailles-Mouchy, Arpajon, sa femme, le fameux Linguet, ex-avocat et homme de lettres, la ci-devant maréchale de Biron, Boufflers, ci-devant duchesse de Biron, l'ex-



# RÉPERTOIRE,

O U

## ALMANACH HISTORIQUE

D E L A

### RÉVOLUTION FRANÇAISE,

*CONTENANT ce qui s'est passé pendant  
les années V et VI, et faisant suite  
à celui qui a paru l'an dernier, avec  
une Notice sur les Revenus et Charges  
publics.*

Currit eundo;

SECONDE PARTIE.

P A R I S,

Chez { LEFORT, Libraire, grande Place du  
Carousel, au coin de la rue Nicaise.  
MOUTARDIER, Imprimeur, Quai  
des Augustins, N<sup>o</sup>. 28.

AN VII<sup>e</sup>. DE LA RÉPUBLIQUE.

---

## A N N O N C E S.

Almanach du Département de la Seine, contenant toutes les Autorités constituées, et tout ce qu'il est nécessaire de connoître dans Paris et les communes environnantes. Pour l'an VII de la République française, 1 vol. petit in-12 de plus de 400 pages. Prix, 1 franc 80 centimes, et relié, 2 francs 25 centimes.

Répertoire ou Almanach historique de la Révolution française, contenant les événemens les plus remarquables qui ont eu lieu depuis l'ouverture de la première assemblée des notables, le 22 février 1787. Prix, 1 franc 50 centimes.

Abrégé de l'Histoire générale des Voyages, 25 vol. in-8°. et l'Atlas. Prix, 130 francs.

Les tomes 24 et 25 qui viennent de paroître, ainsi que les tomes 22 et 23, se vendent séparément 6 francs le volume.

OEuvres complètes de Tacite, en Latin et Français, nouvelle Édition, 7 vol. in-8°. Prix, 30 francs, et papier vélin, 84 francs.

---

## E R R A T A.

*Page 18, ligne 27, Poncelin, lisez Poulain.*

*Page 52, ligne 9., sans, lisez sous.*

*Page 216, ligne 22, Thotin, lisez Thouin, et Moïute, lisez Moitte.*

*Page 271, ligne 16, 5 juin, ajoutez 1793.*



3 )  
BIBLIOTHEQUE  
DE  
L'ASSEMBLEE NATIONALE  
A V E R T I S S E M E N T .

Plusieurs Ouvrages traitent de la Révolution , et en contiennent les principaux événemens ; mais chacun d'eux forme une histoire plus ou moins étendue , dans laquelle on ne trouve les renseignemens dont on peut avoir un besoin subit , qu'en feuilletant des volumes entiers. Ces mêmes événemens , cités avec précision par dates bien suivies , nous ont paru d'une assez grande utilité , pour les présenter au Public , sous le nom de Répertoire , ou Almanach historique de la Révolution Française. Les noms et les numéros des Journaux et Feuilles authentiques que nous avons désignés à la fin de la grande majorité des articles , prouveront au Lecteur ou curieux ou intéressé , combien a été grande notre exactitude , et lui faciliteront les moyens de se procurer les discours et les lois .

*et de s'assurer des principaux faits dont la vérité peut être garantie :*

*Horrenda , miranda ; sed veritas.*

*On trouvera à la fin de ce volume , une Table non moins utile que l'Ouvrage même , puisqu'elle offre , par lettres alphabétiques , toutes les lois , tous les hommes et tous les événemens qui y sont cités ; et à la suite de chacun des noms , les numéros de toutes les pages où il en est parlé.*

#### *EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS.*

<i>Bul. N°.</i>	Bulletin des Lois.
<i>Col. des D.</i>	Collection des Décrets.
<i>Mon. N°.</i>	Moniteur.
<i>Rep. N°.</i>	Répertoire.
<i>J. de P. N°.</i>	Journal de Paris.



C A L E N D R I E R

POUR L'AN VII<sup>e</sup>.

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

# VENDEMIARE.

Pleine lune le 4 à 2 h.  
15 min. du matin.  
Dern. quart. le 12 à 17  
min. du matin.  
Nouv. lune le 18 à 3 h.  
45 min. du soir.  
Prem. quart. le 25 à 3 h.  
20 min. du soir.

1	primidi.	13	<i>Jours de Lune.</i>
2	duodi.	14	
3	tridi.	15	
4	quartidi.	16	
5	quintidi.	17	
6	sextidi.	18	
7	septidi.	19	
8	octidi.	20	
9	nonidi.	21	
10	DECADI.	22	
11	primidi.	23	
12	duodi.	24	
13	tridi.	25	
14	quartidi.	26	
15	quintidi.	27	
16	sextidi.	28	
17	septidi.	29	
18	octidi.	30	
19	nonidi.	1	
20	DECADI.	2	
21	primidi.	3	
22	duodi.	4	
23	tridi.	5	
24	quartidi.	6	
25	quintidi.	7	
26	sextidi.	8	
27	septidi.	9	
28	octidi.	10	
29	nonidi.	11	
30	DECADI.	12	

# BRUMAIRE.

Pleine lune le 5 à 7 h.  
35 min. du soir.  
Dern. quart. le 11 à 10  
h. 27 min. du matin.  
Nouv. lune le 18 à 2 h.  
45 min. du matin.  
Prem. quart. le 25 à 10  
h. 24 min. du matin.

1	primidi.	13	<i>Jours de Lune.</i>
2	duodi.	14	
3	tridi.	15	
4	quartidi.	16	
5	quintidi.	17	
6	sextidi.	18	
7	septidi.	19	
8	octidi.	20	
9	nonidi.	21	
10	DECADI.	22	
11	primidi.	23	
12	duodi.	24	
13	tridi.	25	
14	quartidi.	26	
15	quintidi.	27	
16	sextidi.	28	
17	septidi.	29	
18	octidi.	1	
19	nonidi.	2	
20	DECADI.	3	
21	primidi.	4	
22	duodi.	5	
23	tridi.	6	
24	quartidi.	7	
25	quintidi.	8	
26	sextidi.	9	
27	septidi.	10	
28	octidi.	11	
29	nonidi.	12	
30	DECADI.	13	



## FRIMAIRE.

Pleine lune le 3 à 55  
min. du soir.  
Dern. quart. le 10 à 7  
h. 4 min. du soir.  
Nouv. lune le 17 à 2  
h. du soir.  
Prem. quart. le 25 à 7  
h. 20 min. du mat.

1	primidi.	14	<i>Jours de Lune.</i>
2	duodi.	15	
3	tridi.	16	
4	quartidi.	17	
5	quintidi.	18	
6	sextidi.	19	
7	septidi.	20	
8	octidi.	21	
9	nonidi.	22	
10	DECADI.	23	
11	primidi.	24	
12	duodi.	25	
13	tridi.	26	
14	quartidi.	27	
15	quintidi.	28	
16	sextidi.	29	
17	septidi.	30	
18	octidi.	1	
19	nonidi.	2	
20	DECADI.	3	
21	primidi.	4	
22	duodi.	5	
23	tridi.	6	
24	quartidi.	7	
25	quintidi.	8	
26	sextidi.	9	
27	septidi.	10	
28	octidi.	11	
29	nonidi.	12	
30	DECADI.	13	

## NIVOSE.

Pleine lune le 3 à 3 h.  
20 min. du matin.  
Dern. quart. le 10 à 2  
h. 49 m. du matin.  
Nouv. lune le 17 à 3 h.  
59 min. du matin.  
Prem. quart. le 25 à 4  
h. 5 m. du matin.

1	primidi.	14	<i>Jours de Lune.</i>
2	duodi.	15	
3	tridi.	16	
4	quartidi.	17	
5	quintidi.	18	
6	sextidi.	19	
7	septidi.	20	
8	octidi.	21	
9	nonidi.	22	
10	DECADI.	23	
11	primidi.	24	
12	duodi.	25	
13	tridi.	26	
14	quartidi.	27	
15	quintidi.	28	
16	sextidi.	29	
17	septidi.	1	
18	octidi.	2	
19	nonidi.	3	
20	DECADI.	4	
21	primidi.	5	
22	duodi.	6	
23	tridi.	7	
24	quartidi.	8	
25	quintidi.	9	
26	sextidi.	10	
27	septidi.	11	
28	octidi.	12	
29	nonidi.	13	
30	DECADI.	13	

# PLUVIOSE.

# VENTOSE.

Pleine lune le 2 à 5 h.  
47 min. du soir.  
Dern. quart. le 9 à 11  
h. 7 min. du matin.  
Nouv. lune le 16 à 8 h.  
7 min. du soir.  
Prem. quart. le 25 à 53  
min. du matin.

Pleine lune le 2 à 5 h.  
10 min. du mat.  
Dern. quart. le 8 à 8  
h. 46 min. du soir.  
Nouv. lune le 16 à 2  
h. 4 min. du soir.  
Prem. quart. le 24 à 6  
h. 31 min. du soir.

1 primidi.	15
2 duodi.	16
3 tridi.	17
4 quartidi.	18
5 quintidi.	19
6 sextidi.	20
7 septidi.	21
8 octidi.	22
9 nonidi.	23
10 DECADI.	24
11 primidi.	25
12 duodi.	26
13 tridi.	27
14 quartidi.	28
15 quintidi.	29
16 sextidi.	30
17 septidi.	1
18 octidi.	2
19 nonidi.	3
20 DECADI.	4
21 primidi.	5
22 duodi.	6
23 tridi.	7
24 quartidi.	8
25 quintidi.	9
26 sextidi.	10
27 septidi.	11
28 octidi.	12
29 nonidi.	13
30 DECADI.	14

1 primidi.	15
2 duodi.	16
3 tridi.	17
4 quartidi.	18
5 quintidi.	19
6 sextidi.	20
7 septidi.	21
8 octidi.	22
9 nonidi.	23
10 DECADI.	24
11 primidi.	25
12 duodi.	26
13 tridi.	27
14 quartidi.	28
15 quintidi.	29
16 sextidi.	30
17 septidi.	1
18 octidi.	2
19 nonidi.	3
20 DECADI.	4
21 primidi.	5
22 duodi.	6
23 tridi.	7
24 quartidi.	8
25 quintidi.	9
26 sextidi.	10
27 septidi.	11
28 octidi.	12
29 nonidi.	13
30 DECADI.	14



# GERMINAL.

Pleine lune le 1 à 3 h.  
38 min. du soir.  
Dern. quart. le 8 à 7 h.  
51 min. du mat.  
Nouv. lune le 16 à 7 h.  
47 min. du matin.  
Prem. quart. le 24 à 7  
h. 56 min. du matin.  
Pleine lune le 30 à 11  
h. 57 min. du soir.

1	primidi.	15	<i>Jours de Lune.</i>
2	duodi.	16	
3	tridi.	17	
4	quartidi.	18	
5	quintidi.	19	
6	sextidi.	20	
7	septidi.	21	
8	octidi.	22	
9	nonidi.	23	
10	DECADI.	24	
11	primidi.	25	
12	duodi.	26	
13	tridi.	27	
14	quartidi.	28	
15	quintidi.	29	
16	sextidi.	1	
17	septidi.	2	
18	octidi.	3	
19	nonidi.	4	
20	DECADI.	5	
21	primidi.	6	
22	duodi.	7	
23	tridi.	8	
24	quartidi.	9	
25	quintidi.	10	
26	sextidi.	11	
27	septidi.	12	
28	octidi.	13	
29	nonidi.	14	
30	DECADI.	15	

# FLOREAL.

Dern. quart. le 7 à 8  
h. 32 min. du soir.  
Nouv. lune le 16 à 54  
min. du matin.  
Prem. quart. le 23 à 5  
h. 17 min. du soir.  
Pleine lune le 30 à 8 h.  
2 min. du matin.

1	primidi.	16	<i>Jours de Lune.</i>
2	duodi.	17	
3	tridi.	18	
4	quartidi.	19	
5	quintidi.	20	
6	sextidi.	21	
7	septidi.	22	
8	octidi.	23	
9	nonidi.	24	
10	DECADI.	25	
11	primidi.	26	
12	duodi.	27	
13	tridi.	28	
14	quartidi.	29	
15	quintidi.	30	
16	sextidi.	1	
17	septidi.	2	
18	octidi.	3	
19	nonidi.	4	
20	DECADI.	5	
21	primidi.	6	
22	duodi.	7	
23	tridi.	8	
24	quartidi.	9	
25	quintidi.	10	
26	sextidi.	11	
27	septidi.	12	
28	octidi.	13	
29	nonidi.	14	
30	DECADI.	15	

# PRAIRIAL.

Dern. quart. le 7 à 10  
h. 59 min. du mat.  
Nouv. lune le 19 à 5  
h. 15 min. du soir.  
Prem. quart. le 22 à 11  
h. 23 min. du soir.  
Pleine lune le 29 à 4  
h. 11 min. du soir.

1 primidi.	16
2 duodi.	17
3 tridi.	18
4 quartidi.	19
5 quintidi.	20
6 sextidi.	21
7 septidi.	22
8 octidi.	23
9 nonidi.	24
10 DECADI.	25
11 primidi.	26
12 duodi.	27
13 tridi.	28
14 quartidi.	29
15 quintidi.	30
16 sextidi.	1
17 septidi.	2
18 octidi.	3
19 nonidi.	4
20 DECADI.	5
21 primidi.	6
22 duodi.	7
23 tridi.	8
24 quartidi.	9
25 quintidi.	10
26 sextidi.	11
27 septidi.	12
28 octidi.	13
29 nonidi.	14
30 DECADI.	15

# MESSIDOR.

Dern. quart. le 7 à 3 h.  
10 min. du matin.  
Nouv. lune le 15 à 3  
h. 54 min. du matin.  
Prem. quart. le 22 à 4  
h. 19 min. du matin.  
Pleine lune le 29 à 1 h.  
24 min. du matin.

1 primidi.	16
2 duodi.	17
3 tridi.	18
4 quartidi.	19
5 quintidi.	20
6 sextidi.	21
7 septidi.	22
8 octidi.	23
9 nonidi.	24
10 DECADI.	25
11 primidi.	26
12 duodi.	27
13 tridi.	28
14 quartidi.	29
15 quintidi.	1
16 sextidi.	2
17 septidi.	3
18 octidi.	4
19 nonidi.	5
20 DECADI.	6
21 primidi.	7
22 duodi.	8
23 tridi.	9
24 quartidi.	10
25 quintidi.	11
26 sextidi.	12
27 septidi.	13
28 octidi.	14
29 nonidi.	15
30 DECADI.	16

## THERMIDOR.

## FRUCTIDOR.

Dern. quart. le 6 à 8 h.  
4 min. du soir.

Nouv. lune le 14 à 2 h.  
1 min. du soir.

Prem. quart. le 21 à 9  
h. 5 min. du matin.

Pleine lune le 28 à midi  
50 minutes.

Dern. quart. le 6 à 2 h.  
34 min. du soir.

Nouv. lune le 15 à 11  
h. 23 min. du soir.

Prem. quart. le 20 à 3  
h. 12 min. du soir.

Pleine lune le 28 à 2 h.  
59 min. du matin.

1 primidi.	17
2 duodi.	18
3 tridi.	19
4 quartidi.	20
5 quintidi.	21
6 sextidi.	22
7 septidi.	23
8 octidi.	24
9 nonidi.	25
10 DECADI.	26
11 primidi.	29
12 duodi.	28
13 tridi.	29
14 quartidi.	30
15 quintidi.	1
16 sextidi.	2
17 septidi.	3
18 octidi.	4
19 nonidi.	5
20 DECADI.	6
21 primidi.	7
22 duodi.	8
23 tridi.	9
24 quartidi.	10
25 quintidi.	11
26 sextidi.	12
27 septidi.	13
28 octidi.	14
29 nonidi.	15
30 DECADI.	16

*Jours de Lune.*

1 primidi.	17
2 duodi.	18
3 tridi.	19
4 quartidi.	20
5 quintidi.	21
6 sextidi.	22
7 septidi.	23
8 octidi.	24
9 nonidi.	25
10 DECADI.	26
11 primidi.	27
12 duodi.	28
13 tridi.	29
14 quartidi.	1
15 quintidi.	2
16 sextidi.	3
17 septidi.	4
18 octidi.	5
19 nonidi.	6
20 DECADI.	7
21 primidi.	8
22 duodi.	9
23 tridi.	10
24 quartidi.	11
25 quintidi.	12
26 sextidi.	13
27 septidi.	14
28 octidi.	15
29 nonidi.	16
30 DECADI.	17

*Jours de Lune.*



## JOURS COMPLÉMENTAIRES.

Dern. quart. le 6 à 7 h. 35 min. du matin.

---

1 primidi.	18	J. de Lune.
2 duodi.	19	
3 tridi.	20	
4 quartidi.	21	
5 quintidi.	22	
6 sextidi.	23	

---

---

## LES QUATRE SAISONS

*De la Septième année Républicaine.*

**AUTOMNE.** Le commencement de cette saison arrivera le premier Vendémiaire, à 7 heures 56 minutes du soir. Le soleil entrant dans le signe de la balance, ce qui fait l'équinoxe d'Automne.

**HIVER.** Cette saison commencera le 1 Nivôse, à 48 minutes du soir. Le soleil entrant dans le signe du capricorne, ce qui fait le solstice d'hiver.

**PRINTEMPS.** Le commencement de cette saison arrivera le 30 ventôse, à 2 heures 32 minutes du soir. Le soleil entrant dans le signe du bélier, ce qui fait l'équinoxe du printemps.

**ÉTÉ.** Cette saison commence le 3 Messidor, à 6 minutes du soir. Le soleil entrant dans le signe de l'écrevisse, ce qui fait le solstice d'été.

---

R É P É R T O I R E ,  
O U  
ALMANACH HISTORIQUE  
D E L A  
R É V O L U T I O N F R A N Ç A I S E .

---

*Du premier Vendémiaire An V<sup>e</sup>.*

CETTE Année est la huitième de l'ère de la liberté , comme elle est la cinquième de la fondation de la république , dont on célèbre en ce jour la fête , par des courses et d'autres exercices curieux et récréatifs. Le soir la façade du bâtiment de la ci-devant École - Militaire est décorée d'une grande et superbe illumination. ( J. de P. N<sup>o</sup>. 3 ).

*Du 2.* Le C. Roger-du-Cos est élu président du conseil des anciens à la place du C. Muraire. ( 13<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Chassey est élu président du conseil des 500 à la place du C. Pastoret. ( 12<sup>e</sup>. *présid* ).

*Du 3.* La Porte Ottomane arrête une ambassade permanente auprès du directoire, et charge Esseid-Aly-Effendi de cette mission. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 64 ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 3<sup>e</sup>. jour complémentaire de l'an 4, portant que les bons pour prix des réquisitions exercées pour le service des armées, seront admissibles en paiement des contributions des années antérieures à l'an 4, et subsidiairement pour celles de ladite année. ( *Bul.* 79, N<sup>o</sup>. 726 ).

*Du 5.* Une commission militaire séante au Temple, condamne les prévenus de la conspiration du camp de Grenelle, savoir : Virton, Pochon, Sandox et Firiole à la peine de mort; six de leurs complices à la déportation, trois à une année ou trois mois de prison; dix autres sont acquittés et



mis en liberté. De ce nombre est l'ex-général Fion. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 8. *Voyez 23 fructidor an 4* ).

*Du 7.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 5<sup>e</sup>. jour complémentaire de l'an 4 , qui met la comptabilité nationale sous la surveillance immédiate du corps législatif. ( *Bul.* 80, N<sup>o</sup>. 741 ).

*Du 16.* La déclaration de guerre de l'Espagne à l'Angleterre , après avoir été notifiée aux deux conseils suprêmes de Guerre et de Castille , est publiée avec la solennité d'usage. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 31 ).

*Du 18.* Arrêté du conseil des 500 , qui condamne le C. Bellegarde , l'un de ses membres , à garder les arrêts pendant 3 jours , pour avoir donné un soufflet au C. Langlois , collaborateur du Censeur des journaux , le prenant pour Isidor Langlois , rédacteur du *Messenger du soir* , qui avoit mal parlé de lui dans l'une de ses feuilles. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 19 ).

*Du 22.* Résolution du conseil des 500 , qui autorise le ministre des finances à régler l'ordre de paiement des or-

donnances de tous les ministres , à raison de leur urgence.

Le conseil des anciens approuve cette résolution. (*Bul.* 83, N<sup>o</sup>. 771 ).

*Du 24.* Résolution du conseil des 500 , portant ratification du traité de paix conclu avec le roi de Naples et des deux Siciles.

Retraite de l'armée du Rhin et Moselle , commandée par le général Moreau , dans laquelle , après une marche de 100 lieues , dans le pays le plus affreux , ayant fait à l'ennemi 7000 prisonniers , pris 18 pièces de canons et 2 drapeaux , cette armée demeure maîtresse du Brisgaw , des ponts du Rhin et de tous les passages et défilés qui couvrent la frontière. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 30 ).

*Du 25.* Mort du roi de Sardaigne .

Le roi son fils fait part de cet événement au gouvernement français. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 34 ).

*Du 26.* Arrêté du Directoire , portant création d'un bureau pour la liquidation et l'examen des comptes des anciennes commissions et agences. ( *Bul.* 86, N<sup>o</sup>. 813 ). Cet arrêté n'a pas

*Vendémiaire et Brumaire an 5.* 5  
été exécuté. ( *Voyez 27 germinal et  
2 Messidor an 6* ).

*Du 27.* Résolution du conseil des 500,  
qui règle la manière dont sera pro-  
visoirement payé le traitement des  
fonctionnaires publics et employés , à  
compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire présent  
mois.

*Du 29.* Résolution du conseil des 500,  
qui accorde pour indemnité , un mois  
de traitement aux employés supprimés.

Les conspirateurs du camp de Gre-  
nelle , condamnés à la peine de mort  
par la commission militaire , sont  
fusillés. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 31. Voyez le  
5 du courant* ).

*Du premier brumaire.* Le C. Lacuée  
est élu président du conseil des an-  
ciens. ( *14<sup>e</sup>. présid* ).

Le C. Cambacérès est élu président  
du conseil des 500. ( *13<sup>e</sup>. présid* ).

*Du 2.* Le lord Malmesbury , mi-  
nistre plénipotentiaire du roi d'Angle-  
terre , débarque à Calais. ( *J. de P.  
N<sup>o</sup>. 53* ).

Le directoire charge le C. Charles  
Lacroix , ministre des relations exté-  
rieures , de négocier la paix avec lui.  
( *Rép. N<sup>o</sup>. 1315* ).



*Du 3.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 24 vendémiaire dernier, relative au traité de paix fait avec le roi de Naples et des deux Siciles. ( *Bul.* 92. N<sup>o</sup>. 868 ).

Les deux fils du ci-devant duc d'Orléans (1), qui étoient détenus au fort St.-Jean de Marseille, sont transférés sur un navire américain à Philadelphie. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 65 ).

*Du 4.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 27 vendémiaire dernier, relative au traitement des fonctionnaires publics et employés. ( *Bul.* 85. N<sup>o</sup>. 808 ).

---

(1) *Domiciles actuels de la famille des Bourbons.*

Le frère aîné du ci-devant Louis XVI, après avoir habité long-tems Véronne, se rendit au corps de Condé; où il arriva le 28 avril. Lors des progrès des Français en Allemagne, il quitta le corps, près la route de Dillingen où il fut blessé par un assassin, et se rendit à Leipsick, et de-là à Blanckembourg.

Le second frère n'ayant pu obtenir de séjourner dans le Duché de Brèmen, s'embarqua le 26 juillet 1795, à Cuxhaven; monta ensuite à bord d'une frégate anglaise, croisa pendant long-tems sur les côtes de France, aborda le 29 septembre à Pile Dieu, et dans le mois de novembre, retourna à Portsmouth; il vit depuis 11 mois dans

Le même conseil approuve celle du 29 dudit mois, qui accorde une indemnité aux employés supprimés. (*Bul.* 85, N°. 807 ).

*Du 5.* Résolution du conseil des 500, qui prohibe l'importation des marchandises anglaises.

L'armée du Rhin et Moselle repasse le Rhin. (*J. de P.* N°. 43 ).

*Du 7.* Arrêté du bureau central pour la taxe des voitures, à compter du 1<sup>er</sup>. fructidor prochain.

Pour une course, 30 sols, la première heure, 35 sols, les suivantes, 30 sols, et pour les cabriolets un tiers de moins. (*J. de P.* N°. 53 ).

un château près d'Edimbourg en Écosse, avec l'aîné de ses fils: le cadet est au corps de Condé.

Les tantes se sont rendues de Rome à Naples.

Sa fille est à Vienne depuis le 9 janvier 1796.

L'aîné du ci-devant duc d'Orléans a dû s'embarquer pour l'Amérique.

Sa fille est maintenant près de celle de Condé, en une retraite qu'elle s'est choisie en Suisse.

Condé commande un corps de troupes en Souabe.

Le ci-devant duc d'Enghin, son petit-fils, commande son avant-garde.

Son fils, le ci-devant duc de Bourbon, est à Londres.

Le ci-devant prince de Conty est resté en France. (*J. de P.* N°. 87 ).

*Du 10.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 5 du courant, concernant la prohibition des marchandises anglaises. (*Bul.* 86, N<sup>o</sup>. 825).

*Du 11.* Résolution du conseil des 500, qui ordonne aux citoyens de payer leurs cottes des contributions dans le délai de 10 jours de l'avertissement qui leur en sera donné, sinon qu'ils y seront contraints par voie d'établissement de garnison réelle à leur domicile, et ensuite par saisie et vente de leurs meubles.

La même résolution porte, qu'à défaut de diligence de la part des percepteurs, ils seront privés de leurs remises sur les sommes non-recouvrées dans les délais prescrits, et qu'il sera en outre procédé contr'eux et leurs cautions, pour le paiement desdites sommes dont ils sont responsables, par saisie et vente de leurs biens.

Gustave Adolphe, roi de Suède, entrant dans la dix-huitième année de son âge, prend les rênes du gouvernement. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 68).

*Du 15.* A compter de ce jour, les négocians et banquiers ne seront admis à la bourse qu'en justifiant qu'ils ont



payé leurs patentes de l'an 5. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 44 ).

*Du 16.* Résolution du conseil des 500, qui modifie ou rapporte différentes dispositions des lois du 3 et 4 brumaire an 4, relatives à la suspension de l'exercice des fonctions publiques et à l'amnistie.

*Du 17.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 11 du courant, qui établit des peines tant contre les contribuables, que contre les percepteurs des contributions directes. (*Bul.* 87, N<sup>o</sup>. 841.

*Du 21.* Résolution du conseil des 500, portant ratification du traité de paix, conclu entre la république et le duc de Parme et de Plaisance.

*Du 23.* Résolution du conseil des 500, relative aux successions.

*Du 27.* Bataille d'Arcole, livrée aux Autrichiens par le général Buonaparte(1) : les Français sont vainqueurs; le fruit de cette victoire est 12,000 hommes, tant tués que blessés ou pri-

---

(1) Notice sur Buonaparte. (*J. de P. an 4.* Nos. 16 et 79 ).

10 *Brumaire et Frimaire an 5.*

sonniers , 4 drapeaux et 18 pièces de canons. ( *J. de P.* N°. 72 ).

Mort de Catherine II , impératrice de Russie , dans la soixante-huitième année de son âge. Elle régnoit depuis le 9 juillet 1762 , époque de l'assassinat de Pierre III , son mari. Son fils lui succède sous le nom de Paul 1<sup>er</sup>. ; il appelle auprès de lui le prince Repnin. ( *J. de P.* N°. 86 , 89 , 106 et 211 ).

*Du 28.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 21 du courant , relative au traité de paix fait avec le duc de Parme. ( *Bul.* 109 , N°. 1045 ).

*Du premier frimaire.* Le C. Quinette est élu président du conseil des 500. ( 14<sup>e</sup>. *présid.* ).

*Du 2.* Le C. Bréard est élu président du conseil des anciens. ( 15<sup>e</sup>. *présid.* ).

*Du 4.* De Cussy , ci-devant envoyé de France à la cour de Bavière , est condamné à mort comme émigré , et exécuté sur la place de Grève. ( *J. de P.* N°. 67 ).

*Du 7.* Correspondance entre Charles Lacroix et le lord Malmesbury.

( *J. de P.* N°. 54 , 55 , 57 , 70 , 92 et 94 ).

*Du 14.* Le conseil des anciens approuve , à la majorité de 106 voix contre 68 , la résolution du 16 brumaire dernier , qui rapporte différentes dispositions des lois des 3 et 4 brumaire an 4. ( *Bul.* 95 , N°. 898 ).

*Du 28.* Résolution du conseil des 500, portant qu'à compter du 1<sup>er</sup>. nivôse prochain , la totalité des traitemens des fonctionnaires publics et employés sera payée en numéraire.

*Du 29.* Résolution du conseil des 500, portant défense aux colporteurs d'annoncer les journaux et actes des autorités constituées autrement que par leur titre.

Arrêté du directoire , qui approuve les réponses du ministre des relations extérieures aux notes et mémoires confidentiels du lord Malmesbury , et enjoint à ce dernier de sortir du territoire français dans deux fois 24 heures. ( *Rep.* N°. 1509 ).

*Du premier nivôse.* Le C. Paradis est élu président du conseil des anciens. ( 16<sup>e</sup>. *présid* ).

Résolution du conseil des 500 , con-



cernant le renouvellement du corps législatif.

*Du 2.* Le C. Jean de Brie est élu président du conseil des 500. ( 15<sup>e</sup>. *présid* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 28 frimaire dernier , relative au paiement en numéraire du traitement des fonctionnaires publics et employés. ( *Bul.* 97 , N<sup>o</sup>. 917 ).

*Du 5.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 frimaire dernier , relative à l'annonce des journaux. ( *Bul.* 98 , N<sup>o</sup>. 928 ).

*Du 10.* Dans l'audience publique du directoire à divers ambassadeurs , le C. Monro , ministre plénipotentiaire des états-unis d'Amérique , remet ses lettres de rappel. Discours du président du directoire à ce sujet. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 105 ).

*Du 18.* Résolution du conseil des 500 , portant des peines contre les receveurs de départemens , qui ne se conformeroient pas aux dispositions de la loi du 17 brumaire dernier.

Autre résolution qui ordonne la célébration de l'anniversaire de la mort du-cidevant Louis XVI.

Le conseil des anciens approuve cette dernière résolution. ( *Bul.* 49, N<sup>o</sup>. 945 ).

*Du 20.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 1<sup>er</sup>. du courant, relative au renouvellement du corps législatif. ( *Bul.* 100, N<sup>o</sup> 947 ).

*Du 21.* Évacuation du fort de Kell par les Français. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 117 et 121 ).

*Du 22.* Résolution du conseil des 500, qui prescrit la formule du serment à prêter chaque année, pour l'anniversaire de la mort du ci-devant Louis XVI.

« Je jure haine à la royauté et à » l'anarchie ; attachement et fidélité » à la république et à la constitution » de l'an III ».

*Du 24.* Le conseil des anciens approuve cette résolution. ( *Bul.* 100, N<sup>o</sup>. 949 ).

*Du 25.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 18 du courant, qui prononce des peines contre les receveurs de départemens. ( *Bul.* 101, N<sup>o</sup>. 955 ).

*Du 28.* Lettre écrite au directoire

14     *Nivôse et Pluviôse an 5.*

par le général Buonaparte , qui contient les détails suivans :

Le 23 , combat de Saint-Michel , près de Véronne.

Le 25 et 26 , bataille de Rivoly.

Le même jour 25 , premier combat à Anguiari , par le général Gueux.

Le 26 , second combat à Anguiari , par le général Augereau.

Et le même jour , bataille de la Favorite , gagnée par l'armée commandée par le général Buonaparte.

Fruit de toutes ces victoires : 23,000 prisonniers autrichiens , parmi lesquels trois généraux et tous les bataillons des volontaires de Vienne , 6000 hommes tant tués que blessés , 60 pièces de canon et 24 drapeaux. ( *J. de P. N°.* 128 ).

*Du 30.* Résolution du conseil des 500 , qui détermine la manière de procéder dans les assemblées primaires aux élections communes et au recensement des votes.

*Du premier pluviôse.* Le C. Ligeret est élu président du conseil des anciens. ( 17<sup>e</sup>. *présid.* ).

*Du 2.* Le C. Riou est élu président du conseil des 500. ( 16<sup>e</sup>. *présid.* ).



Du 6. Résolution du conseil des 500 , qui , sur la motion de Jean-de-Brie , donne , à titre de récompense nationale , aux généraux Buonaparte et Augereau les deux drapeaux qu'ils ont saisis à la bataille d'Arcole.

Le C. Poncelin , rédacteur du journal intitulé *le Courier républicain* , fait sa plainte en justice de ce qu'il a été conduit de sa maison de campagne au palais du Luxembourg , dans la partie occupée par le directeur Barras , par trois hommes , dont un en uniforme militaire , qui se sont dit chargés d'un mandat d'amener décerné contre lui. Après différens maltraitemens , qu'il détaille dans sa plainte , il fut mis en liberté. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 131 ).

Louis-Joseph Salamon de Foncrose , ex-conseiller - clerc en la chambre des enquêtes du ci-devant parlement de Paris , accusé d'avoir eu des intelligences avec le pape et des cardinaux , et conspiré contre la république française , est acquitté , sur la déclaration du jury , par jugement du tribunal criminel du département de la Seine , et mis en liberté.

*Du 7.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative à la récompense nationale, accordée aux généraux Buonaparte et Angereau. (*Bul.* 102, N°. 975 ).

*Du 12.* Rapport fait au directoire par le C. Cochon, ministre de la police générale, sur une conspiration, tendant à mettre sur le trône le soi-disant Louis XVIII, et dénoncée par Malo, commandant du 21<sup>e</sup>. régiment de dragons, et Ramel, commandant les grenadiers du corps législatif.

Le directoire par un message donne connoissance au conseil des 500 de cette conspiration.

Résolution de ce conseil, portant que les CC. Malo, Ramel, et autres qui ont contribué à la découvrir, ont bien mérité de la patrie.

*Du 13.* Le C. Rewbel succède au C. Barras dans la présidence du directoire.

*Du 14.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 12 du courant, relative aux CC. Malo, Ramel et autres. (*Bul.* 104, N°. 989 ).

Arrêté du directoire, qui ordonne la traduction devant le conseil de

guerre de la 17<sup>e</sup>. division actuellement à Paris , de Berthelot de la Villeurnois , ex-maître des requêtes , Brottier , du Verne , du Presle dit Dunan , Poly et autres prévenus de la conspiration royale.

Prise de la ville de Mantoue , par les Français ; la garnison de 15,000 hommes , excepté le général Wurmser et sa suite , est faite prisonnière de guerre , avec permission de se retirer à Vienne , et sous l'engagement de ne pas servir jusqu'à l'échange des prisonniers ; deux généraux sont gardés en otage ; l'artillerie , les armes et les bagages restent au pouvoir des Français. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 143).

Du 15. Le conseil des anciens approuve la résolution du 30 nivôse dernier , relative aux élections. (*Bul.* 104, N<sup>o</sup>. 991).

Du 17. Pastoret appelle l'attention du conseil des 500 sur l'arrêté du directoire , qui renvoie par-devant un conseil militaire les prévenus de la conspiration royale.

Il s'élève un très-long et très-grand débat sur cette motion , et le conseil passe à l'ordre du jour.



*Du 22.* L'armée d'Italie se porte sur Loretto ; de suite sur Féligno et Macorata , qui est à 4 lieues de Rome. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 159* ).

*Du 23.* Arrêté du bureau central du canton de Paris , qui défend les bals masqués , et porte que les autres bals ne pourront tenir la nuit , et seront fermés à 10 heures et demie au plus tard. ( *Rép. N<sup>o</sup>. 1687* ).

*Du 27.* Proclamation du général Buonaparte , portant que les prêtres réfractaires réfugiés en Italie , sont autorisés à rester dans les états du pape , conquis par les armées françaises. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 160* ).

Ce général écrit au directoire que Loretto contenoit un trésor de trois millions , qu'il y a trouvé à-peu-près un million. Il envoie à Paris une caisse, contenant la statue de bois de Notre-Dame de Lorette et diverses reliques. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 161* ).

*Du 28.* Incendie violent dans la maison d'un épicier , rue honoré , au coin de celle Roch. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 152* ).

*Du premier ventôse.* Le C. Poncelin de Grandpré est élu président du conseil des anciens. ( *18<sup>e</sup>. présid* ).

*Du 2.* Le C. La Loi est élu président du conseil des 500. ( 17<sup>e</sup>. *présid.*).

Résolution du conseil des 500, concernant l'instruction pour les assemblées primaires et électorales.

Cette instruction porte que les citoyens qui se sont fait inscrire sur le registre civique jusqu'au 30 ventôse de l'année précédente, auront le droit de voter dans les assemblées primaires du mois de germinal de l'année courante, conformément à l'article VIII de l'acte constitutionnel, et que pour l'an 5 seulement, les inscriptions faites postérieurement au 30 ventôse de l'an 4, seront censées avoir été faites ledit jour, et donneront droit de voter dans les assemblées primaires dès le mois de germinal de l'an 5.

Arrêté du directoire, qui ordonne la clotûre des registres des demandes en radiation de la liste des émigrés. ( *Bul.* 107, N<sup>o</sup>. 1016 ).

Lettre du pape Pie VI au général Buonaparte, et réponse de ce dernier. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 165 ).

*Du 3.* Résolution du conseil des 500, qui accorde une indemnité de 3 liv. par jour aux jurés et témoins qui se

déplaceront, et 15 sous par lieue pour l'aller et le retour.

*Du 5.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 1<sup>er</sup>. du courant, concernant l'instruction pour les assemblées primaires et électorales. (*Bul.* 108, N<sup>o</sup>. 1038).

*Du 6.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 3 du courant, relative à l'indemnité des jurés et témoins. (*Bul.* 108, N<sup>o</sup>. 1039).

*Du 8.* Arrêté du directoire concernant les prêtres réfractaires, qui voudroient se retirer en Italie. (*Bul.* 108, N<sup>o</sup>. 1043. *Voyez 27 pluviôse dernier*).

*Du 10.* Résolution du conseil des 500, qui lève la suspension des actions en rescision des contrats de vente, pour cause de lésion d'autre moitié.

Soixante drapeaux pris à Mantoue, sont présentés au directoire, dans sa séance publique, par le général Augereau, qui reçoit une armure et un drapeau tricolore, symbole de celui qu'il a planté sur le pont d'Arcole, sous les obus et la mitraille de l'artillerie autrichienne. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 162. *Voyez le 14 pluviôse dernier*).

*Du 11.* Proclamation du directoire,



où il rappelle aux citoyens que « c'est » de la sagesse de leurs choix dans » les assemblées primaires et électo- » rales, que dépendent la durée, la » conservation et la prospérité de la » république (1) ». ( *B.* 108, N°. 1044 ).

*Du 12.* Résolution du conseil des 500, qui rétablit la contrainte par corps.

Arrêté du directoire, qui, d'après les dispositions stipulées en faveur de l'Angleterre, dans le traité d'amitié et de commerce, passé à Londres le 19 novembre 1794, entre cette puissance et les États-Unis de l'Amérique, modifie celui conclu le 6 février 1778, entre lesdits États et la France. ( *Bul.* 111, N°. 1052 ).

*Du 15.* On procède, dans les deux conseils, au tirage au sort de la moitié des ex-conventionnels, qui doivent sortir du corps législatif (2).

*Du 16.* Résolution du conseil des 500, qui porte que les fonctionnaires publics ne peuvent voter dans les assemblées primaires des cantons où ils

---

(1) Voyez l'art. 376 de la constitution.

(2) Voyez la liste des membres qui sont restés.  
( *J. de P.* N°. 166 ).

exercent leurs fonctions , qu'autant qu'ils y auroient fixé leur domicile depuis au moins un an , par l'inscription civique dans les registres de la municipalité.

*Du 19.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 16 du courant , relative à la résidence donnant droit de voter dans les assemblées primaires. ( *Bul.* 110, N°. 1046 ).

*Du 20.* Proclamation du ci-devant Louis XVIII aux Français. ( *J. P.* N°. 203 ).

*Du 21.* Résolution du conseil des 500 , portant que les individus portés sur la liste des émigrés , ne seront point exclus des assemblées primaires s'ils ont obtenu un arrêté de radiation provisoire du département.

*Du 22.* Le conseil des anciens approuve cette résolution. ( *Bul.* 110, N°. 1048 ).

L'abbé Clément , âgé de 80 ans , choisi évêque de Versailles par le vœu du clergé et des fidèles diocésains , est sacré dans sa cathédrale. ( *J. de P.* N°. 179 ).

*Du 23.* Résolution du conseil des 500 , portant que les militaires qui ne font

pas partie d'un corps armé, ont le droit de voter dans les assemblées primaires.

*Du 24.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 12 du courant, portant rétablissement de la contrainte par corps. (*Bul.* 112, N°. 1068 ).

Le même conseil approuve celle du jour d'hier, relative au droit des militaires de voter dans les assemblées primaires. (*Bul.* 112, N°. 1058 ).

*Du 25.* Le directoire expose dans un message qu'il adresse au conseil des 500, la résistance qu'il éprouve de la part de quelques fonctionnaires publics à prêter le serment de haine à la royauté; il en prend occasion pour demander si, dans un tems où l'audace des royalistes s'accroît d'une manière effrayante, il ne seroit pas à propos d'exiger des électeurs qui vont être nommés, un serment pareil à celui que la loi prescrit aux fonctionnaires publics.

*Du 26.* Résolution du conseil des 500, qui porte que les électeurs promettent fidélité et attachement à la république et à la constitution de l'an 3.



.. 24 *Ventôse et Germinal an 5.*

*Du 29.* Prise de la forteresse de Gradisca, capitulation de cette place. ( *J. de P.* N°. 192 ).

Les défenseurs officieux des prévenus de la conspiration royale, exposent dans une pétition au conseil des 500, qu'ils ont présenté au conseil de guerre un déclinaire contre sa compétence, et que le président a répondu que le conseil ne prononceroit sur ce déclinaire qu'en jugeant le fond, qu'invité de consigner cette décision sur le registre, le conseil avoit refusé de le faire.

*Du 30.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 26 du courant, concernant la déclaration à faire par les électeurs. ( *Bul.* 114, N°. 1096 ).

*Du premier germinal.* Le C. Delmas est élu président du conseil des anciens. ( 19<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Lecointre Puyraveaux est élu président du conseil des 500. ( 18<sup>e</sup>. *présid* ).

*Du 2.* Jugement du tribunal de cassation, qui ordonne l'apport par-devant lui, des pièces de la procédure instruite par le conseil de guerre  
contre

contre les prévenus de la conspiration royale.

Proclamation à Véronne, du provvediteur extraordinaire Ballagia, qui contient des expressions offensantes pour la nation française. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 228 ).

*Du 3.* Arrêté du directoire, qui défend l'exécution du jugement du tribunal de cassation. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 1831 ).

Le conseil des 500 passe à l'ordre du jour sur la pétition des défenseurs officieux des prévenus de la conspiration royale.

Le conseil de anciens approuve la résolution du 10 ventôse dernier, relative à la lésion d'autre moitié dans les ventes. ( *Bul.* 115, N<sup>o</sup>. 1100 ).

*Du 5.* Résolution du conseil des 500, qui prononce la peine d'emprisonnement de 10 jours et 25 francs d'amende contre un juré d'accusation, et de 20 jours d'emprisonnement et 50 francs d'amende contre un juré de jugement, qui ne se rendroient pas sur la sommation à eux faite, sauf les cas de maladie grave ou de force majeure.

Arrêté du bureau central, qui fait défense de violer l'asyle des citoyens, sous prétexte de leur offrir des bouquets, et prononce contre les contrevenans la peine d'une année d'emprisonnement, conformément à la loi du 22 juillet 1791. ( *J. de P.* N°. 199 ).

*Du 9.* Le prince Charles est battu par l'armée d'Italie, qui lui fait 3000 prisonniers, lui enlève 8 drapeaux et 10 pièces de canon. ( *J. de P.* N°. 191 ).

*Du 10.* Référé du tribunal de cassation au corps législatif, sur l'obstacle apporté par le directoire à l'exécution de son jugement, par le C. Emmery, membre de ce tribunal.

Le conseil des 500 passe à l'ordre du jour.

Résolution de ce conseil, qui ordonne que les fonctionnaires publics pour un tems illimité, ne perdront pas leurs places par l'acceptation des fonctions législatives; leur remplacement en ce cas, ne sera que provisoire; mais ils ne pourront cumuler deux traitemens.

Le conseil des anciens approuve la



résolution du 5 du courant, portant des peines contre les jurés qui ne se rendront pas à leur poste. ( *Bul.* 116, N<sup>o</sup>. 1113 ).

*Du 11.* Résolution du conseil des 500, portant que, dans les affaires criminelles, les juges et les jurés devront rester aux débats commencés jusqu'au jugement.

*Du 13.* Le conseil des anciens approuve cette résolution ( *Bul.* 116. N<sup>o</sup>. 1120 ).

Réponse du prince Charles, aux ouvertures de paix à lui faites par le général Buonaparte. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 213 ).

*Du 14.* Les Autrichiens évacuent le Tyrol.

Le prince Charles fait sa retraite à marche forcée sur la route de Vienne, et est battu par la division commandée par le général Massena. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 213 ).

*Du 15.* La constitution cispadane est proclamée à Bologne, au son des cloches de toutes les églises et au bruit du canon. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 221 ).

*Du 16.* Couronnement du czar à Moscou: ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 211 ).

*Du 18.* Suspension d'armes de 5 jours, entre l'armée d'Italie et l'armée impériale. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 214 ).

*Du 19.* Résolution du conseil des 500, qui ratifie le traité de paix conclu à Tolentin, entre la république française et le pape.

Jugement du conseil de guerre, qui prononce la peine de la réclusion contre Dunan, Brottier, Proly et Lavilleurnois, renvoie au tribunal criminel Guillaume de la Houssaye et le Serteur, et acquitte tous les autres du crime d'embauchage.

Arrêté du directoire, qui ordonne que ceux qui ont été acquittés du crime d'embauchage par le jugement ci-dessus, ainsi que le nommé Sourdat, seront poursuivis et jugés comme prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de la république, par le tribunal criminel du département. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 201 ).

Ouverture du spectacle de l'Odéon.

*Du 20.* Les électeurs du département de la Seine s'assemblent dans la ci-devant église de l'Oratoire-St.-Honoré.

Le C. Dufresne est élu président du bureau.

Le C. La Millière, secrétaire.

Et les citoyens Popelin, Murinais et Desmeuniers, scrutateurs.

Massacre à Véronne d'une centaine de soldats de l'armée d'Italie. Le général Buonaparte écrit au doge de Venise pour qu'il ait à se déclarer dans les 24 heures, pour la paix ou pour la guerre. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 222*).

*Du 21.* L'assemblée électorale nomme membres du conseil des anciens, les citoyens Fleurieu, ex ministre, et Murinais;

Et les citoyens Dufresne et Emery au conseil des 500.

*Du 22.* Cette assemblée nomme les citoyens Bonnières et Quatremère-de-Quincy, pour compléter les 4 membres du conseil des 500 qui étoient à élire;

Puis en remplacement du C. Dambray, qui n'avoit pas accepté lors des nominations de l'année dernière, elle nomme le C. Boissy - d'Anglas, ex-conventionnel;

Elle nomme pour haut-juré, le C. Langlois, ex-procureur au ci-devant parlement;



Et pour administrateurs du département, les citoyens Popelin, Boscheron, Fiffé, Thieon de la Chaume, et Trudon des Ormes, agent national de la commune d'Antony.

*Du 23.* Proclamation du sénat de Venise, pour désavouer celle portant le nom de Ballagia, comme étant fausse et supposée. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 228*).

Assassinat tenté sur la personne du C. Sieyès, par le nommé Poule, ci-devant augustin, à Draguignan département du Var. (*J. de P. N<sup>os</sup>. 203 et 205*).

L'assemblée électorale nomme le C. Minier président du tribunal criminel du département, et le C. Archambault vice-président.

Le C. Cahier accusateur-public.

Le C. Aubertot substitut de l'accusateur-public ;

Et le C. Fremin, greffier de ce même tribunal.

Lettre du C. Boissy-d'Anglas pour l'acceptation de la place de député ;

Elle est ainsi terminée : « Daignez » dire à l'assemblée, citoyen président, que, si dans le cours de cette

» mémorable et trop souvent cruelle  
» révolution que nous sommes appe-  
» lés à terminer, il m'a été impos-  
» sible d'empêcher les maux affreux  
» qui l'ont accompagnée et souillée,  
» mon seul désir, mon seul espoir,  
» ma seule ambition, sont de contri-  
» buer à en cicatriser les blessures,  
» à en utiliser les résultats et à faire  
» succéder le règne des lois sages et  
» humaines, et une liberté bien or-  
» donnée aux désordres de l'anarchie  
» révolutionnaire, qui a si long tems  
» tourmenté la France ». ( *J. de P.*  
N<sup>o</sup>. 204 ).

*Du 25.* Résolution du conseil des 500,  
portant que les officiers municipaux  
et juges de paix entrèrent en exercice  
le 1<sup>er</sup>. floréal, les membres des ad-  
ministrations de département et les  
juges, le 15, à l'exception de ceux  
du tribunal de cassation qui n'y en-  
treront que le 1<sup>er</sup>. prairial.

L'assemblée électorale nomme 26  
juges du tribunal civil. ( *J. de P.*  
N<sup>o</sup>. 206 ).

Le C. Aubertot refuse la place de  
substitut de l'accusateur-public.

*Du 26.* Lettre du sénat de Venise

au général Buonaparte, en réponse à la sommation qui lui avoit été faite. Il assure ce général de la sincérité des sentimens de la république pour la nation française. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 228 ).

L'assemblée électorale nomme les 22 juges restant pour compléter les 48 du tribunal civil. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 208 ).

*Du 27.* Cette assemblée nomme un des cinq juges suppléans du tribunal civil.

*Du 28.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 25 du courant, qui détermine l'époque de l'entrée en fonctions des fonctionnaires publics nommés par le peuple. ( *Bul.* 118, N<sup>o</sup>. 1142 ).

L'assemblée électorale nomme les 4 juges suppléans du tribunal civil, restant pour compléter les 5.

*Du 29.* Cette assemblée nomme pour substitut de l'accusateur-public, à la place du C. Aubertot, le C. le Bruyn.

A 6 heures du soir le président dit :  
« Au nom de la loi je déclare que  
» les élections de l'an 5 étant termi-



» nées , et les 10 jours accordés par  
» la constitution étant expirés , l'as-  
» semblée électorale est dissoute ».

Discours du C. Marmontel à l'as-  
semblée électorale du département de  
l'Eure qui l'avoit nommé député , dans  
lequel « il fait le vœu d'embrasser  
» avec ardeur la cause de la religion  
» de nos pères dont il a vu avec hor-  
» reur dépouiller les temples , ren-  
» verser et profaner les autels ». ( *J.  
de P. N<sup>o</sup>. 214* ).

*Du 30.* Le conseil des anciens ap-  
prouve la résolution du 10 du cou-  
rant , concernant le mode de rem-  
placement des fonctionnaires publics  
qui deviennent membres du corps lé-  
gislatif. ( *Bul. 119, N<sup>o</sup> 1148* ).

*Du premier floréal.* Le C. Courtois  
est élu président du conseil des an-  
ciens. ( *20<sup>e</sup>. présid* ).

Le C. Lamarque est élu président  
du conseil des 500. ( *19<sup>e</sup>. présid* ).

*Du 5.* Manifeste du général Bu-  
onaparte contre la république de Ve-  
nise. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 238* ).

*Du 8.* Résolution du conseil des 500 ,  
portant que les bons du quart , en nu-  
méraire , du second semestre de l'an 4

séront reçus en paiement des contributions des rentiers et pensionnaires de l'état.

Boissy-d'Anglas demande par motion d'ordre, que la loi du 15 avril 1793, qui ordonne la mise hors la loi des émigrés rentrés, soit rapportée.

Dumolard se borne à demander le renvoi de la proposition à la commission déjà chargée de l'examen des lois contraires à la constitution.

Le conseil des 500 adopte la question préalable sur le tout.

*Du 10.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 19 germinal dernier, portant ratification du traité de paix entre la république et le pape. (*Bul.* 166, N<sup>o</sup>. 1599).

Le même conseil approuve la résolution du 8 du courant, relative aux bons du quart. (*Bul.* 120, N<sup>o</sup>. 1165).

*Du 11.* Le directoire annonce aux deux conseils, par des messages, qu'il vient d'approuver les préliminaires de paix (1) signés par le général Buona-

---

(1) Il y avoit un article dans les préliminaires, qui portoit que sa majesté l'empereur reconnoissoit la république française. La république, dit

parte et les plénipotentiaires de l'empereur.

Jean de Brie demande que le jour où l'effusion du sang humain a cessé sur le continent, soit déclaré fête solennelle et annuelle pour toute la république.

Pastoret propose de faire élever sur la principale place de la commune de Paris, un monurent sur lequel sera gravée cette inscription : *La France victorieuse, aux défenseurs de la Patrie.* Ces deux propositions sont renvoyées à une commission.

Du 13. Le C. le Tourneur succède au C. Rewbel dans la place de président du directoire.

Du 17. L'article XXXII de la constitution porte que « tout citoyen qui » sera légalement convaincu d'avoir » vendu ou acheté un suffrage, sera » exclu des assemblées primaires et » communales et de toute fonction » publique pendant 20 ans, et en cas

---

Buonaparte, est comme le soleil sur l'horison, bien aveugles sont ceux que son éclat n'a pas encore frappés ; et l'article a été rayé. ( *J. de P.* N°. 219 ).



» de récidive , il le sera pour toujours.

Résolution du conseil des 500 , qui décide que cette peine est infamante , et qu'en conséquence les prévenus seront soumis aux jurys d'accusation et de jugement dans les formes ordinaires.

*Du 18.* Résolution du conseil des 500 , portant que les oppositions formées par l'agent du trésor public-sur les inscriptions des comptables , n'affectent que la propriété et nullement les arrérages tant échus qu'à écheoir.

*Du 19.* Brochure du C. de La Harpe , intitulée , du fanatisme dans la langue révolutionnaire , ou de la persécution suscitée par les barbares du 18<sup>e</sup>. siècle à la religion chrétienne et à ses ministres. ( *J. de. P.* N<sup>os</sup>. 229 et 262 ).

*Du 21.* Résolution du conseil des 500 , qui abroge la loi du 3 brumaire an 4 , qui exclut des fonctions publiques jusqu'à la paix les citoyens y désignés ; et celle du 21 floréal audit an , relative à des mesures de sûreté pour les communes de Paris et de Vendôme.

*Du 22.* Résolution du conseil des 500 , qui règle le tirage au sort entre les membres du directoire.

*Du 24.* Le conseil des anciens approuve cette résolution. ( *Bul.* 121, N<sup>o</sup>. 1175 ).

Buonaparte , frère du général de ce nom , est envoyé en qualité d'ambassadeur à Rome. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 238 ).

*Du 26.* Le directoire envoie un message au conseil des 500 , par lequel il déclare qu'il ne peut sceller ni promulguer l'acte du corps législatif relatif au tirage au sort des membres du gouvernement.

Le conseil passe à l'ordre du jour. ( *Rep.* N<sup>o</sup>. 2004 ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 18 du courant , qui accorde aux comptables la jouissance de leurs pensions et arrérages de rentes , nonobstant les oppositions de l'agent du trésor-public. ( *Bul.* 123, N<sup>o</sup>. 1185 ).

Le directoire envoie au conseil des 500 , le manifeste du général Buonaparte dans les états de Venise , en déclarant qu'il en a approuvé les vues comme nécessaires au maintien de l'honneur de la république. ( *V. 5 du courant* ).

*Du 28.* Résolution du conseil des 500 , concernant les formes réglementaires

de l'admission des députés nouvellement élus au corps législatif.

*Du 29.* Résolution du conseil des 500, portant que le membre du directoire nouvellement élu, sera installé aussitôt après sa nomination, et qu'en aucun cas le membre sortant ne pourra exercer ses fonctions au-delà du 10 prairial.

Décret du conseil des anciens par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 21 du courant, portant abrogation des lois des 3 brumaire et 21 floréal an 4. (*Rep.* N°. 1016).

Fête de députés, de ministres et de généraux dans la salle de l'Odéon. (*J. de P.* N°. 242).

*Du 30.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, concernant la cessation des fonctions du membre du directoire sortant chaque année. (*Bul.* 123, N. 1189).

Le même conseil approuve celle du 28 du courant, relative à l'admission des députés nouvellement élus. (*Bul.* 123. N°. 1190).

Le C. Letourneur sort du directoire par le tirage. (*Pour le mode de ce tirage, Voyez J. de P.* N°. 241).



Ceux que le sort a fait sortir de la trésorerie et de la comptabilité, sont pour la première administration, le C. de Clerck, et pour la seconde le C. Regardin.

*Nombre des lois rendues jusqu'à ce jour.* (Voyez J. de P. an 6. N°. 42).

Par l'assemblée constituante. 3428.

Par l'assemblée législative. . 2190.

Par la convention. . . . . 15414.

Et par le corps législatif. . . 1239.

---

TOTAL. . . . . 22271.

---

*Du premier prairial.* Installation du nouveau tiers.

Le C. Barbé Marbois est élu président du conseil des anciens. (1<sup>er</sup>. *présid*).

Le C. Pichegru est élu président du conseil des 500. (1<sup>er</sup>. *présid*).

Résolution du conseil des 500, sur la proposition de Pénrière, appuyée par Dumolard, qui rapporte les lois

par lesquelles les représentans du peuple J. J. Aimé, Mersan, Ferrand-Vaillant, Gau et Polissart avoient été suspendus de leurs fonctions.

Autre résolution qui annule la nomination de Barrère, élu député au corps législatif, par l'assemblée électorale du département des Hautes - Pyrénées.

Autre qui rapporte la loi du 21 floral an 4<sup>e</sup>. , excluant de Paris les ex-conventionnels et les individus inscrits sur la liste des émigrés.

Le conseil des anciens approuve les deux premières résolutions. (*Bul.* 124, N<sup>o</sup>. 1195 et 1196).

*Du 3.* Résolution du conseil des 500, sur la motion de Boissy d'Anglas qui veut que les présentations attribuées par la constitution au conseil des 500, et les élections attribuées au conseil des anciens, soient faites à la majorité absolue, abroge en conséquence les articles I et II de la loi du 25 fructidor an 3<sup>e</sup>. , qui n'exigeoient qu'une simple majorité relative.

Révolution à Gènes. Histoire de cette révolution. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 70 ).

*Du 4.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jout d'hier, relative au mode à observer pour les présentations et élections à faire par les deux conseils. (*Bul.* 124. N°. 1205).

*Du 5.* Les dix candidats, nommés par le conseil des 500 pour la place de directeur vacante par le sort, sont Barthelemy, Bougainville, Rhédon de Beaupreau, ancien commissaire de la marine, Vieillard, juge au tribunal de cassation, Tarbé, ancien ministre, Germain, Garnier, Cochon, Borda, Desmeuniers et le général Beurnonville. (*J. de P.* N°. 246 et 247 ).

*Du 7.* Le C. Barthélemy est proclamé membre du directoire, pour remplacer le C. Le Tourneur.

Le C. Carnot est président du directoire, à la place de ce dernier.

Jugement de la haute-cour de justice, qui, sur la déclaration du haut jury, condamne à la peine de mort Babœuf et Darthé, et, à celle de la déportation, Buonarotti et six autres. (*J. de P.* N°. 251 ).

Ce même jugement acquitte les CC. Laignelot, Ricord, Amar, Vadier,



Drouet (1), Robert Lindet, Félix Le Pelletier, Rossignol et quarante-sept autres, en tout cinquante-cinq, de l'accusation admise contre eux, et ordonne leur mise en liberté.

*Du 9.* Les trois candidats nommés par le conseil des 500, pour la place de commissaire de la trésorerie nationale, vacante par le sort, sont les CC. Defermont, Pelet de la Lozère, tous deux ex-conventionnels, et Gaudin, ancien commissaire de la trésorerie.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 1<sup>er</sup>. du courant, qui rapporte la loi du 21 floréal an 4<sup>e</sup>. (*Bul.* 125. N<sup>o</sup>. 1214).

*Du 11.* Le C. Gaudin est nommé commissaire de la trésorerie, à la place du C. de Clerck.

*Du 13.* Le calme se rétablit dans l'État vénitien; les nobles renoncent au privilège qu'ils avoient de gouverner; la municipalité est composée de citoyens de diverses classes et professions. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 268).

---

(1) Voyez 30 thermidor an 4.

*Du 14* Le ministre Pitt rend compte à la chambre des communes , de la révolte des matelots des flottes anglaises ; l'insurrection de celle de Sheerness va de mal en pis ; et , quant à celle du Nore , quatre vaisseaux de ligne viennent d'arborer le pavillon rouge et de s'y joindre. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 266* ).

*Du 15.* Tarbé, au nom de la commission des colonies , fait un rapport qui contient la critique la plus amère de tout ce qui a été fait jusqu'ici sur les colonies ; les assemblées nationales , selon lui , n'ont rendu , depuis 5 ans , que des décrets atroces et abominables : il est interrompu.

Thibaudeau prend la parole et demande que ce rapport soit renvoyé à la commission , pour en présenter un autre plus digne du conseil.

Poule , assassin de Sieyès , est condamné par le tribunal criminel du département de la Seine , à vingt années de fers , et à six heures d'exposition , le juri ayant déclaré qu'il avoit agi sans préméditation. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 256* ).

*Du 16.* Résolution du conseil des 500 , qui , sur un nouveau rapport fait par

Tarbé, rapporte la loi du 5 pluviôse an 4<sup>e</sup>., relative à l'envoi d'agens du directoire à Saint-Domingue.

*Du 17.* Sur cinq administrateurs de département, nommés l'année dernière par l'assemblée électorale du département de la Lozère, trois avoient donné leur démission, les deux restans avoient nommé à leurs places; mais, trois mois après, le directoire nomma trois citoyens, en remplacement de ceux choisis par les administrateurs.

Résolution du conseil des 500 sur le rapport de Noailles, qui porte que le directoire n'a le droit de nommer des administrateurs provisoires, soit de département, soit de canton, que dans le cas où une administration a perdu tous les membres qui la composoient.

L'arbre de la liberté est planté à Ancône, capitale de la Marche du même nom, dans les états du pape. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 287 ).

Conseil à bord du Saudwich, l'un des vaisseaux de la flotte du Nore, qui arrête que désormais cette flotte s'appellera la République flotante. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 265 ).



*Du 19.* Résolution du conseil des 500, qui ordonne que le C. de Rumare, député audit conseil, sera rayé de la liste des émigrés.

Le C. Regardin est nommé commissaire de la comptabilité.

*Du 22.* Résolution du conseil des 500, qui regarde comme non avenue la loi du 3 brumaire an 4<sup>e</sup>, et les articles 2, 3, 4 et 5 de celle du 14 frimaire an 5<sup>e</sup>, relatifs à l'exclusion des fonctions publiques.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 19 du courant, relative au C. de Rumare.

*Du 23.* Vaublanc fait au conseil des 500, l'exposition de la malheureuse situation des rentiers; il propose l'établissement d'une caisse spécialement consacrée à leur paiement. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 264 ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 16 du courant, relative aux agens du directoire dans l'île de Saint-Domingue. (*Bul.* 128, N<sup>o</sup>. 1235).

*Du 24.* Résolution du conseil des 500, qui raye le C. Imbert Colomès, député audit conseil, de la liste des émigrés.

*Du 27.* Résolution du conseil des 500, qui rend commune aux îles de France et de la Réunion la loi du 23 du courant.

*Du 29.* Rapport de Camille Jordan sur la liberté des cultes. Il propose deux projets de résolution : l'un a pour but de garantir à chaque citoyen le libre exercice de son culte ; l'autre , d'assurer à la société une garantie contre les abus qui peuvent naître de la liberté des cultes.

Ils contiennent , entr'autres dispositions , la faculté accordée aux citoyens de choisir les ministres de leur culte , sans que ceux-ci puissent être tenus de faire aucune déclaration , l'exercice du culte dans les hospices civils et militaires , l'usage des cloches , etc. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 270 et 271 ).

Résolution du conseil des 500 , pour les délais qui sont à observer avant de prononcer sur les demandes en divorce , formées pour incompatibilité d'humeur et de caractère.

Autre résolution qui déclare définitive la radiation provisoire du représentant du peuple Madier.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 27 du courant, relative aux agens du directoire dans les îles de France et de la Réunion. (*Bul.* 129, N<sup>o</sup>. 1248).

Parker, l'un des principaux chefs de l'insurrection de la flotte du Nore, est arrêté.

Les nouvelles conférences pour la paix avec l'Angleterre auront lieu à Lille. Le directoire nomme pour ministre plénipotentiaire de la république le C. Le Tourneur, ex-directeur, et pour adjoints les CC. Pléville-Pelay et Maret; le C. Colchen est chargé des fonctions de secrétaire de la légation. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 270).

Du 30. Résolution du conseil des 500 (1), qui autorise la trésorerie nationale à faire des négociations sans l'approbation du directoire. (*Voyez la loi du 3 frimaire an 4, Bul.* 44, N<sup>o</sup>. 356, et celle du 22 vendémiaire dernier).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 24 du courant, relative

---

(1) Cette résolution a été rejetée. *Voyez ci-après au 9 messidor.*



48     *Prairial et Messidor an 5.*

au C. Imbert Colomès. ( *Bul.* 128. N<sup>o</sup>. 1250 ).

*Du premier messidor.* Le C. Bernard Saint-Afrique est élu président du conseil des anciens. ( 2<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Henri la Rivière est élu président du conseil des 500. ( 2<sup>e</sup>. *présid* ).

Dans le conseil des 500 , après la lecture du procès-verbal , le Clerc de Maine et Loire demande le rapport de la résolution prise la veille , relativement aux négociations à faire par la trésorerie nationale. Il s'élève à ce sujet un tumulte , tel qu'on n'en avoit pas encore vu de pareil dans aucune des assemblées précédentes. Le président se couvre : ce signal est méconnu ; enfin , au bout de 20 minutes , l'orateur reprend son discours. Il ne concevoit pas comment des hommes accusés d'ineptie et de prévarication , et dont la destitution a été demandée , peuvent être tout d'un coup revêtus d'une confiance illimitée , et devenir les arbitres suprêmes du trésor de l'état.

Le conseil passe à l'ordre du jour , et maintient sa résolution.

*Du 2.*

*Du 2.* Pastoret dénonce l'arrêté du directoire , du 12 ventôse dernier , comme étant propre à altérer l'harmonie qui règne entre les États-Unis de l'Amérique et la France. Il demande que cet arrêté soit renvoyé à la commission chargée d'examiner la question de savoir si le corps législatif peut annuler les actes du directoire.

Sur la réflexion faite par Cholet , que ce renvoi pourroit faire préjuger l'annihilation dudit arrêté , le conseil des 500 renvoie la proposition de Pastoret à une commission spéciale (1).

*Du 3.* Résolution du conseil des 500 , qui autorise le directoire à envoyer à Saint-Domingue un ou plusieurs agens particuliers , au nombre de trois au plus , dont les fonctions ne pourront excéder 18 mois , à compter du jour de leur arrivée dans la colonie.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 prairial dernier , relative au représentant du peuple Madier. ( *Bul.* 129 , N<sup>o</sup>. 1253 ).

*Du 4.* Le choix du cabinet de St<sup>e</sup>.-James pour les négociations de paix

---

(1) Cette commission a été supprimée. Voyez 29 fructidor de la présente année.

avec la république française , se porte sur le lord Malmesbury. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 275* ).

*Du 5.* Dumolard parle du manifeste du général Buonaparte contre le gouvernement de Venise. Il convient que ce manifeste approuvé par le directoire , étoit dans le cercle de ces mesures urgentes que la constitution l'autorise à prendre , mais à la charge d'en prévenir sur-le-champ le corps législatif , à qui seul appartient le droit de déclarer la guerre. Il dit qu'il n'examinera pas à quel système de compensation on veut faire servir l'envahissement des provinces vénitiennes , ni si cet envahissement n'est pas destiné à faire dans l'histoire le pendant du partage de la Pologne (1). Il demande le renvoi de ses observations à une commission (2).

Le renvoi est ordonné.

Loi relative aux transactions passées entre particuliers pendant la dépré-

---

(1) Fait en 1772, entre l'empereur d'Allemagne, le roi de Prusse et l'impératrice de Russie, pendant le ministère du duc d'Aiguillon en France.

(2) Cette commission a été supprimée. Voyez 26 fructidor de la présente année.



ciation du papier - monnaie , portant qu'il sera fait dans chaque département un tableau des valeurs successives de ce papier , à partir du 1<sup>er</sup>. janvier 1791 ( v. s. ) , jusqu'au jour de la publication de la loi du 29 messidor an 4. ( *Bul.* 129 , N<sup>o</sup>. 1254 ).

*Du 6.* Résolution du conseil des 500 , qui lève le séquestre apposé sur les biens des ci-devant prince de Conti et duchesse d'Orléans.

*Du 7.* De la Rue demande qu'on s'occupe des sociétés populaires.

Le conseil de anciens approuve la résolution relative aux agens à envoyer dans l'île de Saint - Domingue. ( *Bul.* 129 , N<sup>o</sup>. 1255 ).

*Du 8.* Parker est condamné à être pendu , et doit être exécuté la 12. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 287. *Voyez* 29 prairial dernier ).

*Du 9.* Le Marchand - Gomicourt , dans un rapport sur la destruction des loups , fait une allusion plaisante de ces bêtes voraces , qui se réunissent pour attaquer les moutons , aux sociétés des Jacobins qui s'organisoient alors sur tous les points de la république.

Le conseil des anciens approuve la

résolution du 22 prairial dernier , qui apporte la loi du 3 brumaire an 4<sup>e</sup>. , et plusieurs articles de celle du 14 frimaire an 5<sup>e</sup>. ( *Bul.* 129, N<sup>o</sup>. 1258 ).

Décret de ce même conseil , qui rejète une autre résolution du 30 prairial dernier , portant abrogation de la loi qui autorisoit la trésorerie nationale à faire des négociations sans l'approbation du directoire. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 2150 ).

Du 10. Le conseil des anciens approuve la résolution du 5 du courant, relative aux ci-devant prince de Contti et duchesse d'Orléans. ( *Bul.* 129, N<sup>o</sup>. 1255 ).

Du 15. Le C. Defermont , ex-député, est nommé commissaire de la térésorerie, sur le refus du C. Gaudin. ( *Voyez* 11 prairial dernier.

Du 16. Arrivée à Lille du lord Malmesbury , annoncée par le télégraphe. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 289 ).

Du 17. Résolution du conseil des 500, relative aux fugitifs des haut et bas Rhin , auxquels elle accorde un nouveau délai pour rentrer en France (1).

---

(1) Cette résolution a été rejetée. *Voyez* 12 fructidor de la présente année.

On fait lecture d'une pièce intitulée : *Extrait des registres de la société populaire et républicaine de Menou*, qui porte que « cette société est indignée de la conduite que tiennent les membres du nouveau tiers, qui n'ont porté aux fonctions législatives qu'une aversion profonde contre la forme actuelle du gouvernement, et seconde les vues d'un Dumolard et d'un Boissy-d'Anglas, l'exécration de la nation française, en faisant tous les jours des motions en faveur des émigrés et des prêtres réfractaires ».

Le conseil renvoie cette pièce au directoire avec invitation de lui rendre compte des faits.

Du 19. Aux termes de l'article 184 de la constitution, « il y a dans les communes divisées en plusieurs municipalités, un bureau central pour les objets jugés indivisibles par le corps législatif : ce bureau est composé de trois membres nommés par l'administration de département confirmés par le pouvoir exécutif ».

De Rumare, au nom d'une commission spéciale, propose d'ordonner



que les membres des bureaux centraux seront nommés tous les ans.

Incendie à l'Arsenal, dans une forge établie à la ci-devant église des Célestins. ( *J. de P. N° 291* ).

*Du 20.* Résolution du conseil des 500, portant que la durée des fonctions des membres des bureaux centraux est de 3 ans, et qu'il sera procédé chaque année au renouvellement de l'un d'eux. Ils pourront être réélus une fois sans intervalle; mais quand ils auront exercé 6 ans, ils ne pourront être élus de nouveau qu'après un intervalle de deux ans.

Jourdan de la Haute-Vienne dans la discussion relative à la liberté des cultes, justifie la convention nationale des lois qu'elle a rendues, en ces termes: « Une révolution est un » combat terrible dans lequel l'un des » deux partis écrase l'autre. Si dans » la nôtre la royauté eut triomphé, » elle eut exercé les plus cruelles » vengeances. Le sang de tous ceux » qui avoient marqué dans la révolution eût suffi à peine à en éteindre la soif; j'en atteste les cruautés » inouïes exercées envers les hommes

» qui sont tombés entre les mains de  
» l'Autriche. La convention a vaincu,  
» elle a pu, elle a dû être sévère en-  
» vers ses ennemis, et employer tous  
» les moyens pour les empêcher de  
» renverser son ouvrage ».

Le directoire charge le commandant de la force armée de la commune de Lyon, de prendre pour le rétablissement de la tranquillité dans cette commune, telles mesures que les circonstances pourront exiger. (*J. P. N<sup>o</sup>. 291* ).

La république Cisalpine est proclamée. Grande fête à ce sujet ; le général Buonaparte et son état-major y assistent. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 314* ).

*Du 21.* Le Merer a réclamé, non la liberté des cultes, mais les droits du culte antique de nos pères. Son discours est l'apologie la plus complète de la religion chrétienne et nullement de la constitution civile du clergé.

Boulai de la Meurthe, membre du nouveau tiers, parlant ensuite, a aussi fait l'éloge de la religion ; mais il a prouvé que la conduite de ses ministres avoit été depuis 14 siècles

en opposition avec l'évangile ; il a peint leur orgueil , leur amour pour la domination et pour les richesses , leur tendance continuelle à former un état dans l'état , et une et puissance indépendante du souverain ; il a prétendu que cette passion dominante seroit plus forte encore dans la circonstance actuelle , il a voté en conséquence pour qu'on exigeât d'eux une garantie de leur soumission et de leur obéissance aux lois. ( *J. de P. Nos. 292 et 293* ).

*Du 22.* Résolution du conseil des 500 , en faveur des fugitifs de Toulon (1) ; plusieurs membres refusent de prendre part à la délibération , et sortent de la salle ; de ce nombre sont Tallien , Quirot , Jean de Brie , Riou , Chazal , Perez et Guimberteau.

*Du 23.* Boissy - d'Anglas veut que toutes les religions soient libres , et qu'elles soient séparées du gouvernement ; c'est pour avoir violé ce principe que l'assemblée constituante a

---

(1) Cette résolution a été rejetée. Voyez 24 fructidor de la présente année.



versé sur la France un torrent de maux , en chargeant l'état des frais du culte , en réglant la forme des élections de ses ministres , et en établissant parmi eux une hiérarchie tellement combinée que les sectaires ardens crurent voir renaître la ferveur des premiers siècles de l'église. Aujourd'hui qu'il n'existe plus d'autre puissance que l'autorité civile , il lui paroît inutile d'exiger des ministres du culte , plus que de tous les autres français , un gage qu'ils ne troubleront pas la tranquillité publique.

*Du 24.* Duplantier organe de la commission des clubs , présente un projet de résolution qui excite beaucoup de réclamation.

Esseid-Aly-Effendi , ambassadeur de la Porte Ottomane , arrive à Paris. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 297* ).

*Du 26.* La fête anniversaire du 14 juillet est célébrée dans le palais directorial.

Carnot fait un discours dans lequel on remarque ce morceau :

« Mais , que peuvent ces efforts  
» convulsifs contre la volonté nationale  
» qui demande un terme à la

» révolution : envain l'alliance est faite  
» entre l'anarchie et le despotisme ,  
» entre la fureur et l'hypocrisie , en-  
» tre Louis XVIII et l'ombre de Ma-  
» rat pour anéantir le pacte social de  
» 95 ; ils ne réussiront pas plus à le  
» détruire par une explosion subite  
» qu'à exécuter le projet de le démo-  
» lir peu-à-peu.

» Républicains , alarmés sur le sort  
» de la constitution , rassurez-vous.  
» Non , la liberté ne périra pas ; non ,  
» ce n'est pas une marche rétrograde  
» que le retour nécessaire vers un  
» but qui avoit été outre-passé. Nos  
» législateurs sauront s'arrêter au point  
» marqué par la justice , et cette vi-  
» gueur du gouvernement qui a su  
» foudroyer l'anarchie dans sa rage ,  
» saura l'empêcher de renaître , et  
» foudroyer le royalisme à son tour ,  
» s'il ose relever sa tête proscrire ».  
( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 298 ).

Au conseil des 500 , Jean de Brie  
fait un discours sur la journée du 14  
juillet : Puisque à cette époque à ja-  
mais mémorable on fait tout pour di-  
viser les Français , faisons tout , dit-  
il , pour les réunir , et payons aux

premiers héros de notre liberté le tribut de la reconnoissance nationale. Il propose la résolution suivante qui est adoptée.

Les citoyens français vainqueurs de la Bastille au 14 juillet 1789, ont bien mérité de la patrie.

Lettre du général Buonaparte à l'armée d'Italie à l'occasion de cette fête, sur les malheurs dont les royalistes menacent la patrie : « Dès l'instant qu'ils se montreront, dit-il, ils auront vécu ».

La république Gênoise, autrement dite Ligurienne (1), adopte le 14 juillet pour célébrer son indépendance.

Un orateur ecclésiastique prononce un discours dans lequel il établit que la liberté et l'égalité sont basées sur l'évangile. (*J. de P.* N°. 317).

*Du 27.* Résolution du conseil des 500, qui rapporte toutes les lois relatives à la déportation et reclusion des prêtres insermentés.

---

(1) Gènes répond à ce qu'on appelloit anciennement la Ligurie, qui comprenoit en outre une partie du Piémont.



Sur la question de savoir si l'on exigera des ministres des cultes une déclaration, le même conseil procède à un appel nominal, et il est résolu à une majorité de 210 voix contre 201, qu'ils feront une déclaration. (*J. de P.* N°. 298 et 299).

Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative aux vainqueurs de la Bastille. (*Bul.* 133, N°. 1293).

Baudin et Lacombe Saint-Michel, prononce chacun un discours sur cette mémorable victoire.

*Du 28.* Falgues expose par motion d'ordre, que depuis 2 mois Paris est devenu le réceptacle de tout ce que les départemens contenoient de plus impur; que tous les membres du corps législatif ne sont pas destinés à périr, mais que 208 sont désignés jusqu'à plus ample information sur la conduite et le patriotisme des autres; il demande qu'il soit envoyé un message au directoire pour qu'il donne dans la séance du lendemain les renseignemens qu'il doit avoir sur la situation de Paris.

*Messidor et Thermidor an 5. 61*

Le conseil des 500 passe à l'ordre du jour sur cette proposition. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 329* ).

Le C. Talleyrand Périgord est nommé ministre des relations extérieures à la place du C. Charles Lacroix.

Le C. François-de-Neufchâteau, ministre de l'intérieur à la place du C. Benzezech.

Le C. Pléville-Pelay, ministre de la marine à la place du C. Truguet.

Et le C. Lenoir de la Roche (1), ministre de la police générale, à la place du C. Cochon.

*Du 30.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 17 prairial dernier, qui détermine le cas dans lequel le directoire a le droit de nommer des administrateurs provisoires de département. ( *Bul. 133. N<sup>o</sup>. 1296* ).

*Du premier thermidor.* Le C. Dupont de Nemours est élu président du conseil des anciens. ( *3<sup>e</sup>. présid.* ).

Le C. Dumolard est élu président du conseil des 500. ( *3<sup>e</sup>. présid.* ).

---

(1) Voyez 3 et 6 thermidor suivant.

Pastoret dénonce un article du Rédacteur , journal , qu'il dit être imprimé par la nation et payé par elle , qui reproche au corps législatif de ne s'être occupé des impôts de l'exercice courant , qu'au moment où il se termine , comme s'il avoit voulu en réserver l'exploitation intacte à la royauté ; et qui compare ceux qui en sont les membres , aux sénateurs romains du tems de Tibère , qui se levoient à l'envi pour ouvrir des avis aussi ridicules que vils , et dont , selon Tacite , Tibère disoit lui-même en sortant du sénat : *O homines , ad servitutem paratos !*

Le conseil des 500 arrête un message au directoire , pour savoir les mesures qui ont été prises pour punir l'auteur de cet article.

*Du 2.* Aubry , membre de la commission des inspecteurs , dénonce la marche inconstitutionnelle de différentes troupes sur Paris.

Le conseil des 500 envoie un message au directoire , dont il attend la réponse , séance tenante.

Réponse du directoire à ce sujet.  
(*J. de P. N<sup>o</sup>. 303* ).



*Du 3.* Bornes parle d'un placard signé Lenoir de la Roche , membre du club constitutionnel , qui tapisse les rues de Paris , dans lequel on accuse , non quelques membres , mais la majorité du conseil des 500 , d'être contre-revolutionnaire. On sonne le tocsin de l'alarme , et on invite les patriotes à se rallier. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 304* ).

*Du 4.* Plusieurs membres du conseil des 500, Vaublanc , Echassériaux et Jean de Brie présentent des projets de résolution sur les sociétés populaires. D'abord la priorité est accordée à celui de Vaublanc ; mais ensuite ces projets sont envoyés à la commission , à laquelle sont adjoints Vaublanc , Thibaudeau et Boulai de la Meurthe.

Pastoret , dans cette séance , fait un discours , dans lequel il soutient que les sociétés publiques , utiles pour détruire , ne valent rien pour conserver. Le 31 mai , cette journée atroce ne fut-elle pas méditée aux Jacobins , pour servir les haines , les vengeances et l'ambition des chefs de cette société trop fameuse ? Aug thermidor , cette même société n'osa-t-elle pas lut-

ter en faveur du crime contre la justice et l'humanité? A cette époque, la compression des sociétés populaires fut un des moyens les plus sûrs de ramener l'ordre public; alors furent fermées ces portes d'airain d'un temple anarchique, devenu depuis trois ans la métropole de tous les factieux. ( *J. de P.* N°. 305. *Voyez aussi sur ce discours le N°. 307 du même journal* ).

Résolution du conseil des 500, qui abroge l'article 2 de la loi du 3 frimaire an 4<sup>e</sup>. , relative aux négociations à faire par la trésorerie nationale, et autorise les commissaires à faire, sous leur responsabilité, celles qui seront par eux jugées nécessaires. ( *Voyez 30 prairial, 1 et 9 messidor dernier* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 17 floréal dernier, qui détermine en quelle forme et par quels tribunaux doit être prononcée la peine portée par la constitution pour la corruption de suffrages. ( *Bul.* 134, N°. 1308 ).

*Du 5.* Sur la proposition de Willot, appuyée par Aimé, le conseil des 500

arrête qu'il sera fait un message au directoire , pour s'informer de l'âge du directeur Barras (1), et nomme une commission , à l'effet de présenter un mode pour constater l'âge requis par la constitution , pour l'exercice des diverses fonctions publiques.

Le C. Scherer est nommé ministre de la guerre , à la place du C. Petiet , le général Hoche , qui avoit été d'abord désigné pour ce ministère , n'ayant pas l'âge requis par la constitution. (*J. de P.* N°. 300).

*Du 6.* Boulai de la Meurthe , organe de la commission des clubs , présente un nouveau projet.

Résolution du conseil des 500 , sur son rapport , qui défend provisoirement toute société particulière , s'occupant de questions politiques , et ordonne la poursuite devant les tribunaux de police correctionnelle , des

---

(1) Le C. Barras a fait imprimer et afficher dans Paris son acte de naissance , qui porte qu'il est né à Foxemphou , près de Barjoe département du Var , le 30 juin 1755. Il a prouvé par-là , que lors de sa nomination au directoire , il avoit l'âge requis par la constitution.



individus qui se réuniroient dans de pareilles sociétés.

Tallien demande, par motion d'ordre, qu'il soit nommée une commission de sept membres, qui s'occupe de faire cesser les inquiétudes qu'inspirent les divisions qui ont éclaté entre le conseil et le directoire, et des mesures propres à déjouer les espérances des ennemis de la république.

Henry la Rivière demande la question préalable sur cette proposition. Il se plaint dans le discours qu'il fait à ce sujet, de ce qu'on a vu un homme appelé aujourd'hui à des fonctions importantes, se permettre d'afficher des placards, dans lesquels le corps législatif est avili. (*Voyez le 3 du courant*).

*Du 7.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative aux sociétés s'occupant de questions politiques. (*Bul. 134, N<sup>o</sup>. 1310*).

*Du 8.* Pichegru fait un rapport sur la réponse du directoire au message qui lui avoit été envoyé par le conseil des 500 le 2 du courant, relativement à la marche des différentes troupes sur Paris, dans lequel il fait aux sol-

« dats de la république cette apostrophe :  
« Soldats de la liberté , autrefois dans  
» l'état monarchique les armées étoient  
» la propriété d'un maître , esclaves  
» de ses volontés arbitraires ; aujour-  
» d'hui vous vous appartenez à vous-  
» mêmes et à la nation : comme sol-  
» dats , vous devez obéissance au pou-  
» voir exécutif ; comme citoyens , vous  
» devez maintenir la constitution ».

Résolution du conseil des 500 , portant fixation de la limite constitutionnelle pour le passage des troupes. La distance de six miriagrames , prescrite par l'article 69 de la constitution , sera mesurée à vol d'oiseau.

Autre résolution , portant qu'il ne pourra se faire aucun mouvement de troupes par les généraux et commandans de divisions , hors de l'étendue de leur commandement , que sur un ordre du ministre de la guerre , qui ne pourra lui-même le délivrer qu'en vertu d'un arrêté du directoire.

Le C. Sottin , commissaire du directoire près le département de la Seine , est nommé ministre de la police générale , sur la démission du C. Lenoir-la Roche.

*Du 9.* Discours de Dumolard sur la journée du 9 thermidor.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 4 du courant , relative aux négociations à faire par les commissaires de la trésorerie. ( *Bul.* 135, N<sup>o</sup>. 1326. *Voyez le 9 messidor dernier* ).

*Du 10.* Résolution du conseil des 500, qui , sur la proposition de Willot , restitue au directoire le droit qu'il avoit de nommer les officiers de la gendarmerie.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 8 du courant , relative à la fixation de la nouvelle limite constitutionnelle pour le passage des troupes. ( *Bul.* 135, N<sup>o</sup>. 1329 ).

L'ambassadeur de la Porte ottomane se rend , monté sur un cheval , à l'audience publique du directoire.

Le même jour , le directoire donne audience au marquis de Massini , ministre plénipotentiaire du pape , et au C. Boccardi , ministre plénipotentiaire de la république ligurienne. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 312 ).

*Du 12.* Résolution du conseil des 500 ,



our l'organisation de la garde nationale.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 8 du courant , relative au mouvement des troupes. (*Bul.* 135, N<sup>o</sup>. 1334).

Lettre du général Buonaparte aux chefs des Maniotes (1). (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 322 ).

*Du 13.* Willot , par motion d'ordre , demande que la commission des inspecteurs fasse part des renseignemens qu'elle s'est procurés , au sujet de la marche des troupes sur Paris. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 314 et 315 ).

*Du 17.* De la Rue fait un rapport au nom de ladite commission. Il demande qu'il soit envoyé un message au directoire , pour l'inviter à dire dans trois jours , s'il a reçu les renseignemens qui lui ont été demandés le 2 du courant sur le passage des troupes , et quelles mesures il a pri-

---

(1) Maniotes ou Magnotes ; on les regarde comme les descendans des Lacédémoniens ; pour se conserver dans l'indépendance , ils payent un tribut aux Turcs et forment une république dans les montagnes.

ses , pour faire exécuter l'article 275 , de la constitution , qui défend à la force armée de délibérer.

Le conseil des 500 arrête l'envoi du message.

La convention avoit , par une loi du 7 septembre 1793 , autorisé les mineurs à se marier sur l'avis d'un conseil de famille , lequel ne pourroit refuser son consentement , que sur le désordre notoire de la personne que le mineur voudroit épouser.

Résolution du conseil des 500 (1) , qui rapporte cette loi , et remet en vigueur celle du 20 septembre 1791 , qui porte que le consentement du conseil sera donné ou refusé d'après la majorité des suffrages.

*Du 19.* Les officiers du 3<sup>e</sup>. régiment d'artillerie en garnison à Auxonne , font passer au conseil des 500 un numéro du journal de l'Ami des lois , rédigé par Poultier , représentant du peuple , qui a été envoyé au conseil d'administration de ce corps , sous le

---

(1) Cette résolution a été rejetée. Voyez le 1<sup>er</sup>. jour complémentaire de la présente année.

timbre du conseil des anciens. Ils expriment leur indignation contre les calomnies , dont ils disent que ce journal noircit les membres du corps législatif, et assurent la représentation nationale du plus absolu dévouement. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 320 ).

Arrêté du directoire , qui , sur la nomination faite par les administrateurs du département de la Seine des trois membres du bureau central de la commune de Paris , conformément à l'article 148 de la constitution , confirme la nomination du C. Cousin, membre actuel de ce bureau , et rejète celle des CC. Mutel et Doplane. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 322 ).

*Du 20.* Résolution du conseil des 500, relative à la nature du service de la garde nationale.

*Du 21.* Le général Augereau est nommé commandant de la 17<sup>e</sup>. division militaire étant à Paris.

Résolution du conseil des 500, qui détermine la manière dont les communes de l'intérieur de la république pourront être mises en état de guerre ou de siège.



*Du 22.* Jourdan de la Haute-Vienne demande que le président fasse, le 23 du courant, un discours commémoratif de la journée du 10 août.

Cette proposition est adoptée.

Aubry présente un projet relatif à la garde du corps législatif.

Couchery vote pour l'adoption de ce projet. Il dit que c'est contre les usurpations possibles du directoire que la garde du corps législatif est instituée, et qu'il est absurde de lui en laisser la formation.

Thidaudeau parle dans la même sens : « Si, dit-il, la garde constitutionnelle prise dans les départemens, étoit définitivement organisée, elle seroit indépendante du directoire; la garde provisoire qui la remplace, doit donc jouir de la même indépendance ».

Résolution du conseil des 500 (1), qui met cette garde sous la surveillance immédiate des commissions des inspecteurs des deux conseils.

*Du 23.* Discours de Dumolard sur la journée du 10 août. A la suite de

---

(1) Cette résolution a été rejetée. Voyez le 22 fructidor suivant.

ce discours , Philippe Delleville demande que le corps législatif donne aux vainqueurs du 10 août le même témoignage de gratitude nationale qu'il a déjà rendu aux vainqueurs du 14 juillet. Il propose , et le conseil adopte la résolution suivante :

Les citoyens qui, le 10 août 1792, (v. s.) ont combattu et vaincu les satellites du despotisme , ont bien mérité de la patrie.

Message du directoire , contenant des renseignemens sur la marche des troupes , et sur les adresses de plusieurs divisions de l'armée d'Italie , et des plaintes sur la rentrée des émigrés.

« Il n'est pas , dit Vaublanc , de  
» pouvoir plus grand au monde , que  
» celui dont le directoire se trouve  
» investi contre les émigrés ; nous  
» avons , pour les lui accorder , violé  
» tous les principes. Quel pouvoir en  
» effet plus terrible que celui de dé-  
» pouiller un homme de ses biens ,  
» de sa patrie , et de le traîner à l'é-  
» chafaud ». ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 325 ).

Bailly demande que ce message soit imprimé , renvoyé à une commission

de 7 membres, et que copie en soit envoyée au conseil des anciens.

Ces trois propositions sont adoptées.

La commission est composée de Jourdan des Bouches-du-Rhône, Thiбаudeau, Vaublanc, Pastoret, Emmeri, Boissy-d'Anglas et Siméon.

*Du 24.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative aux vainqueurs du 10 août. ( *Bul.* 137, N°. 1353 ).

Murinais, organe de la commission des inspecteurs, invite le conseil des anciens à se former en comité secret.

Ce comité a pour objet un projet de loi présenté par ladite commission, relatif au pouvoir que l'article 102 de la constitution donne au conseil des anciens, de changer la résidence du corps législatif. ( *J. de P.* N°. 325 et 326 ).

Lettre du général Hoche, au sujet du rapport de Delarue, fait en la séance du 17 du courant. ( *J. de P.* N°. 330 ).

*Du 25.* Le conseil des anciens approuve la résolution relative à l'orga-



nisation de la garde nationale. (*Bul.* 137, N<sup>o</sup>. 1354 ).

*Du 26.* Le conseil des 500 prononce la destitution des citoyens Gombau, Desrez, Lemonnier et Savalette, commissaires de la trésorerie, à l'occasion de l'affaire de la compagnie de Dijon.

Bourdon de l'Oise se plaint de ce que des soldats ont insulté, sur le boulevard, des jeunes gens portant des colets noirs à leurs habits; il demande qu'il soit envoyé un message au directoire, pour l'inviter à donner les ordres nécessaires, pour empêcher que les citoyens soient inquiétés, à raison de leur costume.

Ce message est ordonné.

*Du 27.* Résolution du conseil des 500 (1), qui rapporte toutes les lois relatives aux parens des émigrés, ordonne la levée du séquestre qui avoit été mis sur leurs biens, en exécution de la loi du 17 frimaire an 2, et fait compensation des fruits et revenus

---

(1) Cette résolution a été rejetée. *Voyez le 27 nivôse an 6.*

desdits biens, jusqu'au 1<sup>er</sup>. prairial an 5, que commencera leur jouissance, avec les frais de séquestres, d'administration et d'entretien, les secours qui peuvent leur avoir été fournis, en exécution de la loi du 23 nivôse an 3, et la contribution pour habillement, armement et solde de deux hommes de guerre, jusqu'à la paix générale, contribution établie par la loi du 12 septembre 1792, de laquelle les pères et mères d'émigrés sont à ce moyen, définitivement quittes et déchargés. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 329).

*Du 28.* Arrêté du directoire, qui destitue les CC. Trudon des Ormes et Popelin, membres du département de la Seine, pour avoir correspondu avec des municipalités du canton de Paris, dans des affaires étrangères à celles qui sont attribuées aux départemens, en contravention de l'article 199 de la constitution. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 332).

*Du 29.* Résolution du conseil des 500, portant ratification du traité de paix conclu le 23 du courant, entre la république française et le Portugal.

Ouverture à Notre-Dame d'un con-

*Thermidor et Fructidor, an 5. 77*

cile national de l'église gallicane. ( *J. de P.* N°. 332 ).

*Du 30.* Décret du conseil des anciens, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 10 du courant, relative aux officiers de la gendarmerie. ( *Rep.* N°. 2359. *Voyez J. de P.* N°. 334 ).

*Du premier fructidor.* Le C. Lafon-Ladebat est élu président du conseil des anciens. ( 4<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Siméon est élu président du conseil des 500. ( 4<sup>e</sup>. *présid* ).

*Du 3.* L'administration centrale de Lot et Garonne dénonce comme inconstitutionnel l'envoi qui lui a été fait de plusieurs adresses de l'armée d'Italie, par le chef de l'état-major de cette armée.

L'impression de cette dénonciation est ordonnée. ( *J. de P.* N°. 334 ).

Rapport de Tronçon-du-Coudray au conseil des anciens, sur le message du directoire, concernant la marche des troupes, et les adresses des armées.

*Du 4.* Le département nomme aux places vacantes par la destitution des CC. Trudon des Ormes et Popelin,



les CC. Desmeuniers et Pinon-du-Coudray. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 335 ).

Thibaudeau fait un rapport au conseil des 500 , sur le message du directoire , concernant la marche des troupes et les adresses des armées. Il propose deux projets de résolution :

Le premier , pour faire traduire devant le tribunal criminel du lieu où siège le corps législatif , tous prévenus de complots et délits contre la constitution , le corps législatif et le directoire.

Le second , pour faire poursuivre les provocateurs , et les signataires d'adresses qui seroient à l'avenir délibérées par des réunions de militaires.

Un député de la Corse présente au conseil des anciens des observations sur le rapport de Tronçon-du-Coudray ; il fait la critique des opérations du corps législatif , et l'éloge de la conduite du directoire. Ce discours donne lieu à de violens débats. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 335 ).

*Du 5.* L'administration centrale du Pas-de-Calais , et l'administration municipale d'Orléans transmettent au conseil des 500 leurs réponses à l'en-

voi qui leur avoit été fait par le général Berthier, des adresses de l'armée d'Italie. Elles rappèlent au général les articles de la constitution qui défendent aux armées de délibérer; et déclarent qu'elles se croiroient complices de leur violation, si elles se prêtoient à rendre publiques des adresses que la loi réprouve.

Ces dénonciations seront mentionnées au procès-verbal. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 336 ).

Expérience aérostatique, dans le jardin du ci-devant hôtel de Biron, entreprise par le C. Garnerin, et absolument manquée. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 337 ).

*Du 7.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 27 messidor dernier, relative aux prêtres insermentés. ( *Bul.* 139, N<sup>o</sup> 1375 ).

Le C. La Réveillère-Lépeaux est président du directoire à la place du C. Carnot.

*Du 8.* Descordes fait la motion qu'une commission spéciale soit chargée de présenter un projet, pour régulariser le droit de destitution que la constitution accorde au directoire.

Sur cette proposition le conseil des 500 adopte la question préalable.

*Du 9.* Leclerc de Maine et Loire, dans une motion d'ordre, développe la nécessité d'établir une religion civile, sous les auspices de l'Être-Suprême, qui préside aux naissances, mariages et décès, et réunisse tous les Français, quelque soit leur culte, dans la pratique de la morale universelle.

Berenger et Dumolard s'opposent à cette proposition, comme tendante à consacrer le culte théophilantropique.

Le conseil des 500 passe à l'ordre du jour, à la presque unanimité. (*J. de P.* N°. 340 ).

Résolution du même conseil, qui annule tous les décrets de la convention, et arrêtés des représentans du peuple, qui prononcent des mises hors la loi.

Loi relative à la réduction du prix des baux passés provisoirement au 1<sup>er</sup>. janvier 1792. (*Bul.* 139, N°. 1378 ).

Autre relative à la liquidation et au paiement des fermages dus pour l'an 3, l'an 4, et années antérieures. (*Bul.* 140, N°. 1383 ).



*Du 10.* Le directoire , par un arrêté , du 14 floréal an 4 , avoit ordonné que dans les bureaux de poste , excepté à Paris , ses commissaires ouvriraient toutes les lettres venant d'Espagne et d'Italie ; Imbert Colomès avoit fait la dénonciation de cet arrêté.

Résolution du conseil des 500 , qui rapporte l'article 638 du code des délits et des peines , relatif à la surveillance que le gouvernement peut exercer sur les lettres venant des pays étrangers , ou destinées pour ces mêmes pays. ( *J. de P.* N°. 341 ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 21 thermidor dernier , relative à la manière de mettre une commune en état de siège. ( *Bul.* 139 , N°. 1380 ).

Discours du C. La Réveillère - Lépiaux au C. Visconti , ministre plénipotentiaire de la république Cisalpine.

*Du 11.* Dans la discussion qui s'élève au conseil des anciens , sur la résolution relative aux fugitifs du Bas-Rhin , Marbot , membre de ce conseil , dit qu'on peut s'en reposer sur les

amis que les émigrés ont au conseil des 500, et que la contre-révolution est dans ce conseil ; il est rappelé à l'ordre, et répond avec calme : « que » ce rappel à l'ordre est le monument de son patriotisme ».

*Du 12.* Décret du conseil des anciens, qui, à la majorité de 112 voix, contre 90, rejète la résolution du 17 messidor dernier, relative à la rentrée des fugitifs des Haut et Bas-Rhin.

Duprat dénonce un écrit intitulé : Adresse de Bailleul à ses commettans.

Le conseil des 500 passe à l'ordre du jour, sur cette dénonciation.

Résolution du même conseil, pour la célébration de la fête de la fondation de la république.

Celui des anciens approuve la résolution du 20 thermidor, relative à la nature du service de la garde nationale. ( *Bul.* 142, N°. 1396 ).

Arrêté du directoire, qui rejète les nominations faites par les administrateurs du département de la Seine, des CC. Blondel et Leblond, pour membres du bureau central. ( *J. de P.* N°. 348 ).

*Du 14.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 13 du courant, relative à la fête de la fondation de la république. ( *Bul.* 140, N<sup>o</sup>. 1385 ).

Le même conseil approuve une autre résolution, du 9 du courant, qui annulle les décrets et arrêtés qui prononcent des mises hors la loi. ( *Bul.* 142, N<sup>o</sup>. 1397 ).

*Du 15.* Loi relative aux transactions entre particuliers, antérieures à la dépréciation du papier-monnoie. ( *Bul.* 141, N<sup>o</sup>. 1388 ).

*Du 17.* Lettre de Moreau, général en chef de l'armée du Rhin et Moselle, au directoire, dans laquelle il l'instruit, qu'il a en sa possession plusieurs pièces qui prouvent l'intelligence de Pichegru, avec Condé, et autres agens du prétendant; et marque qu'il travaille dans ce moment, à les réunir, pour les envoyer au gouvernement; mais qu'il croit devoir prévenir, de surveiller provisoirement ses démarches. ( *J. de P.* N<sup>os</sup>. 354 et 360 ).

*Du 18.* A 4 heures et demie du matin, on tire le canon d'alarme : à



ce signal, toutes les troupes d'infanterie ; et de cavalerie sont sous les armes ; des canons sont braqués sur tous les ponts ; de nombreux détachemens gardent les avenues des deux conseils, et du directoire.

Les grenadiers du corps législatif quittent leur poste, et passent au quartier général de l'armée de l'intérieur.

Le général Augereau arrache lui-même les épaulettes au C. Ramel, commandant de ces grenadiers.

Dix-neuf députés, et les CC. Ramel et Dossonville sont arrêtés, de l'ordre du directoire.

Le directoire prend un arrêté qui ordonne, 1°. que, conformément à la loi, tout individu qui se permettra de rappeler la royauté, la constitution de 1793, ou d'Orléans, sera sur-le-champ fusillé ; 2°. que les personnes et les propriétés seront respectées, et 3°. que tout pillard sera fusillé.

Un second arrêté suspend le département, et les douze municipalités ; le bureau central reste seul en exercice.

Un troisième ordonne, sous peine de rébellion, à ceux qui occupent l'Odéon, et l'école de Santé, d'en céder

sur-le-champ, l'usage aux membres des deux conseils.

A été de ces arrêtés, sur les murs de Paris, sont plusieurs affiches sorties de l'imprimerie du gouvernement. (*Voyez pour leur contenu, J. de P. N<sup>o</sup>. 349*).

La séance du conseil des 500 s'ouvre, à l'Odéon, sous la présidence du C. Lamarque. (*5<sup>e</sup>. présid*).

Le conseil nomme une commission de cinq membres, qui sont Sieyès, Poulain-Grandpré, Hardy, Chazal et Boulay de la Meurthe, pour s'occuper des mesures propres à assurer le salut de la chose publique.

Résolution qui, sur la proposition de Portes, autorise le directoire à faire entrer, dans le rayon constitutionnel, les troupes qu'il jugera nécessaires, pour assurer la liberté du corps législatif et du directoire.

La séance du conseil est déclarée permanente.

Celle du conseil des anciens s'ouvre, à l'école de Santé, sous la présidence du C. Roger-Ducos. (*5<sup>e</sup>. présid*).

Ce conseil approuve la résolution qui autorise le directoire à faire entrer des troupes dans le rayon constitutionnel. (*Bul.* 141, N°. 1390).

Il déclare sa séance permanente.

Résolution du conseil des 500, qui déclare illégitimes et nulles les opérations des assemblées primaires et électorales de 49 départemens.

Les individus nommés à des fonctions publiques, par les assemblées de ces départemens, cesseront, à l'instant, toutes fonctions.

Le directoire est chargé de nommer aux places vacantes.

Ses nominations auront le même effet et la même durée, que si elles avoient été faites par ces assemblées.

La loi du 1<sup>er</sup>. prairial dernier, qui rappelle dans le corps législatif les CC. J. J. Aimé, Mersan, Ferrand-Vailant, Gau et Polissart, est rapportée.

L'article 1<sup>er</sup>. de la loi du 9 messidor dernier, relatif aux parens d'émigrés, est aussi rapporté.

Les articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de la loi du 3 brumaire an 4<sup>e</sup>. sont réta-



blis , jusqu'à l'expiration des quatre années qui suivront la paix.

Nul ne sera admis à voter dans les assemblées primaires et électorales, qu'il n'ait préalablement prêté le serment de haine à la royauté et à l'anarchie , de fidélité et d'attachement à la république, et à la constitution de l'an III.

L'article 2 de ladite loi du 9 messidor , en ce qui concerne les chefs des rebelles de la Vendée et des Chouans , est rapporté ; seront réputés tels , ceux désignés par la loi du 5 juillet 1793.

Seront déportés dans le lieu qui sera désigné par le directoire , savoir : Aubry , J. J. Aimé , Bayard , Blain des Bouches du Rhône , Boissy-d'Anglas , Borne , Bourdon de l'Oise , Cadroy , Couchery , Delahaye de la Seine-Inférieure , Delarue , Doumerc , Dumolard , Duplantier , Duprat , Gibert-des-Molières , Henri-la-Rivière , Imbert-Colomès , Camille Jordan , Jourdan des Bouches-du-Rhône , Gau , Lecarriers , Le Marchand Gomicourt ; Lemerer , Mersan , Madier , Maillard , Noailles , André de la Lozère , MacCurtin , Payie , Pastoret , Pichegru ,

Polissart, Praire - Moniault, Quatre-mère-Quincy, Saladin, Simeon, Vauvilliers, Vaublanc, Villaret - Joyeuse et Willot, en tout 42 membres du conseil des 500 (1).

Barbé - Marbois, Dumas, Ferrand-Vaillant, Laffond-Ladebat, Laumont, Muraire, Murinais, Paradis, Portalis, Rovère et Tronçon-du-Coudray, en tout 11 membres du conseil des anciens (2). -

Barthélemy et Carnot, membres du directoire.

La Villeurnois, Brottier et Dunan.  
Cochon, ex-ministre de la police.  
Dossonville, employé à la Police.  
Miranda et Morgan, généraux.  
Suard, journaliste.  
Mailhe, ex-conventionnel.

---

(1) La commission avoit compris dans sa liste, comme devant être déportés, Bailly, Bovis, Noguier, Maliger, Normand, Doulcet et Thibaudeau du conseil des 500, ce qui eût fait 48.

(2) Elle avoit compris dans la même liste, de Crécq, Maillard, Personne, Richoux et Remusat du conseil des anciens, ce qui eût fait 16.

Mais, sur les observations de plusieurs membres, ils en ont été retranchés (*J. de P. N° 350*).

Et Ramel, commandant des grenadiers du corps législatif.

Les individus non rayés, définitivement, de la liste des émigrés, sont tenus de sortir du territoire de la république.

Les lois des 22 et 30 prairial dernier, qui rayent de la liste des émigrés, Derumare et Imbert-Colomès, sont rapportées.

La loi du 7 fructidor, qui rappelle les prières déportés, est aussi rapportée.

Les ecclésiastiques demeurant sur le territoire de la république, prêteront le serment prescrit par la présente loi.

Les dispositions des lois des 5 vendémiaire et 24 messidor an 4<sup>e</sup>., qui prorogent l'exercice des membres du tribunal de cassation, élus pour quatre années, seulement, en 1791, sont rapportées.

Le directoire nommera à la place des juges qui sortiront.

Les jurés prêteront le serment prescrit par la présente loi, avant d'exercer leurs fonctions.



Les décrets qui ordonnent l'expulsion de la famille des Bourbons, seront exécutés.

Les journaux sont mis, pendant un an, sous l'inspection de la police.

La loi du 7 thermidor dernier, relative aux sociétés, est rapportée.

Les lois des 25 thermidor et 13 fructidor derniers, relatives à la garde nationale, sont aussi rapportées.

Enfin, le pouvoir de mettre une commune en état de siège, est rendu au directoire.

Autre résolution du conseil des 500, qui déclare que le général de l'armée de l'intérieur, les soldats citoyens, les citoyens soldats, et les grenadiers du corps législatif, ont bien mérité de la patrie.

Arrêté du directoire, qui ordonne l'arrestation d'un grand nombre de journalistes. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 351).

*Du 19.* Message du directoire, au corps législatif, pour hâter les mesures vigoureuses nécessaires à prendre, pour comprimer les conspirateurs.

Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative à l'annihilation des nominations de 49

départemens , et à la déportation de cinquante-trois députés et autres. ( *Bul.* 142 , N°. 1400 ).

Le même conseil approuve également la résolution qui porte que le général Augereau et autres ont bien mérité de la patrie. ( *Bul.* 143 , N°. 1401 ).

*Du 20.* Deux messages du directoire , pour inviter le conseil des 500 à s'occuper , sans délai , 1°. des finances de la république ; 2°. du remplacement des directeurs Carnot et Barthelemy : ( *J. de P.* N°. 352 ).

Adresse du corps législatif aux départemens et aux armées , rédigée par Jean de Brie. ( *J. de P.* N°. 553 ).

Résolution du conseil des 500 , qui ordonne la déportation d'un grand nombre de journalistes ; entr'autres , des rédacteurs du Mémorial , La Harpe , Fontanes , et le ci - devant abbé du Vauxcelles.

Le C. Marbot est élu président du conseil des anciens. ( 6°. *présid* ).

*Du 21.* Le conseil des anciens approuve l'adresse aux départemens et aux armées. ( *Bul.* 143 , N°. 1403 ).

*Du 22.* Creuzé - Latouche critique la résolution du 21 thermidor dernier , qui met la garde du corps législatif , sous la surveillance immédiate des commissions des inspecteurs des deux conseils. Il soutient : que , si elle étoit adoptée , le corps législatif , contre le vœu de la constitution , dirigerait l'action d'un corps armé , en en nommant les officiers suprêmes , et usurperoit ainsi sur les droits du pouvoir exécutif.

Décret du conseil des anciens , qui déclare ne pouvoir adopter cette résolution. ( *Rép.* N°. 2458 ).

Ce même conseil approuve la résolution du 20 du courant , qui ordonne la déportation d'un grand nombre de journalistes. ( *Bul.* 143 , N°. 1405 ).

Le C. Merlin , ministre de la justice , est proclamé membre du directoire , à la place de Barthelemy.

*Du 23.* Les deux conseils se réunissent aux lieux ordinaires de leurs séances. ( *J. de P.* N°. 353 et 354 ).

Poulain-Grandpré demande que la loi du 30 messidor dernier , qui détermine le cas dans lequel le directoire



a le droit de nommer des administrateurs provisoires , soit rapportée.

Résolution du conseil des 500 , portant que les événemens du 18 fructidor , qui ont sauvé la république et la constitution de l'an 3<sup>e</sup> , sans effusion de sang , sont l'ouvrage commun des armées , des bons citoyens de Paris , et des membres fidèles du directoire et du corps législatif.

Le C. François - Neufchâteau , ministre de l'intérieur , est proclamé membre du directoire , à la place de Carnot.

Arrêtés pris par les deux conseils ; portant que leurs séances ne sont plus permanentes. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 354* .

Les CC. Treilhard et Bonnier , ex-conventionnels , sont nommés membres de la légation de Lille , pour traiter de la paix avec l'Angleterre. (*J. de P. N<sup>o</sup>. idem* ).

Proclamation du directoire exécutif aux Français. (*Bul* , 144. N<sup>o</sup>. 1416 ).

*Du 24.* Décret du conseil des anciens , par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution , du 22 mes-

sidor dernier , relative aux fugitifs de Toulon. ( *Rep.* N°. 2465 ).

Ce conseil approuve la résolution du jour d'hier , relative aux événemens du 18 fructidor. ( *Bul.* 144, N°. 1418 ).

*Du 26.* Arrêté du conseil des 500 , qui supprime la commission créée pour examiner la conduite politique du directoire , à l'égard des états d'Italie , tels que Venise et Gènes. ( *Rep.* N°. 2479. *Voyez le 5 messidor dernier* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 thermidor dernier , relative au traité de paix conclu avec le Portugal. ( *Rep.* N°. 2480 ).

Arrêté du directoire , qui charge le bureau central du canton de Paris , de procéder à la nomination des membres des comités de bienfaisance , et au choix d'un agent chargé de percevoir les revenus des pauvres , et d'en faire la distribution. ( *Rep.* N°. 2496 ).

Autre arrêté qui ordonne la formation d'un recueil alphabétique des individus rayés de la liste des émigrés. ( *Bul.* 147 , N°. 1451 ).

Autre, portent que les demandes en radiation de la liste des émigrés, ne pourront être admises, qu'autant qu'elles auront été inscrites, auparavant, dans un bulletin particulier. (*Bul.* 147, N°. 1432).

Les ci-devant duchesse d'Orléans, prince de Conti, et duchesse de Bourbon partent la nuit du 26 au 27 pour l'Espagne, où ils sont déportés; la première recevra, pour elle et ses enfans, une pension de 100 mille francs; et les deux autres, chacun 50 mille francs. (*J. de P.* N°. 359).

*Du 28.* Résolution du conseil des 500, qui rapporte la loi, du 30 messidor dernier, et veut que les administrateurs ne puissent s'adjoindre de membres temporaires, que lorsqu'ils seront en nombre suffisant pour délibérer; qu'autrement, le directoire pourvoira aux remplacemens qui sont à faire.

Le C. Letourneux, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale du département de la Loire-Inférieure, est nommé ministre de l'intérieur, à la place du C. François-Neufchâteau.



Tableau de dépréciation du papier-monnaie, depuis le 1<sup>er</sup>. janvier 1791 (v. s.), jusqu'au 30 messidor an 4<sup>e</sup>., date de la proclamation de la loi du 29 desdits mois et an, dressé par le département de la Seine, en exécution de la loi, du 5 messidor dernier.

*Du 29.* Arrêté du conseil des 500, qui porte que, pour donner au peuple l'exemple de son respect, pour les institutions républicaines, le conseil ne tiendra plus ses séances les décadis, à commencer de demain 30.

Le conseil donne connoissance, à celui des anciens, de cet arrêté.

Autre arrêté du même conseil, qui supprime la commission créée, pour examiner l'arrêté du directoire, du 12 ventôse dernier, relatif aux relations de la république française, avec les États-Unis de l'Amérique. (*Rép. N<sup>o</sup>. 2490. Voyez le 2 messidor dernier*).

Dans la discussion relative à la réduction des rentes et pensions, sur l'état, Debeyts du département de la Lys, plaide la cause des rentiers et pensionnaires; il dit que les plus beaux décrets

décrets (1) de l'assemblée constituante sont ceux qui mirent la dette publique sous la sauve-garde de la loyauté française. ( *J. de P.* N°. 360 ).

*Du premier jour complémentaire.*  
Résolution du conseil des 500 , qui donne l'état des revenus de la république , et fixe ceux ordinaires et extraordinaires de l'an 6 à une somme de 616 millions. Cette résolution ordonne le remboursement des deux tiers des rentes , tant perpétuelles que viagères de l'état , et le paiement des arrérages du tiers restant à compter du second semestre de l'an 5 ; elle rétablit en outre la loterie nationale de France.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 prairial dernier , relative aux demandes en divorce pour incompatibilité d'humeur. ( *Bul.* 147 , N°. 1434 ).

Décret de ce conseil , qui déclare ne pouvoir accepter la résolution du

---

(1) Ces décrets sont des 17 juin , 15 juillet et 27 août 1789. *Voyez Collection des décrets* , pages 15 , 29 et 76.

98 *Jours Complémentaires an 5.*

17 thermidor dernier, relative aux mariages des mineurs. ( *Rep. N<sup>o</sup>. 2499* ).

Le directoire écrit aux ministres de se faire rendre un compte exact de leurs employés, d'expulser tous ceux qui sont entachés d'incivisme et d'immoralité, et d'exiger que dans leurs bureaux, il ne soit donné ni reçu d'autre dénomination que celle de citoyen. ( *J. de P. an 4, N<sup>o</sup>. 6* ).

*Du 2.* On mande de Gênes, que le gouvernement a arrêté plusieurs conspirateurs, et demandé au général Buonaparte un renfort de troupes, lesquelles sont arrivées à Gênes et logent entre les nouvelles et les anciennes murailles de la ville. ( *J. de P. an 6, N<sup>o</sup>. 8. Voyez le 3 prairial dernier* ).

Mort du prince de Cobourg. ( *J. de P. an 6. N<sup>o</sup>. 31* ).

*Du 3.* Talot invite le conseil des 500 à manifester son improbation contre tout ajournement actuel, et à déclarer formellement qu'il ne s'ajournera qu'à la paix générale.

Chénier dit que la proposition de l'ajournement seroit royaliste ; mais



il pense qu'il y auroit peut-être de l'imprudence à déclarer, comme le propose Talot, qu'on ne s'ajournera qu'à la paix générale.

Le conseil passe à l'ordre du jour.

Mort du général Hoche, commandant en chef de l'armée de Sambre et Meuse, à Wetzlar, dans la 30<sup>e</sup>. année de son âge, son corps est porté à Coblentz, et enterré auprès de celui du général Marceau, mort le 5<sup>e</sup>. jour complémentaire de l'an 4. ( *J. de P. an 6. N<sup>os</sup>. 4 et 5* ).

Voyez pour la vie de ce général. ( *J. de P. an 6. N<sup>o</sup>. 232* ).

*Du 4.* Le corps du général Hoche est ouvert : on a trouvé qu'il étoit mort d'une espèce d'asthme convulsif. ( *J. de P. an 6. N<sup>o</sup>. 14* ).

*An VI<sup>e</sup>.*

*Du premier Vendémiaire.* Fête de la fondation de la république.

Fête à Bonn, à l'occasion de l'indépendance cisrhénane. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 14* ).

Les déportés sont embarqués à Rochefort , à bord de la Vaillante : ils sont au nombre de seize , savoir : Barthelemy , ex-directeur , Aubry , Bourdon de l'Oise , Delarue , Pichegru , Willot , Barbé-Marbois , Lafond-Ladébat , Murinais , Rovère et Tronçon-du-Coudray , ex-députés , Ramel , La Villeurnois , Brottier , Dossonville , et Letellier qui servoit Barthelemy , et l'a suivi volontairement. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 9 et 18 ).

*Du 2.* Le C. Cretet est élu président du conseil des anciens. ( 7<sup>e</sup>. *présid* ).

Arrêté du directoire , qui ordonne une cérémonie funèbre en mémoire du général Hoche. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 2517 ).

*Du 5.* Le C. Jourdan de la Haute-Vienne est élu président du conseil des 500. ( 6<sup>e</sup>. *présid* ).

Boulay de la Meurthe fait un discours sur la journée du 18 fructidor. Il vote pour que ce jour , où tout s'est passé sans effusion de sang , soit un jour de fête ; passant ensuite à d'autres objets , il demande qu'il soit nommée une commission de sept mem-

bres , pour examiner les deux questions suivantes :

1°. Quelle est la manière de régulariser les mesures extraordinaires d'ostacisme , que le salut public pourroit rendre nécessaires ?

2°. Quels sont les moyens à employer pour établir l'harmonie entre les grands pouvoirs , lorsque celle-ci est troublée ?

Décret du conseil des anciens , qui déclare ne pouvoir approuver la résolution du 10 fructidor dernier , et rend au gouvernement le droit de surveillance , que la loi lui accorde sur les lettres venant de l'étranger. ( *Rép. N°. 2524* ).

Le C. Lambrechts , ancien docteur et professeur en droit de l'université de Louvain , et depuis commissaire du pouvoir exécutif près de l'administration de la Dyle , est nommé ministre de la justice , à la place du C. Merlin. ( *Bul. 148, N°. 1443* ).

Le général Lemoine est nommé commandant en chef de la 17<sup>e</sup>. division militaire étant à Paris , au lieu du général Augereau. ( *J. de P. N°. 5* ).



*Du 5.* Résolution du conseil des 500 , qui ordonne une cérémonie funèbre en mémoire du général Hoche.

Les membres qui composent la commission chargée de l'examen des deux questions proposées par Boulay de la Meurthe, sont Jean de Brie , Sieyès , Oudot , Engerrand , Lamarque , Ludot et Boulay. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 6 ).

*Du 6.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier , qui ordonne une cérémonie funèbre en mémoire du général Hoche. ( *Bul.* 149 , N<sup>o</sup>. 1456 ).

*Du 9.* Discours de Baudin et de Rousseau , membres du conseil des anciens , en faveur des rentiers.

Ce conseil, nonobstant leurs observations , adopte la résolution du 1<sup>er</sup>. jour complémentaire de l'an 5 , pour la fixation des revenus tant ordinaires qu'extraordinaires de l'an 6 , et le remboursement des deux tiers des rentes. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 10.* Cérémonie au Champ-de-Mars à l'occasion de la mort du général Hoche.

*Du 12.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 28 fructidor

dernier , concernant la nomination aux places vacantes dans les administrations. ( *Bul.* 150 , N°. 1471 ).

*Du 13.* Arrêté du conseil des anciens qui , pour consacrer par son exemple le calendrier républicain , déclare qu'il ne tiendra plus de séance les décadis.

Arrêté du directoire , concernant les notaires nommés par les administrations centrales depuis l'établissement du régime constitutionnel. ( *Bul.* 151 , N°. 1476 ).

*Du 15.* Arrêté du bureau central du canton de Paris , adressé aux commissaires de police , portant que deux copies , en gros caractère , du serment prêté par les ministres des cultes , seront affichées dans l'intérieur des édifices qui leur sont destinés ; et qui autorise l'exercice des cultes dans l'enceinte des maisons particulières , pourvu qu'outre les gens de la maison , il n'y ait pas plus de 10 personnes rassemblées. ( *J. de P.* N°. 25 ).

*Du 16.* Le directoire nomme administrateurs de la loterie nationale,

les CC. Godefroy , Thabaud et Musset. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 16 ).

Première séance au ci-devant Hôtel-de-Ville , d'une commission militaire pour juger les émigrés arrêtés depuis la loi du 19 fructidor dernier. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 100 ).

Du 17. Les CC. Pinkeney , Marshall et Gerry , négociateurs pour les États-Unis d'Amérique , sont présentés en cette qualité au ministre des relations extérieures. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 19 ).

Première expérience aérostatique (1) à balon perdu , faite dans le jardin de Mouceaux par le C. Garnerin , qui

(1) Le 21 novembre 1783, se fit à Paris la première expérience du globe aérostatique de Montgolfier , le marquis d'Arlande et Pilate du Rosier , si malheureux par la suite , entrèrent dans la nacelle placée sous ce globe , parcoururent un espace de 4 à 5000 toises , et descendirent dans la plaine de Montrouge.

Charles et Robert renouvelèrent cette expérience au mois de décembre suivant , et partirent du jardin des Thuilleries en présence d'une foule immense de spectateurs.

Le 25 vendémiaire an 2 , les CC. Guiton-Morveau et Fourcroy furent nommés par la convention pour examiner un projet de direction du globe aérostatique , présenté par le C. Second.



a descendu dans la plaine de Saint-Denis. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 127 ).

Du 18. Résolution du conseil des 500, qui, sur un rapport fait par Poulain-Grandpré, au nom de la commission chargée de la révision de toutes les lois inconstitutionnelles rendues depuis le 1<sup>er</sup>. prairial an 5, jusqu'au 18 fructidor, rapporte la loi du 12 thermidor concernant le mouvement des trou-pes.

Autre résolution, qui divise l'île de Saint-Domingue en cinq départemens, du Sud, de l'Ouest, du Nord, de Samana et de l'Inganne.

L'île de la Grenade formera un département divisé en 27 cantons.

La Guiane française et l'île de Cayenne en formeront un autre.

Arrêté du directoire, qui ordonne que les pièces de Billon connues sous la dénomination de monnaie grise de la valeur de 24 deniers, ne pourront être refusées lorsqu'il restera de l'un ou de l'autre côté quelque vestige de leur empreinte. ( *Bul.* 151, N<sup>o</sup>. 1481 ).

Le directoire confirme la nomination faite par le département, des CC. Limodin et Lessore pour mem-

bres du bureau central du canton de Paris.

Loi de la république cisalpine , concernant le clergé : 1°. les évêques seront nommés par le directoire , les curés et vicaires par les habitans ; 2°. les ministres du culte prêteront serment de fidélité aux lois de la république ; 3°. dans leurs sermons il ne sera jamais question d'objets politiques. Cette loi a reçu l'approbation du général Buonaparte. ( *J. de P. N°. 33* ).

*Du 19.* Arrêté du conseil des 500 , qui passe à l'ordre du jour sur les réclamations faites contre les nominations des officiers de la garde nationale dans les départemens dont les élections ont été annulées , motivé sur ce que la loi du 19 fructidor suffit pour annuler ces nominations. ( *J. de P. N°. 20* ).

*Du 20.* La commission militaire condamne à la peine de mort de Mesnard , émigré , fusillé le lendemain. ( *J. de P. N°. 24* ).

Combat entre les flottes hollandaise et anglaise dans lequel la première essuie une perte de cinq vaisseaux , 17

bâtimens hollandais rentrent dans les ports de Texel et de Hellevoot ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 29 ).

Deuxième expérience aérostatique à ballon perdu par le C. Garnerin , qui descend dans la prairie de Palaiseau aux environs de Longjumeau , après un trajet de 4 lieues et demie à partir du jardin de Mouceaux. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 22 ).

*Du 21.* Au nom de la commission de la classification des lois , Oudot soumet à la discussion le projet d'organisation judiciaire civile, et propose d'abord de rétablir les avoués (1).

*Du 22.* Résolution du conseil des 500 , concernant les passe-ports , qui porte entr'autres choses , que tous étrangers restant dans l'intérieur de la république sans avoir acquis le titre de citoyen , sont mis sous la surveillance immédiate du directoire , qui pourra leur enjoindre de sortir du territoire français, s'il juge leur présence suscep-

---

(1) Les avoués avoient été supprimés par une loi du 3. brumaire an 2. *Collection des décrets*, page 26.



tible de troubler l'ordre et la tranquillité publics.

Autre résolution portant établissement d'une agence des contributions directes sous l'autorité du ministre des finances, laquelle sera composée pour chaque département, des commissaires du directoire près des administrations centrales et municipales, d'un inspecteur et des préposés aux recettes.

Instruction relative à cette résolution.

*Du 25.* Rapport de Boulay de la Meurthe, au nom de la commission des 7, sur les ci-devant nobles.

« Il faut, dit-il, dans ce rapport, » se délivrer de leur présence, mais » comment le faire? les exterminer » ou les exclure? faut-il les exterminer? ils nous extermineroient s'ils » étoient les maîtres; nous le sommes, » nous ne voulons que les exclure ».

Il présente un projet de résolution, par laquelle sont expulsés à perpétuité du territoire de la république, les nobles qui ont fait partie des maisons civile et militaire du roi, de la reine, des frères du roi et des au-

tres membres de la famille royale et prince du sang; les femmes des émigrés même divorcées, si elles ne se sont pas remariées avant le 25 vendémiaire, les présidens, maîtres-des-requêtes, gouverneurs, lieutenans de roi, ambassadeurs et ministres, les membres du parlement de Paris, les gens du roi, les présidens et procureurs généraux des autres parlemens, les chevaliers de l'ordre du St.-Esprit, les grande-croix et les commandeurs de celui de St.-Louis, enfin ceux qui avant la révolution prenoient les titres de ducs, comtes, vicomtes, marquis et barons.

Tous sont tenus de quitter Paris dans cinq jours, et le territoire français dans deux décades.

Leurs immeubles seront vendus et le prix de la vente, après prélevement fait d'une indemnité pour les frais de la guerre, sera converti en marchandises qui seront envoyées aux propriétaires.

Sont exceptés de la rigueur de ces dispositions ceux qui prouveront avoir concouru au succès de la révolution dans des fonctions civiles et militaires,

le service de la garde nationale excepté. ( *J. de P.* N<sup>os</sup>. 26 et 27 ).

*Du 26.* Le conseil des anciens, sur le rapport de Marbot, approuve la résolution du 18 du courant, relative au mouvement des troupes. ( *Bul.* 153, N<sup>o</sup>. 1496 ).

Traité de paix définitif conclu à Campo-Formio près d'Udine, entre le général Buonaparte et quatre plénipotentiaires de l'empereur roi de Hongrie et de Bohême; l'article 20 indique un congrès à Rastadt pour la pacification entre la république française et l'empire germanique. ( *Voyez* le N<sup>o</sup>. 1600, *Bul.* 166 ).

*Du 27.* Résolution du conseil des 500, portant ratification d'un traité d'alliance offensive et défensive conclu entre la république française et le roi de Sardaigne le 16 germinal an 5.

*Du 28.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 22 du courant, relative aux passe-ports. ( *Bul.* 154, N<sup>o</sup>. 1502 ).

*Du 29.* La commission des sept retire son projet de résolution relatif aux ci-devant nobles, et en pré-



sente un autre qui les répute étrangers ; à l'exception néanmoins de ceux qui prouveront avoir été fidèles à la cause de la liberté.

Résolution du conseil des 500 , qui adopte ce dernier projet.

*Du premier brumaire.* Le C. Lacombe - St. - Michel est élu président du conseil des anciens. ( 8<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Villers est élu président du conseil des 500. ( 7<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Charles de la Croix remplace le C. Noël en qualité de ministre plénipotentiaire près de la république batave. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 31 ).

Troisième expérience aérostatique et avec parachute du C. Garnerin , qui est descendu après s'être élevé à 200 toises , s'est rendu à cheval au jardin Mouceaux d'où il étoit parti , et a rassuré une foule de spectateurs fort inquiets sur les dangers qu'il avoit éprouvés. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 33. *Voyez* 17 et 20 *vendémiaire dernier* ).

*Du 3.* Le directoire propose par un message d'établir un huitième ministère sous le titre de domaines nationaux. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 33 ).

*Du 4.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 18 vendémiaire dernier, pour la division en départemens du territoire des colonies occidentales. ( *Bul.* 160, N°. 1563 ).

Le même conseil approuve une autre résolution du 27 dudit mois de vendémiaire, relative au traité d'alliance entre la république française et le roi de Sardaigne. ( *Bul.* 172, N°. 1633 ).

*Du 5.* Le directoire donne avis aux deux conseils, du traité de paix fait avec l'empereur.

La reine de Portugal n'ayant pas voulu ratifier le traité de paix qui avoit été conclu en son nom avec la république française le 23 thermidor dernier, le directoire fait notifier à M. Daranjo D'azevedo, ministre plénipotentiaire de cette princesse, de sortir sans délai du territoire de la république, et prend un arrêté portant que ledit traité est censé non avenu. ( *Bul.* 154, N°. 1516 ).

Autre arrêté du directoire, qui ordonne le rassemblement d'une armée sous le nom d'armée d'Angleterre. ( *Bul.* 154, N°. 1518 ).

Du 7. Manifeste du roi d'Angleterre aux cours étrangères, daté de Westminster du 28 octobre 1797. ( *J. de P. N<sup>os</sup>. 50 et 52* ).

Du 9. Résolution du conseil des 500, portant ratification du traité conclu entre la république française et l'empereur. ( *Voyez 26 vendémiaire dernier* ).

Du 10. Les citoyens de Paris illuminent leurs croisées à l'occasion de la paix, sur l'invitation qui leur en est faite par le bureau central.

Du 12. On abat les deux rangs d'arbres qui formoient la grande allée des Thuilleries, un des plus gros écrase dans sa chute la femme du C. Bertin et un enfant de 6 ans qu'elle tenoit par la main. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 57* ).

Du 13. Le conseil des anciens approuve la résolution du 9 du courant, confirmative du traité fait avec l'empereur. ( *Bul. 166, N<sup>o</sup>. 1600* ).

Du 14. Résolution du conseil des 500, qui donne l'état des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'an 6, et en fixe le montant à 616 millions. ( *Voyez 1<sup>er</sup>. jour complémentaire de l'an 5* ).



Arrêté du directoire, qui nomme le C. Rudler, membre du tribunal de cassation, commissaire du gouvernement dans les pays conquis entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle, à l'effet de les distribuer provisoirement en départemens. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 53 ).

*Du 15.* Résolution du conseil des 500, qui ordonne qu'il sera procédé à la formation de nouvelles listes de jurés dans les départemens dont les élections ont été annulées par la loi du 19 fructidor an 5.

*Du 16.* Leclerc de Maine et Loire fait un rapport sur les institutions républicaines civiles ; il donne le détail des cérémonies à observer dans les naissances , adoptions , inscriptions civiques , mariages , divorces et sépultures. ( *J. de P.* N<sup>os</sup>. 78 , 79 , 80 , 82 , 85 et 86 ).

*Du 17.* Résolution du conseil des 500 , qui divise en 4 classes toutes les dépenses de la république ;

Les dépenses générales qui seront réglées chaque année par le corps législatif ;

Les dépenses départementales qui, sur la proposition des administrations centrales, seront réglées par le ministre de l'intérieur ;

Et les dépenses municipales et communales qui seront réglées par les administrations centrales sur la proposition des administrations municipales d'après les lois relatives à chacune d'elles ;

Et établit un mode pour l'imposition et le paiement des dépenses administratives et judiciaires.

Décret du conseil des anciens, qui rejette la résolution du 26 thermidor an 5, portant destitution des commissaires de la trésorerie. (*Rep. N<sup>o</sup>. 2697* ).

*Du 21.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 15 du courant, relative à la formation des nouvelles listes de jurés. (*Bul. 157, N<sup>o</sup>. 1543* ).

Le général Buonaparte donne au gouvernement de la république ligurienne des modifications dont il pense que la constitution de cette république peut être susceptible, et trace également des règles utiles à la ré.

publique cisalpine. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 66 ).

*Du 22.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 22 vendémiaire dernier et l'instruction y annexée , portant établissement d'une agence des contributions directes. ( *B.* 157, N<sup>o</sup>. 1546 ).

Il s'élève dans l'après-midi un brouillard si épais qu'on ne se voit pas à deux pas de distance.

Le concile national fait la clotûre de sa session : sa séance dure depuis 2 heures jusqu'à sept. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 55. *Voyez 29 thermidor an 5* ).

*Du 23.* Résolution du conseil des 500, qui règle le costume des représentans du peuple , ainsi qu'il suit :

Habit français , couleur bleue nationale , ceinture tricolore avec frange d'or , manteau écarlate à la grecque , et bonnet de velours orné d'une aigrette tricolore.

Pons de Verdun , par motion d'ordre , propose de revenir sur la loi du 25 fructidor an 3 , qui établit une liste de candidats et un scrutin de réduction ou rejet.



Le conseil renvoie cette motion à la commission déjà chargée de reviser la loi et l'instruction du 5 ventôse an 5 , relative aux opérations des assemblées primaires , et adjoint Pons de Verdun à cette commission.

*Du 26.* Résolution du conseil des 500 , portant qu'il ne sera pas fait au grand livre d'inscription de sommes procédant du tiers consolidé , au-dessous de 50 francs de rente.

Loi relative au mode de paiement des arrérages de rentes et pensions. (*Bul.* 159 , N<sup>o</sup>. 1555 ).

Les CC. Treilhard et Bonnier nommés ministres plénipotentiaires de la république au congrès de Rastadt , arrivent à Strasbourg en même tems que le général Buonaparte , pour se rendre de-là à leur destination. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 66 ).

Mort du roi de Prusse à Postdam , dans la 54<sup>e</sup>. année de son âge : son fils le prince royal âgé de 27 ans , lui succède sous le nom de Frédéric-Guillaume III. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 70 ).

*Du 27.* Arrêté du directoire qui ordonne l'impression et l'affiche d'un

118 *Brumaire et Frimaire an 6.*

état sommaire des jugemens rendus tous les mois par les tribunaux criminels. ( *Bul.* 159, N<sup>o</sup>. 1558 ).

Lettre du roi de Prusse au directoire, pour lui annoncer la mort de son père et son avènement au trône. ( *J. de. P.* N<sup>o</sup>. 84 ).

*Du 28.* Résolution du conseil des 500, concernant l'organisation constitutionnelle des colonies.

*Du 29.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 23 du courant, relative au costume des représentans du peuple. ( *Bul.* 160, N<sup>o</sup>. 1566 ).

*Du premier frimaire.* Le C. Rossey est élu président du conseil des anciens. ( 9<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Sieyès est élu président du conseil des 500. ( 8<sup>e</sup>. *présid* ).

Proclamation du directoire aux Français, relativement à la conduite du gouvernement anglais. ( *Bul.* 158, N<sup>o</sup>. 1553 ).

*Du 5.* La loi du 19 fructidor porte, article 33, que dans les 24 heures de leur réunion, les jurés seront tenus de voter à l'unanimité pour ou con-

tre les prévenus ou les accusés, et que, passé ce délai, leur déclaration se fera à la majorité absolue.

Dans une affaire soumise au jugement du tribunal criminel du département de l'Yonne, les jurés n'ayant pu être unanimes dans les 24 heures, se sont réunis une seconde fois ; mais le résultat de leur délibération a donné 6 voix pour acquitter l'accusé, et 6 pour le condamner.

Résolution du conseil des 500, qui porte que, si après les 24 heures fixées aux jurés de jugement, par la loi du 19 fructidor, il y a partage dans leurs opérations, leur chef fera la déclaration à la décharge de l'accusé comme si la majorité eut prononcé en sa faveur.

L'article 33 de ladite loi n'est point applicable aux jurys d'accusation.

Poulain - Grandpré, au nom d'une commission, avoit proposé d'autoriser le directoire à nommer jusqu'aux prochaines élections, les membres des tribunaux criminels, et à lui conférer sur les accusateurs-publics, le même droit de destitution que la constitu-



tion lui donne sur les administrateurs de département.

Dans la discussion qui s'est élevé sur ces diverses propositions , Félix-Faucon réclame la question préalable : « Il vaudroit mieux , dit-il , sup-  
» primer tout-à-fait la faculté d'élire ;  
» certes , les hommes amis de la li-  
» berté , ceux qui la voient dans les  
» choses , et non dans les mots , ai-  
» meront toujours mieux ne faire au-  
» cun acte de citoyen , que d'en  
» faire qui soient illusoires et dépen-  
» dans du caprice et de l'arbitraire ;  
» ils aimeront mieux n'être rien dans  
» la cité par les lois mêmes , que de  
» n'être rien malgré les lois , et après  
» avoir par de longs malheurs et de  
» nombreux sacrifices acquis le droit  
» d'être quelque chose ». ( *J. de P.*  
N<sup>o</sup>. 66 ).

Arrêté du bureau central du can-  
ton de Paris , qui défend d'exposer en  
vente , dans les rues et hors des bou-  
tiques , aucunes marchandises excepté  
les comestibles , les jours de fêtes  
nationales et les décadis. ( *Rep.* N<sup>o</sup>.  
2767 ).

Du 6. Résolution du conseil des 500 ,  
portant

portant que les présidens des tribunaux criminels seront à l'avenir élus pour deux ans , les accusateurs - publics pour trois , et les greffiers pour quatre , et qu'ils seront immédiatement rééligibles.

Le paragraphe de l'instruction du 5 ventôse an 5 , qui concerne la durée des fonctions des présidens , accusateurs - publics et greffiers des tribunaux criminels est rapporté.

Du 7. Arrêté du conseil des 500 , portant dénonciation au directoire du journal intitulé *le Défenseur de la vérité et des principes* , en ce qu'il dit faussement que le conseil a ordonné la mention honorable d'un ouvrage sur les finances du C. Rey , qui propose un établissement national où seroient élevés les enfans des députés , des directeurs , ministres et autres grands de l'empire. Le journaliste sur ce fait controuvé , sonne le tocsin de la révolte contre la représentation nationale. ( *Rep. N<sup>o</sup>. 277<sup>1</sup>* ).

Le C. Barras , est élu président du directoire , à la place du C. la Réveillère Lépiaux.

*Du 8.* Résolution du conseil des 500 , interprétative de la loi du 15 thermidor an 4<sup>e</sup>. , concernant les droits successifs des enfans nés hors mariage.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 5 , qui prescrit la manière de procéder au jugement des procès criminels , dans lesquels il y a partage entre les jurés. ( *Bul.* 163 , N<sup>o</sup>. 1584 ).

Le pape reconnoît la république cisalpine. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 95 ).

*Du 9.* Laloï , par motion d'ordre , propose d'étendre aux administrateurs de départemens et de cantons , nommés par le directoire , la disposition de la loi du 19 fructidor , qui porte que les juges qu'il nommera dans les départemens , dont les élections ont été annullées par l'effet de ladite loi , resteront en fonction autant de tems que ceux élus par le peuple.

Cette proposition est renvoyée à une commission.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 vendémiaire dernier , qui assimille les ci-devant nobles aux étrangers , pour l'exercice des droits



de citoyen français. ( *Bul.* 161 , N<sup>o</sup>. 1578 ).

Loi qui fixe le mode de remboursement des obligations contractées pendant la dépréciation du papier-monnoie. ( *Bul.* 161 , N<sup>o</sup>. 1580 ).

*Du 12.* Résolution du conseil des 500, qui rapporte la loi du 30 floréal an 5, et ordonne qu'il sera procédé à la vérification des pouvoirs des députés nouvellement élus, avant l'admission de ces députés; c'est-à-dire, avant le premier prairial de chaque année, et qu'ils ne pourront être admis comme représentans du peuple, que lorsque les procès-verbaux qui leur confèrent ce caractère, auront été reconnus valables par une résolution du conseil des 500, approuvée par le conseil des anciens.

*Du 13.* Arrêté du conseil des 500, portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur un message du directoire, qui invitoit le conseil à ordonner l'aliénation du palais Égalité et de ses dépendances. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 2787 ).

Arrêté du directoire qui prohibe le journal intitulé *le Défenseur de la vé-*

rité et des principes. ( *Bul.* 162, N<sup>o</sup>. 1581. *Voyez le 7 du courant* ).

*Du 15.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 17 brumaire dernier , qui établit un mode pour l'imposition et le paiement des dépenses administratives et judiciaires. ( *Bul.* 165 N<sup>o</sup>. 1590 ).

Arrivée des généraux Buonaparte et Berthier à Paris. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 77 ).

*Du 16.* Premier tirage de la loterie nationale de France.

*Du 17.* Résolution du conseil des 500, qui supprime les payeurs de départemens , et les remplace par des contrôleurs nommés par les commissaires de la trésorerie.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez le 3 nivôse suivant* ).

*Du 18.* Au projet de rétablissement des avoués , Pison du Galand en substitue un autre , auquel la priorité est accordée , et qui laisse aux parties la faculté de poursuivre et de défendre leurs intérêts devant les tribunaux. ( *Voyez 21 vendémiaire dernier* ).

Arrêté du conseil des 500 , qui, sur la demande des créanciers de Bour-

bon-Conti, afin d'obtenir la levée du sequestre mis sur ses biens, passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que la famille des Bourbons a été expulsée par la loi du 1<sup>er</sup>. août 1793; que les biens de cette famille ont été acquis à la nation par celles des 17 septembre audit an, 14 floréal, et 22 fructidor an 3<sup>e</sup>.; que ces lois n'ont pas été rapportées, et qu'ainsi la confiscation des biens dudit Bourbon-Conti est de droit, quoique la loi du 19 fructidor n'en parle pas. (*Rép.* N<sup>o</sup>. 2814).

*Du 19.* Talot, au nom de la commission des inspecteurs du conseil des 500, présente un projet de résolution, qui fixe les limites de l'enceinte tant intérieure qu'extérieure des deux conseils.

Ce projet met sous la police du conseil des 500, non-seulement le palais ci-devant Bourbon et ses dépendances, mais l'enceinte qui s'étend des Invalides à la rue du Bacq, et de celle de l'université jusques et compris le pont de la Révolution.

Et sous la police du conseil des anciens, les palais et jardin des Thuilleries, la cour de l'Orangerie, le pas-



sage des Feuillans , la salle provisoire du conseil des 500 , la cour qui prend depuis la porte de ladite salle , jusques et compris la place et la rue du petit Carousel , la place du grand Carousel , la rue des Orties , le Guichet neuf , le bord de la rivière depuis ce guichet jusques et compris le Pont-National , et le quai des Thuilleries jusqu'à la place de la Concorde , laquelle demeurera commune aux deux conseils.

*Du 20.* Le général Buonaparte remet au directoire la ratification donnée par l'empereur au traité de paix de Campo-Formio.

Procès-verbal de la fête qui a eu lieu à ce sujet dans le palais directorial. (*Bul.* 165, N°. 1598 ).

*Du 22.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 14 brumaire dernier, pour la fixation des dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires de la république. (*Bul.* 167, N°. 1601 ).

*Du 24.* Résolution du conseil des 500, qui attribue au directoire la faculté de nommer les administrateurs de départemens et de cantons , comme il y est autorisé par l'article 6 de la loi

du 19 fructidor an 5<sup>e</sup>. à l'égard des juges , pour autant de tems que ceux élus par le peuple.

Cette résolution a été rejetée. (*Voyez 28 ventôse suivant* ).

On discute le projet de résolution qui fixe l'enceinte constitutionnelle des deux conseils. Beyts et Cholet prétendent que cette fixation doit être faite par un simple arrêté de chaque conseil en ce qui les concerne.

La discussion est ajournée. (*Voyez ci-après au 19 nivôse* ).

Jugement du tribunal du département de Seine et Marne, rendu en faveur de la compagnie de Dijon , contre l'agent du trésor public. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 88* ).

*Du 27.* Le directoire , vu le N<sup>o</sup>. 85 du journal intitulé *le Narrateur universel*, contenant ce qui suit : « On parle » de la cession du pays de Vaud à la » France , et on y ajoute même la » principauté de Neuchâtel , pour laquelle la France procureroit ailleurs » des indemnités au roi de Prusse » ; considérant que des bruits aussi évidemment faux n'ont pu être semés que dans l'intention de calomnier le

gouvernement français , en lui prêtant des vues d'envahissement contraire à sa loyauté , et par-là d'effrayer le peuple helvétique sur les suites des démarches qu'il pourroit faire pour se rétablir dans la plénitude de ses droits , prohibe ce journal. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 89 ).

*Du 28.* Arrêté du bureau central du canton de Paris , qui ordonne l'impression et l'affiche de l'article 2 de la loi du 7 vendémiaire an 4<sup>e</sup>. , portant que ceux qui outrageront les objets d'un culte ou ses ministres en fonctions , ou interromperont les cérémonies religieuses , seront condamnés à une amende qui ne pourra excéder 500 liv. ni être moindre de 50 liv. , et à un emprisonnement qui ne pourra excéder 2 ans , ni être moindre d'un mois. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 91 ).

*Du 30.* Fête donnée dans la galerie du Muséum par le corps législatif au général Buonaparte. Les membres du directoire , les ministres , le corps diplomatique et les présidens des diverses administrations ont été invités au repas. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 94 ).



*Du premier nivôse.* Le C. Marragon est élu président du conseil des anciens. ( 10<sup>e</sup>. *présid* ).

Le peuple de Pezaro s'insurge contre le gouvernement sacerdotal. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 108 ).

*Du 2.* Le C. Boulay de la Meurthe est élu président du conseil des 500. ( 9<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Obelin est élu commissaire de la trésorerie , à la place du C. Savalette. ( *Bul.* 171 , N<sup>o</sup>. 1630 ).

*Du 4.* Résolution du conseil des 500 ; qui améliore le sort des rentiers de de la caisse dite de la Farge , et autres dont l'inscription est réduite à 200 liv. et au-dessous.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez le 8 pluviôse suivant* ).

*Du 5.* Le général Buonaparte est nommé membre de l'Institut. Sa lettre au président à cette occasion. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 98 et 103 ).

*Du 6.* Pons de Verdun propose de fixer par une loi les délais dans lesquels le conseil des anciens doit admettre ou rejeter les résolutions , ou bien d'envoyer un message à ce con-

seil, pour l'inviter à s'occuper de celles qui lui ont été adressées.

Cette proposition est renvoyée à une commission.

Publication d'un traité conclu entre la république française et le margrave de Bade le 5 fructidor an 4<sup>e</sup>., adopté par les conseils, le 15 desdits mois et an. (*Bul.* 172, N<sup>o</sup>. 1602).

*Du 7.* Les scellés sont mis sur les papiers de M. Daranjo Dazevedo, ministre de Portugal : on lui donne un gardien. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 103. *Voyez le 5 brumaire précédent*).

*Du 8.* Le conseil des anciens adopte la résolution du 26 brumaire dernier, relative aux rentes, provenant du tiers consolidé, qui sont au-dessous de 50 francs. (*Bul.* 173, N<sup>o</sup>. 1641).

Arrêté du directoire, qui charge le ministre de la république près les cantons helvétiques, de déclarer aux gouvernemens de Berne et de Fribourg qu'ils répondront personnellement de la sûreté individuelle et des propriétés des habitans de Vaud, qui se sont adressés ou s'adresseront à la république française, à l'effet d'être maintenus et

réintégrés dans leurs droits. (*Rep.* N<sup>o</sup>. 2880).

Le palais Corsini à Rome, servant de logement à Joseph Buonaparte, ambassadeur de France, est investi par une force armée. Cet ambassadeur accompagné du général Duphot, sort pour sommer la multitude de se retirer. Duphot est atteint de plusieurs coups de mousquets, et étendu mort sur la place. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 113),

*Du 9.* Résolution du conseil des 500, portant qu'il sera ouvert des registres pour recevoir les dons patriotiques pour la descente en Angleterre.

Izos propose les deux questions suivantes :

Les électeurs de l'an 4 peuvent-ils être renommés en l'an 6 ?

L'article LV de la constitution voulant que les législateurs ne soient pas en fonctions plus de six années de suite, les ex-conventionnels actuellement au corps législatif, pourront-ils être réélus aux prochaines assemblées ?

Ces deux propositions sont renvoyées à la commission existante.

Message du directoire, pour inviter le conseil à établir le mode d'après le-



quel les ci-devant nobles seront admis à prouver qu'ils ont donné des gages de leur attachement à la république.

M. Daranjo Dazevedo, ministre de Portugal, est enfermé au Temple. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 103 et 108 ).

L'ambassadeur Buonaparte se retire de Rome pour se rendre en Toscane. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 113 ).

*Du 11.* Il prévient le ministre des relations extérieures du parti qu'il a pris, par sa lettre datée de Florence. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. *idem* ).

Le corps du général Duphot est enterré avec une grande pompe, dans l'église paroissiale de Saint-Jean de la Malva. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 119 et 128 ).

*Du 12.* Résolution du conseil des 500, qui fixe les lieux où se réuniront les prochaines assemblées électorales.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez le 19 pluviôse suivant* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 28 brumaire dernier, relative à l'organisation constitutionnelle des colonies. ( *Bul.* 177, N<sup>o</sup>. 1659 ).

*Du 13.* Les juges du tribunal civil du département de la Seine réclament contre la médiocrité de leur traitement.

Cette réclamation est renvoyée à une commission.

*Du 14.* Résolution du conseil des 500 , relative aux ministres des cultes , et aux personnes de l'un et l'autre sexe , qui voudront exercer à l'avenir les professions d'instituteurs ou d'institutrices de la jeunesse dans les écoles publiques ou particulières.

*Du 15* Saisies chez tous les marchands et négocians des marchandises anglaises , qui se sont introduites en France , en contravention de la loi du 10 brumaire an 5<sup>e</sup>. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 106 ).

J. J. Aimé , en voulant se sauver de Paris , est arrêté à la barrière. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 109 ).

*Du 16.* Loi concernant la vente des immeubles , pendant la dépréciation du papier-monnoie. ( *Bul.* 174, N<sup>o</sup>. 1651 ).

Décret du conseil des anciens , qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 9 du courant , relative aux

bons patriotiques pour la descente en Angleterre. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 2895 ).

*Du 17.* Résolution du conseil des 500, qui porte que tous vols commis à force ouverte sur les routes ou voies publiques et dans les maisons habitées, avec effraction ou escalade, seront punis de mort.

Cette résolution n'aura lieu que pour une année, à dater du jour de la publication de la loi, et sera abrogée de droit, si elle n'est renouvelée par le corps législatif.

*Du 18.* Arrêté du département de la Seine, qui porte que la rue Chantierine, où demeure le général Buonaparte, s'appellera rue de la Victoire. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 109 ).

*Du 19.* On discute au conseil des 500 le projet de résolution, présenté le 19 frumaire dernier, qui fixe l'enceinte constitutionnelle des deux conseils; Lamarque, en le soutenant, dit qu'avant le 18 fructidor, les coryphées de la faction, dont cette journée mémorable a fait justice, avoient quelquefois raison dans les principes qu'ils mettoient en avant, et que l'abus qu'ils en faisoient étoit seul coupable.



Le conseil adopte le projet.

Arrêté du directoire qui, en exécution de la loi du 6 fructidor an 2<sup>e</sup>. , ordonne de ne porter d'autres noms, que ceux contenus dans les actes de naissance. (*Bul.* 177, N<sup>o</sup>. 1660 ).

*Du 20.* Deux colonnes de troupes françaises se mettent en marche sur Rome : à leur approche une révolution éclate dans l'Ombrie, Civita de Castello plante l'arbre de la liberté. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 134 ).

*Du 21.* Sur la lecture de la résolution qui fixe l'enceinte constitutionnelle des deux conseils, Leclerc de Maine et Loire, fait diverses observations, et présente, entr'autres, la partie de cette résolution, qui veut que la place de la Concorde soit commune aux deux conseils, comme inconstitutionnelle. Il prend occasion de là de se plaindre de ce que déjà une loi a rendu commun le costume des membres des deux conseils, regrettant celle qui en avoit fixé un différent.

Le conseil ordonne l'impression du discours, et ajourne indéfiniment la discussion sur le projet par lui adopté.

Résolution de ce même conseil, qui supprime les listes des candidats.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 6 frimaire dernier, qui fixe la durée des fonctions des présidens, accusateurs-publics et greffiers des tribunaux criminels. (*Bul.* 178, N° 1663).

*Du 22.* Résolution du conseil des 500, relative aux inscriptions civiques. Elle porte que celles qui auront été faites avant le 1<sup>er</sup>. germinal, seront censées avoir été faites en l'an 5<sup>e</sup>.; mais que cette disposition n'aura lieu que pour les élections de l'an 6<sup>e</sup>.

Cette résolution a été rejetée. (*Voyez le 29 pluviôse suivant*).

Autre résolution pour le rétablissement de la contrainte par corps.

*Du 23.* Résolution du conseil des 500, qui ordonne que les arbres de la liberté, qui ont été abattus ou qui ont péri naturellement, seront remplacés le 22 pluviôse (21 janvier v. s.).

Décret du conseil des anciens, par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 17 frimaire dernier, portant suppression des payeurs-généraux. (*Rép.* N°. 2925).

Le commissaire du pouvoir exécutif à Rochefort , écrit que Gibert-des-Molières , ex-député , Perlet , Isidore Langlois et autres journalistes, condamnés à la déportation , sont arrivés dans cette commune. (*Gard. de l'hist.* N<sup>o</sup>. 1<sup>er</sup> ).

*Du 24.* Le conseil des anciens approuve la résolution relative aux arbres de la liberté. (*Bul.* 176, N<sup>o</sup>. 1658 ).

*Du 25.* Tout le pays de Vaud se prononce contre l'oligarchie de Berne ; les habitans font retentir par-tout des couplets sur l'air de la Marseillaise. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 128 ).

*Du 26.* Lettre du C. Lalande sur deux comètes , l'une de feu et l'autre d'eau , conte inséré dans un journal. Elle porte qu'il n'y a pas eu de comète depuis six mois , que Vénus qui a été remarquée en plein jour , au moment où Buonaparte se rendoit au directoire (1) , a pu occasionner l'idée d'une comète ; mais que ce grand éclat de Vénus arrive tous les dix-neuf mois. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 116 ).

---

(1) 20 frimaire an 6.



*Du 27. Résolution du conseil des 500 ; qui adopte le projet de Pison du Garland, pour la défense des parties devant les tribunaux. (Voyez le 18 frimaire dernier).*

*Cette résolution a été rejetée (Voyez le 16 germinal suivant).*

*Arrêté de ce conseil, portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la proposition faite par le directoire le 3 brumaire dernier, de créer un huitième ministère, sous le titre de Domaines nationaux. (Rép. N°. 2935 bis).*

*Décret du conseil des anciens, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 27 thermidor an 5<sup>e</sup>. , relative aux biens des parens d'émigrés. (Rép. N°. 2938 ).*

*Du 28. Décret du conseil des anciens, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 25 brumaire dernier, relative aux ventes des domaines nationaux. (Rép. N°. 2942 ).*

*Du 29. Résolution du conseil des 500, qui fixe au 2 pluviôse sa translation dans son nouveau palais. Ce local portera le nom de Palais national des 500 ; la rue de Bourgogne et la place ou*

elle aboutit, seront nommées rue et place du Conseil des 500 ; la salle sera dédiée à la souveraineté du peuple.

Le conseil des anciens approuve la résolution contenant les dispositions pénales contre les vols et attentats sur les grandes routes, et le rétablissement de la sûreté publique. (*Bul.* 178, N°. 1677).

Cette loi a été publiée ledit jour 29 nivôse. (*Voyez le 17 dudit*).

Le général Bernadotte est nommé ambassadeur à la cour de Vienne. (*J. de P.* N°. 119).

Une nouvelle insurrection éclate en Corse : le général Vaubois veut réprimer les séditeux, qui taillent en pièces une partie de sa troupe. Quinze cents hommes, envoyés par le général Berthier, s'embarquent à Gènes pour porter du secours au général Vaubois contre les insurgés. (*J. de P.* N°. 118 et 119).

Du 30. Arrivée à Paris de l'ambassadeur Buonaparte. M. le marquis de Massini, ministre du pape, est gardé à vue. (*J. de P.* N°. 123.).

*Du premier pluviôse.* Le C. Rousseau est élu président du conseil des anciens. ( 11<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Bailleul est élu président du conseil des 500. ( 10<sup>e</sup>. *présid* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 nivôse dernier , relative à l'inauguration du nouveau palais du conseil des 500. ( *Bul.* 179, N<sup>o</sup>. 1681 ).

*Du 2.* ( 21 *janv. v. s.* ). Première séance du conseil des 500 à la nouvelle salle. Le président fait un discours ; on procède ensuite à la plantation des arbres de la liberté, puis chaque membre à son tour prête le serment de haine à la royauté ; des salves d'artillerie annoncent le commencement et la fin de la séance.

*Du 3.* Une faction vendue au prince d'Orange, retardoit par mille motifs l'organisation constitutionnelle de la république batave, et cherchoit à soulever les provinces contre l'assemblée nationale ; cette assemblée, secondée par les Français qui étoient à la Haye, met en arrestation les six membres de la commission diplomatique, et



vingt-deux représentans ; puis elle charge une commission de lui présenter, dans le plus court délai, un projet tendant à organiser le gouvernement. Cette expédition a été pour les Bataves le 18 fructidor de la France. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 128 et 129 ).

Du 4. Le représentant Joseph Buonaparte entre au conseil des 500, et monte à la tribune pour prêter le serment de haine à la royauté.

Un courrier de Paris à Lauzanne apprend aux habitans du pays de Vaud, que le directoire français reconnoît leur existence, sous le nom de république lémanique (1). ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 135 ).

Tous les citoyens se décorent de la cocarde verte (2), mettent un drapeau de même couleur sur la maison où s'assemblent les membres du comité de réunion, et plantent l'arbre de la liberté, aux cris mille fois répétés de vive la liberté ; vive la ré-

(1) Ce nom lui vient du lac Léman situé entre la Savoie et le pays de Vaud, autrement et plus communément appelé lac de Genève.

(2) Le vert étoit la couleur de Guillaume-Tell Haufiachen et Melchtal.

publique lémanique. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. *eod* ).

*Du 5.* Résolution du conseil des 500, qui autorise le directoire à prendre, sur le fonds de 15 millions destinés aux dépenses imprévues, par la loi du 22 frimaire dernier, les sommes qui seront nécessaires pour assurer la nourriture, l'entretien et le soulagement des citoyens français, prisonniers en Angleterre, en attendant qu'il ait été pourvu au remplacement desdits fonds par une loi spéciale.

*Du 6.* Résolution du conseil des 500, relative aux élections, qui porte article 1<sup>er</sup>. autorisation aux administrations centrales de faire les changemens qu'elles croiront nécessaires pour l'arrondissement des assemblées primaires.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez le 25 du courant* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, contenant des mesures pour le soulagement des prisonniers français en Angleterre. ( *Bul.* 179, N<sup>o</sup>. 1690 ).

Le C. Autiez, aide de-camp du général Medart, accompagné de deux

hussards se rendoit auprès de Weiss, commandant des troupes Bernoises, pour lui signifier de dissiper le noeud de révolte qu'il organisait dans la république. Cet aide-de-camp est arrêté à 11 heures du soir par un détachement qui fait une décharge sur lui : ses deux hussards sont tués, et il ne doit son salut qu'à une prompte retraite. ( *J. de P. N° 137* ).

Mort du C. Aubert-du-Bayer, ambassadeur à Constantinople. Notice sur sa vie. ( *J. de P. N°s. 128 et 207* ).

La comète ou la fin du monde, pièce donnée au théâtre du Vaudeville.

Le conseil des 500 passe à l'ordre du jour en se décidant pour l'affirmative sur les deux questions : si les électeurs nommés en vendémiaire an 4, peuvent être réélus en germinal an 6 ; et si les membres de la convention sont éligibles aux prochaines élections. ( *Rep. N°. 2978* et *Bul. 188, N°. 1945, page 38* ).

Résolution de ce même conseil, qui établit une taxe d'humanité dont le produit sera affecté au soulagement



des prisonniers français en Angleterre. Cette taxe sera égale à la moitié de la contribution somptuaire.

Cette résolution a été rejetée. (*Voyez le 21 dudit mois* ).

Décret du conseil des anciens , par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 4 nivôse , relative aux rentes consolidées de 200 fr. et au-dessous. (*Rep. N°. 2979* ).

*Du 9.* Le général Berthier arrive à Ancône , son avant-garde marche sur Maurata. (*J. de P. N°. 146* ).

*Du 10.* Présentation au directoire des citoyens chargés par la république cisalpine de négocier et de conclure avec la république française un traité d'alliance et de commerce. (*J. de P. N°. 153* ).

L'armée du Rhin est supprimée et son état-major réformé. (*J. de P. même numéro* ).

Le général Augereau est nommé commandant de la 10<sup>e</sup>. division militaire à Perpignan. (*J. de P. même numéro* ).

*Du 11.* Jean de Brie demande , par motion d'ordre , que les citoyens  
étant

étant à la veille d'exercer un droit qui doit assurer la liberté et la république, il soit établi dans toutes les communes de la France une fête à la souveraineté du peuple.

Résolution du conseil des 500, qui adopte la proposition et fixe au 30 ventôse de chaque année la célébration de cette fête.

*Du 12.* Le conseil de anciens approuve la résolution du 12 frimaire dernier, qui détermine la manière de procéder à la vérification des pouvoirs des députés nouvellement élus au corps législatif. ( *Bul.* 180, N°. 1701 ).

Arrêté du bureau central du canton de Paris, portant que les bals fermeront à 11 heures du soir au plus tard. ( *Rep.* N°. 2995 ).

Un nommé Trion, dit Cassineau, chevalier de Malthe, émigré, agent de l'Angleterre et fabricant de faux passe-ports, est condamné à mort et fusillé à la plaine de Grenelle. ( *J. de P.* N°. 135 et 139 ).

*Du 13.* Loi sur les rentes viagères, créées pendant la dépréciation du papier-monnoie, avec un tarif de la

• réduction graduelle et proportionnelle que doivent subir lesdites rentes. ( *Bul.* 180 , N<sup>o</sup>. 1704 ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 11 du courant , qui établit la fête de la souveraineté du peuple. ( *Bul.* 181 et 182 , N<sup>o</sup>. 1705 et 1718 ).

Le général Médard traverse le territoire gênois à la tête d'une des colonnes de la première division de l'armée d'Italie ; son quartier général est à Ferney - Voltaire. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 133 ).

*Du* 14. Pétition des citoyens du faubourg Antoine, qui demandent que les électeurs nommés en l'an 4 par celle des assemblées primaires qui ont rejeté les décrets des 5 et 13 fructidor an 3, les jeunes gens de la réquisition qui ont quitté leurs drapeaux, et les fonctionnaires publics destitués par la loi du 19 fructidor an 5, ne puissent pas être admis à voter dans les assemblées primaires.

Arrêté du directoire, qui met la commune de Lyon en état de siège.

Celle de Montpellier éprouve le même sort. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 140 ).



Arrêté du directoire , concernant la surveillance des écoles particulières , maisons d'éducation et pensionnats. ( *Bul* 181, N<sup>o</sup>. 1709 ).

Lettre du ministre de la police générale , qui appelle la surveillance des administrations centrales et municipales sur les clubs ou cercles constitutionnels. ( *J. de P* N<sup>o</sup>. 158 ).

*Du* 18. Résolution du conseil des 500 , qui fixe les traitemens , frais de bureau , et remises des employés à l'agence des contributions directes.

Le C. Garat , ex - ministre , est nommé à l'ambassade extraordinaire de Naples. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 138 ).

Une escadre espagnole , aux ordres du général Massando , met à la voile. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 161 ).

*Du* 19. Décret du conseil des anciens , par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 12 nivôse dernier , qui fixe les lieux où se réuniront les prochaines assemblées électorales. ( *Rep.* N<sup>o</sup>. 3024 ).

Arrêté du directoire , qui fait mainlevée du séquestre mis sur les biens des déportés arrivés dans l'île de

Cayenne. ( *Bul.* 181 , N<sup>o</sup>. 1713. *Voyez* 1<sup>er</sup>. *vendémiaire dernier* ).

*Du* 20. Le C. Guinguené est nommé ambassadeur près de la cour de Turin. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 140 ).

*Du* 21. Pétition des citoyens de St.-Michel , qui demandent qu'aux prochaines élections , le peuple ne nomme que le tiers des membres qui doivent composer le corps législatif , et que le sort décide de ceux des ex-conventionnels qui doivent remplir les places vacantes.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 18 du courant , relative au traitement de l'agence des contributions directes. ( *Bul.* 181 , N<sup>o</sup>. 1717. *Voyez* 22 *brumaire dernier* ).

Décret par lequel ce même conseil déclare ne pouvoir adopter la résolution du 8 du courant , qui établit une taxe d'humanité pour les français prisonniers en Angleterre. ( *Rep.* N<sup>o</sup>. 3030 ).

Message du conseil des 500 à celui des anciens , pour l'inviter à s'occuper , toute affaire cessante , des lois relatives aux élections. ( *Voyez* le 6 *nivôse dernier* ).

Le général Berthier marche sur Rome : les Autrichiens prêtent leurs chevaux pour l'artillerie, les troupes de Naples ne font aucun mouvement pour s'y opposer. ( *J. de P.* N°. 151 et 152 ),

*Du 24.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 21 nivôse dernier, relative à la suppression des listes de candidats. ( *Bul.* 183, N°. 1725 ).

*Du 25.* Résolution du conseil des 500, qui fixe, seulement pour la présente année, les lieux où les corps électoraux s'assembleront. Le tableau des communes est le même que celui déjà rejeté par le conseil des anciens.

Cette résolution a encore été rejetée. ( *Voyez le 5 ventôse suivant* ).

Décret du conseil des anciens, par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 6 du courant, relative aux élections. ( *Rép.* N°. 3048 ).

Le C. Dondeau est nommé ministre de la police générale, à la place du C. Sottin, et celui-ci ambassadeur près de la république ligurienne.



*Du 26.* Pétition de citoyens du 5<sup>e</sup>. arrondissement du canton de Paris, qui demandent qu'on applique aux prêtres, ce qui a été fait par rapport aux nobles, et que les ministres du culte catholique ne puissent, comme eux, être admis à voter dans les assemblées primaires.

*Du 27.* Résolution du conseil des 500, qui porte que les assemblées primaires et électorales s'ouvriront à 9 heures du matin, et ne pourront se continuer que jusqu'à 7 heures du soir.

Dans toute élection, après le premier appel nominal des citoyens ayant droit de voter, il y aura un rappel.

Autre résolution, qui abolit le scrutin de réduction ou de rejet (1).

Toute élection se fera à la majorité absolue ou relative, par voix de scrutin individuel ou de liste, conformément à la loi du 22 décembre 1789, et à l'instruction du 8 janvier 1790 (2).

---

(1) Voyez sur le scrutin de rejet. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 119).

(2) Par-là, les trois tours de scrutin sont rétablis, et l'article 8 de la loi du 19 octobre

Le jour anniversaire de la 23<sup>e</sup>. année du règne de Pie VI (1), le peuple romain rédige l'acte solennel de la reprise de sa liberté.

Après la publication de cet acte, une députation vient présenter le vœu des Romains au général Berthier qui, arrivé sous les murs de Rome, n'étoit pas entré dans la ville, mais étoit resté dans son camp.

Ce général traverse Rome, monte au Capitole, et là, reconnoît, au nom de la république française, l'indépendance de la république romaine, formée de tout le territoire resté sous l'autorité temporelle du pape, d'après le traité de Campo-Formio. ( *Bul.* 187, N<sup>o</sup>. 1744 ).

L'escadre espagnole rentre dans le port de Cadix, avec le même nombre de bâtimens qu'elle avoit lorsqu'elle en étoit sortie. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 167. *Voyez le 18 du courant* ).

---

1792, qui n'admettoit que deux tours de scrutin dans toutes les élections, est aboli.

(1) Jean-Ange Brachy, né le 27 décembre 1717, avoit été élu pape le 15 février 1775.

*Du 28.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative à la tenue des assemblées primaires et électorales. ( *Bul.* 183, N<sup>o</sup>. 1729 ).

Le même conseil approuve aussi une autre résolution du même jour, qui détermine le mode de scrutin pour procéder aux élections. ( *Bul.* 184, N<sup>o</sup>. 1733 ).

Proclamation du directoire, relative aux élections. ( *Bul.* 182, N<sup>o</sup>. 1720 ).

*Du 29.* Arrêté du conseil des 500, qui porte que les membres de ce conseil se réuniront, dorénavant, à 11 heures à la salle du vestiaire, pour se rendre de-là au lieu des séances, ayant le président à leur tête, et précédés des huissiers, des messagers d'état et des secrétaires rédacteurs. ( *Rep.* N<sup>o</sup>. 3065 ).

Décret du conseil des anciens, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 22 nivôse dernier, relative aux inscriptions civiques. ( *Rep.* N<sup>o</sup>. 3067 ).



*Du premier ventôse.* Le C. Bordas est élu président du conseil des anciens. ( 12<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Hardy est élu président du conseil des 500. ( 11<sup>e</sup>. *présid* ).

Les membres des deux conseils siègent pour la première fois en costume.

Procès-verbal d'installation en la ville de Mayence , de l'administration centrale du département de Mont-Tonnerre, l'un de ceux provisoirement formés sur la rive gauche du Rhin (1).  
( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 164 ).

*Du 2.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 8 frimaire dernier , interprétative de la loi du 15 thermidor an 4 , concernant les droits successifs des enfans nés hors mariage. ( *Bul.* 185 , N<sup>o</sup>. 1739 ).

Le pape quitte Rome , accompagné de deux officiers français qu'il avoit

---

(1) Ce pays a été provisoirement divisé en quatre départemens : celui de Mont-Tonnerre , ( Mayence , chef-lieu ) ; celui de Rhin et Moselle , ( Cob'ents , chef-lieu ) ; celui de la Sarre , ( Trèves , chef-lieu ) ; et celui de la Roer , ( Aix-la-Chapelle , chef-lieu ). Voyez 14 brumaire dernier.

demandés pour lui servir de sauvegarde ; sa retraite donne lieu à une fête ; des arbres de la liberté sont plantés dans toutes les communes du ci-devant état de l'église. ( *Bul.* 187, N<sup>o</sup>. 1744 ).

*Du 3.* Résolution du conseil des 500, portant que le tirage au sort des membres du directoire, des commissaires de la comptabilité et de la trésorerie, pendant les années 6, 7 et 8, sera fait le 20 floréal de chaque année ;

Que les élections auront lieu dans la dernière décade de ce mois ;

Et que les membres, nouvellement élus, entreront en fonctions le 1<sup>er</sup>. prairial.

Les lois des 24 et 30 floréal an 5, sont abrogées.

Pons de Verdun reproduit le même projet, pour les inscriptions civiques, que celui rejeté par le conseil des anciens.

Résolution du conseil, qui adopte le projet. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 154. *Voyez le 29 pluviôse dernier* ).

Cette résolution a encore été rejetée. ( *Voyez le 9 du courant* ).

*Du 4.* Résolution du conseil des 500, portant ratification du traité des 8 et 9 pluviôse dernier, pour la réunion de la république de Mulhausen à la république française.

Autre résolution, qui exclut des assemblées primaires, les individus qui ont rempli des fonctions civiles et militaires parmi les rebelles, dont le but étoit de renverser le gouvernement républicain, pour y substituer un gouvernement étranger, ainsi que ceux désignés, comme chefs de rebelles, par la loi du 5 juillet 1793.

Les CC. Monge, Daunou, Florent et Faypoult, commissaires du directoire, arrivent à Rome. ( *J. de P.* N°. 167 et 193 ).

*Du 5.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, qui exclut des assemblées primaires, ceux qui ont rempli des fonctions civiles et militaires, parmi les rebelles. ( *Bul.* 185, N°. 1741 ).

Décret de ce conseil, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 25 pluviôse dernier, qui indique les communes où se tiendront les as-



semblées électorales de l'an 6. ( *Rep. N<sup>o</sup>. 3082* ).

*Du 7.* Résolution du conseil des 500, pour activer la rentrée des contributions personnelle, mobilière et somptuaire, et des droits de patentes de l'an 5.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez le 22 du courant* ).

Le C. Merlin est président du directoire, à la place du C. Barras.

Mort du ci-devant duc de Nivernois, âgé de 82 ans. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 160* ).

*Du 8.* Duhot demande, par motion d'ordre, qu'il soit infligé une peine aux électeurs qui ne se rendront pas à leur poste, ou qui le quitteront avant la fin des élections.

Le conseil des 500 passe à l'ordre du jour, sur cette proposition.

Résolution de ce conseil, qui désigne les départemens qui doivent concourir à la nomination du cinquième des juges du tribunal de cassation.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez le 14 du courant* ).

*Du 9.* Pétition de citoyens de Toulouse, qui dénoncent la conduite con-

tre-révolutionnaire des prêtres insoumis, et demandent qu'une loi salubre en débarrasse le sol de la France pour jamais.

Renvoi de cette pétition au directoire.

Décret du conseil des anciens, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 3 du courant, relative aux inscriptions civiques. (*Rep. N<sup>o</sup>. 3091*).

Arrêté du directoire, portant dénonciation au tribunal du département des Vosges, d'un recueil imprimé, ayant pour titre : Lettres synodiques du concile national de France, aux pères, mères et autres chargés de l'éducation de la jeunesse, terminé par un bref du pape Pie VI, et certifié par la signature de Maudru, évêque du diocèse des Vosges. (*Bul. 189, N<sup>o</sup>. 1750*).

Proclamation du directoire, relative aux assemblées primaires de l'an 6. (*Bul. 186, N<sup>o</sup>. 1743*).

*Du 10.* Adresse des consuls romains au directoire de la république française, pour lui témoigner la vive re-

connoissance du peuple. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 175* ).

*Du 11.* Résolution du conseil des 500, qui ratifie un traité d'alliance, conclu entre la république française et la république cisalpine.

Autre, qui ratifie pareillement un traité de commerce entre les deux républiques.

Perez - du - Gers, par une motion d'ordre, appuyée par Tallien et Cras-sous, demande : 1<sup>o</sup>. Qu'une commission spéciale soit chargée de trouver les moyens de soustraire à la mort, les citoyens inscrits sur la liste des émigrés, qui n'ont pas quitté le territoire de la république, et 2<sup>o</sup>. qu'il soit fait un message au directoire, pour l'inviter à faire surseoir au jugement d'un individu qui se trouve dans ce cas.

Arrêté du conseil des 500, qui ordonne la formation de la commission et l'envoi du message. ( *Rep. N<sup>o</sup>. 3099* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 4 du courant, portant ratification du traité de réunion de



la république de Mulhausen à la république française. ( *Bul.* 190, N°. 1764 ).

*Du 12.* Résolution du conseil des 500, contenant instruction sur la tenue des assemblées primaires et communales, qui porte que la loi du 5 ventôse an 5, en forme d'instruction, est rapportée.

On mande de Genève que le 10, les assemblées primaires du pays de Vaud ont terminé leurs opérations, et que le 15, les électeurs doivent se réunir à Lausanne.

Deux des principaux agens du sénat de Berne, sont arrêtés. ( *J. de P.* N°. 170 ).

*Du 13.* Message du directoire au conseil des 500, pour l'instruire de tout ce qui s'est passé à Rome, et de la conduite de l'armée d'Italie.

Résolution du conseil, portant que l'armée française au Capitole a bien mérité de la patrie.

*Du 14.* Résolution du conseil des 500, qui règle le mode de procéder aux élections des nouveaux députés, et fixe le nombre de ceux que les dé-

partemens auront à nommer dans chaque conseil.

Autre résolution qui, sur la proposition d'Oudot, établit pour un mois, par forme d'essai, un journal tachygraphique.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez le 9 germinal suivant* ).

Décret du conseil des anciens, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 8 du courant, sur le fondement que, dans la désignation des départemens appelés à faire la nomination du cinquième des juges du tribunal de cassation, cette résolution s'étoit écartée de l'ordre alphabétique des départemens. ( *Rep. N<sup>o</sup>. 3107* ).

Du 15. Le conseil des anciens approuve la résolution du 3 du courant, qui détermine l'époque du tirage au sort des membres du directoire, de la comptabilité et de la trésorerie. ( *Bul. 189, N<sup>o</sup>. 1755* ).

Ce conseil approuve pareillement la résolution du 13 du courant, relative à l'armée d'Italie. ( *Bul. 187, N<sup>o</sup>. 1744* ).

Arrêté du directoire , qui ordonne la fermeture du cercle constitutionnel de la rue du Bacq , et de plusieurs autres. ( *J. de P.* N°. 168 ).

Le directoire reçoit la nouvelle , que la députation de l'empire a accédé aux propositions des plénipotentiaires français , et reconnoît toute la rive gauche du Rhin comme limite de la république française. ( *J. de P.* N°. 168 et 189 ).

Capitulation de la ville de Berne. L'affaire a été sanglante ; prise de 20 pièces de canons et de 19 drapeaux. ( *J. de P.* N°. 173 ).

*Du 16.* Message du directoire au conseil des 500 , pour calmer ses inquiétudes au sujet de l'exécution rigoureuse de la loi du 19 fructidor. Il porte que « le directoire ne souffrira jamais que l'innocent soit frappé de la peine réservée au crime , » et que , si une loi renfermoit quelque disposition qui pût donner lieu à commettre une injustice , il seroit le premier à en demander le rapport , attendu qu'il est fait pour conserver et non pas pour détruire ».



En conséquence, le conseil rapporte son arrêté du 11 du courant, pour la formation d'une commission. ( *Rep.* N<sup>o</sup>. 3116 ).

*Du 17.* Résolution du conseil des 500, qui désigne les 10 départemens qui, conformément aux lois des 5 vendémiaire et 20 messidor an 4, sont en tour de procéder au renouvellement du cinquième des juges et suppléans du tribunal de cassation.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 14 du courant, pour le nombre des députés que les assemblées électorales ont à élire au mois de germinal prochain. ( *Bul.* 189, N<sup>o</sup>. 1757 ).

*Du 18.* Le conseil des anciens approuve la résolution et l'instruction du 12 du courant, relatives à la tenue des assemblées primaires et communales. ( *Bul.* 188, N<sup>o</sup>. 1745 ).

Ce conseil approuve pareillement la résolution du jour d'hier, concernant désignation des départemens qui concourront pour l'an 6, au renouvellement du cinquième des juges du tribunal de cassation. ( *Bul.* 189, N<sup>o</sup>. 1758 ).

Arrêté du directoire, qui nomme le général Schawemberg commandant en chef de l'armée française en Suisse. (*Rep. N<sup>o</sup>. 3128*).

Autre, qui nomme le général de Brune au commandement en chef de l'armée d'Italie. (*Rep. N<sup>o</sup>. 3129*).

Autre, portant que les troupes qui sont dans les départemens de Corcyre, d'Ithaque et de la mer Égée (1), font partie de cette dernière armée.

Du 19. Pons de Verdun prend occasion de ce que le conseil des anciens vient encore de rejeter par son décret du 5 du courant, la seconde résolution qui lui avoit été présentée, portant fixation, pour cette année, des communes où se tiendront les assemblées électorales, pour provoquer un message au directoire, à l'effet de lui demander quelles sont les communes dans lesquelles il seroit dangereux de convoquer ces assemblées.

Le conseil passe à l'ordre du jour sur l'envoi du message.

---

(1) Ces départemens sont demeurés à la France, par le traité de Campo-Formio. Voyez 26 vendémiaire dernier.

Mais , sur le rapport de Guillemardet au nom de la commission des élections , attendu l'état de siège où se trouve la commune de Lyon , ce conseil prend une résolution , portant que l'assemblée électorale du département du Rhône se tiendra pour l'an 6 à Condrieux.

Le conseil des anciens approuve cette résolution. ( *Bul.* 189 , N<sup>o</sup>. 1762 ).

Proclamation et arrêté du directeur , pour faire juger par un conseil de guerre , les auteurs des vols et dilapidations qui avoient excité des mécontentemens , et même quelques mouvemens de révolte dans l'armée d'Italie. ( *Rédact.* N<sup>o</sup>. 848 , et *J. de P.* N<sup>o</sup>. 205 ).

*Du 20.* Les administrateurs du bureau central du canton de Paris , déclarent que la réunion qui devoit avoir lieu le 14 du courant , en la ci-devant église de Notre - Dame , de plusieurs ministres du culte catholique , pour y procéder à la nomination d'un évêque , a été empêchée par la raison que les déclarations , que la loi pres-



crit en pareil cas , n'avoient pas été faites aux autorités constituées. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 170* ).

Les 73 communes de l'Argovie se détachent du canton de Berne , et envoient des députés auprès du général de Brune , pour lui exprimer leur vœu et leur reconnoissance envers la république française.

Le pays de Saint - Gall donne aussi communication officielle de sa régénération. Le prince-abbé , le doyen et le chapitre de Saint - Gall ont déposé la souveraineté avec tous les attributs y attachés , entre les mains du peuple qui , en conséquence de ses droits , a tenu une assemblée générale , et s'est constitué en gouvernement démocratique.

Le canton de Zurich a suivi cet exemple : le régime de l'Olygarchie y est également remplacé par celui de la liberté ; une députation a été chargée d'en instruire le C. Mengaud , chargé d'affaires de la république française à Bâle.

La Turgovie , les baillages libres et la ville de Bremgarten lui ont aussi envoyé des députés , pour lui exprimer

le désir d'être bientôt régis par une constitution démocratique. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 185 ).

*Du 21.* Résolution du conseil des 500, portant fixation des taxations des receveurs-généraux des départemens et des préposés aux recettes, à compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire dernier.

Cette résolution a été rejetée. ( *Voyez 22 germinal suivant* ).

*Du 22.* Décret du conseil des anciens, qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 7 du courant, relative au recouvrement des contributions. ( *Rép. N<sup>o</sup>. 3143* ).

*Du 23.* Message du directoire, qui porte que les Bernois ont évacué Morat, le jour anniversaire de celui où les anciens Suisses remportèrent sur les Bourguignons une fameuse bataille en 1476; que le trophée insultant pour les Français, qui y avoit été élevé (1), a été

---

(1) A un quart de lieue de Morat, étoit une chapelle remplie des ossemens des Bourguignons qui furent tués à cette bataille. Au-dessus de la porte de cette chapelle, on lisoit cette inscription singulière que les Suisses y avoient fait gra-

détruit par le bataillon de la Côte-d'Or , qui , à la place , a planté un arbre de la liberté. Ce même message annonce l'entière défaite des Suisses , après cinq combats successifs.

Résolution du conseil des 500 , qui déclare que l'armée française a bien mérité de la patrie.

*Du 24.* Résolution du conseil des 500, portant organisation de la gendarmerie.

Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier , qui déclare que l'armée française en Suisse a bien mérité de la patrie. ( *Bul.* 190 , N<sup>o</sup>. 1771 ).

*Du 25.* Arrêté du directoire , portant que les contribuables de la commune de Paris payeront , par à-compte sur les contributions personnelles , mobilières et sumptuaires des années 5 et 6 , une somme double des quatre cinquièmes de la contribution de l'an

---

ver : D. O. M. Caroli inclyti et fortissimi Burgundiae ducis exercitus Muratum obsidens , ab Helvetiis coesus , hoc sui monumentum reliquit , anno 1476.



5, qui ont dû être acquités. *Rép. N<sup>o</sup>. 3162* ).

Les douze municipalités de Paris, ayant à leur tête l'administration centrale du canton, vont sur la grand'route d'Orléans, travailler à la réparation de cette route. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 176* ).

Fête à Mulhausen, au sujet de sa réunion à la république française. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 185* ).

Du 26. Oudot demande, par motion d'ordre, que le conseil décide si un citoyen de Paris, qui quitte un arrondissement du canton pour passer dans un autre, doit voter dans l'ancien arrondissement ou dans le nouveau ?

Cette question est renvoyée à la commission.

Rapport de Bailleul sur la journée du 18 fructidor : l'impression est ordonnée au nombre de douze exemplaires.

Arrêté du directoire, qui met la commune de Bergerac en état de siège. (*Rép. N<sup>o</sup>. 3167* ).

Du 27. Résolution du conseil des 500, relative à l'action en rescision, pour cause de lésion dans les ventes d'immeubles,

meubles , faites pendant la dépréciation du papier-monnoie.

Le conseil des anciens approuve les deux résolutions du 11 du courant , portant ratification des traités d'alliance et de commerce avec la république cisalpine. (*Bul.* 208 , N<sup>o</sup>. 1888 et 1889 ).

*Du 28.* Décret du conseil des anciens , par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 24 frimaire dernier , qui veut que les administrateurs de départemens , nommés , par le directoire , restent en place aussi long-tems que s'ils avoient été nommés par le peuple. (*Rép.* N<sup>o</sup>. 3175 ).

Le directoire , dans une audience publique , reçoit les dix-neuf drapeaux enlevés aux Bernois ; ces drapeaux envoyés par le général de Brune , sont présentés par les chefs de brigade Suchet et Ruby. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 180 ).

Le conseil législatif de Genève donne à une commission , composée de tous les fonctionnaires publics actuellement en activité , ainsi que de tous les citoyens élus par le souverain , pour entrer en fonctions le 12 germinal pro-

170 *Ventôse et Germinal an 6.*

chain, le pouvoir, pendant l'espace d'un mois, de prendre et exécuter toutes résolutions qu'elle estimera nécessaires au salut de l'état. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 185 et 187*).

*Du 20.* Résolution du conseil des 500, contenant instruction sur la tenue des assemblées électorales.

*Du 30.* Fête de la souveraineté du peuple; séances extraordinaires des deux conseils: les CC. Bordas et Hardy, présidens, y prononcent des discours analogues à la fête.

Arrivée à Paris des éléphants provenans de la ménagerie du stathouder de Hollande. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 182*).

*Du premier germinal.* Le C. Mollevau est élu président du conseil des anciens. (*13<sup>e</sup>. présid*).

Le C. Pison-du-Galand est élu président du conseil des 500. (*14<sup>e</sup>. présid*).

*Du 2.* Adresse du directoire sur les élections. Elle porte que la juste crainte des élections, qui ont été faites en l'an 4 et l'an 5, ne doit pas jeter dans un excès opposé et non moins funeste. (*Bul. 192, N<sup>o</sup>. 1777*).

Le directoire reçoit la nouvelle que l'acte constitutionnel du peuple ba-



tave a été définitivement adopté. ( *J. de P.* N°. 184 ).

*Du 3.* Sur les dépêches des trois commissaires des États - Unis de l'Amérique à Paris, John - Adams , président, propose au congrès des mesures de défenses. ( *J. de P.* N°. 249 et 256 ).

*Du 6.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 ventôse dernier, contenant instruction sur la tenue des assemblées électorales. ( *Bul.* 192 , N°. 1778 ).

Les mesures de défenses , proposées par le président du congrès américain, sont unanimement adoptées. ( *J. de P.* N°. 256 ).

*Du 8.* Arrêté du directoire , qui met en état de siège la commune de Saint-Étienne ; département de la Loire. ( *Rép.* N°. 3205 ).

*Du 9.* Décret du conseil des anciens , par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 14 ventôse dernier , portant établissement, pendant un mois , d'un journal tacygraphique. ( *Rép.* N°. 3207 ).

Proclamation du directoire aux Français , sur les élections. ( *Bul.* 193 , N<sup>o</sup>. 1779 ).

*Du* 12. Arrêté du directoire , qui révoque la nomination du C. Baudin , à la place de commissaire au bureau central du canton de Paris. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 3228 ).

*Du* 13. Le tribunal criminel du département de la Seine acquitte le C. Durand - Maillane , accusé d'avoir favorisé la rentrée des émigrés , et de leur avoir vendu ses services et leur radiation. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 193 ).

Pièce curieuse , trouvée dans ses papiers , cottée et signée de lui , avec observation , qu'il la signoit sans la juger , et comme étrangère à son affaire. Réflexions du C. Rousseau , membre du conseil des anciens , sur cette pièce. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 199 et 211 ).

*Du* 14 Arrêté du directoire , qui prescrit des mesures , pour la stricte observation du calendrier républicain. ( *Bul.* 194 , N<sup>o</sup>. 1785 ).

*Du* 15. Le conseil des anciens approuve la résolution du 22 nivôse dernier , relative à la contrainte par corps. ( *Bul.* 195 , N<sup>o</sup>. 1795 ).

*Du 16.* Décret du conseil des anciens , qui déclare ne pouvoir adopter la résolution du 27 nivôse dernier , relative à la défense des parties devant les tribunaux. ( *Rép. N<sup>o</sup>. 3237* ).

Arrêté du directoire , qui nomme le C. Picquenard commissaire au bureau central du canton de Paris , à la place du C. Baudin. ( *Rép. N<sup>o</sup>. 3238* ).

*Du 17.* Insurrection dans le midi de l'Irlande. Mille rebelles se forment en corps de troupe , et prennent un uniforme ; le lord-lieutenant et le conseil privé font une proclamation ; trois régimens de milice irlandaise , refusent de marcher contre leurs compatriotes. ( *J de P. N<sup>o</sup>. 216* ).

*Du 20.* Les électeurs du département de la Seine s'assemblent dans la ci-devant église de l'Oratoire.

Le C. Genissieu est élu président de l'assemblée électorale.

*Du 21.* Le C. Cambacerès est élu secrétaire de cette assemblée.

*Du 22.* Décret du conseil des anciens , par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 21 ventôse dernier , relative aux taxations des



receveurs-généraux des départemens.  
( *Rép.* N°. 3257 ).

Arrêté du bureau central du canton de Paris, qui supprime les cabriolets de place. ( *J. de P.* N°. 351 ).

Le général Goulu reçoit l'ordre de faire les dispositions nécessaires, pour réduire, par la force des armes, le fort d'Ehrenbrestein. ( *J. de P.* N°. 208 ).

Du 24. L'assemblée électorale nomme, pour scrutateurs, les CC. Minier, Biauza et Bellart.

Les habitans de Vienne, ayant obtenu de l'empereur la permission de célébrer l'anniversaire de l'armement de leurs volontaires, pour défendre la ville, menacée par l'approche des Français, Bernadotte, ambassadeur de France, donne, le même jour, une fête, en mémoire de la victoire de ces derniers, et fait arborer, en dehors de son palais, un drapeau tricolor. La multitude demande, à grands cris, que ce drapeau soit ôté: elle force le palais de l'ambassadeur, et plusieurs coups de fusils sont tirés. ( *Le Fanal*, N°. 227, 236 et 237 ).

*Du 25.* Le C. Minier, électeur du département de la Seine, demande au conseil des 500, qu'attendu les circonstances extraordinaires, qui ont retardé les opérations de l'assemblée électorale de ce département, elle soit autorisée à continuer ses séances, au-delà des dix jours prescrits par la constitution, ou de les prolonger au-delà des heures fixées par la dernière instruction.

Sur cette pétition, le conseil adopte la question préalable.

*Du 26.* La commission extraordinaire, établie par le conseil législatif de Genève, arrête la réunion de cette république à la république française. La résolution en est, sur-le-champ, portée, par une députation solennelle, à Felix Desportes, commissaire du directoire; et l'on entame, dès ce jour, la négociation du traité de réunion. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 203 et 211. Voyez 28 ventôse dernier* ).

*Du 27.* Résolution du conseil des 500, qui établit, pour la liquidation de la comptabilité intermédiaire, depuis le 1<sup>er</sup>. juillet 1791, époque de l'établissement de la trésorerie, jusqu'au 1<sup>er</sup>.

vendémiaire an 4<sup>e</sup>. , époque du régime constitutionnel , une commission composée de cinq membres , qui seront nommés par le directoire. Les comptes , dont les confection et vérification sont attribuées à cette commission , après avoir été réglés provisoirement par elle , seront définitivement arrêtés par la comptabilité nationale. (*Voyez 26 vendémiaire an 5<sup>e</sup>*).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 24 ventôse dernier , relative à l'organisation de la gendarmerie. (*Bul. 197, N<sup>o</sup>. 1805.* ).

Scission dans les membres de l'assemblée électorale. Une partie se retire de la ci-devant église de l'Oratoire , et va tenir ses séances dans la salle de l'Institut national , au vieux Louvre.

Voyez l'acte de scission. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 209*).

Du 29. Les deux assemblées électorales du département de la Seine , finissent leurs séances à sept heures du soir ; celle de l'Oratoire , après avoir nommé quatorze députés , savoir : Biauzat , Monge , Cambacérès , Robert Lindet , Oudart , Gohier , Leblanc , Tissot , Berlier , Castel ,



Roger-du-Cos , Sijas , Dupuge et Gommejeon ; (1) et celle de l'Institut , après avoir nommé seize députés , savoir : Lenoir-la-Roche , Rousseau , Guyot des Herbiers , Berlier , Cabanis , Albert , Rivault , Aubert , Portier de l'Oise , Chénier , Andrieux , Huguet , Arnould , Gorneau , Paulard et Chazal :

Cette même assemblée a aussi nommé le C. Mayot , pour haut - juré , et les CC. Joubert , administrateur actuel , Picard , Sauzay de Clichy et Trevilliers de Sceaux , pour administrateurs du département ; mais elle n'a pu , à cause de l'heure , procéder à la nomination du cinquième administrateur.

*Du premier floréal.* Le C. Poisson est élu président du conseil des anciens. (14<sup>e</sup>. *présid*).

Le C. Poulain-Grandpré est élu président du conseil des 500. (13<sup>e</sup>. *présid* ).

*Du 2.* Mort du représentant du peuple Bentabolle. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 213 ).

*Du 4.* Résolution du conseil des 500 ,

---

(1) Cette assemblée avoit aussi nommé le général Moulin commandant de la 17<sup>e</sup>. division militaire ; mais il a refusé.

relative aux monnoies , divisée en trois sections. La première détermine le ses-pèces, titres, poids, type, valeur ou empreinte et dénominations des monnoies républicaines ; la seconde traite de leur fabrication ; et la troisième règle le retirement successif des anciennes pièces , et leur valeur , comparée à la monnoie nouvelle , pour le tems pendant lequel elles auront cours.

Cette résolution a été rejetée (*Voyez le 27 messidor suivant*).

*Du 7.* Acte de réunion de la république de Genève à la république française. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 241*).

*Du 8.* Le C. Bruix est nommé ministre de la marine , sur la démission du C. Pléville-Pelay.

*Du 10.* Le directoire reçoit , dans sa séance publique, M. de Staël , ministre plénipotentiaire du roi de Suède, et les CC. Justiliani , envoyé extraordinaire de la république romaine , et Lupi , ministre plénipotentiaire de la république ligurienne. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 222*).

*Du 11.* Lamarque se plaint d'un écrit anonyme quise distribue , contre la validité des élections de la Dordogne. Il combat le principe, qui lui semble qu'on

voudroit consacrer, qui est d'examiner la moralité des élus; et fait craindre la conséquence d'un tel principe, qui tendroit à ne composer le corps législatif que d'hommes nuls, ou d'ennemis de la république. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 228*).

*Du 12.* Sidney Smith, détenu au Temple depuis deux ans, s'échappe de cette prison. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 248*).

*Du 13.* Message du directoire, relatif aux circonstances qui ont accompagné les élections, et contenant des renseignemens sur la marche que les anarchistes. ont suivie, pour s'en rendre les maîtres. « La grandeur des mesures, que vous avez prises le 18 » fructidor, porté ce message, pré- » sage celles que vous prendrez en » floréal; elles annoncent que vous » ne transigerez pas plus avec Babœuf, » qu'avec les partisans d'un fantôme » de roi ». (*J. de P. N<sup>o</sup>. 224*).

*Du 14.* Ce message est renvoyé à une commission de 5 membres, composée des CC. Hardy, Bailleul, Leinoine du Calvados, Chénier et Cras-sous. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 226*).

Arrêté du bureau central du canton de Paris, qui ordonne la ferme-



ture de tous les oratoires , autres que ceux accordés , pour l'exercice du culte , à la commune de Paris , les 11 et 30 prairial de l'an 3<sup>e</sup>. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 232 ).

*Du 15.* Le général Buonaparte part de Paris , pour se rendre à Toulon. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 226 ).

*Du 16.* Saſary , au nom d'une commission , fait un rapport , sur les opérations des deux assemblées électorales du département de la Seine , et propose de déclarer nulles ces opérations.

Guillemardet fait plusieurs observations , tendantes à faire déclarer nulles , les élections faites par l'assemblée de l'Oratoire , et valables , celles de l'assemblée de l'Institut.

Passewan-Oglou bat 17000 hommes des troupes du grand seigneur , à Kozschoboka. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 249 ).

*Du 17.* Le conseil des 500 rejète le projet de la commission , et adopte le parti proposé par Guillemardet , en confirmant les élections faites par l'assemblée scissionnaire de l'Institut.

Le ci-devant chevalier de Beuville , convaincu d'émigration , et comme tel condamné à la peine de mort , par la

commission militaire, est fusillé à la plaine de Grenelle. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 229*).

Du 18. Bailleul, au nom de la commission des cinq, fait un rapport sur les mesures qu'il convient de prendre, relativement au message du directoire, concernant les élections. Il propose un projet, qui prononce sur la validité ou l'invalidité des opérations de toutes les assemblées électorales des départemens, à l'exception de ceux de la Corse; annule les élections faites par les départemens de l'Allier, de la Dordogne, des Landes (1), de Loir et Cher, de la Loire, des Basses-Pyrénées et de la Haute-Vienne (2), comme aussi un grand nombre de nominations particulières, entr'autres, celles de Robert et Thomas Lindet, tous deux ex-conventionnels, nommés par le département de l'Eure; de l'ex-général Doppet, par le départe-

---

(1) Le général Buonaparte avoit été nommé par une des assemblées scissionnaires de ce département.

(2) Voyez pour les départemens de la Dordogne, des Landes, de la Loire et des Basses-Pyrénées. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 218*); pour ceux de l'Allier et de Loir et Cher, (*N<sup>o</sup>. 210*); et pour celui de la Haute-Vienne, (*N<sup>o</sup>. 229 et 230*).

ment du Morbihan ; de Léquinio , ex-conventionnel , par le département du Nord ; du général de brigade Fion , par le département de l'Ourthe , etc.

Après une longue discussion , dans laquelle Gayvernon , Jourdan de la Haute-Vienne , Lamarque , Rouchon , d'Herbelot et Quirot ont parlé contre , Jean de Brie , Chénier et Crassous pour le projet ; Le conseil ajourne au lendemain.

M. le baron de Thugut , premier ministre de l'empereur , donne sa démission ; M. le comte de Cobenzel est nommé à sa place. ( *Le Fanal*. N<sup>o</sup>. 242 ).

Du 19. Leclerc de Maine et Loire , demande , par motion d'ordre , que le projet de la commission , relatif aux opérations électorales , ne soit pas discuté article par article : ce qui entraîneroit des personnalités , dont l'effet seroit dangereux ; mais que ce projet soit adopté ou rejeté en masse.

Jourdan de la Haute-Vienne parle de nouveau contre ce projet , ainsi que Portes et Gauran ; Audouin et Garan-de-Coulon parlent pour.

Le conseil , après avoir fermé la



discussion , convertit en résolution le projet de la commission , sans y faire aucun changement.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 27 ventôse dernier , concernant la rescision , pour cause de lésion dans les ventes. (*Bul.* 199 , N<sup>o</sup>. 1826 ).

*Du 20.* Le sort désigne au directoire , le C. François-de-Neufchâteau ; à la trésorerie , le C. Gombaut , et à la comptabilité , le C. Colliat , pour sortir de fonctions , au premier prairial prochain.

Arrivée du général Buonaparte à Toulon. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 243 ).

*Du 12.* Résolution du conseil des 500 , qui porte le traitement des juges du tribunal civil du département de la Seine , à 4500 francs , a compter du 1<sup>er</sup>. nivôse an 6<sup>e</sup>.

Ceux des membres de ce tribunal , qui rempliront les fonctions de juges au tribunal criminel , ou de directeur du jury d'accusation , auront en outre une indemnité de 500 francs.

*Du 22.* Le conseil des 500 nomme quatre des candidats , qui doivent concourir pour la place de directeur ,

savoir : les CC. Treilhard , Monge , Garat et de Brune , général.

Le conseil des anciens , après une discussion , dans laquelle Regnier est entendu pour , et Marbot contre , approuve , à la presque unanimité , la résolution du 19 du courant , relative aux opérations des assemblées électorales. ( *Bul.* 200 , N<sup>o</sup>. 1828 ).

*Du 23.* Le conseil des 500 nomme deux candidats , pour la place de directeur , le C. Gohier , ex-ministre de la justice et Moulin , général.

*Du 24.* Le conseil des 500 nomme les quatre derniers candidats des dix , qui doivent concourir pour la place de directeur , savoir : les CC. Colombel de la Meurthe , Duval de Rouen , Ernouf , général , et Génissieu.

Le C. Sieyès est nommé ambassadeur extraordinaire de la république française , près la cour de Berlin.

Lettre du ministre des relations extérieures , au général Bernadotte , qui lui annonce sa nomination au commandement de la 5<sup>e</sup>. division militaire. Bernadotte refuse cette place , « afin de » pouvoir , dit-il , goûter les douceurs

» d'une vie simple et tranquille ». ( *J. de P.* N°. 248 ).

*Du 25.* Résolution du conseil des 500 , portant ratification du traité de réunion de la république de Genève à la république française. ( *Voyez le 27 du courant* ).

*Du 26.* Le C. Sieyès écrit au conseil des 500 , qu'occupant la place d'ambassadeur près de la cour de Berlin , il donne , pour se conformer à la constitution , sa démission des fonctions de représentant du peuple , auxquelles il avoit été appelé , par le département de l'Aube et des Bouches - du-Rhône. ( *J. de P.* N°. 237 ).

Grégoire , au nom d'une commission spéciale , propose de réunir , dans une partie des bâtimens du ci - devant prieuré de Saint-Martin-des-Champs , les machines , outils , dessins et instrumens des arts , qui se trouvent maintenant disséminés dans trois dépôts : le premier au Louvre , lequel renferme les machines , que Pajot d'Ozembray avoit données à l'académie des sciences ; le second , rue de Charonne , qui est composé de plus de cinq cents machines , léguées au gouvernement ,



en 1783 , par Vaucanson ; enfin le troisième , rue de l'Université.

Résolution du conseil des 500 , qui adopte ce projet.

Le conseil des anciens nomme le C. Treilhard (1) directeur , au lieu du C. François-de-Neufchâteau.

Mariage , à Hambourg , de la fille aînée du ci-devant marquis de la Fayette , avec le jeune Charles Maubourg. ( *J. de P.* N°. 252 ).

*Du 27.* Résolution du conseil des 500 , qui confie au directoire la nomination des présidens , accusateurs - publics et greffiers des tribunaux criminels , dont la nomination n'a pas eu lieu , ou reste sans effet , pour cause de nullité. Les sujets , ainsi nommés , exerceront jusqu'aux élections de l'an 7<sup>e</sup>. seulement.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 21 du courant , qui augmente le traitement des membres du tribunal civil du département de la Seine. ( *Bul.* 201 , N°. 1834 ).

---

(1) Ce citoyen a été nommé député au conseil des anciens , par le département de Seine et Oise.

Le C. le Carlier (1), président de l'administration centrale du département de l'Aisne, est nommé ministre de la police générale, à la place du C. Dondeau, nommé lui-même administrateur de la loterie nationale, au lieu du C. Thabaud, élu député.

Trois mille habitans du haut Valais, portant à leurs chapeaux et sur leurs habits des images de la Vierge, attaquent inopinément la ville de Sion, et s'en emparent. (*J. de P.* N°. 238).

*Du 28.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 25 du courant, relative à la réunion de la république de Genève. (*Bul.* 215, N°. 1957).

Le C. François-de-Neufchâteau est chargé par le directoire de la négociation relative à l'événement arrivé à Vienne en Autriche, le 24 germinal dernier, qui a forcé Bernadotte, ambassadeur de la république française, de quitter cette ville.

Le lieu de la négociation est Seltz;

---

(1) Ce citoyen a été nommé député au conseil des anciens, par le département de l'Aisne.

département du Bas - Rhin, commune située sur la rive gauche du Rhin, en face de Rastadt, qui est sur la rive droite. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 238 et 240 ).

Les troupes françaises attaquent les insurgés du haut Valais, qui perdent, en cette journée, 800 hommes, 8 pièces de canon et 7 drapeaux. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 249 ).

*Du 29.* Résolution du conseil des 500, qui déclare valable l'élection du C. Arena, par l'assemblée-mère du département du Golo; et nulle, celle du C. Gahazzini, par l'assemblée scissionnaire du même département.

Autre résolution, qui déclare valable l'élection du C. Lucien Buonaparte, par l'assemblée électorale du département de Liamone.

Un nommé Troufseau, ayant été condamné à mort, par la commission militaire séante à Paris, comme coupable de fabrication de fausses rescriptions, lesquelles, dit le jugement, ont cours forcé de monnoie, d'après un arrêté du directoire (1); ses dé-

---

(1) Voyez la notice sur les revenus et charges publics, au mot *rescription*.



senseurs - officieux réclament contre ce jugement, et demandent qu'il soit sursis à son exécution.

Résolution du conseil, qui prononce le sursis.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 27 du courant, relative aux nominations à faire, par le directoire, des présidens, accusateurs-publics et greffiers des tribunaux criminels. (*Bul.* 201, N°. 1835).

Ce même conseil nomme le C. Humbert de la Meuse, commissaire de la trésorerie, au lieu du C. Gombaut, et le C. Colliat, commissaire de la comptabilité.

Arrêté du directoire, qui nomme le C. Jean de Brie (1) ministre plénipotentiaire] au congrès de Rastadt, à la place du C. Treilhard. (*Rep.* N°. 3385).

Le C. Bonnier (2) reste à Rastad, et se trouve placé à la tête de la députation. (*J. de P.* N°. 263).

---

(1) Jean de Brie a été nommé député au conseil des 500, par le département de l'Aisne.

(2) Bonnier, député au conseil des anciens, par le département de l'Hérault.

Autre arrêté du directoire , qui nomme le C. Lamarque (1) ambassadeur de la république française , près le roi de suède. (*Rép.* N°. 3386 ).

Bombardement de la ville d'Ostende par les Anglais , depuis 3 heures du matin jusqu'à 3 heures après midi , à la faveur duquel ils font une descente de 4000 hommes , entre Blakembourg et Ostende ; mais 100 de ces hommes sont tués , 2000 faits prisonniers , et le général grièvement blessé. (*J. de P.* N°. 243 , 247 et 250 ).

L'escadre française , aux ordres et sous le commandement du général en chef Buonaparte et de l'amiral Brueys , sort de la radé de Toulon. (*J. de P.* N°. 243 et 252 ).

*Du premier prairial.* Installation du nouveau tiers.

Le C. Creuzé - Latouche , nommé au conseil des 500 , par le département de la Vienne , est élu président de ce conseil. ( 1<sup>er</sup>. *présid* ).

(1) Lamarque avoit été nommé au corps législatif , par les départemens de la Seine et de la Dordogne ; mais ces deux nominations ont été annullées par la loi du 22 du courant.

Le C. Regnier est élu président du conseil des anciens. ( 1<sup>er</sup>. *présid* ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 floréal dernier, portant sursis à l'exécution du jugement de condamnation du nommé Troufleau.

Arrêté du directoire, qui nomme le C. Guillemardet ambassadeur près du roi d'Espagne, à la place du C. Truguet. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 3387 ).

*Du 2.* La ferme de la poste aux lettres est adjugée à une compagnie, à la tête de laquelle sont les CC. Anson, Merlin de Thionville, Louis Monneron, Lanoue et Mahuet, moyennant 10 millions. ( *J. de P.* N<sup>os</sup>. 244, 258 et 323 ).

Le C. Gaudin est nommé commissaire du pouvoir exécutif, près de ladite administration.

*Du 4.* Une division anglaise composée de 4 frégates, paroît sur la rade du Hâvre; aussitôt que l'ennemi est à portée, le feu commence et est très-vif de part et d'autre. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 250 ).

*Du 5.* La canonade du Hâvre re-



commence et dure environ 5 quarts-d'heures. (*même numéro*).

*Du 6.* Message du directoire au conseil des 500, concernant des détails sur ce qui s'est passé à Ostende, lors de la descente tentée par les Anglais, et comme il s'est trouvé dans cette ville, des traîtres disposés à seconder les projets de l'ennemi; le directoire demande qu'il soit rendu une loi, pour faire juger par une commission militaire, ceux qui, dans l'attaque d'une place ou à sa suite, seroient convaincus de complicité.

Résolution portant que les soldats républicains qui ont vaincu l'armée anglaise à Ostende, ont bien mérité de la patrie.

Le même conseil prend en outre, sur le message, un arrêté pour la nomination d'une commission chargée de présenter des lois pénales contre les citoyens qui favoriseroient les projets des ennemis de l'état.

Cette commission est composée de Fregeville, Gossuin, Talot, Duhot et Chénier.

Le conseil des anciens approuve les résolutions du 29 floréal dernier, relatives

latives aux opérations des assemblées électorales des départemens du Golo et de la Liamone. ( *Bul.* 204, N<sup>o</sup>. 1851 et 1852 ).

Le C. Gayvernion , membre sortant du corps législatif, est nommé consul à Tripoly ;

Et le C. Poultier , rédacteur du journal intitulé *l'Ami des lois* , aussi sortant du corps législatif, est nommé chef de brigade de la gendarmerie , dans 4 des départemens réunis. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 263 ).

Du 7. Résolution du conseil des 500 , portant fixation des taxations des revenus généraux des départemens , et de leurs préposés. ( *Voyez* 21 ventôse et 22 germinal derniers ).

Cette résolution a été rejetée. *Voyez* le 5 messidor suivant ).

Villers , au nom de la commission des finances , dit qu'il y a un déficit de 62 millions dans les recettes de l'an 6. Pour couvrir ce déficit , il présente au conseil six projets de résolutions.

*La première* est relative aux acquéreurs de domaines nationaux , qui ont encouru la déchéance , et qui en sont

relevés en payant une portion du prix de leur acquisition en numéraire, et les intérêts, à compter du jour de leur mise en possession.

*La seconde* porte qu'il sera accordé des permissions pour chasser dans les forêts nationales, moyennant finance, et que le droit de pêche sera affermé par territoire.

*La troisième* confirme les engagistes dans la possession des domaines qu'ils possèdent, en payant le cinquième de leur valeur, suivant l'estimation.

*La quatrième* assujettit au timbre les annonces insérées dans les journaux.

*La cinquième* veut qu'il soit appliqué un plomb aux pièces d'étoffes, et que ce plomb soit soumis à un timbre de 25 centimes.

*Et la sixième* assujettit à un droit, la fabrication du papier.

Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative aux soldats vainqueurs de l'armée anglaise, à Ostende. (*Bul.* 204, N<sup>o</sup>. 1853 ).



Le C. Rewbel est président du directoire, à la place du C. Merlin. (*J. de P.* N°. 250 )

Arrêté du directoire, portant que l'entrée du port du Havre est interdite aux bâtimens américains. (*Rep.* N°. 3419 ).

Arrivée à Paris du général Bernadotte. (*J. de P.* N°. 248 ).

*Du 8.* Savary prend occasion de la condamnation à mort du nommé Troufseau, pour demander par motion d'ordre, qu'une commission soit nommée, à l'effet d'examiner si la peine de mort doit être appliquée aux individus convaincus de falsification d'effets que la loi n'a pas déclarés papier - monnaie.

Le conseil des 500 adopte cette proposition.

Les prêtres constitutionnels du département de la Seine s'assemblent dans la ci-devant église de Notre-Dame, et nomment, pour évêque, le C. Royer, ex-conventionnel, et évêque actuel du département de l'Ain. (*J. de P.* N°. 252 ).

*Du 10.* M. Le marquis Delcampo, ambassadeur d'Espagne, prend congé

du directoire , et M. le chevalier Azara , qui le remplace , est présenté. ( *J de P.* N°. 252 ).

*Du 11.* Résolution du coseil des 500 , portant que tout individu qui , à l'apparition de l'ennemi , ou au moment ou à la suite d'une attaque , favoriseroit ses entreprises , sera traduit devant un conseil de guerre , pour y être jugé suivant les dispositions du titre IV du code pénal militaire , relatives au crime d'espionage et d'embauchage.

Un membre demande , par amendement , qu'il soit dit dans la résolution , que la mesure adoptée n'est point applicable aux prévenus d'Ostende.

Mais Chénier rapporteur , observe que cet amendement est inutile , attendu que c'est un principe , en législation , qu'une loi ne peut avoir d'effet rétroactif.

Arrêté du directoire , qui nomme C. Roberjeot ministre plénipotentiaire près de la république batave. ( *Rep.* N°. 3434 ).

A 10 heures et demie du soir , incendie au spectacle du C. Lazary ,

dit des Variétés amusantes du boulevard du Temple.

*Du 12.* Première conférence du C. François-de-Neufchâteau avec M. le comte de Cobentzel. ( *J. de P.* N°. 265 ).

*Du 14.* Le général Montbrun accusé de concussion dans l'exercice de ses fonctions à St.-Domingue, est acquitté par le conseil de guerre de la 12<sup>e</sup>. division militaire séant à Nantes. ( *J. de P.* N°. 266 et 282 ).

Les CC. Mangourit et Mengaud sont rappelés de la Suisse. ( *J. de P.* N°. 254 ).

*Du 16.* Les communes de Périgueux et de Limoges sont mises en état de siège. ( *J. de P.* N°. 258 ).

*Du 17.* Victoire remportée par les troupes ottomanes, sur celles de Paswan-Oglou ; beaucoup sont tués et 200 faits prisonniers ( *J. de P.* N°. 286 ).

*Du 21.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 11 du courant, relative au jugement des individus qui, à l'apparition de l'ennemi, favoriseroient ses entreprises. ( *Bul.* 205, N°. 1865 ).



*Du 22.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 26 floréal dernier, qui affecte un local et des fonds à l'établissement d'un conservatoire des arts et métiers. ( *Bul.* 206, N°. 1875 ).

Sur le refus fait par le grand-maitre de Malthe aux Français de faire de l'eau dans son île, l'amiral Brueys reçoit l'ordre du général en chef, de faire les préparatifs pour la descente, laquelle s'effectue dans le jour. ( *J. de P.* N°. 284 et 285 ).

*Du 23.* Malthe est investie, canonnée et prise par les Français.

*Du 24.* Le C. Charles la Croix, ministre près de la république batave, qui avoit été nommé membre du conseil des anciens par l'assemblée électorale du département de la Marne, donne sa démission. ( *J. de P.* N°. 265 ).

Plusieurs législateurs et un membre du directoire provisoire de la république batave sont arrêtés, pour s'être perpétués dans leurs fonctions, contre le vœu de la constitution; deux autres membres du directoire prennent la fuite, et deux donnent

leur démission ; aucun désordre n'est commis, ni aucune goutte de sang répandue : les assemblées primaires sont convoquées, et procèdent, en exécution de la constitution, à la nomination des membres du corps législatif qui doivent élire ceux du directoire.

En attendant, on crée un pouvoir exécutif composé de 5 membres ; entr'autres, du général Daendels, celui qui avoit combattu à la tête des troupes françaises lors de leur entrée dans la Hollande, et dont la proscription étoit déterminée, si les patriotes bataves n'eussent évité le coup par cette révolution nouvelle qui est pour la Hollande, le 9 thermidor de la France. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 269 et 271*).

La ville de Malthe se rend ; les chevaliers de St.-Jean de Jérusalem remettent à la république française leur droit de souveraineté ; deux vaisseaux de ligne, deux frégates, quatre galères, et 1200 pièces de canon. (*J. de P N<sup>o</sup>. 284*).

L'amiral Nelson entre dans la Méditerranée avec une flotte de 16

vaisseaux. (*J. de P.* N<sup>os</sup>. 264 , 269 et 277 ).

La ville de Sienne en Toscane éprouve un tremblement de terre épouvantable; plusieurs maisons sont renversées et des familles entières anéanties. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 264 ).

Le C. Trouvé est reçu à Milan en qualité d'ambassadeur de France , près de la république cisalpine. (*J de P.* N<sup>o</sup>. 274 ).

*Du 26.* Loi portant prorogation du délai accordé par celle du 13 pluviôse dernier , pour la réduction des rentes viagères dont les capitaux ont été fournis en papier - monnaie. (*Bul.* 206 , N<sup>o</sup>. 1882 ).

Le C. Lacombe - St. - Michel est nommé ambassadeur à Naples , à la place du C. Garat , député nommé au conseil des 500 , par l'assemblée électorale du département de Seine et Oise. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 267 ).

Le C. Mangourit est secrétaire de légation , près de la dite cour.

Le C. Sottin est nommé consul à New - Yorck. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 268. *Voyez 25 pluviôse dernier* ).



Le C. Roberjeot passe comme troisième plénipotentiaire à Rastadt, et doit reprendre, après le congrès, l'ambassade de la Hollande. (*J. de P.* N°. 267 ).

Arrivée à St.-Domingue du général Hédouville, chargé du gouvernement de cette colonie. (*J. de P.* N°. 268 ).

*Du 27.* Avantage remporté par Paswan - Oglou, sur les troupes du grand - seigneur. (*J. de P.* N°. 292 ).

*Du 28.* Résolution du conseil des 500, qui accorde une pension de 500 fr. à la veuve du C. Pivot, inventeur du fameux bassin de Toulon.

*Du 29.* Le C. François - de - Neufchâteau est nommé ministre de l'intérieur, à la place du C. Letourneux, et celui - ci régisseur de l'enregistrement.

*Du 30.* Lors du tremblement de terre de la ville de Sienne, le pape qui y étoit s'en est sauvé, et s'est retiré à la maison de campagne du noble Sergardi. (*J. de P.* N°. 270 ).

*Du premier messidor.* Le C. Marbot est élu président du conseil des anciens. ( 2<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Chénier est élu président du conseil des 500. ( 2<sup>e</sup>. *présid* ).

Le général Buonaparte et sa flotte sortent de l'île de Malthe. ( *J de P.* N<sup>o</sup>. 289 ).

*Du 2.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 27 germinal dernier, relative à la comptabilité intermédiaire. ( *Bul.* 207, N<sup>o</sup>. 1886 ).

Arrêté du directoire, qui improuve les changemens faits dans les autorités constituées de la république helvétique, par le C. Rapinat son commissaire près de l'armée, qui avoit nommé directeurs les CC. Ochs et Dolder à la place des CC. Psiffer et Bay, et laisse au grand conseil de cette république la liberté de procéder au remplacement de ces magistrats, dans les formes déterminées par leur constitution.

D'après cet arrêté, les CC. Psiffer et Bay sont réinstallés. ( *J. de P.* N<sup>os</sup>. 286, 288 et 290 ).

Arrivée du C. Sieyès à Berlin; il y est qualifié non d'ambassadeur, mais d'envoyé extraordinaire, le premier de ces titres étant contraire aux usa-

ges de cette cour. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 292 ).

Le pape est transféré à la Chartreuse près de Florence. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 272 ).

L'Aviso le Lody expédié de Toulon vers Buonaparte, porte à bord divers passagers, entr'autres, le C. Tallien allant à Malthe en qualité de commissaire du gouvernement. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 288 et 314 ).

Le conseil suprême des Irlandais-Unis fait publier à Watterfort une proclamation, pour inviter les absens à rentrer dans leur patrie, ou du moins à y faire parvenir des secours pour l'affranchir de la tyrannie anglaise. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 272 ).

*Du 3.* Le camp des troupes royales d'Angleterre est au pied de Vinegar-Hill en Irlande; il est de 14000 hommes avec 60 pièces de canon. ( *J de P.* N<sup>o</sup>. 288 ).

*Du 5.* Décret du conseil des anciens, par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 7 prairial dernier, relative aux taxations des receveurs-généraux des départemens



et de leurs préposés. ( *Rép. N<sup>o</sup>. 3513* ).

*Du 6.* Loi additionnelle à celle du 9 fructidor an 5, concernant la liquidation et le paiement des fermages. ( *Bul. 209, N<sup>o</sup>. 1893* ).

Bill du congrès des États-Unis de l'Amérique, pour la suspension de toute communication commerciale entre la France et l'Amérique. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 338* ).

*Du 7.* Jean de Brie envoie de Rastadt sa démission des fonctions législatives auxquelles il avoit été appelé. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 278. Voyez 29 floréal dernier* ).

*Du 8.* Charles Lacroix est de retour de la Haye à Paris. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 279* ).

*Du 9.* Le C. Rapinat qui devoit passer à Mayence, et être remplacé en Suisse par le C. Rudler, est maintenu dans sa qualité de commissaire du gouvernement français auprès de l'armée. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 286 et 290* ).

L'amiral Nelson prend sur les eaux de Sicile, et envoie à l'amiral Jervis devant Cadix, la frégate française la

Sensible expédiée par Buonaparte, avec ses dépêches et deux généraux de division dont l'un est Baraguay-d'Hilliers. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 314 et 316 ).

*Du 10.* Célébration aux Champs-Élysées de la fête de l'agriculture : un temple de verdure y est construit en l'honneur de Cybèle, des prix d'encouragement sont distribués à 3 agriculteurs. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 283 ).

*Du 12.* Les CC. Psiffer et Bay qui avoient repris leurs fonctions de directeurs de la république helvétique, donnent leurs démissions. Le grand conseil nomme à leurs places les CC. Ochs et la Harpe. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 290 et 314 ).

*Du 13.* Message du directoire au conseil des 500, pour lui faire part de la prise de Malthe par l'armée française.

Résolution du conseil, qui déclare que l'armée de terre et de mer victorieuse à Malthe a bien mérité de la patrie.

Des salves d'artilleries apprennent cette victoire, aux habitans de la commune de Paris.

Arrêté du même conseil, portant que les quintidis sont spécialement destinés aux travaux des commissions.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 28 prairial dernier, relative à la pension de la veuve de l'inventeur du bassin de Toulon. (*Bul.* 211, N<sup>o</sup>. 1902 ).

Débarquement des troupes françaises commandées par le général Buona-parte, à Alexandrie. Proclamation de ce général à son entrée en Égypte. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 359, et an 7, N<sup>o</sup>. 7 ).

*Du 14.* La fille du ci-devant marquis d'Ambert fait une pétition au conseil des 500, pour obtenir un sursis à l'exécution du jugement de son père, condamné à mort comme émigré, par la commission militaire; elle soutient qu'il n'a jamais émigré.

Le conseil passe unanimement à l'ordre du jour, et d'Ambert est fusillé. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 285 ).

Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, relative à la prise de Malthe par les Français. *Bul.* 211, N<sup>o</sup>. 1903 ).

Arrêté de ce même conseil, portant qu'il n'y aura pas de séance les



quintidis , afin de favoriser le travail des commissions.

Les républicains irlandais détournent l'eau du grand canal qui fournit en partie à Dublin les provisions nécessaires à la subsistance de ses habitans.

L'insurrection se manifeste dans les comtés de Galway et de Roscommou. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 284* ).

Du 15. Les CC. Dupont du Mont-blanc et Bertholio sont nommés membres de la commission du gouvernement français à Rome , en remplacement des CC. Monge qui va joindre Buonaparte , et Daunou qui vient siéger au corps législatif.

Le C. Dubois du Haut-Rhin est nommé commissaire pour l'organisation provisoire des nouveaux départemens de Corcyre , d'Ithaque et de la mer Égée , à la place du C. Comeyras. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 286. Voyez le 18 ventôse dernier* ).

Les troupes françaises prennent possession de la citadelle de Turin , suivant la convention faite avec le roi de Sardaigne , qui , suivant la même convention , accorde une pleine am-

nistie aux insurgés piémontais. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 289 ).

*Du 17.* Loi relative aux cas et au mode de réduction du prix, et de résiliation des baux à ferme passés pendant la dépréciation du papier-monnaie, exceptés par la loi du 9 fructidor an 5, et renvoyés à une loi subséquente. ( *Bul.* 212, N<sup>o</sup>. 1910 ).

Arrêté qui, en exécution de l'article 14 du titre 5 de la loi du 3 brumaire an 3, promet une récompense de 100 francs à ceux qui auront dénoncé, saisi, ou arrêté un émigré. ( *Bul.* 211, N<sup>o</sup> 1907 ).

Autre arrêté qui autorise les commissaires de la trésorerie à délivrer aux rentiers et pensionnaires de l'état des bons des arrérages, en numéraire, du dernier semestre de l'an 5, et du premier semestre de l'an 6 pour servir au paiement de leurs contributions tant courantes qu'arriérées. ( *Bul.* 211, N<sup>o</sup>. 1908. *Voyez les 8 et 10 floréal an 5* ).

Combat entre le brick le Lodi et le brick anglais l'Aigle, devant Portolongou : celui-ci perd 25 hommes, est désarmé et obligé de se faire

remorquer pour regagner le port.  
( *J. de P.* N°. 314 et 317 ).

Du 18. Motion d'ordre faite par Lecointre - Puyraveaux , à l'effet de provoquer des visites domiciliaires.

Résolution du conseil des 500, qui autorise le directoire à faire des visites domiciliaires pendant un mois, pour arrêter les agens de l'Angleterre, les émigrés, et les prêtres déportés rentrés.

Le conseil des anciens, dans une séance extraordinaire du soir, approuve sans discussion cette résolution. ( *Bul.* 218, N°. 1900 ).

Fin des conférences de Seltz. ( *J. de P.* N°. 296. *Voyez* 12 prairial dernier ).

Du 19. En vertu de la loi du jour d'hier, des visites domiciliaires se font dans les différens quartiers de Paris.  
( *J. de P.* N°. 291 ).

Arrêté du directoire, qui prescrit les mesures qu'il convient d'observer dans ces visites. ( *Bul.* 211, N°. 1909 ).

Sieyès a son audience à Berlin : il reçoit du roi l'accueil le plus flatteur, malgré les menées du prince de Re-



pnin et de l'envoyé d'Angleterre. ( *J. de P.* N°. 300 et 312 ).

*Du 20.* Il est arrêté entre les puissances , que le pape sera transféré de la Chartreuse , à Cagliari en Sardaigne. ( *J. de P.* N°. 290 et 301 ).

*Du 21.* Le camp des Irlandais-Unis à Vinegar-Hill , est attaqué par les troupes royales ; après un combat terrible où les deux partis perdent beaucoup de monde , les insurgés abandonnent 3 pièces de canon ; le lendemain ils évacuent Wexfort. ( *J. P.* N°. 291 ).

*Du 22.* Ascension du C. Garnerin et de la Dlle. Henry âgée de 21 ans : ils partent du jardin de Mousseaux , à ballon perdu , s'élèvent à 1460 toises , et descendent au bout de 21 minutes , à Dugny près du Bourget. ( *J. de P.* N°. 295 et 297 ).

Arrivée à Paris du général Kosciusko (1) , célèbre par les tentatives

---

(1) Voyez le Moniteur an 2 , N°. 216 , 258 et suivans. Kosciusko en qualité de chef du conseil suprême de la république de Pologne , envoya un chargé de pouvoirs près du gouvernement français , ( le C. Barss ), qui fut reçu en ladite qualité , par le comité de salut-public de la convention , le 20 brumaire an 3.

qu'il fit en mars 1794, pour rendre la liberté à la Pologne. ( *J. de P.* N°. 289 et 297 ).

*Du 23.* Arrêté du directoire, qui nomme le général Hatry, commandant actuellement l'armée de Mayence, général en chef des troupes françaises, stationnées dans le territoire de la république batave. ( *Bul.* 212. N°. 1915 ).

Autre arrêté qui nomme le général Joubert au commandement en chef de l'armée de Mayence, à la place du général Hatry. ( *Bul.* 121, N°. 1916 ).

*Du 24.* Résolution du conseil des 500, qui facilite l'apurement des comptes jugés.

M. Gerry, envoyé des États - Unis d'Amérique, étoit demeuré à Paris, après le départ de ses deux collègues ( MM. Pinckney et Marshall ); il demande aussi un passe-port, pour partir.

Lettre du ministre des relations extérieures, qui, en satisfaisant à cette demande, lui témoigne tous ses regrets. ( *J. de P.* N°. 308, 313 et 321. *Voyez le 16 vendémiaire dernier* ).

*Du 25.* Le C. Marmont , aide-de-camp du général Buonaparte , est promu , par le directoire , au grade de général de brigade d'artillerie. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 296 ).

*Du. 26.* Fête anniversaire du 14 juillet 1789. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 297 et 298 ).

*Du 27.* Message du directoire au conseil des 500 , pour l'inviter à finir l'incertitude d'environ 400 mille citoyens , dont les rentes au - dessous de 50 francs , ont été rejetées du grand-livre , par la loi du 8 nivôse dernier. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 307 ).

Décret du conseil des anciens , par lequel il déclare ne pouvoir adopter la résolution du 4 floréal dernier , sur les monnoies. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 3589 *bis* ).

*Du 28.* Le général la Poype est nommé général divisionnaire de l'armée d'Italie , sous le général de Brune. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 299 ).

*Du 30.* Dix-huit bateaux , chargés des monumens d'Italie , arrivent à Charenton , près de Paris. On y voit , entr'autres , les quatre chevaux de



bronze doré (1), qui décorent la place de Saint-Marc de Venise. ( *J. de P.* N°. 301, 306 et 316 ).

Passwan - Oglou fait une sortie de Widdin, où il s'étoit renfermé ; tombe sur l'armée du grand-seigneur, et lui tue plus de 10 mille hommes. ( *J. de P. N.* 321 ).

*Du premier thermidor.* Le C. Lavaux est élu président du conseil des anciens. ( 3<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Lecointre-Puyravaux est élu président du conseil des 500. ( 3<sup>e</sup>. *présid* ).

Arrêté du directoire, qui nomme pour commissaires de la comptabilité intermédiaire, les CC. Clauzel, Lestarp l'aîné, et Ribereau, tous trois ex-députés, Picquet et le More - Laroche. ( *J. de P.* N°. 304. *Voyez 27 germinal et 2 messidor derniers* ).

Les CC. Garat, Daunou et Faypoult arrivent à Milan. ( *J. de P.* N°. 314 ).

---

(1) Ces chevaux avoient été transportés de Corinthe à Rome, de Rome à Constantinople, et de Constantinople à Venise. ( *J. de P.* N°. 308 ).

Du 2. Le conseil des anciens approuve la résolution du 24 messidor dernier, contenant des dispositions relatives à l'apurement des comptes. ( *Bul.* 213, N<sup>o</sup>. 1928 ).

On lit à l'ordre de la 17<sup>e</sup> division militaire, une défense expresse à tout militaire d'attaquer et d'insulter, en aucune manière, les individus à raison de leur coëffure ou de leur costume. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 303 ).

Machine appelée *Tour parlante* ou *Thélélogue*, pour transmettre des idées à toute une ville, ou à tout un peuple assemblé, approuvée par le directoire. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 303 ).

Plusieurs pièces d'artillerie de gros calibre, venues de Luxembourg, sont employées à armer des bateaux construits en canonnières, à l'entrée de la Moselle, pour bloquer Ehrenbreistein par eaux, et empêcher qu'il ne s'introduise, de ce côté, des vivres dans la place, qui est de plus en plus resserrée par terre. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 306 ).

Du 3. Jourdan dénonce un écrit intitalé : *les militaires invalides au corps législatif.*

Le conseil des 500 renvoie cet écrit au directoire , comme injurieux aux membres de la représentation nationale et du gouvernement. ( *J. de P.* N°. 304 et 309 ).

Résolution du conseil des 500 , portant que les décadis et jours de fêtes nationales , sont des jours de repos , dans la république.

*Du 5.* Le C. Méchin est chargé de pouvoirs , pour l'administration et l'organisation de Malthe , à la place du C. Regnault de Saint-Jean-D'Angély , qui suit le général Buonaparte , dans son expédition. ( *J. de P.* N°. 306 ).

Seconde ascension de la Dlle. Henry , surnommée *Célestine* , avec le C. Garnerin. ( *J. de P.* N°. 307 et 312 ).

*Du 6.* Résolution du conseil des 500 , relative à la célébration des décadis , à compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 7<sup>e</sup>. Les mariages font partie de cette célébration , et ne pourront avoir lieu les autres jours de la décade.

Cette même résolution porte aussi établissement d'un bulletin décadaire , qui sera envoyé aux administrations municipales , et sera lu , les décadis ,



dans le local destiné à la réunion des citoyens.

*Du 8.* Le C. Lafarge, directeur de la caisse qui porte son nom, invite le conseil à fixer le mode, dont seront liquidées les rentes et pensions de l'état, de 600 francs et au-dessous, et celles qui sont dues aux actionnaires de cette compagnie. (*Voyez les 4 nivôse et 8 pluviôse derniers*).

Cette pétition est renvoyée à la commission des finances.

*Du 9.* Entrée triomphale des objets de sciences et d'arts, recueillis en Italie. Programme de cette fête. (*J de P. N<sup>o</sup>. 308 et 311*).

*Du 10.* Le ministre de l'intérieur présente au directoire, dans le Champ-de-Mars, les monumens d'Italie, ainsi que les commissaires, à la garde desquels ils avoient été confiés, qui sont les CC. Thotin, Moïute, Tinet et Berthelemy. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 309, et 312*).

Mort à Vienne du général autrichien Clairfait. *J. de P. N<sup>o</sup>. 312*).

*Du 11.* Message du directoire au conseil des 500, pour transmettre copie d'une lettre, par laquelle le C.

Rewbel,

Rewbel , directeur , demande , aux termes de l'article 164 de la constitution , l'autorisation pour s'absenter pendant trois décades , et aller prendre les eaux.

Résolution de ce conseil , qui accorde l'autorisation.

Arrivée à Paris du C. de Brune , général en chef de l'armée d'Italie , mandé par le directoire. ( *J. de P.* N°. 310 et 314 ).

*Du 12.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier , qui autorise le C. Rewbel à s'absenter , pour le rétablissement de sa santé , et à s'éloigner au-delà de 4 myriamètres ( *Bul.* 215 , N°. 1940 ).

*Du 13.* Le C. Boze fait hommage au conseil des 500 , du portrait en pied de Mirabeau.

Cabanis profite de cette circonstance , pour jeter quelques fleurs sur la tombe de son ami.

Et Briot fait l'éloge de cet homme célèbre , dans un discours , dont le conseil ordonne l'impression.

Arrêté du directoire , qui élève au grade de capitaine de frégate , le lieutenant de vaisseau Sennequier , qui a

soutenu l'honneur du pavillon français , dans le combat entre le brick le Lodi , et le brick anglais l'Aigle. ( *J. de P.* N°. 319 ).

Autre arrêté , qui destitue de ses fonctions le capitaine Borde , commandant la frégate la Sensible , qui s'est rendue aux Anglais , après la première volée ; et ordonne au ministre de la marine , de prendre les renseignemens nécessaires sur la conduite que les officiers et marins ont tenue dans le combat. ( *J. de P.* N°. 314 et 317 ).

*Du 14.* Mortier-du-Parc , au nom de la commission d'instruction publique , fait l'éloge du général Marceau ; et , sur la proposition qui avoit été faite , de distribuer son portrait aux écoles centrales , la dépense a paru trop peu considérable , pour nécessiter une loi. Elle croit qu'il suffit d'adresser un message au directoire , pour fixer son attention sur cet objet.

Le conseil des 500 ordonne ce message.

Résolution du conseil des 500 , portant que Genève sera chef-lieu d'un nouveau département , sous le nom de Léman. Ce département sera com-



posé du territoire genevois, et de 27 cantons, dont 4 seront détachés du département de l'Ain, et 23 de celui du Mont-Blanc.

Radiation de M. Necker de dessus la liste des émigrés. (*J. de P.* N°. 314).

*Du 15.* La flotte de l'amiral Brueys, mouillée sur la côte de Béquiers, et se disposant à faire son retour en France, est attaquée par l'escadre anglaise. Combat aussi vif que glorieux entre les deux flottes. Le vaisseau, sur lequel Brueys étoit monté, est incendié : plusieurs sont dématés ; huit ou dix vaisseaux anglais sont hors de service ; et l'amiral Nelson manda que 2500 hommes de son équipage, qui avoient gagné terre, ont été faits prisonniers. (*J. de P.* N°. 370 ; et *an 7<sup>e</sup>.* N°. 2, 3 et 5.

*Du 16.* Le collège Égalité, ci-devant Louis-le-Grand, portera le nom de Prytanée français, à l'imitation du Prytanée d'Athènes (1). (*J. de P.* N°. 317).

---

(1) On y élevoit gratuitement les enfans des citoyens indigens qui avoient bien mérité de la patrie.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 3 du courant, contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain. (*Bul.* 216, N°. 1943).

*Du 18.* Arrêté du directoire, qui ordonne la proclamation de cette loi, dans toutes les communes de la république. (*Bul.* 216, N°. 1944).

Saint-Elme, émigré, est condamné à la peine de mort: il demande à donner lui-même le signal aux soldats; mais cela lui est refusé.

*Du 19.* Le fameux comte de Rochecotte est condamné à la peine de mort, et fusillé. Il avoit poignardé, le 11 messidor, dans la rue du Bacq, deux citoyens qui avoient voulu l'arrêter. (*J. de P.* N°. 283).

*Du 21.* Résolution du conseil des 500, qui défend d'employer dans les actes, d'autres dattes et indications que celles de l'annuaire républicain. Les administrations centrales placeront les foires et marchés, à des jours fixes de la décade, autres que les décadis et fêtes nationales.

*Du 23.* Fête anniversaire du 10 août 1792. (*J. de P.* N°. 324).

Le général Baraguey d'Hilliers et ses deux aides-de camp , faits prisonniers sur la frégate la Sensible , arrivent à Paris. Ils ont été relâchés par les Anglais , sur la parole , par eux donnée , qu'ils ne serviroient pas , jusqu'à ce qu'ils aient été échangés. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 324. Voyez le 13 du courant* ).

*Du 25.* Le C. Blanchard s'élève de Rouen , avec seize compagnons , dans une flotte aérienne. Il fait sa descente à six lieues de Rouen , dans un village du département de l'Oise , après avoir fait , sur son chien , la 156<sup>e</sup>. expérience de son parachute. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 317 et 332* ).

*Du 24.* Résolution du conseil des 500 , relative à la fête de la fondation de la république.

*Du 27.* Le conseil des anciens approuve cette résolution. ( *Bul. 217, N<sup>o</sup>. 1951* ).

Loi contenant des dispositions additionnelles à celles relatives aux transactions , faites pendant la dépréciation du papier-monnoie , notamment à celle du 16 nivôse dernier. ( *Bul. 217, N<sup>o</sup>. 1952* ).



Traité d'alliance offensive et défensive , conclu entre l'empereur et la cour de Naples: L'empereur fournira 60000 hommes au roi de Naples, qui, de son côté, tiendra sur pied 30000 hommes. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 328 et 334*).

*Du 28.* Le Cointre - Puyravaux , président , dit que le rapporteur d'une commission demande à être entendu en comité secret , et commande aux huissiers d'empêcher qu'aucun étranger n'approche du lieu de la séance. (*J. de P. N<sup>o</sup>. 329* ).

A 4 heures , la séance est rendue publique ; et il est fait lecture d'une résolution , qui consacre en principe , que les représentans du peuple sont logés aux frais de la république ; et porte qu'il sera alloué à chacun d'eux , indépendamment de son traitement , une somme de 330 francs par mois , pour frais de logement , de secrétaire et de l'entretien de son costume.

*Du 29.* Résolution du conseil des 500 , portant que le 18 fructidor de chaque année , il sera célébré une fête nationale , dans toutes les communes de la république , et par les armées de terre et de mer.

*Thermidor et Fructidor, an 6. 223*

Le conseil des anciens approuve , dans un comité secret , la résolution du jour d'hier , relative à l'augmentation du traitement constitutionnel des représentans du peuple. ( *Bul.* 219 , N°. 1960 ).

Proclamation , dans Paris , de la loi du 17 du courant , pour la fermeture des boutiques , magasins et ateliers , les décadis et jours de fêtes.

*Du 30.* Le directoire charge le ministre de la guerre de remplacer les CC. Scherer , secrétaire-général , Leroux , adjoint au secrétaire-général , Alexandre , chef de la 1<sup>re</sup>. division , la Peirière , chef de la 6<sup>e</sup>. division , partie des fonds , et Estadien , chef du bureau des commissaires des guerres , par des citoyens probres , capables , et sincèrement attachés au gouvernement républicain. ( *J. de P.* N°. 331 ).

*Du premier fructidor.* Le C. Laloï , ci-devant député au conseil des 500 , nommé à celui des anciens , par le département de la Haute-Marne , est élu président de ce dernier conseil. ( 4<sup>e</sup>. *présid* ).

Le C. Daunou est élu président du conseil des 500. ( 4<sup>e</sup>. *présid* ).

Retour du général de Brune à Milan. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 344 ).

*Du 2.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 29 thermidor, qui crée une fête nationale, en mémoire de la journée du 18 fructidor an 5<sup>e</sup>. ( *Bul.* 218, N<sup>o</sup>. 1957 ).

*Du 3.* Lucien Buonaparte fait une motion d'ordre, dans laquelle il se plaint des changemens que l'on veut faire à la constitution cisalpine; changemens qui, selon lui, ne sont que les avant-coureurs de l'atteinte que l'on entend porter, par la suite, à la constitution française.

Il demande qu'il soit fait un message au directoire, pour avoir des renseignemens sur la situation de cette république; et savoir si l'ambassadeur français (1) est coupable des délits que la voie publique lui impute.

Le conseil des 500 se forme en comité secret.

---

(1) Voyez le 24 prairial dernier.



Après trois quarts-d'heure, le conseil reprend sa séance publique, et donne connoissance de son arrêté d'ordre du jour, tant sur la motion de Buonaparte, que sur l'impression de son discours. (*J. de P* N<sup>o</sup>. 334 et 335 ).

*Du 4.* Résolution du conseil des 500, qui établit une conscription militaire, comprenant tous les Français en état de porter les armes, depuis 20 ans accomplis, jusqu'à 25.

Les jeunes gens, qui se seroient mariés avant le 23 nivôse dernier, ou qui ayant été mariés, seroient devenus veufs ou divorcés, pourvu qu'ils aient des enfans, ne sont pas compris dans la conscription.

Les articles 54 et 55 portent, qu'à compter du 1<sup>er</sup>. du mois de nivôse an 7<sup>e</sup>.; nul Français de la conscription ne pourra exercer les droits de citoyens, remplir aucune fonction publique, ni aucune place salariée des deniers de la république; recueillir successions, donations ou legs, qu'en rapportant un extrait de sa conscription, un certificat des administrations municipales et centrales de son départe-

tement , constatant qu'il n'a pas été appelé pour être mis en activité , ou un certificat du conseil d'administration de son corps , qui prouve cette activité , ou un congé absolu , ou enfin une dispense légale de service.

Le général Bernadotte épouse la belle-sœur de Joseph Buonaparte , fille d'un négociant français établi à Gènes. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 335 et 338 ).

*Du 5.* Le général Lahoz , ambassadeur cisalpin , reçoit l'ordre de retourner vers son gouvernement , dans le plus bref délai , et sans avoir eu d'audience. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 336 ).

*Du 6.* Message du directoire , pour demander qu'une loi prononce une peine , telle qu'une amende ou un emprisonnement de quelques jours , contre les citoyens qui ne porteront pas la cocarde tricolore. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 350 ).

Planat , chef de division de l'artillerie et du génie , au ministère de la guerre , est destitué , et mis en état d'arrestation , comme inscrit sur la liste des émigrés. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 337 ).

Débarquement en Irlande des troupes françaises , commandées par le gé-

néral Humbert : elles s'emparent de Killala. (*J. de P.* N°. 359).

*Du 7.* Cholet demande l'exécution d'un arrêté, pris sur la fin de la session dernière, portant qu'une motion d'ordre ne pourra avoir lieu, qu'autant qu'elle sera déposée sur le bureau, et signée de quatre membres.

Le conseil des 500 ordonne l'exécution de ce règlement.

Arrêté du directoire, qui ordonne qu'il sera formé au Havre un bagne susceptible de recevoir tous les condamnés aux fers, pour désertion. Ils avoient été jusqu'alors confondus, dans les bagnes, avec les malfaiteurs. (*Bul.* 220, N°. 1971).

Le C. Treilhard est déclaré président du directoire, à la place du C. Rewbel.

Le traité d'alliance offensive et défensive, entre les républiques française et helvétique, est signé à Arau. (*J. de P.* N°. 342).

Le général Massena a le commandement de l'une des armées du Rhin, sous les ordres du général en chef Joubert. (*J. de P.* N°. 338).



L'épouse du ci-devant marquis de la Fayette arrive à Paris. (*Mêmes J. et N°*).

*Du 8. Résolution du conseil des 500 , qui fixe les dépenses ordinaires et extraordinaires de la république , pour l'an 7<sup>e</sup>. , à une somme de 600 millions. ( Voyez 14 brumaire et 22 frimaire derniers ).*

Autre résolution , qui porte que l'attribution accordée au ministre de la police générale , par l'article 25 de la loi du 19 fructidor an 5<sup>e</sup>. , sur les journalistes et les feuilles périodiques , continuera d'avoir lieu , jusqu'à la publication de la loi pénale sur les délits de la presse.

Le conseil des anciens approuve la résolution du 14 thermidor dernier , qui crée un nouveau département , sous le nom de Léman , dont Genève sera le chef - lieu ( *Bul. 220 , N° 1975* ).

*Du 9. Résolution du conseil des 500 , portant fixation des taxations des receveurs-généraux des départemens , et de leurs préposés. ( Voyez 21 ventôse , 22 germinal , 7 prairial et 5 messidor derniers ).*

Le conseil des anciens approuve, sans discussion, la résolution du jour d'hier, relative à l'exercice de la police sur les journaux. (*Bul.* 220, N<sup>o</sup>. 1976).

*Du 10.* Les CC. Zeltner, et Jenner, ministres plénipotentiaires de la république helvétique, sont présentés au directoire, par le ministre des relations extérieures. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 342).

Les français débarqués en Irlande, attaquent le général Lake à Castlebar, lui prennent 6 pièces de canon, et le forcent de fuir d'abord à Hollymont, ensuite à Tuam. (*J. de P. an 7<sup>e</sup>.* N<sup>o</sup>. 4).

*Du 11.* Bertrand du Rhin, au nom de la commission des finances, présente un projet, portant établissement d'un impôt sur le sel, à son extraction des marais salins. Cet impôt seroit de deux décimes par kilogrammes, ou deux sous par livre pesant de cette denrée, et doit produire 30 millions.

Ce projet est écarté par la question préalable. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 328 et 342).

Léonard-Bourdon adresse une pétition au conseil, sur le commerce

des grains , dont il croit intéressant de s'occuper , vu l'abondance de la récolte , afin de donner aux propriétaires , des débouchés pour leur superflu.

Cette pétition est renvoyée à une commission.

Arrêté du directoire , qui règle l'ordre dans lequel doivent être faits les rapports des demandes en radiation de la liste des émigrés.

*Du 12.* Foncèz , député du nouveau tiers , du département de Jemmape , fait une motion d'ordre , relative à la situation malheureuse des rentiers de l'état. Il demande que , puisqu'on a liquidé les deux tiers des rentes , on paye au moins fidèlement , et en numéraire , le tiers conservé.

Le conseil des 500 ordonne le renvoi de cette motion à la commission des finances.

*Du 13.* Résolution du conseil des 500 , portant ratification du traité de paix et d'alliance offensive et défensive entre la république française et la république helvétique. ( *Voyez le 7 du courant* ).



*Du 13.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 6 thermidor dernier, qui porte aux décadis la célébration des mariages, et établit un bulletin décadaire. (*Bul.* 221, N<sup>o</sup>. 1980).

*Du 15.* Le C. Grouvelle, ministre plénipotentiaire de la république française à Copenhague.

Le C. Mangourit, secrétaire de légation, part pour Naples, en qualité de chargé d'affaires.

Et le C. Burnel va à Cayenne, comme commissaire du gouvernement (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 346).

Changemens dans la constitution de la république cisalpine. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 358).

*Du 16.* Insurrection arrivée à Malthe. Le sang français a coulé : comme pour les Vespres siciliennes (1), un coup de cloche a donné le signal de cette insurrection. (*J. de P. an 7<sup>e</sup>.* N<sup>o</sup>. 22).

*Du 17.* Le conseil des anciens approuve la résolution du 9 du courant,

---

(1) Massacre des Français dans toute la Sicile le jour de pâques 1282.

relative aux taxations des receveurs-généraux des départemens, et de leurs préposés. (*Bul.* 222, N°. 1993).

*Du* 18. Fête au Champ-de-Mars.

Discours des présidens, dans les deux conseils.

Daunou, dans celui des 500, après avoir dépeint les manœuvres employées pour détruire l'ouvrage de cinq années d'efforts et de victoires, dit que « l'activité de ces manœuvres et la rapidité des succès étoient telles, que » le royaliste en fût un instant effrayé lui-même ; si près de son » absolu triomphe, il se plaignoit d'être servi avec moins de sagesse que » d'impatience, et demandoit à ses » agens des conquêtes plus lentes, » mais plus sûres ».

*Du* 19. Le conseil des anciens approuve la résolution du 4 du courant, relative au mode de formation de l'armée de terre, et à la conscription. (*Bul.* 223, N°. 1995).

*Du* 22. Résolution du conseil des 500, qui veut que tout Français de l'âge de la réquisition, appelé à la défense de la patrie, par la loi du 23 août 1793,

soit tenu de se rendre , sans aucun délai , aux armées de terre.

Sont dispensés , ceux qui sont porteurs de congés absolus ; ceux qui se sont mariés avant le 1<sup>er</sup>. germinal an 6<sup>e</sup>. ; ceux qui se sont destinés au service de mer ; ceux qui ayant été officiers ou sous-officiers , ont donné leurs démissions , et dont les démissions ont été acceptées ; enfin , ceux qu'une infirmité , légalement constatée , empêche de partir.

Tout réquisitionnaire contrevenant à la loi , sera puni comme déserteur.

Deux mois après la publication de la loi , les réquisitionnaires non exempts de servir , seront , comme les conscrits , privés de leurs droits de citoyens et de succéder. ( *Voyez le 4 du courant* ).

*Du 23.* Le conseil des anciens approuve , sans discussion , cette résolution. ( *Bul. 225 , N<sup>o</sup>. 2003* ).

Le même conseil approuve aussi celle du 21 thermidor dernier , contenant des dispositions nouvelles pour l'exacte observation de l'annuaire républicain. ( *Bul. 225 , N<sup>o</sup>. 2002* ).



Enfin, il approuve celle du 13 du courant, relative au traité conclu entre les républiques française et helvétique. (*Bul.* 230, N°. 2049).

Les insurgés du district de Stantz en Suisse, sont vaincus par les troupes commandées par le général Schawembourg; les villages de Binkenried et de Gummeter sont réduits en cendres. Le général mande qu'il marche sur Schwyts, et qu'il vient de recevoir une soumission d'Altorf pour le canton d'Uri. (*J. de P. an 7<sup>e</sup>.* N°. 3).

*Du 24.* Résolution du conseil des 500, qui rapporte la loi du 29 thermidor an 3<sup>e</sup>., portant établissement d'un télégraphe au pavillon du Palais national, dit de l'Unité.

Le C. Descorches est nommé ambassadeur de la république française à Constantinople. C'étoit le général Saint-Cyr qui en avoit provisoirement rempli les fonctions, depuis la mort d'Aubert-du-Bayet. (*J. de P.* N°. 326 et 354).

*Du 25.* Débordement de la mer à St.-Malo et autres endroits voisins: la marée s'élève à 7 pieds au-dessus de la

hauteur ordinaire : 4 pieds de plus que lors du débordement arrivé il y a environ 50 ans. ( *Post. de Calais*, N°. 1048 ).

Du 26. Résolution du conseil des 500, qui règle le mode de dégrèvement et de réduction des contributions personnelles, mobilières et somptuaires, pour les années 5 et 6 (1).

Le conseil des anciens approuve la résolution du 8 de courant, qui fixe à 600 millions les dépenses de la république, pour l'an 7. ( *Bul.* 226, N°. 2015 ).

Le même conseil approuve celle du 24 du courant, qui supprime le télégraphe du pavillon de l'Unité. ( *Bul.* 226, N°. 2014 ).

Scherer, qui a quitté depuis peu le secrétariat-général de la guerre, va remplir les fonctions de consul-général à Charles-Town. ( *J. de P.* N°. 357. Voyez le 30 thermidor dernier ).

---

(1) Approuvée le 7 vendémiaire an 7. ( *Bul.* 229, N°. 2047 ).

*Du 27.* Résolution du conseil des 500, qui porte que le paiement des arrérages du second semestre de l'an 6, sera ouvert le 1<sup>er</sup>. vendémiaire de l'an 7<sup>e</sup>. (1).

*Du 28.* Message du directoire au conseil des 500, pour lui annoncer l'arrivée des troupes françaises en Égypte: elles se sont emparées de Rosette, d'Alexandrie et du Caire. (*Voyez le 13 messidor dernier*).

Le conseil, sur la proposition de Chénier, déclare que l'armée de la république en Égypte, a bien mérité de la patrie.

*Du 29.* Le conseil des anciens approuve la résolution du jour d'hier, portant que l'armée française en Égypte a bien mérité de la patrie. (*Bul. 225, N<sup>o</sup>. 2017*).

La garnison française de la citadelle de Turin donnoit tous les soirs un concert, sur un bastion attenant la promenade la plus fréquentée de la ville; ce jour on mêle au concert

---

(1) Approuvée le 28 vendémiaire an 7. (*Bul. 254, N<sup>o</sup>. 2095*).



*Jours Complémentaires an 6. 237*

ordinaire des chansons contre le roi et la nation piémontaise ; ce qui a manqué de faire naître une catastrophe terrible. ( *Le Publiciste*, 4 vendémiaire an 7, et *J. de P.* an 7, N<sup>o</sup>. 23 ).

*Du premier jour complémentaire.*

Briot fait une motion d'ordre, dans laquelle il prévoit que le directoire annoncera par un message, la nécessité de recommencer la guerre. Alors, dit-il, il faut qu'au même instant la tocsin sonne, et que du haut de le tribune le corps législatif proclame, la chute des trônes et la liberté des peuples.

Il propose de nommer une commission de 7 membres, pour présenter au conseil les mesures législatives qu'il sera convenable de prendre, lorsque le message arrivera.

Le conseil passe à l'ordre du jour, tant sur la formation d'une commission que sur l'impression du discours. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 362 ).

*Du 3. Installation au Champ de-Mars d'une foire pour la fête de la*

238 *Jours Complémentaires an 6.*

fondation de la république , par le ministre de l'intérieur.

Quarante-septième ascension de l'aréonaute Blanchard , au jardin d'Idalie.

*Du 5.* On procède ce jour au second tirage de la loterie pour le mois de fructidor.

Une salve d'artillerie annonce la fête du lendemain. 600 fusées volantes partent de la place construite sur le grand épron du Pont-Neuf : à ce signal les tours, les dômes les plus élevés, et les Télégraphes sont illuminés. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 352* ).

---

*Suite des Dénominations employées pendant la Révolution.*

*Ans IV, V, VI.* Compagnons du Soleil. — Vendémiairistes. — Buveurs de sang. — Chauffeurs. — Perpétuels. Patriotes exclusifs. — Babouvistes. — Courtisans de Blanckembourg. — Agens de Louis XVIII. — Incroyables. —

Merveilleuses. — Colets noirs — Cli-  
chiens. — Oreilles de chiens. — En-  
fans légitimes. — Fructidoriens. —  
Royalistes à cocardes blanches. —  
Royalistes à bonnets rouges. — Queue  
de Robespierre. — Têtes à la Titus.  
Têtes à la Caracalla, etc. etc.



---

*Notice Historique sur les Revenus et  
Charges publics.*

---

*Revenus.*

Les revenus de l'état se composent du produit des domaines et des contributions.

*Des Domaines.*

Les domaines que l'on appeloit ci-devant *domaines de la couronne*, ne pouvoient être aliénés suivant l'ordonnance de Moulins du mois de février 1566, qu'en deux cas seulement; l'un pour l'apanage des puînés de la maison de France: en ce cas il y avoit retour à la couronne par leur décès sans mâles; et l'autre à deniers comptans, pour la nécessité de la guerre: alors il y avoit faculté de rachat perpétuel.

Ces domaines pouvoient aussi être aliénés par la voie de l'échange: car

si

si l'état se désaisissoit, par ce moyen, de quelques fonds, il en recevoit en remplacement, d'autres qui étoient à l'instant unis au domaine de la couronne, de la même manière que ceux cédés en échange; mais pour que ce contrat pût acquérir le caractère d'irrévocabilité nécessaire, il falloit que les formalités prescrites par l'édit d'octobre 1711, pour l'évaluation des domaines respectivement échangés, eussent été exactement observées.

Ceux des domaines qui étoient restés dans la main du ci-devant roi en furent retirés; et il fut pourvu à son entretien et aux dépenses de sa maison par un fond annuel en argent, et par la jouissance de plusieurs domaines. On donna à ce traitement du premier fonctionnaire de l'état, le nom de *liste civile*.

#### *Liste civile.*

*Du 16 mars 1791.* Il sera payé annuellement, par le trésor public, une somme de 25 millions pour les dépenses du roi et de sa maison.

Ce décret a été sanctionné le 1<sup>er</sup>. juin audit an. ( *Col. des décrets*, tome 14, page 295.

Les domaines compris en la liste civile, sont Versailles, Marly et Meudon. — St.-Germain-en-Laye. — St.-Cloud. — Rambouillet. — Compiègne. Fontainebleau. — Les bâtimens et fonds de terre dépendans de la manufacture de porcelaine à Sèvres. — Les bâtimens et dépendances de la manufacture de la Savonnerie. — Les bâtimens et dépendances de la manufacture des Gobelins. — Et le château de Pau avec son parc.

Cet autre décret a été sanctionné ledit jour 1<sup>er</sup>. juin 1791. ( *même tome*, page 297 ).

Du 27 novembre 1792. Les biens dépendans de la liste civile seront administrés, commè tous les autres biens nationaux, conformément au décret du 19. août 1791. ( *Col. des décrets*, page 246 ).

#### *Apanages.*

Du 13 août 1790. Il ne sera plus à l'avenir accordé d'apanages réels ;



toutes concessions d'apanages antérieures à ce jour sont révoquées.

Les apanagistes actuels continueront de jouir des domaines et droits fonciers compris dans leurs apanages jusqu'au 1<sup>er</sup>. janvier 1791.

Les décrets relatifs à la vente des domaines nationaux s'étendront et seront appliqués à ceux compris dans les apanages supprimés.

Il sera payé tous les ans, à partir dudit jour 1<sup>er</sup>. janvier 1791, à chacun des apanagistes actuels une rente apanagère d'un million.

Il sera payé à chacun des apanagistes, frères du roi, outre la rente apanagère dont il vient d'être parlé, un million par an pour l'entretien de leurs maisons.

Il sera payé à *Monsieur*, indépendamment du million de rente apanagère et du million de fond pour sa maison, 500 mille livres par an pour payer ses dettes.

M. d'Artois, outre les deux millions pour sa rente apanagère et l'entretien de sa maison, recevra le fond annuel des rentes viagères par lui dûes, et que le roi s'étoit chargé

d'acquitter par décision de son conseil du mois de décembre 1783.

Enfin, M. le duc d'Orléans, outre sa rente apanagère d'un million aura par an un autre million pour payer ses dettes.

Ce décret a été sanctionné le 20 mars 1791 ( *Col. des décrets, tomes 5, page 146, et 12, page 1<sup>re</sup>. et suivantes* ).

Du 29 juillet 1791. Les trésoriers des maisons de Monsieur et de M. d'Artois justifieront chaque mois à la trésorerie nationale, des payemens qu'ils auront faits sur les fonds par eux touchés, et seront tenus d'y remettre les sommes qu'ils n'auront pas employées.

Ce décret a été sanctionné le 6 août audit an. ( *Col. des décrets, tome 16, page 259* ).

Du 19 mai 1792. Le traitement d'un million accordé à chacun des frères du roi pour l'entretien de leurs maisons, est supprimé à compter du 12 février 1792. ( *Voyez émigrés* ).

Ce décret a été sanctionné le 23 dudit mois de mai. ( *Col. des décrets, page 141* ).

*Engagemens.*

*Du 22 novembre 1790.* Toutes concessions de domaines postérieures à l'ordonnance de 1566, sont révoquées, même celles où la faculté de rachat auroit été omise ; et pour celles antérieures à ladite ordonnance, elles ne sont révoquées qu'autant que cette clause de rachat auroit été exprimée dans l'acte.

Ce décret a été sanctionné le 1<sup>er</sup> décembre audit an. ( *Col. des décrets, tome 8, page 125 et suivantes* ).

*Du 3 septembre 1792.* Révocation de toutes les concessions de domaines nationaux, faites à titre d'engagement, par l'ancien gouvernement.

Ce décret a été scellé le 4 dudit mois. ( *Col. des décrets, page 635* ).

*Du 10 frimaire an 2.* Autre révocation de toutes les aliénations et des engagemens de domaines et droits domaniaux. ( *Col. des décrets, page 106* ).

*Du 22 frimaire an 3.* Suspension de l'exécution de la loi du 10 frimaire an 2, relative aux domaines engagés



sur les réclamations élevées contre cette loi. ( *Bul.* 101 , N°. 527 ).

*Du 20 frimaire an 5.* Une résolution du conseil des 500 avoit validé les soumissions que des engagistes avoient faites , d'après la loi du 28 ventôse an 4 , des domaines nationaux dont ils étoient détenteurs ; mais un décret du conseil des anciens du 15 pluviôse an 6 a rejeté cette résolution. ( *Rep.* N°. 3002 ).

### *Échanges.*

*Du 24 mars 1790.* Toutes les opérations relatives aux échanges sont suspendues. ( *Col. des décrets* , tome 2 , page 235 ).

*Du 22 novembre.* Les échanges qui n'ont pas été revêtus des formalités prescrites par les lois ; c'est-à-dire , ceux pour lesquels il n'a pas été fait d'évaluation ainsi qu'il est ordonné par l'édit d'octobre 1711 , et qui n'ont pas été ratifiés par des lettres patentes confirmatives desdites évaluations registrées dans les cours , sont annulées , et ne pourront valoir qu'autant qu'ils auroient été confirmés par un décret formel.

Ce décret a été sanctionné le 1<sup>er</sup>. décembre audit an. ( *Col. des décrets* , tome 8 , page 125 et suivantes ).

*Du 15 mars 1791* Les don et cession faits en 1648 à Louis de Bourbon prince de Condé, des domaines de Stenay, Clermont en Argonne, etc., sont révoqués.

Le contrat d'échange passé avec Louis - Joseph de Bourbon Condé le 15 février 1784 est déclaré nul, à compter du 1<sup>er</sup>. décembre 1790.

Et cependant l'assemblée nationale prenant en considération des services rendus à l'état par le Grand-Condé, ordonne que la somme de 7 millions 500 mille livres comptée à Louis - Joseph de Bourbon Condé lors de l'échange de 1784, lui demeurera en mémoire desdits services.

Ce décret a été sanctionné le 27 dudit mois de mars. ( *Col. des décrets* , tome 12, page 181 ).

*Du 27 juillet.* Tous les domaines cédés au sieur Sahuguet d'Espagnac, en échange du ci-devant comté de Sancerre, par contrat du 30 mars 1785, et lettres patentes de mars et

août 1786, sont réunis au domaine national.

Ce décret a été sanctionné le 12 septembre 1791. ( *Col. des décrets*, tome 16, page 319 ).

Du 15 août. L'échange fait entre le roi et le sieur d'Aspremont est confirmé, et le paiement de la soulte due à ce dernier ordonné, à la charge par lui, de se conformer au décret du 24 juin précédent.

Ce décret a été sanctionné le 28 dudit mois d'août. ( *Col. des décrets*, tome 17, page 158 ).

Du 27 septembre. L'échange de la ci-devant principauté de Dombes est confirmé, les évaluations seront continuées et parachevées.

Ce décret a été sanctionné le 16 octobre suivant. ( *Col. des décrets*, tome 18, page 684 ).

Celui de la ci-devant principauté d'Henrichemont est pareillement confirmé; et les évaluations seront terminées.

Ce décret a été sanctionné le 4 novembre 1791 ( *Col. des décrets*, tome 18, page 683 ).



Celui fait entre le roi et les auteurs de la Dme. Castanier, veuve Poulpri, pour l'acquisition d'un terrain qui forme aujourd'hui le jardin dépendant de l'hôtel du ministre de la justice est aussi confirmé.

Ce décret a été sanctionné le 19 octobre 1791. (*Col. des décrets, tome 18, page 680* ).

*Du 3 septembre 1792.* Tous les contrats d'échange par lesquels des acquéreurs de portions de bois de la forêt de Senonches les ont cédées au roi et ont reçu en remplacement des domaines nationaux, sont des engagements purs et simples, les sommes payées pour l'acquisition desdites portions de forêt tiendront lieu de finance de ces domaines. (*Col. des décrets, page 628* ).

*Du 14.* L'acte de vente et échange passé entre le roi et le sieur de Rohan-Guéménée le 3 octobre 1786, est déclaré frauduleux et révoqué.

La terre de Trévoux et autres formant la ci-devant principauté de Dombes, seront mises en vente avec les domaines nationaux.

Celles du Chatel , Carmant et autres cédées par ledit sieur de Rohan-Guémenée demeureront en nantissement , jusqu'au remboursement des sommes payées audit de Rohan-Guémenée ou à ses créanciers , tant en capitaux qu'arrérages de rentes.

La terre de l'Orient est déclarée n'avoir jamais cessé de faire partie du domaine national et y est réunie.

Tous paiemens de rentes perpétuelles et viagères cesseront à compter du 18 septembre 1792.

Ce décret a été sanctionné ledit jour 18 septembre 1792. ( *Col. des décrets , page 903* ).

*Du 7 nivôse an 5.* Les échangeistes dépossédés sont rétablis dans la jouissance des objets par eux cédés. ( *Bul. 99 , N°. 932* ).

*Biens ecclésiastiques ou du clergé.*

*Du 2 novembre 1789.* Tous les biens ecclésiastiques sont déclarés être à la disposition de la nation.

Ce décret a été sanctionné le 4 novembre 1790. ( *Col. des décrets , tome 1<sup>er</sup>. page 152* ).

*Du 20 mars 1790.* Les coupes des bois ecclésiastiques adjudgées antérieurement au 2 novembre 1789, seront exécutées, à la charge par les adjudicataires, de verser dans la caisse de l'administration des domaines, le prix de leurs adjudications dont il ne sera disposé que de l'avis des districts ou des départemens, si ce n'est pour paiement de dépenses autorisées par arrêts ou lettres-patentes antérieurs.

Ce décret a été sanctionné le 26 dudit mois de mars. ( *Col. des décrets, tome 2, page 176, 208 et 212* ).

*Du 14 avril.* L'administration des biens ecclésiastiques sera confiée en la présente année 1790 aux administrations de départemens et de districts.

Ce décret a été sanctionné le 22 dudit mois d'avril. ( *Col. des décrets, même tome, page 273 et 295* ).

*Du 6 et 7 juin.* L'administration des domaines et les anciens receveurs-généraux des domaines et bois supprimés en 1777, leurs héritiers ou représentans sont tenus de verser dans les caisses des receveurs de districts, les sommes provenant des quarts de



réserve des bois des communautés tant ecclésiastiques que laïques.

Ce décret a été sanctionné le 23 dudit mois de juin. ( *Col. des décrets*, tome 3, page 29 et 40 ).

*Du 23 octobre.* Les biens ecclésiastiques sont déclarés domaines nationaux.

Ce décret a été sanctionné le 5 novembre audit an. ( *Col. des décrets*, tome 7, page 120 ).

*Du 19 juillet 1792.* Les ci-devant palais épiscopaux ainsi que les jardins et édifices en dépendans, seront incessamment vendus au profit de la nation, dans les mêmes formes que les autres biens nationaux. ( *Col. des décrets*, page 130 ).

*Distinction des domaines nationaux à vendre.*

*Du 23 octobre 1790.* Les domaines nationaux à vendre sont :

- 1°. Tous les biens du domaine de la couronne;
- 2°. Ceux des apanages;
- Et 3°. Ceux du clergé.

L'assemblée nationale ajourne ce qui concerne :

1°. Les biens des fabriques et des fondations établies dans les églises paroissiales ;

2°. Ceux des collèges et de tous établissemens destinés à l'enseignement public ;

3°. Ceux des hôpitaux , maisons de charité , et autres destinées au soulagement des pauvres ;

Et 4°. les biens de l'ordre de Malthe , et autres ordres religieux militaires.

Ce décret a été sanctionné le 5 novembre 1790. ( *Col. des décrets , tome 7 , page 120* ).

#### *Fabriques.*

*Du 19 août 1792.* Vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises auxquelles il sera fait l'intérêt à 4 pour cent du produit de la vente d'iceux.

Ce décret a été scellé le 5 septembre audit an. ( *Col. des décrets , page 328* ).

*Du 24 août 1793.* Les rentes dues par l'état aux fabriques , sont éteintes

( 254 )

et supprimées au profit de la république , qui pourvoira aux frais du culte à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1793.

Ce décret a été scellé le 13 septembre audit an ( *Col. des décrets , page 230* ).

*Du 13 brumaire an 2.* Les biens des fabriques et ceux affectés à l'acquit des fondations , sont déclarés faire partie des domaines nationaux , et seront régis et administrés ou vendus comme ces derniers. ( *Col. des décrets , page 121* ).

*Presbytères.*

*Du 6 mars 1791.* Les presbytères des églises supprimées sont déclarés domaines nationaux.

Ce décret a été sanctionné le 15 du même mois. ( *Col. des décrets , tome 14, page 75* ).

*Du 25 brumaire an 2.* Dans les communes qui ont renoncé au culte public , les presbytères ou leurs produits sont destinés au soulagement de l'humanité souffrante , ou à l'instruction publique. ( *Col. des décrets , page 199* ).



*Du 27 brumaire an 3.* Dans toutes les communes, les ci-devant Presbytères non vendus sont mis à la disposition des municipalités, pour servir, tant au logement de l'instituteur qu'à recevoir les élèves pendant la durée des leçons. ( *Bul* 90, N°. 465 ).

*Du 26 fructidor an 5.* Sursis à la vente des presbytères, jusqu'à ce que les administrations centrales aient fait passer au directoire l'état de ces édifices qu'ils croiront propres à l'établissement des écoles primaires; ceux qui ne seront pas destinés à cet usage seront mis en vente. ( *Bul.* 145, N°. 1423 ).

#### *Colléges.*

*Du 8 mars 1793.* Les biens formant la dotation des colléges, des bourses et de tous autres établissemens d'instruction publique seront vendus et administrés jusqu'à la vente, à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1793, par les préposés de la régie des domaines nationaux, sous la surveillance des corps administratifs.

Sont exceptés les bâtimens servant à l'usage des collèges, aux logemens des instituteurs, professeurs et élèves, et les jardins et enclos y attenant.

Ce décret a été scellé le 10 dudit mois de mars. ( *Col. des décrets*, page 376 ).

*Du 25 messidor an 5.* Les dispositions de la loi du 16 vendémiaire an 5, qui conserve les hôpitaux dans la jouissance de leurs biens (1), sont déclarées communes aux biens affectés aux fondations de bourses créées dans les ci-devant collèges de la république. ( *Bul.* 132, N°. 1291 ).

*Du 25 fructidor.* Sursis à la vente des édifices connus sous le nom de collèges, maisons d'école servant ou ayant servi à l'instruction publique. ( *Bul.* 145, N°. 1421 ).

#### *Hôpitaux.*

*Du 19 mars 1793.* L'assistance du pauvre étant une dette nationale, les biens des hôpitaux, fondations et dotations en faveur des pauvres seront

---

(1) Voyez ci-après au mot *hôpitaux*.

vendus : mais cette vente ne pourra avoir lieu qu'après l'organisation complète des secours publics.

Bases sur lesquelles cette organisation devra être faite.

Ce décret a été scellé le 24 dudit mois de mars. ( *Col. des décrets* , page 445 ).

*Du 23 messidor an 2.* Réunion de l'actif et du passif des hôpitaux , maisons de secours des pauvres , et autres établissemens de bienfaisance au domaine national.

Mode de la liquidation du passif de ces établissemens. ( *Bul.* 20 , N°. 93 ).

*Du 2 brumaire an 4.* La loi du 23 messidor an 2 est suspendue en ce qui concerne l'administration et la perception des revenus des hôpitaux et autres établissemens de bienfaisance. ( *Bul.* 198 , N°. 1191 ).

*Du 16 vendémiaire an 5.* Les hôpitaux conserveront la jouissance de de leurs biens , et ceux desdits biens qui ont été vendus seront remplacés en domaines de même produit provenant d'émigrés. ( *Bul.* 81 , N°. 753 ).



*Du 29 pluviôse.* Loi qui détermine le mode d'exécution de la précédente relativement aux créances et dettes des hospices civils. ( *Bul.* 107 , N<sup>o</sup>. 1014 ).

*Malthe et autres ordres religieux militaires.*

*Du 17 mars 1792.* Les domaines qui faisoient partie de la dotation des ordres religieux et militaires de St.-Lazare , de Notre - Dame de Mont-Carmel et autres y réunis supprimés par le décret du 50 juillet 1791 , seront aliénés ainsi que les autres domaines nationaux.

Ce décret a été sanctionné le 28 du même mois. ( *Col. des décrets* , page 60 ).

*Du 19 septembre.* Les biens de l'ordre de Malthe en France seront , dès à présent , administrés , et les immeubles réels vendus dans la même forme et aux mêmes conditions que les autres domaines nationaux.

Ce décret a été scellé le même jour. ( *Col. des décrets* , page 1013 ).

*Emigrés.*

*Du 1<sup>er</sup>. août 1792.* Tout français hors du royaume, qui ne rentrera pas dans le délai d'un mois, sera assujéti à une triple imposition.

Ce décret a été sanctionné le 6 dudit mois. ( *Col. des décrets, tome 16, page 141, et tome 17, page 9* ).

*Du 14 septembre.* Amnistie pour tous les délits relatifs à la révolution, et révocation des lois qui ordonnent la triple imposition.

Il ne sera plus apporté aucun obstacle au droit de tout citoyen français, de voyager librement dans le royaume, et d'en sortir à volonté.

Ce décret a été sanctionné le 15 dudit mois. ( *Col. des décrets, tome 18, page 143* ).

*Du 9 février 1792.* Les biens des émigrés sont mis sous la main de la nation.

Ce décret a été sanctionné le 12 dudit mois. ( *Col. des décrets, page 189* ).

*Du 30 mars.* Les biens, meubles et immeubles des émigrés sont affectés à l'indemnité due à la nation, et

seront administrés de même que les domaines nationaux , par les régisseurs de l'enregistrement , sous la surveillance des corps administratifs.

Ce décret a été sanctionné le 8 avril audit an. ( *Col. des décrets* , page 115 ).

*Du 2 septembre.* Les biens, meubles et immeubles des émigrés , séquestrés ou qui doivent l'être , sont acquis et confisqués à la nation pour lui tenir lieu de l'indemnité à elle due. Les immeubles seront aliénés , soit par ventes au comptant , soit à bail à rente rachetable.

Ce décret a été scellé le 6 dudit mois. ( *Col. des décrets* , page 660 ).

*Du 8 octobre.* Les émigrés pris les armes à la main seront mis à mort dans les 24 heures après avoir été reconnus par une commission militaire.

Ce décret a été scellé le même jour. ( *Col. des décrets* , page 62 ).

*Du 22.* Bannissement à perpétuité de tous les français émigrés.

Ce décret a été scellé le 25 dudit mois. ( *Col. des décrets* , page 105 ).



*Du 28 mars 1793.* Les émigrés sont déclarés morts civilement , et leurs biens acquis à la république. ( *Col. des décrets* , page 516 ).

*Du 25 juillet.* Les immeubles des émigrés seront vendus conformément à ce qui est prescrit pour les autres domaines nationaux.

L'administrateur desdits domaines fera dresser une liste générale des émigrés , par ordre alphabétique , à l'effet de quoi les directoires de départemens seront tenus de lui faire passer les listes qu'ils auront fait dresser , imprimer et publier en exécution des lois des 8 avril 1792 , et 28 mars 1793.

Ce décret a été scellé le 13 dudit mois ( *Col. des décrets* , pages 223 , 228 et 237 ).

*Du 13 nivôse an 3<sup>e</sup>.* Les créanciers des émigrés sont déclarés créanciers directs de l'état : en conséquence , la trésorerie nationale portera dans les recettes ordinaires , les sommes provenant de leurs biens. ( *Bul.* 150 , N<sup>o</sup>. 559 ).

*Parents d'Emigrés.*

*Du 15 août 1792.* Les pères , mères et enfans d'émigrés demeureront consignés dans leurs municipalités respectives , sous la protection de la loi et la surveillance des officiers municipaux, sans la permission desquels ils ne pourront en sortir, sous peine d'arrestation. (*Col. des décrets , page 212* ).

*Du 9. septembre.* Les pères et mères d'émigrés sont tenus de fournir , à leurs frais , un soldat à la patrie , pour chaque enfant , dont la résidence ne sera pas constatée dans le royaume. (*Col. des décrets , page 786* ).

*Du 12.* Les mêmes sont tenus de fournir l'habillement , l'armement et la solde de deux hommes par chaque enfant émigré , par chaque année , tant que durera la guerre. (*Col. des décrets , page 848* ).

*Du 28 mars 1793.* La mort civile dont les émigrés sont frappés , ne pourra être opposée à la république en conséquence , toutes les substitutions dont ils sont grévés , sont ouvertes à son profit. A l'égard des successions à eux échues , tant en ligne

directe que collatérale ; depuis leur émigration , et de celles qui leur échoiront à l'avenir , elles seront recueillies par la république , pendant 50 années , sans que leurs parens puissent opposer la mort naturelle desdits émigrés. ( *Col. des décrets* , page 516 ).

*Du 17 frimaire an 2<sup>e</sup>.* Les biens des pères et mères d'émigrés sont mis sous la main de la nation. ( *Col. des décrets* , page 172 ).

*Du premier nivôse an 3<sup>e</sup>.* Sursis à la vente des biens des pères et mères d'émigrés. ( *Bul.* 101 , N<sup>o</sup>. 530 ).

*Du 23.* Secours accordés aux pères et mères d'émigrés , dont les biens sont séquestrés , en vertu de la loi du 17 frimaire an 2<sup>e</sup>. ( *Bul.* 101 , N<sup>o</sup>. 583 ).

*Du 9 floréal.* Les pères , mères et autres ascendans d'émigrés , en offrant de partager leurs biens avec la république , obtiendront , par l'effet du partage , la levée du séquestre , sur la portion desdits biens qui leur restera. ( *Bul.* 140 , N<sup>o</sup>. 789 ).

*Du 11 messidor.* L'exécution de la loi du 9 floréal est suspendue. ( *Bul.* 165 , N<sup>o</sup>. 965 ).



( 26 $\frac{1}{2}$  )

*Du 20 floréal an 4<sup>e</sup>.* Levée de cette suspension : et dans le cas où lesdits pères, mères et autres ascendans ne demanderoient pas le partage prescrit par la loi du 9 floréal an 3<sup>e</sup>., leurs biens demeureront où seront séquestrés. ( *Bul.* , 48 N<sup>o</sup>. 404 ).

*Condamnés.*

*Du 21 janvier 1790.* La confiscation des biens des condamnés ne pourra jamais être prononcée , dans aucun cas.

Ce décret a été sanctionné ledit jour. ( *Coll. des décrets* , tome 2 , page 31 ).

*Du 10 mars 1793.* Les biens de ceux qui seront condamnés à la peine de mort par le tribunal criminel extraordinaire , seront acquis à la république.

Ce décret a été scellé le 12 dudit mois. ( *Col. des décrets* , page 390 ).

*Du 26 frimaire an 2<sup>e</sup>.* Les biens confisqués au profit de la république, seront régis , administrés et vendus comme les biens nationaux provenans d'émigrés.

Il sera dressé , par l'administrateur desdits domaines , un tableau ou état  
nominatif

nominatif de tous les condamnés et mis hors de la loi. ( *Col. des décrets*, page 225 ).

*Du 9 ventôse.* Autre décret relatif à la publication et affiches des tableaux de tous les condamnés et mis hors de la loi, ainsi que des Anglais, Espagnols et autres étrangers, dont les états sont en guerre avec la république. ( *Col. des décrets*, page 109 ).

*Du 22 frimaire an 3<sup>e</sup>.* La convention déclare qu'elle ne recevra aucune demande en radiation de jugemens rendus par des tribunaux criminels, portant confiscation de biens au profit de la république, et exécutés pendant la révolution. ( *Bul.* 98, N<sup>o</sup>. 508 ).

*Du 13 nivôse.* Les créanciers de tout individu frappé de la confiscation de ses biens, sont déclarés créanciers directs de l'état. ( *Bul.* 107 ; N<sup>o</sup>. 559 ).

*Du 30 ventôse.* Les ventes des biens confisqués sont suspendues ; confirmation de celles faites jusqu'à ce jour, à raison desquelles il sera accordé aux propriétaires des biens vendus, une indemnité égale à leur valeur. ( *Bul.* 131, N<sup>o</sup>. 711 ).



*Du 14 floréal.* Le principe de la confiscation est maintenue contre les conspirateurs, les émigrés, la famille des Bourbons, les fabricateurs de faux assignats et de fausse monnaie, et les dilapidateurs de la fortune publique. (*Bul.* 142, N<sup>o</sup>. 800).

*Du 21 prairial.* Les confiscations de biens, prononcées depuis le 10 mars 1793 par les tribunaux révolutionnaires, jusqu'au jour de l'installation du tribunal organisé par la loi du 8 nivôse an 3<sup>e</sup>, sont considérées comme non avenues; sont néanmoins maintenues celles prononcées contre les Dubarry et contre les individus mis hors de la loi, à raison des conspirations et révoltes qui ont éclaté le 9 thermidor an 2. (*Bul.* 154, N<sup>o</sup>. 908).

*Du 2 fructidor an 4<sup>e</sup>.* Levée du séquestre des biens composant la succession de Jean-Baptiste Dubarry, condamné à mort par le tribunal révolutionnaire de Toulouse. (*Bul.* 71, N<sup>o</sup>. 644).

*Du 5 germinal an 5<sup>e</sup>.* La loi du 21 prairial an 3<sup>e</sup>. est rapportée, en ce qu'elle maintient la confiscation des biens des individus mis hors de la loi,



au 9 thermidor an 2<sup>e</sup>. ( *Bul.* 115 , N<sup>o</sup>. 1099 ).

*Du 4 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Les confiscations de biens , prononcées depuis l'installation du tribunal révolutionnaire , organisé par la loi du 8 nivôse an 3 , sont considérées comme non avenues. ( *Bul.* 161 , N<sup>o</sup>. 1575 ).

*Communes.*

Voyez biens ecclésiastiques. ( 7 juin 1790 ).

*Du 30 juin 1793.* Le recouvrement du prix des ventes des bois des communautés d'habitans , pour l'ordinaire courant 1793 et les suivans , sera fait par les receveurs de districts ; et les adjudicataires paieront directement entre leurs mains , les sommes par eux dues aux échéances fixées par les procès - verbaux d'adjudications.

Emploi et comptabilité des fonds provenant des ventes desdits bois.

Ce décret a été scellé le 4 juillet audit an. ( *Col. des décrets* , page 281 ).

*Du 24 août.* Tout l'actif des communes , dont la république se charge d'acquitter les dettes , appartient à la

nation , jusqu'à concurrence du montant desdites dettes.

Les meubles et immeubles desdites communes seront régis , administrés , ou vendus comme les autres domaines nationaux. (*Col. des décrets , page 245 et 246* ).

*Du 13 messidor an 2<sup>e</sup>.* Versement à la trésorerie nationale des fonds provenant de la vente des quarts de réserve des bois appartenans aux communes. (*Bul. 15, N<sup>o</sup>. 246* ).

*Du 2 prairial an 5<sup>e</sup>.* Il ne pourra être fait à l'avenir aucune aliénation ni échange de biens des communes , sans une loi particulière. Les ventes légalement faites jusqu'à ce jour , auront néanmoins leur pleine et entière exécution. (*Bul. 124, N<sup>o</sup>. 1201* ).

#### *Corps et Communautés.*

*Du 21 mars 1791.* Suppression des corps et communautés d'artisans et marchands.

Les propriétés mobilières et immobilières qui leur appartiennent , seront vendues dans la forme prescrite pour l'aliénation des biens nationaux , et le



produit desdites ventes versé dans la caisse de l'extraordinaire.

Ce décret a été sanctionné le 17 dudit mois de mai. (*Col. des décrets*, tome 12, page 54).

*Du 24 septembre.* Les biens dépendans des fondations faites en faveur d'ordres, de corps et de corporations, qui n'existent plus dans la constitution française, font partie des domaines nationaux, et sont, comme tels, à la disposition de la nation.

Ce décret a été sanctionné le 16 octobre audit an. (*Col. des décrets*, tome 18, page 622).

*Ventes des domaines nationaux.*

*Du 21 décembre 1789.* Les domaines de la couronne, à l'exception des forêts et des maisons dont le roi voudra se réserver la jouissance, seront mis en vente, ainsi qu'une quantité de domaines ecclésiastiques, suffisante pour former ensemble la valeur de 400 millions. (*Col. des décrets*, tome 1<sup>er</sup>, page 250).

*Du 17 mars 1790.* Les biens domaniaux et ecclésiastiques, dont la vente a été précédemment ordonnée, seront



incessamment vendus et aliénés à la municipalité de Paris et autres, auxquelles il conviendra d'en faire l'acquisition.

Ce décret a été sanctionné le 24 dudit mois de mai. ( *Col. des décrets, tome 2, page 205* ).

*Du 14 mai.* Ventes des domaines nationaux aux municipalités, et reventes aux particuliers.

Pour appeler à ces acquisitions un plus grand nombre de citoyens, la quotité du premier paiement est réglée en raison de la nature des biens, et le surplus payable en 12 années, dans lesquelles est compris l'intérêt à 5 pour cent, sans retenue.

Ce décret a été sanctionné le 17 dudit mois de mai. ( *Col. des décrets tome 2, page 381 et suivantes* ).

*Du 7 juillet.* Ventes des domaines nationaux aux particuliers.

Les municipalités qui enverront des soumissions pour quelques objets demandés par des particuliers, n'auront pas de préférence.

Les soumissions devront être au moins égales aux prix de l'aliénation ;

et les enchères ne seront ouvertes, que lorsqu'il y aura de telles soumissions.

Ce décret a été sanctionné le 25 dudit mois de juillet. (*Col. des décrets, tome 4, page 40 et suivantes*).

Voyez aussi le décret du 3 novembre 1790, sanctionné le 17 dudit. (*Col. des décrets, tome 8, page 13*).

Celui du 31 décembre audit an, sanctionné le 5 janvier 1791, *tome 9, page 356*;

Et celui du 28 septembre 1791, sanctionné le 16 octobre audit an. *tome 18, page 729*.

*Du 5 juin.* Il est accordé aux acquéreurs de domaines nationaux, qui voudront se libérer avant l'échéance des termes, une prime d'un demi pour cent, pour chaque année d'anticipation des obligations par eux contractées. Cette prime aura lieu jusqu'au premier octobre 1793. (*Col. des décrets, page 39*)

*Du 24 août.* La dette publique consolidée sera admise, après son enregistrement sur le grand-livre, pendant l'année 1794, en paiement des domaines nationaux, à la charge par



ceux qui voudront jouir de cette faculté, de fournir en même tems pareille somme en assignats.

L'évaluation du capital de l'inscription à faire sur le grand-livre, sera calculé, savoir : pour ceux qui paieront leurs acquisitions, d'ici au premier janvier 1794, à raison du denier 20; pour ceux qui paieront du premier janvier au premier juillet 1794, à raison du denier 18; et pour ceux qui paieront du premier juillet au 31 décembre de la même année, à raison du denier 16.

Les maisons, bâtimens et usines restant à vendre, pourront être payés, sans rapporter d'assignats, avec des inscriptions sur le grand-livre, d'après l'évaluation ci-dessus fixée. (*Col. des décrets, page 260 et 271*).

*Du 17 septembre.* Prorogation jusqu'au premier janvier 1794, du délai accordé par le décret du 5 juin 1793, aux acquéreurs de biens nationaux, qui se libéreront avant l'échéance des termes, pour obtenir une prime d'un demi pour cent, sur chaque année d'anticipation. (*Col. des décrets, page 155*).



*Du 6 ventôse an 3<sup>e</sup>.* A compter du 1<sup>er</sup>. germinal an 3<sup>e</sup>. , les acquéreurs de domaines nationaux solderont, avant d'entrer en possession, le quart du prix de leurs adjudications, et le surplus, par portions égales en 6 années.

Ceux qui paieront en tout ou partie, avant le premier vendémiaire an 4<sup>e</sup>. , les termes non échus, jouiront d'une prime, savoir: de 2 pour cent pour le terme qui aura une année à courir; de 4 pour celui qui en aura deux; et ainsi de suite, jusqu'à 12 pour cent, pour le terme qui aura 6 années à courir. (*Bul.* 127, N<sup>o</sup>. 668 ).

*Du 8.* Les inscriptions sur le grand-livre de la dette consolidée seront admises jusqu'au premier vendémiaire an 4<sup>e</sup>. , en paiement des domaines nationaux, en calculant par 20 fois leur montant annuel, lorsqu'on fournira trois fois la même valeur en assignats; et par 16 fois, lorsqu'on ne fournira que pareille somme en assignats. (*Bul.* 127, N<sup>o</sup>. 672 ).

*Du 12 prairial.* Chaque citoyen pourra se faire adjudger, sans enchère, le bien national à vendre qu'il jugera

à-propos , et se soumettra de payer en assignats le denier 75<sup>e</sup>. du revenu annuel de 1790 , à la charge de solder le prix de la vente en quatre paiemens , dont le 6<sup>e</sup>. au moment de l'adjudication ; le 6<sup>e</sup>. dans le mois ; le tiers dans le mois suivant, et le dernier tiers dans le troisième mois , avec les intérêts à cinq pour cent. ( *Bul.* 151 , N<sup>o</sup>. 882 ).

*Du* 19. Suspension des ventes , sans enchère , des domaines nationaux. ( *Bul.* 153 , N<sup>o</sup>. 901 ).

*Du* 29. Les adjudications qui pourroient avoir été faites en exécution de la loi du 12 prairial , ne vaudront que comme soumissions.

Tout soumissionnaire pourra poursuivre l'adjudication à la chaleur des enchères , en prenant pour première enchère le montant de sa soumission. ( *Bul.* 156 , N<sup>o</sup>. 919 ).

*Du* 13 *fructidor*. Toutes les maisons nationales situées à Paris , pourront être acquises , en se soumettant par les acquéreurs d'en payer le prix au denier 150<sup>e</sup>. du revenu déterminé , soit d'après le bail de 1792 , soit ,



lorsqu'il n'y aura pas de bail, d'après le montant de la contribution foncière de ladite année ; et à la charge de payer , dans la décade , le tiers du prix de l'adjudication , et les deux autres tiers dans la décade suivante. ( *Bul.* 175, N°. 1058 ).

*Du 20 brumaire an 4<sup>e</sup>.* Les ventes des domaines nationaux sont suspendues jusqu'au 1<sup>er</sup>. prairial prochain. ( *Bul.* 5, N°. 28 ).

*Du 28 ventôse.* La valeur des biens à vendre sera fixée sur le pied de 1790 , et calculée à raison de 22 fois leur revenu net pour les terres labourables, prés, bois et vignes, d'après les baux existans de ladite année ; et à défaut de baux, d'après le montant de la contribution foncière de 1793, en prenant pour revenu net quatre fois le montant de cette contribution, et multipliant cette somme par 22.

Les maisons, usines, cours et jardins seront également évalués sur le pied de 18 fois leur revenu net, d'après les baux de 1790. ( *Bul.* 34, N°. 252 ).

*Du 6 floréal.* Instruction pour l'exécution de la loi du 28 ventôse portant ;



entre autres choses , que tous ceux qui se présenteront pour acquérir des biens nationaux , seront tenus de consigner , lors de leurs soumissions , le quart au moins du prix présumé des objets qu'ils voudront soumissionner. (*Bul.* 42 , N<sup>o</sup>. 340 ).

*Du 22 prairial.* Ceux qui , conformément aux lois du 28 ventôse et 6 floréal derniers , ont soumissionné des biens nationaux , sont tenus d'acquitter , dans les 10 jours de la publication de la loi , le second quart desdits biens. (*Bul.* 52 , N<sup>o</sup>. 457 ).

*Du 19 messidor.* Le troisième quart du prix des biens nationaux soumissionnés , sera payé dans 10 jours pour les départemens de la Seine , Seine et Oise et Seine et Marne , et dans 15 jours pour les autres départemens , sous peine de déchéance. (*Bul.* 56 , N<sup>o</sup>. 518).

*Du 13 thermidor.* Le dernier quart sera acquitté en mandats , valeur au cours , et en six paiemens avec l'intérêt de chaque terme , sur le pied de 4 pour cent par an.

Le premier de ces paiemens sera effectué dans le mois , et sera exempt

d'intérêt ; le second dans les trois mois suivans , et ainsi des quatre autres termes , de manière que le tout soit acquitté , dans le délai de 16 mois. ( *Bul.* 26 , *Nº.* 573 ).

*Du 20 fructidor.* Il est accordé 15 jours de plus aux soumissionnaires des domaines nationaux, pour se libérer du dernier quart du prix desdits domaines.

Il ne sera procédé dorénavant à la vente d'aucun domaine , que sur enchères , dans les formes qui seront incessamment prescrites. ( *Bul.* 74 , *Nº.* 687 ).

*Du 16. brumaire an 5<sup>e</sup>.* Il sera vendu la quantité de domaines nationaux, suffisante pour fournir à une partie des fonds nécessaires pour le service de l'an 5<sup>e</sup>.

Ces ventes seront faites sur enchères , de la manière réglée par les lois antérieures à celle du 28 ventôse an 4<sup>e</sup>.

Le prix en sera payé , savoir : un dixième en numéraire , dont moitié dans les 10 jours de l'adjudication , et avant la prise de possession , et moitié dans 6 mois ; quatre dixièmes en quatre obligations ou cédules paya-



bles chaque année dans les quatre suivantes , et produisant 5 pour cent d'intérêt.

Et les cinq autres dixièmes ou restans du prix , seront acquittés en ordonnances des ministres , bordereaux de liquidation , inscription sur le grand-livre et autres effets. (*Bul.* 87 , N<sup>o</sup>. 839).

*Du 9 vendémiaire an 6<sup>e</sup>.* Les bons-au-porteur délivrés en remboursement de la dette publique , seront reçus en paiement des biens nationaux , pour la portion du prix payable avec la dette publique.

La portion dudit prix payable , tant en numéraire qu'en obligations , pourra être acquittée avec le tiers consolidé , pourvu que ce soit dans les 20 jours de l'adjudication. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

Le produit des domaines nationaux qui n'ont pas encore été vendus , est porté dans l'état des revenus publics , pour une somme de 20 millions , et celui des ventes , pour une autre somme de 20 millions. ( *ibid* ).

*Du 16 frimaire.* Les domaines nationaux de quelque nature qu'ils soient ,



sans distinction des maisons ou bâtimens et des fonds de terre, seront vendus suivant le mode réglé par la loi du 16 brumaire an 5<sup>e</sup>. ( *Bul.* 164, N<sup>o</sup>. 1591 ).

*Du 29 fructidor.* Sursis jusqu'au 1<sup>er</sup>. nivôse an 7<sup>e</sup>. , à l'aliénation des domaines nationaux. ( *Bul.* 224 , N<sup>o</sup>. 1996 ).

*Forêts et Bois nationaux.*

*Du 6 août 1790.* Les grandes masses de bois et forêts nationales sont exceptés de la vente des domaines nationaux.

Tous les boquetaux et les parties de bois nationaux épars , absolument isolés et éloignés de 1000 toises des autres bois , pourront être vendus , pourvu qu'ils n'excèdent pas la contenance de 100 arpens.

Ce décret a été sanctionné le 23 du dit mois d'août, ( *Col. des décrets*, tome 5, page 33 , et tome 8 , page 129 ).

*Du 19 juillet 1791.* Les petites fermes , métairies ou autres domaines nationaux de 50 arpens et au-dessous,

enclavés dans les forêts nationales , ne pourront être vendus qu'ensuite de l'autorisation de l'assemblée nationale , après avoir pris l'avis des corps administratifs. *Col. des décrets , tome 16 , page 215* ).

*Du 15 septembre.* Organisation de l'administration forestière.

Les officiers des ci-devant. grueries et maîtrises , et des sièges de réformation , les grands-maîtres et généralement tous les préposés titulaires ou par commission , chargés de l'administration des forêts , cesseront leurs fonctions , lorsque les nouveaux préposés auront été mis en activité.

Il sera incessamment fait une loi sur les aménagemens ; et jusqu'à ce , l'ordonnance des eaux et forêts de 1669 , et les autres réglemens en usage continueront d'être exécutés.

Toute concession de bois de chauffage , de pâturage , et tous autres droits dans les forêts , pour raison d'exercice d'aucunes fonctions forestières , sont abolis , sans que les agens de la nouvelle administration puissent s'en prévaloir , sous peine de prévarication.

Ce décret a été sanctionné le 29 dudit mois de septembre. ( *Col. des décrets* , tome 18 , page 161 ).

*Du 2 nivôse an 4<sup>e</sup>.* Ventes de bois nationaux , pourvu qu'ils n'excèdent pas la contenance de 15000 ares ( 500 arpens ) , et qu'ils soient isolés des autres bois et forêts , d'un kilomètre ( 500 toises ). *Bul.* 14, N<sup>o</sup>. 72 ).

*Salines.*

*Du 14 nivôse an 2<sup>o</sup>.* Le ministre des contributions publiques rendra compte des moyens qu'il a pris , pour la meilleure exploitation des salines appartenantes à la république. ( *Col. des décrets* , page 102 ).

*Dudit jour.* La vente des salines qui se trouvent parmi les biens nationaux , est provisoirement suspendue. ( *Page* 107 ).

*Canaux.*

*Du 24 vendémiaire an 4<sup>e</sup>.* Les droits à percevoir sur les voyageurs et marchandises transportées sur le canal de Languedoc , des deux Mers ou du Midi , seront provisoirement exigés à dix fois



la valeur de ceux fixés par le tarif de 1684.

Le comité des finances fera incessamment son rapport sur la révocation de la concession dudit canal, faites à Riquet. ( *Bul.* 195 N°. 1169 ).

*Du 14 thermidor.* Les droits de navigation seront perçus en numéraire ou en mandats au cours. ( *Bul.* 62, N°. 374 ).

*Du 21 vendémiaire an 5.* Droits de navigation sur le canal du Midi, et tarif de ces droits. ( *Bul.* 83, N°. 769 ).

*Du 27 nivôse.* Droits de navigation sur les canaux d'Orléans et de Loing. ( *Bul.* 103, N°. 977 ).

Tarif à la suite de cette loi. ( *Page* 5 et 10 ).

*Du 28 fructidor.* Droits de navigation sur le canal du Centre, ci-devant Charolais. ( *Bul.* 147, N°. 1430 ).

Tarif à la suite de cette loi. ( *Page* 5 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* Les revenus des forêts, bois, salines et canaux sont portés dans l'état des revenus publics, pour la somme de 30 millions. ( *Bul.* 148, N°. 1447 ).

*Contributions.*

*Du 17 juin 1789.* Consentement donné par la nation à ce que les impôts et contributions établis, continueront d'être levés de la même manière qu'ils l'ont été précédemment, jusqu'au jour de la séparation de l'assemblée ; passé lequel jour, toute levée de contributions, qui n'auroit pas été librement consentie, cessera dans toutes les provinces du royaume. ( *Col. des décrets, tome 1<sup>er</sup>, page 16* ).

*Du 24 juin 1791.* Adresse aux Français sur le paiement des contributions. ( *Col. des décrets, tome 15, page 400* ).

Il y a des contributions directes et indirectes.

Les premières sont toutes contributions foncières ou personnelles.

Les secondes sont celles assises sur la fabrication, la vente, le transport et l'introduction de plusieurs objets de consommation et de commerce, et dont le produit avancé par le fabricant et le marchand est supporté et indirectement payé par l'acheteur et le consommateur.



*Contributions directes.*

*Du 22 brumaire an 6.* Création d'une agence des contributions directes. ( *Bul.* 157, N<sup>o</sup>. 1546 ).

*Contribution foncière.*

*Du 23 novembre 1790.* Établissement d'une contribution foncière, pour le 1<sup>er</sup>. janvier 1791, perceptible sur toutes les propriétés foncières, à raison de leur revenu net.

Pour déterminer la cote de contribution des maisons, il sera déduit un quart sur leur revenu, en considération du dépérissement et des frais d'entretien et de réparation.

Ce décret a été sanctionné le 1<sup>er</sup>. décembre 1790. ( *Col. des décrets*, tome 8, page 135 ).

A ce décret est joint une instruction. ( *Page* 145 ).

*Du 17 mars 1791.* La contribution sera pour ladite année, de 240 millions, sans néanmoins que les contribuables puissent être cotisés à une somme plus forte que le sixième de leurs revenus.



Il sera perçu , en sus de ce principal , un sol pour livre , pour être employé en décharges et modérations.

Ce décret a été sanctionné le 10 avril 1791. ( *Col. des décrets* , tome 12 , page 187 ).

*Du 7 juin.* Les débiteurs de rentes feront à raison de la contribution foncière , à leurs créanciers , une retenue sur les arrérages , laquelle sera du 5<sup>e</sup>. pour ladite année 1791 , et le tems pendant lequel la contribution foncière restera dans la proportion d'un sixième.

Ce décret a été sanctionné le 10 dudit mois de juin. ( *Col. des décrets* , tome 15 , page 96 ).

*Du 29 septembre.* La contribution foncière pour l'année 1792 , sera comme en 1791 , de 240 millions.

Ce décret a été sanctionné le 14 octobre audit an. ( *Col. des décrets* , tome 18 , page 791 ).

*Du 30 juillet 1792.* La proportion de la contribution foncière avec le revenu net foncier , est fixée pour ladite année au 5<sup>e</sup>. de ce revenu , et

la retenue sur les arrérages de rentes au quart, pendant le tems que la proportion de la contribution foncière restera la même.

Ce décret a été scellé le 2 août audit an. ( *Col. des décrets*, page 275 ).

*Du 3 août 1793.* La contribution foncière pour l'année 1793, sera comme en 1791 et 1792, de 240 millions.

La proportion de cette contribution avec le revenu net foncier, est fixée pour ladite année au 5<sup>e</sup>. de ce revenu, et la retenue sur les arrérages de rentes sera du quart. ( *Col. des décrets*, page 24 ).

*Du 17.* Toute la dette publique inscrite sur le grand-livre sera assujétie au principal de la contribution foncière, qui sera réglée chaque année par le corps législatif.

Ce décret a été scellé le 13 septembre audit an. ( *Col. des décrets*, page 248 ).

*Du 23 nivôse an 3.* La contribution foncière pour les 8 mois 21 jours de 1794, sera perçue sur les rôles de

1793, à raison des 3 quarts des cotes y portées.

La retenue sur les rentes sera du 5<sup>e</sup>. pour ladite année.

A cette loi est jointe une instruction. ( *Bul.* 111, N<sup>o</sup>. 581 ).

*Du 2 thermidor.* La contribution foncière sera fixée et levée pour l'an 3, d'après les bases adoptées pour 1793. ( *Bul.* 167, N<sup>o</sup>. 977 ).

*Du 8 messidor an 4.* La contribution foncière pour l'an 4, est fixée en principal et sous additionnels, à la même somme qu'en l'an 3.

Les contribuables qui se trouveront taxés au-dessus du quart de leur revenu, pourront se pourvoir à l'administration municipale du canton. ( *Bul.* 55, N<sup>o</sup>. 488 ).

*Du 16 brumaire an 5.* La contribution foncière de l'an 5 est fixée à 250 millions en principal. ( *Bul.* 87, N<sup>o</sup>. 839. *Voyez contribution mobilière ci-après* ).

*Du 9 germinal.* La loi du 16 brumaire est rapportée, et la contribution foncière de l'an 5 est fixée à 240 millions. ( *Bul.* 116, N<sup>o</sup>. 1111 ).



*Du 18 prairial.* Répartition et recouvrement de la contribution foncière de l'an 5. ( *Bul.* 127 , N<sup>o</sup>. 1227 ).

*Du 30.* Autre loi pour la perception de ladite contribution. ( *Bul.* 128 , N<sup>o</sup>. 1245 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* La contribution foncière est réduite , pour l'an 6 , à 228 millions.

Cette réduction s'opérera par la déduction d'un sou pour livre sur la contribution de l'an 5.

Et au moyen de la cote des domaines nationaux fixée à 23 millions , le produit de ladite contribution n'entre dans l'état des revenus publics que pour 205 millions. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 26 fructidor.* La contribution foncière est réduite , pour l'an 7 , à 210 millions. ( *Bul.* 226 , N<sup>o</sup>. 2015 ).

*Contributions mobiliare , personnelle et somptuaire.*

*Du 13 janvier 1791.* Contribution mobiliare , à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1791.

Cette

Cette contribution comprend cinq objets :

La taxe de citoyen actif fixée à 3 journées de travail ou 3 livres ;

Celle des domestiques ;

Des chevaux ;

Des revenus mobiliers , qui est du sou pour livre de leur montant présumé , d'après les loyers ;

Et celle d'habitation , qui est du 300<sup>e</sup>. du revenu présumé , d'après lesdits loyers.

Ce décret a été sanctionné le 18 février audit an. ( *Col. des décrets , tome 10 , page 71* ).

A ce décret est jointe une instruction.

*Du 17 mars.* La contribution mobilière sera pour ladite année 1791 , de 66 millions , dont 60 pour le trésor public , 3 à la disposition de la législature , et 3 à la disposition des administrations de département , pour être employés par elles en décharges et modérations.

Ce décret a été sanctionné le 10 avril 1791. ( *Col. des décrets , tome 12 , page 187* ).

*Du 29 septembre.* La contribution mobilière pour l'année 1792, sera de 60 millions.

Ce décret a été sanctionné le 14 octobre audit an. ( *Col. des décrets*, tome 18, page 791 ).

*Du 9 frimaire an 2.* Cette contribution pour l'année 1793 est fixée en principal, pour chaque commune de la république, à la moitié du montant des cotes fixes, de la cote mobilière réduite au 18<sup>e</sup>., et de celle d'habitation réduite au 40<sup>e</sup>. sur les rôles de 1792. ( *Col. des décrets*, page 99 ).

*Du 23 nivôse an 3.* Cette contribution pour l'année 1794 est supprimée, en ce qui concerne le principal, et les sous additionnels des fonds de non valeur, et des dépenses mises à la charge des corps administratifs: elle ne subsiste que pour les sous additionnels destinés aux dépenses locales des communes. ( *Bul.* 111, N<sup>o</sup>. 581 ).

A la suite de cette loi est une instruction.

*Du 7 thermidor.* Établissement d'une contribution personnelle et taxes somp-



tuaires, pour chaque année, à compter de l'an 3.

La contribution personnelle sera de 5 livres.

Les taxes somptuaires auront lieu sur les cheminées et les poêles, les domestiques mâles, les chevaux, mulets et voitures; et ce d'après la déclaration des contribuables qui, en cas de faux seront condamnés à une amende quadruple de leur imposition. ( *Bul.* 167, N<sup>o</sup>. 979 ).

*Du 16 brumaire an 5.* La contribution personnelle et somptuaire pour l'an 5 est fixée à 50 millions. Il sera établi un rôle provisoire pour ladite année, sur lequel tous les contribuables seront portés pour le 5<sup>e</sup>. du montant de leurs contributions directes telles qu'elles ont été fixées pour l'an 4; ledit 5<sup>e</sup>. payable en numéraire ou en mandats au cours, dans le mois qui suivra la publication du rôle. ( *Bul.* 87, N<sup>o</sup>. 839. ).

*Du 20 ventôse.* La perception du second 5<sup>e</sup>. des contributions directes de l'an 5 se fera en germinal prochain. ( *Bul.* 111, N<sup>o</sup>. 1057 ).

*Du 9 germinal.* La loi du 16 brumaire est rapportée, et la contribution personnelle et somptuaire est fixée, pour l'an 5, à 60 millions. ( *Bul.* 116, N°. 1111 ).

*Du 30 prairial.* Perception de la contribution mobilière de l'an 5. ( *B.* 128, N°. 1245 ).

*Du 16 messidor.* La perception du troisième 5<sup>e</sup>. des contributions directes de l'an 5 se fera à l'époque de la publication de la présente loi. ( *B.* 131, N°. 1276 ).

*Du 14 thermidor.* Pour procéder à la répartition des contributions personnelle, mobilière et somptuaire de l'an 5, il sera formé un jury d'équité; déclaration à faire par les contribuables; mode de leurs réclamations qui ne pourront être admises qu'en joignant la quittance des deux 5<sup>es</sup>., au moins de leur cote de ladite année. ( *Bul.* 136, N°. 1336 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* La contribution mobilière, personnelle et somptuaire est réduite, pour l'an 6, à 50 millions.

Cette réduction s'opérera par la

déduction d'un sixième sur la contribution de l'an 5.

Le quatrième 5<sup>e</sup>. de cette dernière contribution sera soldé dans le présent mois de vendémiaire, et brumaire prochain, article 8 et 9 de la loi. ( *Bul.* 148, N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 26 fructidor.* Les contributions mobilière, personnelle et somptuaire sont réduites, pour l'an 7, à 30 millions. ( *Bul.* 226, N<sup>o</sup>. 2015 ).

*Contribution patriotique.*

*Du 6 octobre 1789.* Contribution patriotique du quart du revenu dont chacun jouit.

Ceux dont le revenu n'est que de 400 livres, ne sont pas assujétis à cette contribution; ils sont libres de faire une déclaration ou de n'en pas faire.

Toutes les déclarations devront être faites avant le 1<sup>er</sup>. janvier 1790.

Le tiers de cette contribution sera payé avant le 1<sup>er</sup>. avril 1790, le second tiers avant le 1<sup>er</sup>. avril 1791, et le troisième tiers avant le 1<sup>er</sup>. avril 1792.



A l'époque où le crédit national permettra d'emprunter à 4 pour cent d'intérêts en rentes perpétuelles, il sera procédé au remboursement des sommes fournies pour cette contribution, et ce remboursement sera fait, soit au contribuable, soit à la personne qu'il aura désignée dans sa déclaration.

Ce décret a été sanctionné le 9 dudit mois d'octobre. ( *Col. des décrets, tome 1<sup>er</sup>. page 105* ).

Adresse de l'assemblée nationale à ses commettans, sur cet objet. ( *page 112* ).

*Du 27 mars 1790.* Tous bénéfices, traitemens annuels, pensions, appointemens, gages et revenus d'offices qui, avec les autres biens d'un particulier, excéderont 400 livres, doivent servir, comme les revenus territoriaux et industriels, de base à sa déclaration, sauf à lui, à diminuer ses deux derniers paiemens, dans la proportion de la perte ou diminution des traitemens, pensions, appointemens ou revenus quelconques qui pourroient avoir lieu, par l'effet des décrets de l'assemblée nationale.

Les officiers municipaux imposeront ceux qui, jouissant de plus de 400 livres de revenu, n'auront pas fait leur déclaration.

Tout citoyen actif sujet à la contribution patriotique sera tenu, pour assister aux assemblées primaires, de représenter avec l'extrait de ses cotes d'impositions réelles et personnelles, celui de sa déclaration pour sa contribution patriotique.

Ce décret a été sanctionné le 1<sup>er</sup>. avril audit an. ( *Col. des décrets, tome 2, page 240* ).

*Du 8 août.* Les héritiers des personnes décédées après avoir fait leur déclaration, seront tenus de payer aux échéances le montant de la déclaration faite par leur auteur; et s'il y a concurrence entre les créanciers et le receveur de la contribution patriotique, ladite contribution sera payée par privilège.

Ce décret a été sanctionné le 20 dudit mois d'août. ( *Col. des décrets, tome 5, page 48* ).

*Du 14 novembre.* Les receveurs particuliers des finances cesseront de

suivre le recouvrement de la contribution patriotique au premier janvier 1791, et seront tenus d'en compter de clerc à maître, par-devant le directoire du district, chef-lieu de la recette, dans les 15 premiers jours de février 1791; les receveurs de districts feront ce recouvrement, à partir de ladite époque.

Ce décret a été sanctionné le 24 dudit mois de novembre. ( *Col. des décrets, tome 8, page 77* ).

*Du 25 février 1791.* Les receveurs particuliers des finances auront, pour rendre leur compte de la contribution patriotique, jusqu'au 1<sup>er</sup>. mai 1791.

Ce décret a été sanctionné le 4 mars audit an. ( *Col. des décrets, tome 11, page 262* ).

*Du 20 avril.* Les rentiers de l'état pourront donner en paiement de leur contribution patriotique, non-seulement les arrérages de leurs rentes, mais encore les capitaux calculés sur le prix du produit net de l'intérêt, en rapportant un certificat des payeurs des rentes.

Ce décret a été sanctionné le 27



dudit mois d'avril. ( *Col. des décrets ;*  
tome 13, page 195 ).

*Contribution extraordinaire de  
guerre.*

*Du 17 prairial an 2.* Établissement pour l'an 2, seulement, d'une contribution extraordinaire de guerre, fixée au dixième des sommes portées aux rôles de l'emprunt forcé. ( *Bul. 2, N°. 2. Voyez ci-après emprunt forcé.* )

*Contributions indirectes.*

P A T E N T E S.

Le droit de patente auquel sont assujétis les marchands, pourroit être mis au nombre des contributions directes, si l'on tenoit la main à ce que les prix des marchandises n'en fussent pas pour cela augmentés : mais comme les marchands cherchent toujours à s'indemniser des impôts qu'ils paient, en tirant des acheteurs et consommateurs le plus qu'ils peuvent, on comprend ici le droit de patentes parmi les contributions indirectes.

*Du 2 mars 1791.* A compter du 1<sup>er</sup>. avril de ladite année, il est libre à toute personne de faire tel négoce, ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle jugera à-propos, en prenant une patente dont elle acquittera le prix, suivant le taux déterminé.

Ce décret a été sanctionné le 17 dudit mois. ( *Col. des décrets, tome 12, page 52* ).

*Du 26 septembre.* Le produit du droit de patentes sera versé dans les caisses des receveurs de districts.

Ce décret a été sanctionné le 2 octobre audit an. ( *Col. des décrets, tome 18, page 632* ).

*Du 21 mars 1793.* Les droits de patentes demeurent supprimés à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1793 : les revenus d'industrie, et autres soumis auxdites patentes seront pris en considération dans la contribution mobilière.

Ce décret a été scellé le 22 dudit mois. ( *Col. des décrets, page 462* ).

*Du 4 thermidor an 3.* Nul ne pourra exercer un commerce ou né-

goce , de quelque genre que ce puisse être , en gros ou en détail , sans être pourvu d'une patente qui indiquera la nature de son commerce.

Les patentes seront délivrées par les receveurs de l'enregistrement ; et les droits en seront payés en leurs mains.

Les patentes ne pourront être accordées à l'avenir que pour une année entière , ou pour le prorata du tems qui restera à courir de l'année , à dater de l'époque où elles seront demandées , jusqu'au 1<sup>er</sup>. vendémiaire de l'an suivant.

Celles de l'an 3 comprendront le prorata qui reste à courir jusqu'au 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 4 , et cette dernière année , pour le plein. ( *Bul.* 167 , N<sup>o</sup>. 978 ).

Le tarif est ensuite de ladite loi. ( *page* 11 ).

*Du 6 fructidor an 4.* Établissement d'un droit de patentes , pour l'an 5 , dans toute l'étendue de la république. ( *Bul.* 70 , N<sup>o</sup>. 642 ).

Le tarif est ensuite de ladite loi. ( *page* 9 ).



*Du 9 frimaire an 5.* Loi additionnelle à celle du 6 fructidor an 4, sur les patentes. ( *Bul.* 94, N°. 891 ).

*Du 9 pluviôse.* Loi interprétative de celle du 9 frimaire, concernant les patentes. ( *Bul.* 104, N°. 985 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* Les droits de patentes, pour l'an 6, seront perçus conformément aux lois rendues pour l'an 5, et payés aux mêmes échéances qu'elles prescrivent.

Ces droits entrent dans l'état des revenus publics, pour la somme de 20 millions. ( *Bul.* 148, N°. 1447 ).

*Du 7 brumaire.* Loi contenant des modifications à celles des 6 fructidor an 4, 9 frimaire et 9 pluviôse an 5, sur les patentes. ( *Bul.* 155, N°. 1522 ).

#### *Enregistrement.*

Les droits d'enregistrement sont une des parties la plus importante des revenus publics.

*Du 5 décembre 1790.* Établissement des droits d'enregistrement des actes civils et judiciaires, et des titres de propriété, à compter du 1<sup>er</sup>. février 1791.

Le roi sera prié de nommer 8 commissaires pour la régie de ces droits.

Ce décret a été sanctionné le 19 dudit mois. ( *Col. des décrets* , tome 9 , page 38 ).

Le tarif est ensuite de ladite loi. ( page 51 ).

*Du 9 mars 1791.* Réunion à la régie des droits d'enregistrement des actes , de la perception et régie des droits incorporels dépendans de tous les biens nationaux.

Ce décret a été sanctionné le 20 dudit mois. ( *Col. des décrets* , tome 12 , page 113 ).

*Du 18 mai.* Organisation de la régie des droits d'enregistrement , timbre , hypothèques , et des domaines nationaux corporels et incorporels.

Le nombre des administrateurs sera de 12.

Les commissaires administrateurs arrêteront leur compte général des produits et dépenses de l'année précédente , avant le 1<sup>er</sup>. août de chaque année , et joindront audit compte toutes les pièces de recette et de dépense , à peine de perte d'un sixième ,

sur leurs remises, par chaque mois de retard.

Ce décret a été sanctionné le 27 du même mois. ( *Col. des décrets*, tome 14, page 204 ).

*Du 14 juillet.* Les commissaires administrateurs du droit d'enregistrement transporteront leurs bureaux, de l'hôtel de Mesmes où ils étoient établis, à l'hôtel de la régie, rue de Choiseul.

Ce décret a été scellé le 11 septembre audit an. ( *Col. des décrets*, tome 16, page 174 ).

*Du 19 août.* Les régisseurs de l'enregistrement, domaines et droits y réunis, commenceront la régie de tous les domaines nationaux corporels et incorporels, dans la quinzaine de la publication.

Ce décret a été scellé le 11 septembre audit an. ( *Col. des décrets*, tome 17, page 287 ).

*Du 29 septembre.* Articles additionnels aux lois des 19 décembre 1790, et 27 mai 1791, sur les droits d'enregistrement sanctionnés le 9 octobre



audit an. ( *Col. des décrets*, tome 18, page 783 et 789 ).

*Du 17 février 1793.* Le délai fixé par la loi du 27 mai 1791, pour la reddition des comptes des régisseurs de l'enregistrement, est prorogé, quant au compte de 1791, jusqu'au 1<sup>er</sup>. août 1793.

Ce décret a été scellé le 23 dudit mois. ( *Col. des décrets*, page 234 ).

*Du 14 août.* La régie nationale des droits d'enregistrement, etc. sera organisée dans les pays réunis à la France, dans le mois courant.

Ce décret a été scellé le 23 dudit. ( *Col. des décrets*, page 131 ).

*Du 9 pluviôse an 4.* Augmentation, à compter du 15 du courant, des droits d'enregistrement établis par la loi du 19 décembre 1790, et par le tarif y joint. ( *Bul. 22*, N<sup>o</sup>. 140 ).

*Du 14 thermidor.* La loi du 9 pluviôse, qui avoit augmenté les droits d'enregistrement, eu égard à la dépréciation des assignats, est rapportée; ces droits sont rétablis sur le pied du tarif de 1790, sauf quelques exceptions et changemens. ( *Bul. 62*, N<sup>o</sup>. 576 ).

*Du 22 pluviôse an 5.* Les mutations d'inscription sur le grand - livre de la dette publique , ne seront sujetes qu'à un droit fixe d'enregistrement , d'un franc , pendant le tems qui reste à courir de l'an 5. ( *Bul.* 107 , N<sup>o</sup>. 1011 ).

*Du 3 vendémiaire an 6.* Le droit fixe d'un franc d'enregistrement pour les mutations d'inscription sur le grand - livre , est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup>. brumaire an 6. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1444 ).

*Du 9.* Les droits d'enregistrement des actes dont les prix et sommes ont été stipulés en assignats ou en mandats , et de ceux faits pendant le cours de ces papiers , dont les prix et sommes n'ont pas été spécifiés , soit en numéraire , soit en papier-monnaie , seront perçus en numéraire , et liquidés d'après la valeur qu'avoient lesdits papiers , à la date des actes , suivant le tableau de dépréciation arrêté par l'administration centrale du département , en exécution de la loi du 5 messidor an 5.

A compter du 1<sup>er</sup>. brumaire le droit d'enregistrement des transferts

des inscriptions sur le grand-livre , sera d'un pour cent de la somme exprimée dans l'inscription.

Le produit des droits d'enregistrement est porté dans l'état des revenus de la république , pour la somme de 70 millions. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 13 prairial.* Suivant la commission des finances , le produit du droit d'enregistrement , pour l'an 6 , ne montera qu'à 61 millions , au lieu de 70. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 254 ).

*Timbre.*

*Du 7 février 1791.* Établissement du droit de timbre , à compter du 1<sup>er</sup>. avril 1791.

Le roi nommera deux commissaires qui , avec les 8 de l'enregistrement , seront chargés de l'administration , régie et perception des droits établis par le présent décret.

Suppression de l'administration générale des domaines , à compter du 10 dudit mois de février 1791.

Ce décret a été sanctionné le 18. ( *Col. des décrets* , tome 11 , page 146 ).



Le tarif est ensuite du décret.  
( page 156 ).

*Du 15 messidor an 3.* Augmentation, à compter du jour de la publication de la loi, du droit de timbre fixé par le tarif annexé à la loi du 18 février 1791. ( *Bul.* 160 , N<sup>o</sup>. 940 ).

*Du 11 nivôse an 4.* Fixation nouvelle du droit de timbre, à compter du 20 du courant.

Les empreintes seront frappées en rouge.

Faculté à toute personne qui seroit pourvu de papiers timbrés actuellement en usage, de les reverser dans les bureaux de distribution ; et le prix leur en sera rendu, sur le taux fixé par la loi du 15 messidor an 3. ( *B.* 16 , N<sup>o</sup>. 92 ).

*Du 14 thermidor.* Les taux auxquels avoient été élevés les droits de timbre par la loi du 11 nivôse an 4, comme devant être payé en assignats, ne pouvant plus subsister, ces droits sont fixés de nouveau, pour avoir lieu au 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 5.

Les timbres de droit fixe et de dimension , pour les usages ordinaires , seront frappés en noir.

Ceux de droit proportionnel , pour tous les effets négociables ou de commerce , seront gravés pour être appliqués à sec. ( *Bul.* 62, N<sup>o</sup>. 575 ).

*Du 5 floréal an 3.* Loi portant nouvelle fixation du droit de timbre. ( *Bul.* 119, N<sup>o</sup>. 1153 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* A compter du jour de la promulgation de la loi, la formalité du timbre fixe, ou de dimension, établie par la loi du 5 floréal an 5, est étendue aux pétitions et mémoires présentés, soit aux ministres, soit aux administrations de département et municipalités, ainsi qu'à la trésorerie et comptabilité nationale, et aux directeurs de la liquidation.

Les cartes à jouer, journaux, gazettes, les feuilles de papier musicale, et affiches seront assujétis au timbre fixe, ou de dimension.

Le produit du droit de timbre est porté dans l'état des revenus de la république, pour la somme de 16 millions. ( *Bul.* 148, N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 13.* Loi relative au droit de timbre fixe, ou de dimension, pour les journaux et affiches. ( *Bul.* 150, N<sup>o</sup>. 1472 ).

*Du 3 brumaire.* Arrêté du directoire concernant la perception du droit de timbre sur les papiers musicaux, journaux et affiches. ( *Bul.* 154, N<sup>o</sup>. 1513 ).

*Du 3 pluviôse.* Autre arrêté qui détermine le mode de perception ; et fixe le montant du timbre, sur les cartes à jouer. ( *Bul.* 179, N<sup>o</sup>. 1683 ),

*Du 13 prairial.* Suivant la commission des finances, le produit du droit de timbre pour l'an 6, ne s'élèvera qu'à 15 millions au lieu de 16. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 254 ).

### *Hypothèques.*

L'hypothèque est le gage que le débiteur donne à son créancier sur les immeubles qui lui appartiennent, encore que ce dernier n'en soit pas mis en possession.

On dit gage pour les meubles, et hypothèque pour les immeubles.



Dans le droit naturel, on n'acquiert de droit que par la tradition : l'hypothèque est une invention du droit civil, qui confère un droit sur un immeuble, sans être accompagnée de délivrance.

La manière dont on purgeoit autrefois les hypothèques dont son bien étoit grévé, étoit d'en faire faire le décret volontaire sur soi-même.

En 1708 on créa des offices de conservateurs des décrets volontaires, qui furent supprimés par édit du mois d'août 1716 ; et les droits qui leur avoient été attribués, réservés, pour être perçus au profit de l'état.

Ces droits étoient de deux deniers pour livre, du montant des sommes portées aux contrats de vente, ou autres actes équipollens.

Les décrets volontaires furent abrogés en 1771 ; et la formalité des lettres de ratification leur fut substituée, par édit du mois de juin, qui créa des offices de conservateurs des hypothèques, gardes-des-sceaux et greffiers expéditionnaires desdites lettres.

Cet édit conserva les deux deniers pour livre, établis sur les décrets volontaires, et y ajouta les six sous par cent livres, ou trois livres par 1000 francs du prix de chaque vente d'immeubles.

De ces six sous, trois appartenoint à l'état, et trois aux officiers dont on vient de parler, entre lesquels ils étoient partagés.

Ces officiers avoient encore d'autres droits, dont le 6<sup>e</sup>. étoit aussi réservé à l'état.

*Du 18 mai 1791.* La régie de l'enregistrement fera la perception des droits d'hypothèques.

Ce décret a été sanctionné le 27 dudit mois de mai. ( *Col. des décrets, tome 14, page 204* ).

*Du 30 septembre.* Les droits d'hypothèques continueront d'avoir lieu. ( *Col. des décrets, tome 18, page 857* ).

*Du 9 messidor an 3<sup>e</sup>.* Les conservateurs des hypothèques, gardes-des-sceaux, greffiers expéditionnaires des lettres de ratification, créés par l'édit du mois de juin 1771, et la déclaration du 24 novembre suivant, conti-

nueront , pour les expropriations antérieures au 1<sup>er</sup> nivôse de l'an 4<sup>e</sup>. seulement , d'exercer leurs fonctions.

Établissement des cédules hypothécaires , pour lesquelles il sera payé au trésor public un droit de demi pour cent , ou d'un pour 200 par an.

Si elles sont requises pour une échéance différente d'une année , ce droit sera réduit ou augmenté à proportion.

Il y aura à Paris un bureau de la conservation générale des hypothèques , et un en chaque district , dans la commune où le tribunal civil est établi.

Le bureau des hypothèques à Paris , sera administré par un conservateur général.

Il sera destiné à cet établissement un édifice national. (*Bul.* 194 , N<sup>o</sup>. 963 ).

Le tarif des salaires des conservateurs des hypothèques est ensuite de la loi. (*P.* 62).

*Du 2 brumaire an 4<sup>e</sup>. Loi additionnelle à celle du 9 messidor an 3<sup>e</sup>. , sur le code hypothécaire.*



Le conservateur-général des hypothèques jouira , à compter du 9 thermidor an 3<sup>e</sup>. , jour de sa nomination , de la franchise des ports de lettres , pour raison de sa correspondance avec les conservateurs particuliers. ( *Bul.* 201 , N<sup>o</sup>. 1200 ).

*Du 26 frimaire.* Le terme du 1<sup>er</sup>. nivôse , fixé par la loi du 9 messidor an 3<sup>e</sup>. , pour l'introduction d'un nouveau régime hypothécaire , est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup>. germinal an 4<sup>e</sup>. ( *Bul.* 13 , N<sup>o</sup>. 66 ).

*Du 21 nivôse.* Loi additionnelle à celle du 9 messidor an 3<sup>e</sup>. , qui laisse subsister la formalité des lettres de ratification , ainsi que les usages observés dans les lieux où cette forme n'est pas établie , jusqu'audit jour , 1<sup>er</sup>. germinal an 4<sup>e</sup>. ( *Bul.* 18 , N<sup>o</sup>. 106 ).

*Du 19 ventôse.* Le terme du 1<sup>er</sup>. germinal , fixé par la loi du 26 frimaire an 4 , est prorogé jusqu'au 1<sup>er</sup>. messidor de ladite année. ( *Bul.* 30 , N<sup>o</sup>. 209 ).

*Du 19 prairial.* Autre prorogation , jusqu'au 1<sup>er</sup>. fructidor an 4. ( *Bul.* 52 , N<sup>o</sup>. 450 ).

*Du 24.*

*Du 24 thermidor.* Autre prorogation , jusqu'au 1<sup>er</sup>. brumaire an 5. (*Bul.* 68 , N<sup>o</sup>. 612 ).

*Du 28 vendémiaire an 5<sup>e</sup>.* Autre prorogation , jusqu'à la publication de la loi qui statuera définitivement sur les modifications dont celle du 9 messidor an 3 est susceptible. (*Bul.* 84 , N<sup>o</sup>. 794 ).

*Du 9 vendémiaire an 6<sup>e</sup>.* Il sera établi au profit du trésor public , et perçu , par les receveurs de l'enregistrement :

1<sup>o</sup>. Un droit proportionnel , calculé à raison d'un pour 2000 , du montant des créances hypothécaires antérieures à l'entière mise en activité du régime hypothécaire , et dont l'inscription sera requise pour en obtenir la conservation , et à raison d'un pour 1000 du montant de celles postérieures ;

2<sup>o</sup>. Un autre droit proportionnel d'un et demi pour cent , sur le prix intégral des mutations que les nouveaux possesseurs voudront purger d'hypothèque.

Le produit des droits d'hypothèque

ques est porté, dans l'état des revenus publics, pour la somme de huit millions. ( *Bul.* 148, N°. 1447 ).

*Du 7 prairial.* Suivant la commission des finances, la non organisation du nouveau régime hypothécaire ne permet pas de compter sur un produit plus fort que deux millions pour l'an 6 ; ce qui fait à cet égard un déficit de six millions ( *J. de P.* N°. 254 ).

*Du 24 thermidor.* Résolution du conseil des 500 sur le régime hypothécaire, en 69 articles. ( *J. de P.* N°. 325 ).

*Du 3 fructidor.* Autre résolution, sur les expropriations forcées. ( *J. de P.* N°. 327 ).

#### *Douanes.*

*Du 31 octobre 1791.* Abolition de tous les droits de traite, à compter du 1<sup>er</sup>. décembre 1790.

Les tarifs de ces droits seront remplacés par un tarif unique et uniforme, qui sera incessamment décrété, et dont les droits seront perceptibles, à compter dudit jour, à toutes les en-



trées et sorties du territoire français.

Jusqu'à la promulgation de ce tarif et du nouveau code de ce tarif, les tarifs actuels et les lois existantes sur cette matière, continueront d'avoir leur exécution.

Ce décret a été sanctionné le 5 novembre audit an. ( *Col. des décrets, tome 7, page 188* ).

*Du 2 mars 1791.* Tarif du droit d'entrée et de sortie, sur les productions et marchandises venant de l'étranger, et sur celles exportées de la France à l'étranger.

Ce tarif a été sanctionné le 15 dudit mois. ( *Col. des décrets, tome 12, page 3 et suivantes* ).

*Du 18.* Droits qui seront perçus sur les denrées coloniales.

Ce décret et le tarif qui y est joint, ont été sanctionnés les 25 et 30 dudit mois de mars. ( *Col. des décrets, tome 12, page 202* ).

*Du 23 avril.* La perception des droits de douanes, qui sera faite conformément au tarif général décrété le 2 mars 1791, et celle des droits établis sur les denrées coloniales, par décret du

18 du même mois , seront confiées à une régie composée de huit membres , qui seront réduits à 6 au 1<sup>er</sup> janvier 1794 , à mesure des vacances , par mort ou par démission , qui pourront avoir lieu.

Organisation de cette régie , et fixation de ses dépenses.

Ce décret a été sanctionné le 1<sup>er</sup> mai 1791. ( *Col. des décrets* , tome 13 , page 215 et suivantes ).

*Du 6 août.* Décret pour l'exécution du tarif des droits d'entrée et de sortie des denrées et marchandises.

Ce décret a été scellé le 22 dudit mois. ( *Col. des décrets* , tome 17 , page 83 ).

*Du 29 septembre.* Les taxes des douanes seront perçues , en 1792 , conformément aux différentes lois qui les ont établies , et qui en ont réglé la perception.

Ce décret a été sanctionné le 14 octobre audit an. ( *Col. des décrets* , tome 18 , page 791 ).

*Du 14 octobre 1792.* Réduction , à compter de ce jour , des régisseurs , au nombre de trois.

Ce décret a été scellé le même jour.  
( *Col. des décrets* , page 81 ).

*Du 21 mars 1793.* Les douanes seront conservées pour l'année 1793. ( *Col. des décrets* , page 463 ).

*Du 3 avril.* La sortie hors du territoire de la république , des drilles ou chiffes pour la fabrication du papier , est interdite. ( *Col. des décrets* , page 14 ).

*Du 11 septembre.* Les droits perçus dans les colonies de l'Amérique , les Isles de France , de Bourbon et de Mozambique , sur les denrées et productions des cru et sol desdites colonies expédiées pour la France , ainsi que ceux d'entrée en France , sont supprimés.

Les droits fixés par le tarif actuel , seront seulement perçus pour exportation de France à l'étranger desdites denrées et productions. ( *Col. des décrets* , page 122 ).

*Du 26 frimaire an 2<sup>e</sup>.* Suppression du bureau central des douanes et des régisseurs. ( *Col. des décrets* , page 236 ).



*Du 4 nivôse an 3<sup>e</sup>.* Les lois sur l'exportation des grains à l'étranger, sont maintenues ; et tous contrevenans auxdites lois, seront condamnés à la peine de mort. ( *Bul.* 104, N<sup>o</sup>. 538 ).

*Du 13.* Les droits d'entrée en France, sur les marchandises de première nécessité, seront provisoirement réduits à la perception indispensablement nécessaire, pour en connoître le mouvement ; le comité de commerce présentera, sans délai, l'état de ces marchandises, et de celles dont la sortie restera prohibée. ( *Bul.* 107, N<sup>o</sup>. 559 ).

*Du 12 pluviôse.* Etat des denrées et marchandises, sur lesquelles les droits d'entrée sont réduits, et quotité des droits qui sont dus.

Autre état de celles dont la sortie est provisoirement prohibée. ( *Bul.* 119, N<sup>o</sup>. 652 ).

*Du 20 thermidor.* Les dispositions de la loi du 21 pluviôse an 3<sup>e</sup>., sont prorogées ; et néanmoins les droits de douanes seront payés d'après les bases du décret du 3 thermidor ; c'est-à-dire, au sextuple. ( *Bul.* 171, N<sup>o</sup>. 1018 ).

*Du 4 nivôse an 4<sup>e</sup>.* La fixation des droits de douane au sextuple , est abrogée. Ces droits seront perçus , moitié en numéraire et moitié en assignats , suivant le tarif du 2 mars 1791. ( *Bul.* 14 , N<sup>o</sup>. 80 ).

*Du 14 thermidor.* Les droits de douanes et de navigation seront payés en numéraire , ou en mandats , valeur représentative. ( *Bul.* 62 , N<sup>o</sup>. 574 ).

*Du 3 frimaire an 5<sup>e</sup>.* Ces droits seront perçus à l'avenir , conformément aux lois existantes avant la réduction portée par la loi du 12 pluviôse an 3 ; et ils le seront en numéraire métallique.

Les denrées et productions du cru et sol des colonies françaises , expédiées directement pour la France , continueront de jouir de l'exemption de tous droits , conformément à la loi du 11 septembre 1793. ( *Bul.* 92 , N<sup>o</sup>. 874 ).

*Du 23 germinal.* Nouvelle organisation du service des douanes , à compter du 1<sup>er</sup>. dudit mois.

Le traitement de chacun des trois régisseurs est fixé à 12000 francs. ( *Voyez le tableau étant en suite de la loi.* *Bul.* 118 , N<sup>o</sup>. 1137 ).

*Du 9 vendémiaire an 6<sup>e</sup>.* Le produit des douanes est porté dans l'état des revenus publics, pour la somme de huit millions. (*Bul.* 148, N<sup>o</sup>. 1447).

*Du 17 pluviôse.* Arrêté du directeur, concernant la perception des droits de douane, à l'entrée et à la sortie du port de Flessingue (1). *Bul.* 181, N<sup>o</sup>. 1709).

*Du 7 prairial.* Suivant la commission des finances, il n'y a que les douanes qui donnent un produit plus fort que le taux fixé par la loi du 9 vendémiaire : elles produisent 12 millions ; mais cette augmentation est attribuée à la saisie des marchandises anglaises, qui n'est que momentanée. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 264).

### *Tabacs étrangers.*

*Du 2 mars 1791.* Les tabacs en feuilles, en boucauts, venant directement des Etats-Unis, des colonies espagnoles, de l'Ukraine et du Levant, sur bâtimens français, dans les ports

---

(1) Ville de la Hollande, vis-à-vis la pointe de Flandres et l'embouchure de l'Escaut.



qui seront désignés , payeront , par cent pesant , 18 livres 15 sous.

Ce décret a été sanctionné le 15 dudit mois. ( *Col. des décrets , tome 12 , page 38* ).

*Du 4.* Désignation de 22 ports , pour l'entrée du tabac en France.

Ce decret a été sanctionné le 24 avril audit an. ( *Même tome , page 84* ).

*Du 10.* Il est libre à toutes personnes de cultiver , fabriquer et débiter du tabac.

Ce décret a été sanctionné le 27 dudit mois. ( *Même tome , page 213* ).

*Du 5 septembre 1792.* A compter du 1<sup>er</sup>. octobre, l'importation de toutes espèces de tabacs en feuilles est permise , en payant 10 livres du quintal , au lieu de 18 livres 15 sous.

Ce décret a été scellé le 7 dudit mois. ( *Col des décrets , page 698* ).

*Du 22 germinal an 5<sup>e</sup>.* La loi du 5 septembre 1792 est rapportée.

Les droits d'entrée sur les tabacs en feuilles , importés de l'étranger , par terre ou par bâtimens français , sont

fixés conformément au tarif du 15 mars 1791.

Les tabacs apportés par bâtimens étrangers , payeront 25 francs par cinq myriagrames ( un quintal ). *Bul.* 117, N°. 1133).

*Du 9 vendémiaire an 6.* Les droits sur les tabacs venant de l'étranger , seront augmentés , de manière à donner un produit de 12 millions.

Cette augmentation n'est néanmoins portée , dans l'état des revenus publics , que pour une somme de 10 millions. ( *Bul.* 148, N°. 1447 ).

1 *Du 7 prairial.* Suivant la commission des finances , le produit de ces droits est nul pour l'an 6 , n'y ayant encore rien de statué sur le mode de la contribution. ( *J. de P.* N°. 254 ).

*Du 21 fructidor.* Le conseil des 500 arrête en principe , qu'il y aura un impôt sur le tabac. ( *J. P.* N°. 352 ).

#### *Postes et Messageries.*

*Du 24 octobre 1789.* Les administrateurs des postes offrent de remettre , francs de ports , à tous les membres de l'assemblée nationale , les pa-

quets qui leur seront adressés des provinces. L'assemblée refuse cette offre. (*Col. des décrets*, tome 1, page 147).

*Du 17 juin 1780.* La dépense du travail secret, la place et les appointemens de l'inspecteur-général des Postes, sont supprimés. (*Col. des décrets*, tome 3. page 102).

*Du 9 juillet.* Suppression des traitemens des intendans des postes et du conseil, à compter du 1<sup>er</sup> août 1790. (*Col. des décrets*, tome 4, page 53).

*Du 19.* Pour remplir les fonctions des ci-devant intendans des postes et messageries, il sera nommé par le pouvoir exécutif, un commissaire qui, en cas d'absence, sera suppléé par le plus ancien des administrateurs présens. Fixation des frais de bureau de ce commissaire. (*Col. des décrets*, tome 5, pages 273 et 274).

*Du 26 août.* Le bail des postes, passé à J. B. Poinson par le résultat du 2 avril 1786, pour finir au 31 décembre 1791, aura sa pleine et entière exécution.



Le tarif du 8 juillet 1759 , et tous autres réglemens , d'après lesquels sont actuellement administrées les postes aux lettres et aux chevaux , continueront d'être exécutés jusqu'au 1<sup>er</sup>. janvier 1792 ).

A cette époque , l'administration des postes aux lettres , des postes aux chevaux et des messageries sera regie par les soins d'un directoire composé d'un président et de quatre administrateurs non intéressés dans le produit.

Les traitemens et frais de bureau réunis , seront de 80000 liv. , savoir : 20000 liv. pour le président , et 15000 liv. pour chaque administrateur.

Le pouvoir exécutif est autorisé à faire , dès à présent , le choix de ces agens , qui seront logés à l'hôtel des Postes.

Ce décret a été sanctionné le 29 dudit mois. ( *Col. des décrets , tome 5 , page 272 et suivantes* ).

Du 17 août 1791. Tarif pour le transport des lettres , paquets , or et argent , confiés à la régie des postes aux lettres , à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1792 ).

Ce décret a été scellé le 25 dudit mois. ( *Col. décrets, tome 17, page 260 et suivantes* ).

*Du 9 avril 1793.* Le bail des messageries, coches et voitnres d'eau, adjudgé le 16 mars 1791 à Jean-François Dequeue, pour six ans neuf mois, commencé au premier avril suivant, est résilié pour le premier mai 1793.

A cette époque, les messageries et les postes aux lettres et aux chevaux, sont réunies en une seule et même administration.

La poste aux lettres et les messageries seront exploitées en régie ; le service de la poste aux chevaux sera fait en vertu d'adjudication à l'enchère ou au rabais.

Ce décret a été scellé le 13 dudit mois. ( *Col. des décrets, page 60* ).

*Du 24 juillet.* Organisation des postes et messageries en régie nationale.

Il y aura neuf administrateurs élus par la convention nationale, sur la présentation du conseil exécutif.

Ce décret a été scellé le 30 dudit mois. ( *Col. des décrets, page 200* ).

*Du premier brumaire an 2<sup>e</sup>.* Tarif du prix des places et des transports d'effets, dans les voitures des postes et messageries. ( *Col. des décrets*, page 6 ).

*Du 12 germinal.* Une des 12 commissions créées pour remplacer le conseil exécutif provisoire, est celle des transports, postes et messageries. ( *Col. des décrets*, page 101 ).

*Du 29.* Les CC. Moreau et Lieuvain sont nommés commissaires, et le C. Mercier adjoint. ( *Col. des décrets*, page 232 ).

*Du 27 nivôse an 3<sup>e</sup>.* Augmentation du prix des ports de lettres et journaux, à compter du 1<sup>er</sup>. pluviôse an 3<sup>e</sup>. ( *Bul.* 112, N<sup>o</sup>. 588 ).

*Du 11 prairial.* La commission des transports, postes et messageries est supprimée; et le service des postes et messageries attribué à la commission des finances, autrement dite des revenus nationaux, pour laquelle il est nommé un troisième commissaire, le C. Bochet chargé de ce service, à compter du 1<sup>er</sup> messidor an 3. ( *Bul.* 151, N<sup>o</sup>. 881 ).



*Du 3 thermidor.* Fixation du prix des ports de lettres et de la poste aux chevaux. ( *Bul.* 165, N°. 970 ).

*Du 16.* Création d'une administration composée de 12 membres, chargés de la direction du service de la poste aux lettres, de la poste aux chevaux, et des messageries. ( *Bul.* 169, N°. 993 ).

*Du 3 fructidor.* Nouveau tarif, pour les postes et messageries. ( *Bul.* 172, N°. 1039 ).

*Du 17.* établissement d'un caissier-général pour les recettes des différens bureaux de la poste aux lettres et des messageries. ( *Bul.* 175, N°. 1065 ).

*Du 5<sup>e</sup>. jour complémentaire.* Le C. Joinville est nommé caissier-général des postes et messageries. ( *Rép.* N°. 10831 ).

*Du 6 nivôse an 4<sup>e</sup>.* Nouveau tarif pour la poste aux chevaux. ( *Bul.* 15, N°. 85 ).

*Idem*, pour la poste aux lettres. ( N°. 86 ).

*Idem*, pour les messageries. ( N°. 87 ).

*Du 4 ventôse.* Toutes les agences et commissions administratives sont supprimées , à compter du 1<sup>er</sup>. germinal.

Elles rendront compte dans le mois ; de toutes les sommes qu'elles auront touchées. ( *Bul.* 28 , N<sup>o</sup>. 195 ).

*Du 6 messidor.* Nouveau tarif , pour la poste aux lettres et les messageries. ( *Bul.* 55 , N<sup>o</sup> 487 ).

*Du 26 thermidor.* Nouveau tarif , pour les messageries. ( *Bul.* 67 , N<sup>o</sup>. 609 ).

*Du 5 nivôse.* Nouveau tarif , pour la poste aux lettres. ( *Bul.* 98 , N<sup>o</sup>. 927 ).

*Du 9 vendémiaire.* La poste aux lettres sera affermée.

L'usage du contre - seing et de la franchise est supprimé , à compter du 1<sup>er</sup>. brumaire.

Au premier nivôse , la régie des messageries cessera ses fonctions.

Droits à percevoir sur les voitures , qui seront alors exploitées par des entrepreneurs particuliers ; soit que ces voitures partent à jour et à heure fixes , soit qu'elles partent à volonté.

Le produit des postes et messageries est porté , dans l'état des revenus publics , pour la somme de 14 millions. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 27.* Arrêté du directoire , qui règle le mode d'exécution de la loi du 9 vendémiaire , par rapport à la suppression des contre-seings et franchises. ( *Bul.* 153 , N<sup>o</sup>. 1497 ).

*Du 27 brumaire.* Autre arrêté du directoire sur le même objet. ( *Bul.* 159 , N<sup>o</sup>. 1552 ).

*Du 5 frimaire.* L'indemnité des membres des deux conseils , pour la suppression des contre-seings et franchises , est réglée , pour celui des anciens , à 20,000 fr. , et celui des 500 , à 40,000 fr. par mois , à compter du 1<sup>er</sup>. brumaire an 6. ( *Bul.* 161 , N<sup>o</sup>. 1576 ).

*Du 7 prairial.* Suivant la commission des finances , il résulte un *deficit* de 9 millions dans la recette de l'an 6 , de ce que le produit de la poste aux lettres est destiné au remboursement de l'emprunt d'Angleterre. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 254. *Voyez ci-après au mot emprunt* ).



*Droit de Passe sur les Chemins.*

*Du 24 fructidor an 5<sup>e</sup>.* Il sera établi sur toutes les grandes routes , un droit de passe , spécialement affecté à leur confection , réparation et entretien. ( *Bul.* 144 , N<sup>o</sup>. 1417 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* Ce droit sera incessamment réglé par le corps législatif. Son produit sera versé dans la caisse du receveur-général du département où il aura été perçu.

Il est porté , par apperçu , dans l'état des revenus publics , pour une somme de 20 millions. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 22 frimaire.* Proclamation du directoire , concernant les réparations des routes. ( *Bul.* 164 , N<sup>o</sup>. 1597 ).

*Du 3 nivôse.* Tarif des droits à percevoir sur toutes les grandes routes , décrété par le corps législatif. ( *Bul.* 171 , N<sup>o</sup>. 1631 ).

*Du 7 prairial.* Suivant la commission des finances , les lenteurs mises à organiser l'établissement pour l'entretien des routes , ont occasionné , dans le produit de ce droit , un dé-

ficit de 6 millions. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 254* ).

*Marque d'or et d'argent.*

L'établissement du droit de marque sur les ouvrages d'or et d'argent, remonte à 1672. Il fut fixé, par une déclaration du 31 mars de ladite année, à 20 sous par marc d'argent, et 30 sous par once d'or.

Le doublement de ces droits fut ordonné par une autre déclaration du 17 février 1674, et une ordonnance du mois de juillet 1681.

A ces droits il faut joindre ceux d'essayeurs et de contrôleurs des ouvrages d'orfèverie, dont les offices furent supprimés par édit d'août 1718, et les droits qui leur avoient été attribués, réunis à la ferme de la marque d'or et d'argent, pour être perçus conjointement avec ceux de ladite ferme. Les droits d'essayeurs et contrôleurs sont de 24 sous par once d'or, et de 16 sous par marc d'argent.

Ainsi il est dû pour tous ces droits réunis, savoir : pour chaque once d'or, 4 liv. 4 sous; et pour chaque marc

d'argent , 2 liv. 16 sous. ( *Voyez le traité des droits d'aides , par le Fèvre de la Bellande , édition de 1760 , livre 3 , page 107* ).

*Du 19 juillet 1791.* Les réglemens actuellement existans sur le titre des matières d'or et d'argent , continueront d'être exécutés , jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné.

Les marchands ou tous autres vendeurs , convaincus d'avoir trompé sur le titre des matières d'or et d'argent , seront , outre la confiscation des marchandises et la restitution envers l'acheteur , condamnés à une amende de 1000 à 3000 livres , et à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux années ; la peine sera du double en cas de récidive.

Ce décret a été scellé le 22 dudit mois. ( *Col. des décrets , tome 17 , page 223 et 235* ).

*Du 25 septembre.* Quiconque sera convaincu d'avoir contrefait le poinçon servant à marquer l'or et l'argent , sera puni de 10 années de fer.

Ce décret a été sanctionné le 6 octobre 1791. ( *Col. des décrets , tome 18 , page 6000* ).



*Du 30.* Les droits de marque d'or et d'argent continueront d'avoir lieu. ( *Col. des décrets , même tome , page 857* ).

*Du 11 fructidor an 2<sup>e</sup>.* Toutes procédures existantes pour cause d'infraction aux lois et réglemens sur le paiement des droits de marque d'or et d'argent , sont abolies.

Le comité des finances est chargé de faire incessamment un rapport sur la marque d'or et d'argent , et sur le moyen d'en assurer le titre. ( *Bul. 47 , N<sup>o</sup>. 249* ).

*Du 23 vendémiaire an 5<sup>e</sup>.* Le droit de marque et contrôle sur les ouvrages d'or et d'argent , sera perçu en numéraire ou en mandats au cours. ( *Bul. 83 , N<sup>o</sup>. 774* ).

*Du 21 brumaire.* Les réglemens , intervenus sur le commerce et l'emploi des matières d'or et d'argent , continueront d'être exécutés , jusqu'à ce que , par le corps législatif , il en ait été autrement ordonné. ( *Bul. 90 , N<sup>o</sup>. 853* ).

*Du 9 vendémiaire an 6<sup>e</sup>.* Le produit des droits de marque des ouvrages d'or

et d'argent , est porté dans l'état des revenus publics , pour une somme de 500 mille francs. ( *Bul.* 148 , N°. 1447 ).

*Du 19. brumaire.* Le droit de garantie sur les ouvrages d'or et d'argent fabriqués à neuf , est de 20 francs par hectogramme ( 3 onces , 2 gros , 12 grains ) d'or , et d'un franc par hectogramme d'argent , non compris les frais d'essai et de touchaud.

Il ne sera rien perçu sur les ouvrages dits de hasard , remis dans le commerce.

Les lingots affinés payeront un droit de garantie , avant de pouvoir être mis dans le commerce.

Ce droit est de 2 francs par marc pour l'or ; et de 10 sous par marc pour l'argent.

La ferme de l'affinage de Paris et de Lyon est supprimée. ( *Bul.* 156 , N°. 1542 ).

*Du 22 thermidor.* Le produit du droit de garantie de l'or et l'argent , est porté ; pour l'an 7 , à un million. ( *J. de P.* N°. 323 ).

*Loteries.*

Un arrêt du conseil du 30 juin 1776 , en supprimant la loterie de l'École-Militaire, créée par autre arrêt du 15 octobre 1757 , substitua à cette loterie, la loterie royale de France , et lui réunit celles des Enfans-Trouvés et de Piété, dont les tirages se faisoient, savoir : celui de la loterie de l'École-Militaire, les 1<sup>er</sup>. et 16 ; celui de la loterie des Enfans-Trouvés, le 8 ; et celui de la loterie de Piété, le 24 de chaque mois.

*Du 3 juillet 1790.* Suppression , à compter du 1<sup>er</sup>. juillet , des places de régisseur honoraire et de receveur-général de la loterie royale de France : ce dernier sera remplacé par un caissier, qui fournira un cautionnement de 200 mille livres en immeubles , et aura 8000 livres d'appointement.

Les administrateurs auront un traitement de 9000 livres , et continueront de jouir des remises qui leur étoient attribuées sur le produit. ( *Col. des décrets, tome 4, page 14* ).

*Du 22 juillet 1791.* Les administrateurs de ladite loterie fourniront un



cautionnement de 100 mille livres en immeubles.

Ce décret a été scellé le 1<sup>er</sup>. août audit an. ( *Col. des décrets* , tome 16 , page 267 ).

*Du 30 septembre.* Les loteries continueront d'avoir lieu. ( *Col. des décrets* , tome 18 , page 857 ).

*Du 25 brumaire an 2<sup>e</sup>.* Les loteries , de quelque nature qu'elles soient , et sous quelque dénomination qu'elles existent , sont supprimées. ( *Col. des décrets* ; page 192 ).

*Du 29 germinal an 3<sup>e</sup>.* Première loterie de maisons et bâtimens nationaux , principalement de maisons d'émigrés , à 50 liv. le billet. ( *Bul.* 139 , N<sup>o</sup>. 773 ).

*Du 8 prairial.* Deuxième loterie composée de meubles et immeubles , provenans d'émigrés. ( *Bul.* 150 , N<sup>o</sup>. 872 ).

*Du 9 thermidor.* Le prospectus de la seconde loterie de maisons et bâtimens et de meubles provenant d'émigrés , est approuvé par la convention. ( *Rép.* N<sup>o</sup>. 10366. )

*Du 2.*

*Du 2 et 12 fructidor.* Tirage de la première loterie. ( *Voyez Bul. 177, N<sup>o</sup>. 1181* ).

*Du 23.* Les bons-au-porteur gagnés à la première loterie, et les assignats à face de 100 liv. et au-dessous, seront admis en paiement des billets de la seconde loterie. ( *Bul. 177, N<sup>o</sup>. 1078* ).

*Du 27 vendémiaire an 4<sup>e</sup>.* Tous porteurs de billets gagnans à la première loterie, qui n'auroient pas réclamé leurs lots dans le délai de six mois, à compter du jour de la publication du présent décret, seront déchus de toute prétention.

Il en sera de même des porteurs de billets gagnans de la seconde loterie, qui n'auront pas réclamé les lots qui leur seront échus, dans le délai de six mois, à compter du jour de la clôture du tirage de ladite loterie. ( *Bul. 197, N<sup>o</sup>. 1181* ).

*Des 9 et 11 brumaire.* Tirage de la seconde loterie. ( *Voyez Bul. 181, N<sup>o</sup>. 1112* ).

*Du 25 messidor.* Loi qui relève de la déchéance portée par la loi du 27 vendémiaire, et qui accorde un délai

de trois mois , à compter du jour de la publication de la présente loi , aux porteurs de billets gagnans dans les 1<sup>re</sup>. et 2<sup>e</sup>. loteries. ( *Bul.* 59 , N<sup>o</sup>. 538 ).

*Du 23 brumaire an 5<sup>e</sup>.* Si les porteurs de billets gagnans réclament des lots dont la vente ait été faite , ils n'auront droit qu'à réclamer la somme pour laquelle ils auront été vendus. ( *Bul.* 90 , N<sup>o</sup>. 855 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* La ci-devant loterie nationale de France est rétablie sur les mêmes bases et combinaisons qu'elle avoit à l'époque de sa suppression.

Le directoire en organisera l'administration.

Tout établissement de loterie particulière ou étrangère , est prohibé.

Le produit de la nouvelle loterie est porté , dans l'état des revenus publics , pour une somme de 12 millions. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 17.* Arrêté du directoire , portant organisation de ladite loterie.

Il y aura trois administrateurs et un caissier-général.



La caisse sera placée à l'hôtel national des Invalides.

Les receveurs particuliers seront tenus de verser dans cette caisse, un cautionnement en argent, qui ne pourra être moindre de 1000 francs, ni excéder 12000 francs.

Ces sommes ne porteront pas intérêt; mais les receveurs s'en rembourseront par leurs mains, au moyen d'une retenue de 5 pour cent, qu'ils feront sur la somme brute de leur recette.

Lorsqu'ils auront prélevé, par l'effet de cette retenue, le quart de leur mise de fonds, ils seront tenus de présenter à l'administration un cautionnement en immeubles, de valeur triple de leur recette présumée.

Le traitement des administrateurs est de 10,000 francs. Ils jouiront en outre d'une somme, qui sera calculée de manière à augmenter leur traitement d'un cinquième; mais cela n'aura lieu que lorsque le bénéfice des tirages de l'année aura produit 12 millions de net, c'est-à-dire, déduction faite des remises des receveurs.

Ces remises des receveurs sont de 5 pour cent de la recette brute de chaque quinzaine. ( *Bul.* 150, N<sup>o</sup>. 1473 ).

*Du 7 prairial.* Suivant la commission des finances, la loterie n'a produit que 6 millions, au lieu de 12. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 254 ).

*Poudres et Salpêtres.*

*Du 27 septembre 1791.* Les poudres et salpêtres seront exploitées et régies, pour le compte de la nation.

Les propriétaires et possesseurs de nitrières pourront en continuer l'exploitation, comme par le passé, à condition de livrer leurs produits à la régie.

Organisation de cette régie, à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1792.

Le nombre des régisseurs sera de quatre, réduits à trois à la première vacance.

Ils fourniront chacun un cautionnement en immeubles de 60000 liv.

Ils seront tenus de compter tous les mois à la trésorerie nationale des produits de leurs recettes.

Ce décret a été sanctionné le 19 octobre audit an. ( *Col. des décrets*, tome 18, page 665 ).

*Du 3 septembre 1792.* Le ministre des contributions publiques pourra choisir les régisseurs des poudres et salpêtres, parmi tous les citoyens qui mériteront sa confiance, sans être astreint à faire choix de personnes qui ayent été attachées à cette partie. ( *Col. des décrets*, page 650 ).

*Du 18.* Le maximum du traitement de ces régisseurs ne pourra, pour ladite année 1792, excéder la somme de 12000.

Ce décret a été scellé ledit jour. ( *Col. des décrets*, page 1007 ).

*Du 10 juin 1793.* Nouvelle organisation de la régie des poudres et salpêtres.

Les régisseurs seront choisis et nommés par le conseil exécutif provisoire, entre tous les commissaires de première classe, le caissier général, les directeurs de correspondance et de comptabilité, et les inspecteurs, pourvu qu'ils aient au moins cinq ans d'exercice en ces qualités.



Le traitement des régisseurs, composé en partie de remises, ne pourra, à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1793, excéder 12000 livres, ni être moindre de 8000 livres.

Ce décret a été scellé le 24 dudit mois. ( *Col. des décrets*, page 84 ).

*Du 28 août.* Toutes les terres salpêtrées dans l'étendue de la république, sont mises à la disposition du conseil exécutif.

Le nombre des salpêtriers sera élevé par les régisseurs, dans la proportion de l'augmentation de l'exploitation.

Le prix du salpêtre sera fixé à 24 sols la livre, afin que les terres les moins riches soient exploitées avec avantage. ( *Col. des décrets*, page 294 ).

*Du 31.* Le ministre des contributions publiques est autorisé à nommer un quatrième régisseur. ( *Col. des décrets*, page 310 ).

*Du 14 frimaire an 2.* Mesures pour multiplier la fabrique du salpêtre. ( *Col. des décrets*, page 134 ).

*Du 7 ventôse.* La régie des poudres portera à l'avenir le nom d'a-

( 345 )

gence nationale des poudres et salpêtres. ( *Col. des décrets* , page 53 ).

*Du 12 germinal.* Une des 12 commissions créées pour remplacer le conseil exécutif, est celle de armes, poudres et exploitation des mines. ( *Col. des décrets* , page 102 ).

*Du 29.* Les CC. Capon et Benuezech sont nommés commissaires. ( *Col. des décrets* , page 232 ),

*Du 26 messidor.* L'agence nationale des poudres et salpêtres est supprimée, et cessera ses fonctions le 1<sup>er</sup>. thermidor.

Le comité de salut-public organisera le travail de cette partie. ( *Bul.* 21 , N<sup>o</sup>. 95 ).

*Du 17 germinal an 3.* Les fournitures particulières de poudre fine ou de poudre de guerre, que le comité de salut-public croira devoir autoriser, seront payées dorénavant, et jusqu'à nouvel ordre, à 12 francs la livre. ( *Bul.* 134 , N<sup>o</sup>. 745 ).

*Du 18 fructidor.* La commission des armes, poudres et mines est supprimée, à compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 4; les poudres, salpêtres

et fonderies pour le départ des cloches sont remises à la commission des finances, autrement dite des revenus nationaux. ( *Bul.* 176 , N<sup>o</sup>. 1067 ).

*Du 4 ventôse an 4.* Toutes les agences et commissions administratives sont supprimées, à compter du 1<sup>er</sup>. germinal. ( N<sup>o</sup>. 28 et 195 ).

*Du 13 fructidor an 5.* Loi concernant la récolte du salpêtre, la fabrication des poudres et leur distribution, et les prix auxquels les poudres et salpêtres seront vendus. ( *Bul.* 141 , N<sup>o</sup>. 1386 ).

*Du 27.* Nouvelle organisation de l'administration des poudres et salpêtres.

Il y aura trois administrateurs généraux qui seront sous la surveillance et les ordres du ministre des finances.

Ils lui remettront chaque année, dans le mois de fructidor, au plus tard, le compte général de l'année précédente, tant en matières qu'en deniers.

Le traitement de chaque administrateur est de 6000 francs.



Ils auront de plus des remises qui seront calculées pour chaque année, de manière que par un bon travail ils puissent avoir une somme égale à leur traitement fixe.

Ils seront nommés par le directoire, qui les choisira parmi les inspecteurs et commissaires de première classe, ayant exercé leurs fonctions pendant six ans, dans l'une ou l'autre de ces qualités.

Le directoire fera tous les réglemens particuliers qu'il jugera utiles au service des poudres.

Tous les ans il adressera au corps législatif, avant le mois de prairial, un compte de l'état de l'administration des poudres, de ses travaux et de ses produits; et il proposera les prix convenables, tant pour les salpêtres que pour les poudres. ( *Bul.* 146, N<sup>o</sup>. 1427 ).

*Du premier jour complémentaire.*  
Arrêté du directoire concernant le service des poudres et salpêtres. ( *B.* 146, N<sup>o</sup>. 1428 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* Le produit des poudres et salpêtres est porté

dans l'état des revenus publics ; pour une somme de 500 mille francs. ( *B.* 148, N°. 1447 ).

*Taxes sur les billets de spectacles ,  
au profit des indigens.*

*Du 7 frimaire an 5.* Il sera perçu au profit des indigens , un décime par franc , ( 2 sols pour livre ) , en sus du prix de chaque billet d'entrée de tous les spectacles , pendant six mois.

Les lois des 19 mars 1793 et 22 floréal an 2 , en ce qui concerne les secours , sont rapportées. ( *Bul.* 94, N°. 890 ).

*Du 2 floréal.* Le droit d'un décime par franc , sur les billets de spectacles , qui devoit cesser d'avoir lieu le 7 prairial prochain , continuera d'être perçu pendant 6 autres mois , à partir de ladite époque. ( *Bul.* 119 , N°. 1151 ).

*Du 8 thermidor.* Le droit prorogé jusqu'au 7 frimaire an 6 , par la loi du 2 floréal dernier , sera porté au quart de la recette pour les bals , feux d'artifices , concerts , courses et

exercices de chevaux, et les autres fêtes où l'on est admis en payant. ( *Bul.* 125, N°. 1322 ).

*Du 2 frimaire an 6.* Le droit d'un décime par franc sur le prix des billets de spectacles où se donnent des pièces de théâtre, et celui du quart, pour les bals, feux d'artifices, etc. où l'on est admis en payant, continueront d'être perçus pendant le cours de l'an 6. ( *Bul.* 160, N°. 1569 ).

*Du 19 fructidor.* L'impôt sur les billets de spectacles, de fêtes et jardins publics, est prorogé pour l'an 7. ( *Bul.* 225, N°. 1998 ).

*Du 24.* Delaporte dit que les spectacles et jeux publics produisent à la commune de Paris, 360000 francs par an. ( *J. de P.* N°. 555 ).

### *Emprunts.*

Les emprunts sont des ressources pour l'état ainsi que les contributions : mais avec cette différence qu'ils en augmentent d'ordinaire les charges, par les intérêts qui en résultent, en faveur des prêteurs.



*Du 9 août 1789.* Emprunt de 30 millions à 4 et demi pour cent, sans retenue.

Ce décret a été sanctionné le 12 dudit mois. ( *Col. des décrets, tome 1<sup>er</sup>, page 55* ).

*Du 27.* L'emprunt de 30 millions est fermé et substitué par un autre de 80 millions, dont le pouvoir exécutif règlera le mode. ( *même tome, page 75* ).

*Du 28.* Déclaration qui fixe l'intérêt de l'emprunt de 80 millions, à 5 pour cent, payable de 6 mois en 6 mois, à compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1790.

La moitié du capital sera fourni en argent, l'autre en effets royaux, au porteur, de toutes natures ou [en] contrats échus en remboursement.

Le capital desdits effets sera admis pour une valeur calculée à raison du denier 20 des intérêts exempts de retenue qui y seront attachés.

*Du premier octobre.* Aucun emprunt direct ou indirect ne peut être fait que par un décret de l'assemblée nationale. ( *Col. des décrets, tome 1<sup>er</sup>, page 99* ).

*Du 22 décembre.* Les corps administratifs ne pourront faire aucun emprunt , sans une autorisation expresse du corps législatif. ( *même tome , page 250* ).

*Du 8 octobre 1790.* L'emprunt national de 80 millions est fermé.

Ce décret a été sanctionné le 14 dudit mois ( *Col. des décrets , tome 7 , page 37* ).

*Du 24 décembre.* Brulement des effets rentrés au trésor public , par la voie dudit emprunt.

Ce décret a été sanctionné le 5 janvier 1791. ( *Col. des décrets , tome 9 , page 280* ).

*Du 24 août 1793.* Les assignats ayant cours de monnoie pourront , à compter du jour de la publication du présent décret , être convertis en une inscription sur le grand-livre de la dette publique.

Le capital à fournir ne pourra être moindre de 1000 livres , et produira 5 pour cent d'intérêt annuel.

Ce décret a été scellé le 13 septembre audit an. ( *Col. des décrets , page 246* ).

*Du 3 septembre.* Établissement d'un emprunt forcé, d'après les déclarations que feront les citoyens de leurs revenus, pendant l'année 1793, et des charges qui les diminuent.

Ceux qui auront remis des fonds dans l'emprunt volontaire ouvert par le décret du 24 août dernier, pourront en donner le montant en compensation de leur taxe de l'emprunt forcé, jusqu'à due concurrence. ( *Col. des décrets*, page 15 et 20 ).

*Du 7.* Instruction sur l'emprunt forcé. ( *page 50 et suivantes* ).

*Du 29 brumaire an 2.* Prorogation du délai jusqu'au 30 frimaire, pour le versement de fonds dans l'emprunt volontaire, et pour les déclarations relatives à l'emprunt forcé. ( *Col. des décrets*, page 125 ).

*Du 26 messidor an 3.* Emprunt d'un milliard à 3 pour cent d'intérêt annuel et perpétuel. ( *Bul.* 163, N<sup>o</sup>. 961 ).

Établissement d'une tontine nationale. ( *Bul.* 163, N<sup>o</sup>. 960 ).

*Du premier frimaire an 4.* L'emprunt à 3 pour cent, ouvert à la



trésorerie nationale est provisoirement fermé. ( *Bul.* 5 , N°. 29 ).

*Du 19.* Appel de fonds en forme d'emprunt sur les citoyens aisés de chaque département.

Cet emprunt sera effectué en numéraire métallique ; les assignats y seront également reçus pour le 100<sup>e</sup>. de leur valeur nominale.

Pour le remboursement successif dudit emprunt, il sera délivré aux porteurs un récépissé garni de 10 coupons représentans chacun un 10. de la somme portée au rôle.

Ces coupons serviront au paiement du droit d'enregistrement dû, pour succession directe ou collatérale.

Ils pourront aussi être donnés en paiement des contributions directes pendant 10 années, à compter de l'an 4 inclusivement. ( *Bul.* 11 , N°. 53 ).

*Du 17 pluviôse.* L'emprunt par voie de tontine nationale, ouverte par décret du 26 messidor an 3, est suspendu. ( *Bul.* 25 , N°. 163 ).

*Du 19 ventôse.* A compter du 1<sup>er</sup>. germinal an 4, pour le département

de la seine , du 15 dudit pour les départemens dont les chefs-lieux ne sont éloignés de Paris que de 25 myriamètres ou 50 lieues , et du 1<sup>er</sup>. floréal pour les autres départemens , les assignats ne pourront être reçus dans l'emprunt forcé , que sur le pied de 110 capitaux pour un , et d'un capital de plus , par chaque jour de retard. ( *Bul.* 30 , N<sup>o</sup>. 206 ).

*Du* 28. L'emprunt forcé ne pourra être payé qu'en assignats. ( *Bul.* 34 , N<sup>o</sup>. 252 ).

*Du* 17 *germinal*. Il pourra être payé soit en numéraire métallique , ou en assignats , comme il l'étoit ci-devant ; et de plus en promesses de mandats. ( *Bul.* 38 , N<sup>o</sup>. 304 ).

*Du* 5 *ventôse an* 5. Cloture des rôles de l'emprunt forcé. ( *Bul.* 108 , N<sup>o</sup>. 1036 ).

*Du* 16 *niôse an* 6. Emprunt pour la descente en angleterre.

Cet emprunt est de 80 millions , divisés en 80 mille effets au porteur de 1000 francs chacun.

Il sera attaché à chaque effet , 20 coupons de 25 francs chacun , paya-

bles de 6 mois en 6 mois , à compter du 1<sup>er</sup>. messidor.

Les prêteurs sont admis à fournir la moitié de leurs fonds , en inscriptions du tiers consolidé , et l'autre en numéraire.

Ils auront droit à des primes dont le tirage se fera tous les ans , et dont le fond sera de 12 millions.

Le remboursement des capitaux , et le paiement des intérêts sont affectés sur le produit du bail des postes.

Il sera fait en 10 ans par la voie du sort.

Le premier tirage aura lieu le 1<sup>er</sup>. nivôse an 7 , et le dernier à pareil jour de l'an 16. ( *Bul.* 175 , N<sup>o</sup>. 1655 ).

*Du* 17. Première proclamation du directoire , sur la loi relative à l'emprunt d'Angleterre. ( *Bul.* 175 , N<sup>o</sup>. 1656 ).

*Du* 22. Deuxième proclamation du directoire , sur le mode d'exécution de cette loi. ( *Bul.* 175 , N<sup>o</sup>. 1657 ).



*Monnoies.*

Le bénéfice que le souverain fait sur la fabrication des monnoies , est , dit M. Necker , dans son traité de l'administration des finances , tome 3 , page 17 , comme un impôt sur l'or et l'argent introduits dans un état ; ou ce qui est la même chose , comme un impôt sur la solde de commerce que les nations doivent à cet état.

*Du 3 avril 1791.* Établissement d'une commission chargée de surveiller la fabrication des espèces , et de pourvoir à la décharge définitive des directeurs des monnoies. Elle sera composée du ministre de l'intérieur , de 8 commissaires , d'un secrétaire général , et d'un garde des dépôts , comptable qui fournira caution.

Ce décret a été sanctionné le 10 dudit mois. ( *Col. des décrets* , tome 13 , page 21 ).

*Du 21 mai.* Organisation des monnoies.

Ce décret a été sanctionné le 27 dudit mois. ( *Col. des décrets* , tome 14 , page 241 et suivantes ).

*Du 30 août.* Décret additionnel à celui du 21 mai, sur l'organisation des monnoies.

Ce décret a été scellé le 8 octobre 1791. ( *Col. des décrets*, tome 17, page 371 et suivantes ).

*Du 5 septembre.* 1792. Le nombre des membres de la commission est réduit à 6, le cas de vacance par mort ou démission arrivant.

Traitement des commissaires et autres fonctionnaires attachés au service des monnoies. ( *Col. des décrets*, page 688 ).

*Du 26 pluviôse an 2.* Il n'y aura dans toute l'étendue de la république d'autre atelier monétaire qu'à Paris : tous les autres hôtels des monnoies sont supprimés. ( *Col. des décrets*, page 220 ).

*Du 2 vendémiaire an 4.* Nouvelle organisation des monnoies.

Il y aura huit hôtels des monnoies, pour la fabrication des espèces. Paris A, Lyon D, Bordeaux K, Bayonne L, Perpignan Q, Nantes T, Strasbourg BB, et Lille W.

L'administration des monnoies sera composée de 3 administrateurs qui seront nommés par le directoire.

Elle rendra compte chaque année au directoire du résultat de ses opérations, et lui remettra chaque trimestre un état de la quantité des espèces qui seront fabriquées.

Le traitement de chaque administrateur sera de l'équivalent de 3000 myriagrammes de grains. ( *Bul.* 197, N°. 1175 ).

*Monnoies d'Or et d'Argent.*

*Du 11 janvier 1791.* Fabrication d'une menue monnaie d'argent, jusqu'à concurrence de 15 millions.

Cette monnaie sera divisée en pièces de 30 et 15 sols.

Ce décret a été sanctionné le 19 dudit mois. ( *Col. des décrets*, tome 10, page 63 ).

*Du 9 avril.* Les pièces de 30 et de 15 sols auront pour empreinte l'effigie du roi avec la légende : Louis XVI roi des Français ;

Au revers : le génie de la France devant un autel, et gravant sur des



tables le mot *Constitution*, avec le sceptre de la raison désigné par un œil ouvert à son extrémité.

Ce décret a été sanctionné le 15 dudit mois. ( *Col. des décrets*, tome 13, page 61 ).

*Du 11 juillet.* Mise en activité de la fabrication de cette menue monnoie d'argent.

L'argenterie des églises supprimées sera d'abord employée à cette fabrication.

Ce décret a été sanctionné le 28 dudit mois. ( *Col. des décrets*, tome 16, page 150 ).

*Du 15 août.* Titres des espèces de 30 et 15 sols.

Ce décret a été scellé le 18 dudit mois. ( *Col. des décrets*, tome 17 page 156 ).

*Du 16 vendémiaire an 2.* Les anciennes monnoies de France pourront être échangées contre une quantité de fin égale à celle qu'elles contiennent.

Le titre des pièces d'argent, à l'exception de celles de 15 et de 30 sols décrétées par l'assemblée constituante,

sera évalué à raison de 10 deniers 21 grains ; et celui des pièces de 15 et de 30 sols fabriquées depuis 1791 , à raison de 7 deniers 22 grains.

Le titre des pièces d'or fabriquées avant 1786 , sera évalué à raison de 21 karats 17 trente-deuxièmes , et celui des fabrications postérieures , à raison de 21 karats 21 trente-deuxièmes. Les unes et les autres seront reçues pour leur poids effectif. ( *Col. des décrets* , page 134 ).

*Du 28 thermidor an 3.* Fabrication des pièces d'or.

Ces pièces auront pour type la figure de la paix unie à l'abondance , avec la légende *Paix et Abondance* ;

Sur le revers seront gravées deux branches enlacées , l'une de chêne et l'autre d'olivier , avec la légende *République Française* ;

Au centre on lira le poids de la pièce ;

L'exergue exprimera en chiffres arabes l'an de l'ère républicaine

Au-dessous sera gravé le signe ou lettre indicative de l'atelier où la pièce aura été fabriquée. ( *Bul.* 171 , N<sup>o</sup>. 1022 ).

Fabrication de pièces d'argent d'un ;  
de deux et de cinq francs.

Ces pièces auront pour type la figure d'Hercule unissant l'Égalité et la Liberté , avec la légende *Union et Force* ;

Sur le revers seront gravées deux branches enlacées, l'une de chêne et l'autre d'olivier , avec la légende *République Française* ;

Au centre on lira la valeur de la pièce ;

L'exergue exprimera en chiffres arabes l'an de l'ère républicaine.

Au - dessous sera gravé le signe ou lettre indicative de l'atelier monétaire ;

La tranche portera ces mots : *Garantie Nationale*. ( *Bul.* 171 , N<sup>o</sup> 1023 ),

*Du 25 germinal an 4.* Les pièces de 5 francs , frappées au coin de la république , seront reçues pour 5 liv. 1 sol 3 deniers tournois , tant que les anciennes pièces de monnaie d'argent resteront en circulation. ( *Bul.* 39 N<sup>o</sup> 324 ).



*Monnoie de Cuivre.*

*Du 11 janvier 1791.* Fabrication d'une monnoie de cuivre de 12, 6 et 3 deniers, pour un million.

Ce décret a été sanctionné le 19 dudit mois. ( *Col. des décrets*, page 63 ).

*Du 9 avril.* Les pièces de monnoie de cuivre porteront pour empreinte l'effigie du roi, avec la légende Louis XVI roi des Français;

L'empreinte du revers sera un faisceau traversé par une pique surmontée du bonnet de la liberté, autour une couronne de chêne, avec la légende la nation, la loi et le roi.

Ce décret a été sanctionné le 15 dudit mois. ( *Col. des décrets*, tome 13, page 61 ).

*Du 28 germinal an 3.* Fabrication d'une monnoie de cuivre, jusqu'à la concurrence de 150 millions.

Le comité des finances présentera un projet de décret, pour fixer, dans le système décimal, le type et la taille de chacune des pièces à fabriquer. ( *Bul.* 138, N°. 767 ).

*Du 27.*

*Du 19 prairial.* Les sous d'ancienne fabrication continueront provisoirement d'avoir cours. ( *Bul.* 154 , N°. 904 ).

*Du 28 thermidor.* Il y aura des pièces d'un , de deux et de cinq centimes , d'un et de deux décimes.

Ces pièces auront pour type la figure de la liberté , avec la légende république française ;

Le revers exprimera en outre , la valeur de la pièce ;

Au-dessous , en forme d'exergue , l'an de l'ère républicaine :

Enfin , au bas , le signe ou la lettre indicative de l'atelier monétaire.

Le comité des finances déterminera les pièces qui seront les premières fabriquées , pour les besoins du service public et des relations commerciales. ( *Bul.* 171 , N°. 1023 ).

*Monnoie provenant du métal des cloches.*

*Du premier mai 1791.* Sur la proposition des sieurs Sauer et Briattre , de faire des expériences pour rendre le métal des cloches malléable , et le

mettre en monnoie, il a été décrété que deux membres du comité des finances, et 4 de l'académie des sciences se joindroient au comité des monnoies, pour assister auxdites expériences. ( *Col. des décrets*, tome 14, page 2 ).

*Du 24 juin.* Il sera coulé une menue monnoie avec le métal des cloches étant à la disposition de la nation. ( *Col. des décrets*, tome 15, page 397 ).

*Du 25.* Les cloches des églises supprimées dans le département de Paris seront employées à la fabrication de ladite monnoie. ( *Même tome*, page 436 ).

*Du 3 août.* La fabrication d'une menue monnoie avec le métal des cloches aura lieu sans délai dans tous les hôtels des monnoies du royaume. ( *Col. des décrets*, tome 17, page 26 ).

*Du 26.* Envoi aux hôtels des monnoies des vases, meubles et ustensiles de cuivre et de bronze qui existent dans les communautés, églises et paroisses supprimées. ( *Même tome*, page 347 ).



## PAPIER-MONNOIE.

*Assignats.*

*Du 21 décembre 1789.* Création des assignats , jusqu'à concurrence de 400 millions.

Ces assignats porteront intérêt à 5 pour cent.

Ce décret a été sanctionné par lettres-patentes du mois de janvier 1790. ( *Col. des décrets , tome 1<sup>er</sup>. page 231* ).

Adresse aux Français au sujet des assignats. ( *Tome 2 , page 346 et suiv* ).

*Du 17 avril 1790.* L'intérêt attribué aux assignats est réduit à 3 pour cent , à compter du 15 dudit mois.

Ce décret a été sanctionné le 22 dudit mois. ( *Col. des décrets , tome 2 , page 281* ).

*Du 13 juin.* Les payeurs des rentes retiendront aux parties prenantes les intérêts des assignats qu'ils leur auront donnés en paiement , et il sera fait mention de cette retenue sur les registres de contrôle.

Ce décret a été sanctionné le 25 dudit mois. ( *Col. des décrets , tome 3 , page 83* ).

*Du 29 septembre.* Création de nouveaux assignats jusqu'à concurrence de la somme de 800 millions , faisant , avec les 400 déjà décrétés 1200 millions.

Ce décret a été sanctionné le 12 octobre audit an. ( *Col. des décrets , tome 6 , page 175* ).

*Du 8 octobre.* Suppression de l'intérêt des assignats , à compter du 16 dudit mois.

Ce décret a été sanctionné le 12 dudit mois. ( *Col. des décrets , tom. 7 , page 37* ).

*Du 19 juin 1791.* Création de 600 millions d'assignats.

Ce décret a été scellé le 28 dudit mois. ( *Col. des décrets , tome 15 , page 274* ).

*Du 23 août.* Création d'assignats de 5 livres. ( *Col. des décrets , tome 17 , page 230* ).

*Du 20 septembre.* Établissement d'un bureau pour l'échange de gros assignats contre ceux de 5 livres , en faveur des manufacturiers , cultivateurs et autres qui occupent un grand nombre d'ouvriers. ( *Col. des décrets , tome 18 , page 398* ).

*Du 28 décembre.* A cette époque , il y avoit 1387 millions d'assignats en circulation , des 1800 millions créés par l'assemblée constituante. ( *Col. des décrets , page 264* ).

*Du 4 janvier 1792.* Création d'assignats de 10 , 15 , 25 et 50 sous ( *Col. des décrets , page 22* ).

*Du 30.* Les coupons d'intérêt des assignats de la valeur de 3 livres , 4 livres 10 sous et 15 francs , qui étoient en circulation , cesseront d'avoir cours de monnoie , à compter du 1<sup>er</sup>. avril 1792. ( *Col. des décrets , page 121. Voyez aussi au 14 nivôse an 2. Col. des décrets , page 200* ).

*Du 31 juillet.* La circulation des assignats pourra être portée à 2 milliards.

Ce décret a été sanctionné le 3 août 1792. ( *Col. des décrets , page 308* ).

*Du 7 mai 1793.* A cette époque il y avoit en circulation 3 milliards 100 millions d'assignats. ( *Col. des décrets , page 52* ).

*Du 31 juillet.* Les assignats à face royale au-dessus de 100 livres n'auront plus cours forcé de monnoie ; ils con-



tinueront cependant d'être reçus en paiement de tout ce qui est dû à la nation. ( *Col. des décrets* , page 310 ).

*Du 18 nivôse.* Décret qui autorise une fabrication d'assignats dans les coupures les plus convenables , pour le service et pour l'échange. ( *Rép. N<sup>o</sup>. 8539* ).

*Du 22 floréal.* Les assignats dont la démonétisation est prononcée par la loi du 31 juillet 1793 , seront seulement recus en paiement de biens provenans d'émigrés. ( *Bul. 144 , N<sup>o</sup>. 809* ).

*Du 27.* Tous les assignats de 5 livres et au-dessus , portant des empreintes de la royauté , cesseront d'avoir cours de monnoie , et continueront cependant d'être reçus en paiement de domaines nationaux. ( *Bul. 144 , N<sup>o</sup>. 813* ).

*Du 28.* L'état de toutes les caisses de la république sera vérifié dans le jour de la réception du présent décret , pour constater la quantité d'assignats démonétisés qui peuvent s'y trouver. ( *Bul. 144 , N<sup>o</sup>. 815* ).

*Du 18 prairial.* La trésorerie nationale est autorisée à employer dans ses dépenses les assignats fabriqués en

vertu de la loi du 18 nivôse dernier.  
( *Rép. N<sup>o</sup>. 10044* ).

*Du 2 nivôse an 4.* Il sera fabriqué des assignats pour, avec ceux étant en circulation, faire une valeur de 40 milliards.

A cette époque la somme d'assignats étant en circulation, étoit à-peu-près de 24 milliards.

Le directoire nommera cinq commissaires pour surveiller la nouvelle fabrication.

Les planches aux assignats seront brisées, dès que cette fabrication sera terminée. ( *Bul. 13, N<sup>o</sup>. 71, et Bul. 30, N<sup>o</sup>. 202* ).

Les commissaires nommés par le directoire, pour surveiller la fabrication des 16 milliards nécessaires pour compléter la somme de 40 milliards, sont les citoyens Carrouge, Bonnet, J. B. Lacoste, Maffré et Frécine. ( *Bul. 30, N<sup>o</sup>. 202* ).

*Du 10 pluviôse.* Loi qui fixe au 30 pluviôse le jour où seront brisés les formes, planches, et autres ustensiles qui ont servi à la fabrication des assignats. ( *Bul. 23, N<sup>o</sup>. 144* ).

*Du 26.* Arrêté du directoire , qui porte que le brisement des planches et autres objets employés à la fabrication des assignats , sera fait à la place Vendôme ; et règle la manière dont il y sera procédé. ( *Bul. 27, N<sup>o</sup>. 179* ).

*Du 30.* Procès-verbal de brisement , brûlement et fonte de tous les objets ayant servi à la fabrication des assignats. ( *Bul. 30, N<sup>o</sup>. 202* ).

*Du 28 ventôse.* Tous les porteurs d'assignats les échangeront contre des mandats , à 30 capitaux pour un , dans le délai de trois mois.

Les assignats de 50 sous et au dessous seront échangés contre la monnoie de cuivre , à fur et à mesure de sa fabrication , au 10<sup>e</sup>. de leur valeur nominale. ( *Bul. 34, N<sup>o</sup>. 252* ).

*Du 4 prairial.* Il sera procédé à Paris et dans les différentes communes de la république , à l'échange des assignats à 30 capitaux pour un , contre des mandats ou promesses de mandats.

Cet échange sera terminé le 25 prairial pour le département de la Seine ,



et le 10 messidor pour les autres départemens.

Les assignats au-dessus de 100 livres qui n'auront pas été échangés, ne pourront plus l'être qu'à raison de 100 capitaux pour un. ( *Bul.* 49, N<sup>o</sup>. 417 ).

*Du 9 messidor.* Prorogation de délai jusqu'au 30 messidor, pour l'échange des assignats au-dessus de 100 livres, dans les départemens autres que celui de la Seine; passé lequel tems, ils ne pourront plus être reçus dans les caisses publiques, ni échangés contre des mandats, à aucun taux. ( *Bul.* 55, N<sup>o</sup>. 492 ).

#### *Rescriptions.*

*Du 21 nivôse an 4.* Arrêté du directoire portant création de 30 millions de rescriptions payables à trois mois d'échéance, à la trésorerie nationale, en valeur métallique.

*Du 18 pluviôse.* Autre arrêté du directoire qui affecte au remboursement des rescriptions, les rentrées de l'emprunt forcé dans tous les départemens de la Belgique. ( *Bul.* 25, N<sup>o</sup>. 166 ).

*Du 27.* Mesures pour assurer l'extinction des rescriptions rentrées au trésor public. ( *Bul.* 28, N<sup>o</sup>. 186 ).

*Du 29 ventôse.* Les rescriptions qui sont dans la circulation, et celles qui avoient été préparées pour le service, feront provisoirement office de promesses de mandats territoriaux, et auront en conséquence cours forcé de monnoie. ( *Bul.* 45, N<sup>o</sup>. 383 ).

*Du 16 germinal.* Arrêté du directoire pour assurer le crédit, et empêcher la falsification des rescriptions et autres papiers-monnoies. ( *Bul.* 38, N<sup>o</sup>. 302 ).

#### *Mandats.*

*Du 28 ventôse an 4.* Création de 2 milliards 400 millions de mandats territoriaux. ( *Bul.* 34, N<sup>o</sup>. 252 ).

*Du 29.* En attendant la fabrication des mandats, la trésorerie nationale est autorisée à donner des promesses de mandats, qui auront cours comme les mandats. ( *Bul.* 34, N<sup>o</sup>. 253 ).

*Du 17 germinal.* Les traitemens échus au 1<sup>er</sup>. germinal seront payés en mandats. ( *Bul.* 38, N<sup>o</sup>. 303 ).

*Du 6 floréal.* Instruction pour l'exécution de la loi portant création des mandats territoriaux. ( *Bul.* 42 , N<sup>o</sup>. 340 ).

*Du 13 thermidor.* Le cours des mandats sera déclaré tous les jours par la trésorerie nationale ; et le directoire proclamera le terme moyen des cinq jours précédens. ( *Bul.* 62 , N<sup>o</sup>. 573 ).

*Du 25.* Arrêté du directoire qui proclame le premier cours des mandats du 1<sup>er</sup>. au 5 thermidor, et qui fixe les 100 livres en mandats à 4 liv. 9 s. 3 d. ( *Bul.* 67 , N<sup>o</sup>. 607 ).

*Du 10 fructidor.* Le terme moyen du cours des mandats sera réglé à l'avenir sans fraction. ( *Bul.* 71 , N<sup>o</sup>. 655 , et *Bul.* 95 , N<sup>o</sup>. 897 ).

*Du 4 brumaire an 5.* A compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 5 , la moitié du traitement des fonctionnaires publics et employés de la république , payable en mandats , sera réduit en numéraire , sur le cours de 6 francs espèces , contre 100 livres mandats. ( *Bul.* 85 , N<sup>o</sup>. 808 ).

*Du 11 pluviôse.* Arrêté du direc-



toire qui proclame le dernier cours des mandats du 6 au 10 pluviôse, et qui fixe les 100 livres en mandats à un franc, ou une livre en numéraire. ( *Bul.* 103, N<sup>o</sup>. 978 ).

*Du 16.* Les mandats n'auront plus cours forcé de monnoie entre particuliers. Ils pourront néanmoins être reçus dans les caisses publiques jusqu'au 1<sup>er</sup>. germinal, sur le pied du dernier cours proclamé par le directoire, le 11 du courant, en paiement des contributions arriérées de l'an 4 et années antérieures, de l'emprunt forcé, du prix des domaines nationaux à vendre, et seulement des deux premiers sixièmes du dernier quart des biens vendus, en exécution de la loi du 28 ventôse an 4. ( *Bul.* 104, N<sup>o</sup>. 992 ).

*Du 5 messidor an 5.* Loi relative aux transactions passées entre particuliers pendant la durée de la dépréciation du papier-monnoie, qui fixe l'époque à laquelle a cessé la circulation de ce papier, au jour de la publication de la loi du 29 messidor an 4. ( *Bul.* 129, N<sup>o</sup>. 1254. Voyez *Bul.* 58, N<sup>o</sup>. 535 ).

*Billets de confiance et de secours.*

*Du 3 septembre 1792.* Défense à tous particuliers de fabriquer ou faire circuler à l'avenir dans le royaume, des monnoies de métal, telles que médailles de confiance, et autres, à peine d'être punis de 15 années de fer.

Il est enjoint à ceux qui ont émis de telles monnoies, de les retirer de la circulation, dans le délai d'un mois.

Ce décret a été scellé le 10 dudit mois. (*Col. des décrets, page 615*).

*Du 14.* Les billets de confiance émis dans les 48 sections de Paris, seront échangés contre des assignats de 10 et 15 sous, et ne pourront plus alors, sous aucun prétexte, être remis en circulation. (*Col. des décrets, page 882*).

*Du 8 novembre.* Vérification de l'état de situation des caisses des corps administratifs et municipaux, compagnies et particuliers qui ont émis des médailles, billets de confiance, patriotiques, de secours et autres.

Le jour de la publication du présent décret, toute émission desdits billets cessera, et les planches qui

ont servi à leur fabrication seront brisées.

Ce décret a été scellé le 9 dudit mois. ( *Col. des décrets* , page 155 ).

*Du 8 mars 1793.* Les billets de confiance émis tant par les corps administratifs ou municipaux , que par les compagnies ou particuliers , seront nuls et de nul effet au 1<sup>er</sup>. avril prochain. ( *Col. des décrets* , page 370 ).

### *Charges publiques.*

Les charges publiques se divisent en dépenses du gouvernement , qui frappent sur tous les départemens indistinctement , et sont acquittées par le trésor public , et en dépenses locales.

### *Dépenses du gouvernement.*

Ces dépenses sont celles :  
 De l'indemnité des électeurs ,  
 Du corps législatif ,  
 Des archives nationales , domaniales  
 et judiciaires ,  
 Du directoire exécutif ,  
 De ses commissaires près des administrations et tribunaux ,  
 Des ministres ,



De la haute-cour de justice ,  
Du tribunal de cassation ,  
De la trésorerie nationale ,  
De la comptabilité nationale ,  
De l'institut national ,  
Des écoles spéciales et du service  
public ,  
De la gendarmerie nationale ,  
Des hôtels des invalides et des en-  
fans de la patrie ,  
De l'impression et de l'envoi des  
lois ,  
De la guerre ,  
De la marine ,  
Des relations extérieures ,  
De la confection , entretien et ré-  
parations des grandes routes ,  
De la navigation intérieure ,  
Des primes et encouragemens à l'a-  
griculture , au commerce et aux arts ,  
De la bibliothèque nationale ,  
Du muséum ,  
Du jardin des plantes ,  
Des hôtels des monnoies ,  
De la régie des poudres et salpêtres ,  
Des manufactures nationales ,  
Et de la dette publique.  
( Voyez *Bul.* 59, N°. 545 , et *Bul.*  
163 , N°. 1590 ).

*Liquidation de la dette publique.*

*Du 16 décembre 1790.* Établissement d'une direction générale de liquidation, sous les ordres d'un commissaire nommé par le roi.

Ce décret a été sanctionné le 22 dudit mois. ( *Col. des décrets*, tome 9, page 181 ).

*Du 4 mai 1791.* Fixation de la dépense des bureaux de la direction générale de la liquidation.

Le traitement du commissaire du roi, directeur général, est de 25000 liv. par an.

Ce décret a été sanctionné le 13 dudit mois. ( *Col. des décrets*, tome 14, page 51 ).

*Du 15 mai 1792.* Suspension de remboursements des reconnoissances de liquidation au-dessus de 10000 liv.

Ce décret a été sanctionné le 23 dudit mois. ( *Col. des décrets*, page 102 ).

*Du 24 août 1793.* Le directeur général de la liquidation réunira toutes les parties de liquidation appartenantes au même propriétaire; et si par la

réunion des articles ce propriétaire se trouve créancier d'une somme excédant 3000 livres, il sera inscrit sur le grand-livre de la dette publique. ( *Col. des décrets* , page 242 ).

*Du 24 vendémiaire an 2.* Les créanciers des sommes exigibles soumises à la liquidation, au-dessous de 3000 livres, qui seront d'ailleurs propriétaires d'autres créances sur la nation, seront tenus d'en faire leur déclaration; et si par la réunion des divers capitaux ils excèdent ladite somme, la partie de la dette exigible ne sera pas remboursée, et le créancier sera porté sur le grand-livre, pour les intérêts, à cinq pour cent du capital. ( *Col. des décrets* , pages 222 et 223 ).

*Du 3 brumaire an 4.* La liquidation de la dette publique et celle particulière de la dette des émigrés continueront d'être organisées en administrations séparées. ( *Bul.* 201 , N°. 1202 ).

*Du 28 prairial an 5.* Les dépenses ordinaires de la direction générale de la liquidation de la dette publique pour l'an 5, seront réglées à la somme de 389800 francs. ( *Bul.* 129 , N°. 1246 ).



*Du 22 frimaire an 6.* La dépense ordinaire de la liquidation est employée pour ladite somme de 389800 francs, dans l'état des charges publiques. ( *Bul.* 167 , N°. 1601 ).

*Du 24.* Le remboursement des deux tiers de la dette publique liquidés ou à liquider, inscrite ou à inscrire, ordonné par la loi du 9 vendémiaire an 6, sera fait en bons ou effets au porteur, pour lesquels on se servira des 50 millions en mandats de 5 francs déposés à la trésorerie nationale. Ces effets seront employés en paiement de biens nationaux. ( *Bul.* 168 , N°. 1604 ).

*Du 28 pluviôse.* Arrêté du directoire qui prescrit un mode pour la liquidation de l'arriéré de la dette publique. ( *Bul.* 184 , N°. 1735 ).

*Du 22 ventôse.* Loi interprétative d'un article de celle du 24 frimaire an 6, concernant la liquidation de la dette publique. ( *Bul.* 190 , N°. 1767 ).

*Corps et communautés.*

*Du 21 septembre 1791.* Liquidation par le directeur général des dettes des

communautés , corps et compagnies supprimés

Ce décret a été sanctionné le 24 octobre audit an. ( *Col. des décrets* , tome 18 , page 520 et suiv ).

*Communes.*

Du 24 août 1793. Les dettes des communes sont déclarées dettes nationales. ( *Col. des décrets* , page 244 ).

*Liste civile.*

Du 10 juin 1793. Établissement d'un commissaire liquidateur des dettes de la liste civile.

Il sera tenu de terminer l'opération dont il est chargé avant le 1<sup>er</sup>. janvier 1794.

Les créanciers lui remettront leurs titres dans le délai de deux mois.

Les créances seront liquidées d'après l'ordre des numéros du dépôt des titres.

Ce décret a été scellé le 24 dudit mois. ( *Col. des décrets* , page 92 ).

Du 19 thermidor an 3. Réunion de la liquidation particulière des dettes de la liste civile à la direction générale.

L'examen des opérations confiées et exécutées par les précédens commissaires de la liquidation de la liste civile, est renvoyé aux commissaires de la comptabilité.

Les titres et pièces à l'appui des liquidations seront remises à ces derniers, en présence du C. Henry et des veuve et héritiers Hocquet.

Le comité des finances est chargé de présenter incessamment le mode de comptabilité de cette administration supprimée. ( *Bul.* 170, N°. 1002 ).

*Du 16 frimaire an 6.* Loi relative à la liquidation des pensions accordées aux ci-devant gagistes de la liste civile. ( *Bul.* 168, N°. 1602, et 183. N°. 1721 ).

### *Émigrés.*

*Du 1<sup>er</sup>. floréal an 3.* Les créanciers des émigrés sont déclarés créanciers directs de la république, excepté ceux des émigrés en faillite, ou notoirement insolvable.

Établissement à Paris d'un bureau particulier de liquidation pour les créances des émigrés du département.

Dans les autres départemens, les



dettes des émigrés seront liquidées par les administrations de départemens.

Le directeur de la liquidation particulière de la dette des émigrés aura un traitement de 10000 liv.

Les intérêts des créances exigibles qui n'en produisoient pas de droit, courront du jour de la demande qui en aura été faite.

Les créances exigibles qui n'excéderont pas 2000 livres, et celles constituées dont le capital sera au-dessous de 1000 livres, seront payées en assignats.

Les reconnoissances de liquidation qui excéderont ces sommes, seront admissibles en paiement de domaines nationaux, ou en inscriptions sur le grand-livre. ( *Bul.* 141, N°. 792 ).

*Du 17 frimaire an 6.* Loi relative à la reprise des procédures existantes contre des émigrés. ( *Bul.* 164, N°. 1592 ).

*Dudit jour.* Autre contenant un mode pour suppléer à la perte des titres de créances sur les émigrés. ( N°. 1593 ).

*Dudit jour.* Autre relative au paiement des arrérages des rentes et pensions dues sur des biens d'émigrés, et non encore liquidées. (N<sup>o</sup>. 1594).

*Dudit jour.* Autre relative à la liquidation des créances sur les émigrés en faillite, ou réputés insolvable. (N<sup>o</sup>. 1595).

*Du 18 pluviôse.* Loi relative à la liquidation des créances sur les émigrés. (Bul. 181, N<sup>o</sup>. 1711).

*Déchéances.*

*Du 6 février 1792.* Décret qui fixe au 1<sup>e</sup>. mai de ladite année, l'époque à laquelle on sera tenu, sous peine de déchéance, de fournir les titres de créances sur l'état. (Col. des décrets, page 155).

*Du 17 avril.* Prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup>. juin 1792, du délai accordé aux créanciers de l'état pour fournir leurs titres à la liquidation. (Col. des décrets, page 287).

*Du 1<sup>er</sup>. septembre.* Les titres de créances produits jusqu'à ce jour au directeur général de la liquidation, seront admis à la liquidation. Ses re-

gistres seront clos et arrêtés à ladite époque. ( *Col. des décrets* , page 543 ).

Du 24 août 1793. Les créanciers de l'état seront tenus de remettre leurs titres au directeur général de la liquidation avant le 1<sup>er</sup>. janvier 1794, sous peine d'être déchus des intérêts du premier semestre de 1794; et pour dernier délai, avant le 1<sup>er</sup> juillet audit an, sous peine d'être déchus de leurs capitaux et intérêts. ( *Col. des décrets* , pages 244 et 245 ).

Du 1<sup>er</sup>. germinal an 2. Tous les propriétaires de rentes viagères sont tenus de remettre leurs titres à la trésorerie nationale d'ici au 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 3, et à l'expiration de ce délai ils seront déclarés déchus de toute répétition envers la république. ( *Col. des décrets* , page 3 ).

Du 23 messidor. Prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup>. nivôse an 3, du délai accordé pour la remise des titres de créances sur les communes. ( *Bul. 20* , N<sup>o</sup>. 93 ).

Du 21 frimaire an 3. Prorogation jusqu'au 1<sup>er</sup>. ventôse an 3, du délai accordé pour la remise des titres de



créances sur les hôpitaux et hospices de bienfaisance. ( *Bul.* 98, N<sup>o</sup>. 507 ).

*Du 25.* Le délai accordé aux créanciers de la dette publique dont les créances sont au-dessous de 50 liv. pour réclamer leur remboursement, est prorogé de six décades. ( *Bul.* 100, N<sup>o</sup>. 519 ).

*Du 29.* Loi qui étend à divers créanciers les dispositions de celle du 21 dudit, relatives aux créances sur les hôpitaux et hospices de bienfaisance. ( *Bul.* 102, N<sup>o</sup>. 532 ).

*Du 23 prairial.* Tous les créanciers de la république dont les créances sont soumises à la liquidation, qui jusqu'à ce jour n'ont formé aucunes réclamations, sont définitivement déchus de toute répétition contre le trésor public, sauf les exceptions portées par ladite loi. ( *Bul.* 156, N<sup>o</sup>. 915 ).

*Du 30 messidor an 4.* D'ici au 1<sup>er</sup>. pluviôse an 5, les créanciers des communes et des corporations supprimées produiront leurs titres de créances au directeur général de la liquidation, à peine de déchéance. ( *Bul.* 59, N<sup>o</sup>. 547 ).

*Du 24.*

*Du 24 frimaire an 6.* Les dispositions des lois précédentes qui prononçoient des déchéances contre les créanciers de la république, sont révoquées. En conséquence, les créanciers et pensionnaires qui les avoient encourues en sont relevés, et peuvent se présenter de nouveau pour se faire liquider. ( *Bul.* 168, N°. 1604 ).

*Rentes perpétuelles.*

*Du 24 août 1793.* Toute la dette publique non viagère sera enregistrée par ordre alphabétique des noms des créanciers, sur un grand livre.

Chaque créancier y sera crédité en un seul et même article, et sous un même numéro.

Il ne pourra être fait aucune inscription sur le grand-livre pour une somme au-dessous de 50 liv. ( *Col. des décrets, page 230* ).

*Du 24 vendémiaire an 2.* Pour accorder les paiemens par semestre de la dette publique avec l'ère nouvelle, les arrérages des rentes perpétuelles commenceront à courir du premier jour de l'an 2 de la république ( 22 septembre 1793 v. s. ). En conséquen-

ce , ceux du dernier semestre de la dite année ne seront payés que jusqu'audit jour , et seront calculés à raison d'un trimestre , moins un dixième. ( *Col. des décrets* , page 217 ).

*Du 24 germinal.* A compter du 1<sup>er</sup>. floréal prochain , les payeurs et contrôleurs des rentes dites de l'hôtel-de-ville de Paris , cesseront le paiement des rentes et intérêts dont ils sont chargés.

Les arrérages dus qui étoient acquittés par les payeurs des rentes , seront , à compter dudit jour , payés à bureau ouvert à la trésorerie nationale. ( *Col. des décrets* , page 177 ).

*Du 2<sup>e</sup>. jour des sansculotides.* Le paiement du second semestre de l'an 2 commencera le 1<sup>er</sup>. brumaire de l'an 3 : il sera fait à toutes lettres et à bureau ouvert. Celui du premier semestre de l'an 3 sera ouvert pareillement le 1<sup>er</sup>. germinal prochain , et ainsi de suite de six mois en six mois. ( *Bul.* 61 , N<sup>o</sup>. 331 ).

*Du 3 messidor an 3.* Les arrérages de rentes du dernier semestre de l'an 3 , et ceux du premier semestre de



l'an 4 seront payés en assignats au pair.

Ceux du dernier semestre de ladite année le seront , suivant une échelle de proportion qui sera formée sur le progrès de l'émission , ou de la rentrée des assignats , et dont le premier terme partira de l'époque où il y a eu 2 milliards en circulation. ( *Rép. N<sup>o</sup>. 10140* ).

Ce décret n'a pas été publié , et en conséquence est demeuré sans exécution ; si ce n'est cependant que les arrérages du dernier semestre de l'an 3 ont continués d'être payés en assignats au pair.

*Du 28 pluviôse an 4.* Les rentiers et pensionnaires de l'état , pour les arrérages du premier semestre de l'an 4 , recevront une indemnité qui sera de 1000 livres , c'est-à-dire , dix fois autant pour ceux qui jouissent de 100 livres de rentes ou de pensions , et diminuera d'un demi par cent jusqu'à six ; de sorte que ceux qui ont 900 liv. , recevront seulement six fois autant , c'est-à-dire 5400 liv. Tout ce qui sera supérieur à 900 liv. ne sera payé qu'au pair : ainsi ceux qui ont 1000 liv. re-

cevront 5400 liv. pour 900 liv. , plus les 100 liv. d'excédent, faisant en tout 5500 liv. Ceux qui ont 1100 liv. recevront de même 5400 liv. pour 900 liv. , et les 200 liv. d'excédent , faisant 5600 livres : ainsi de suite.

Ces sommes seront payées sans retenue. ( *Bul.* 28 , N<sup>o</sup>. 187 ).

*Du 17 germinal.* Les arrérages du premier semestre de l'an 4 qui n'auront pas été payés avant le 1<sup>er</sup>. messidor , ne seront acquittés après cette époque qu'au trentième seulement , en mandats. ( *Bul.* 39 , N<sup>o</sup>. 307 ).

*Du 8 messidor.* Ceux des rentiers et pensionnaires qui ont touché leurs rentes et pensions du premier semestre de l'an 4 , d'après les dispositions des précédentes lois , recevront le complément qui leur sera dû en mandats ; c'est-à-dire qu'avec ce qui leur a été payé , on leur complétera le trentuple des arrérages de leurs rentes et pensions. ( *Bul.* 55 , N<sup>o</sup>. 489 ).

*Du 5<sup>e</sup>. jour complémentaire an 4.* Les rentiers et pensionnaires de l'état recevront , sur les arrérages du dernier semestre de l'an 4 , un quart en nu-

méraire effectif, par forme d'à-compte.  
( *Bul.* 78 , N°. 719 ).

*Du 15 vendémiaire an 5.* Distinction sera faite du sixième net de toutes les sommes provenant des revenus et contributions ordinaires , pour l'employer au paiement des arrérages de rentes et pensions , ordonné par la loi du 5<sup>e</sup>. jour complémentaire. ( *Bul.* 82 , N°. 758 ).

*Du 2 ventôse.* Les trois quarts restans des arrérages du dernier semestre de l'an 4 , seront payés en bons admissibles dans la partie du prix des domaines nationaux vendus ou à vendre , payable en créances sur la république , en exécution de la loi du 16 brumaire en 5.

Les arrérages du premier semestre de l'an 5 seront acquittés de la même manière que ceux du dernier semestre de l'an 4 ( *Bul.* 107 , N°. 1019 ).

*Du 9 vendémiaire an 6.* Chaque inscription sur le grand-livre , tant perpétuelle que viagère , sera remboursée pour les deux tiers ; l'autre tiers est conservé , et les arrérages payés sur le pied du tiers , à compter du dernier semestre de l'an 5 , sans retenue.



Les pensions ne sont pas comprises dans cette disposition , si ce n'est que les arrérages en seront provisoirement payés sur le même pied du tiers , à partir dudit semestre.

Le produit net des contributions administrées par la régie de l'enregistrement , est affecté au paiement des rentes conservées et pensions. ( *Bul.* 148 , N<sup>o</sup>. 1447 ).

*Du 21 frimaire.* Les rentes et pensions , pour le tiers auquel elles sont réduites , sont portées dans l'état des charges publiques , pour la somme de 83 millions , 333,333 francs , faisant le tiers de 250 millions , auxquels elles s'élevoient , à l'époque du 9 thermidor an 5<sup>e</sup>. ;

Savoir :

Rentes perpétuelles....	110,000,000
Rentes viagères.....	70,000,000
Pensions. ....	70,000,000

---

Total.... 250,000,000

---

( *Bul.* 167 , N<sup>o</sup>. 1601. *Voyez 2<sup>e</sup>. jour complémentaire an 4<sup>e</sup>.* ).

*Du 24.* Les arrérages et intérêts des rentes perpétuelles et pensions, échus antérieurement au dernier semestre de l'an 4, seront liquidés par les commissaires de la trésorerie, en numéraire, suivant le cours qu'avoient les assignats, pendant le trimestre de germinal an 4, et payés en effets-au-porteur. ( *Bul.* 168, N°. 1604 ).

*Du 8 nivôse.* Formation d'un nouveau grand-livre du tiers consolidé des rentes perpétuelles. ( *Bul.* 173, N°. 1641 ).

### *Rentes viagères.*

*Du 18 pluviôse an 2<sup>e</sup>.* Le paiement des rentes viagères et pensions dues par la république, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1795 ( v. s. ), jusqu'au 1<sup>er</sup> germinal an 2, se fera à bureau ouvert, à compter dudit jour premier germinal, pour les huit mois, 21 jours, qui seront échus à cette époque ; lesquels seront calculés, à raison de trois semestres, moins un dixième de trimestre, du montant de la rente ou pension qui sera due. ( *Col. des décrets*, page 149 ).

*Du 23 floréal.* La dette publique viagère sera enregistrée , par ordre alphabétique des noms des rentiers , sur un grand-livre particulier.

Les propriétaires de rentes viagères sont tenus de faire leur déclaration , s'ils entendent conserver ces rentes , comme rentes viagères , ou s'ils n'en veulent conserver qu'une portion.

Bases et mode d'après lesquels se fera la liquidation desdites rentes. ( *Bul.* 14. N°. 64 ).

Rapport du C. Cambon , au nom du comité des finances , sur la liquidation des rentes viagères. ( *Col. des décrets , pages 183 et suivantes* ).

*Du 8 messidor.* Loi concernant les rentes viagères. ( *Bul.* 14, N°. 65 ).

*Du 8 floréal an 3<sup>e</sup>.* Les créanciers de rentes viagères auront la faculté de se faire liquider , soit d'après les bases et modes établis par la loi du 23 floréal an 2 ; soit d'après le produit net de leurs anciennes rentes , sur les mêmes titres , et sous les mêmes conditions de jouissance et service stipulés dans les contrats et autres titres



déposés à la trésorerie nationale. ( *Bul.* 140, N°. 788 ).

*Du 8 nivôse an 6.* Il n'y aura pas de nouveau grand-livre pour la dette publique viagère ; les créanciers seront seulement débités des deux tiers , dont ils auront été remboursés , sur le livre déjà existant ; et la république sera créditée d'autant. ( *Bul.* 173 , N°. 1641 ).

### *Traitemens.*

*Du 3 août 1790.* Nul ne pourra recevoir en même tems , traitemens et pensions. ( *Col. des décrets* , tome 5 , page 8. *Voyez néanmoins ci-après au mot Pensions* ).

*Du 13 juin 1791.* Tous les fonctionnaires publics , députés au corps législatif , ayant pour leurs fonctions ordinaires un traitement égal ou inférieur au traitement de député , ne pourront pas recevoir cumulativement les deux traitemens ; et , à l'égard de ceux dont le traitement ordinaire sera supérieur à celui de député , le montant de ce dernier traitement leur sera imputé en déduction sur l'autre. ( *Col.*

*des décrets*, tome 15, page 148 et 149).

Du 27 août 1792. Les citoyens qui se rendront aux frontières, et qui sont pourvus d'emplois publics, les conserveront avec un tiers des appointemens : les deux autres tiers seront payés à ceux qui les remplaceront pendant leur absence. (*Col. des décrets*, page 463).

Du 17 août 1793. Aucun citoyen ne peut occuper deux places, en même tems. (*Col. des décrets*, page 159. Voyez néanmoins ci-après 16 fructidor an 3).

Du 7 floréal an 2<sup>e</sup>. La loi du 13 juin 1791 est rapportée ; et il est ordonné que nul citoyen ne pourra désormais recevoir d'autre traitement, que celui attaché à la fonction qu'il exerce. (*Col. des décrets*, page 51).

Du 10. Aucun fonctionnaire public ne peut renoncer à son traitement. (*Col. des décrets*, page 72). « Il peut, » dit la loi, s'en servir pour propager les actes de vertu, de générosité et de fraternité ».

Du 19 fructidor. Les traitemens par mois ou par année, ne seront pas sus-

ceptibles d'augmentation , pour les sans-culotides. ( *Bul.* 55 , N<sup>o</sup>. 289 ).

*Du 4 pluviôse an 4<sup>e</sup>.* Indemnité , à compter du 1<sup>er</sup>. nivôse dernier , accordée aux fonctionnaires publics des administrations civiles et aux employés, d'un ou plusieurs dixièmes en sus de leurs traitemens , suivant les taux de ces traitemens. ( *Bul.* 115 , N<sup>o</sup>. 609 ).

*Du 16 fructidor.* Les savans , gens de lettres et artistes , qui rempliront plusieurs fonctions relatives à l'instruction publique , pourront en cumuler les traitemens. ( *Bul.* 175 , N<sup>o</sup>. 1063 ).

*Du 7 frimaire an 4.* Les traitemens des employés seront payés par moitié , les 15 et 30 de chaque mois. ( *Bul.* 8 , N<sup>o</sup>. 39. *Voyez l'art. 3 de la loi du 28 prairial an 5<sup>e</sup>.* *Bul.* 128 , N<sup>o</sup>. 1242, *relatif aux employés de la trésorerie* ).

*Du 17.* A compter du 1<sup>er</sup>. du courant , les employés seront divisés en 4 classes. Ils auront de traitement par mois , en assignats , savoir : ceux de la 1<sup>re</sup>. classe , 12000 livres ; ceux de la 2<sup>e</sup>. 7500 livres ; ceux de la 3<sup>e</sup>. 5000 ; et ceux de la 4<sup>e</sup>. 3000 et moitié desdites sommes par quinzaine. ( *Bul.* 10 , N<sup>o</sup>. 51 ).



*Du 17 germinal.* A compter du 1<sup>er</sup>. du courant, les traitemens seront payés en mandats. ( *Voyez mandat* ).

*Du 23 messidor.* A compter du 1<sup>er</sup>. thermidor prochain , les ustensiles et fournitures à l'usage des bureaux , à l'exception du papier , encre et pulverin , seront à la charge des employés , auxquels il sera alloué par mois 3 francs en valeur métallique.

*Du 18 thermidor.* A compter du 1<sup>er</sup>. du courant, la moitié des traitemens sera payée en numéraire ou valeurs équivalentes , et l'autre moitié en mandats. ( *Bul. 63 , N<sup>o</sup>. 584. Voyez mandat* ).

*Du 2 nivôse an 5<sup>e</sup>.* A compter du 1<sup>er</sup>. du courant, la totalité des traitemens sera payée en numéraire métallique. ( *Bul. 97 , N<sup>o</sup>. 919* ).

*Pensions.*

*Du 5 mars 1790.* L'assemblée nationale demande qu'il lui soit donné connoissance du livre-rouge (1), et des

---

(1) Ce livre qui renfermoit les faveurs secrètes accordées à ceux qu'on appelloit seigneurs de la cour , fut dénoncé par Camus , Freteau et Pison-du-Galand. ( *J. de P. 1789 , N<sup>o</sup>. 333 et 334* ).

originaux des bons de pensions , dons et gratifications. ( *Col. des décrets , tome 2 , page 169* ).

*Du 3 août.* Règles pour l'obtention des pensions , gratifications et autres récompenses nationales.

Ce décret a été sanctionné le 22 dudit mois. ( *Col. des décrets , tome 5 , pages 6 et suivantes.* )

*Du 19 juin 1793.* Aucune pension ne pourra être payée que sur la présentation d'un certificat de civisme , délivré par les conseils-généraux des communes , visé par les directoires de districts et de départemens , et enregistré. ( *Col. des décrets , pages 155 , 174 et 287* ).

*Du 18 thermidor an 2<sup>e</sup>.* Un citoyen pourra réunir traitement et pension , lorsque l'un et l'autre n'excéderont pas la somme de 1000 livres.. ( *Bul. 34 , N<sup>o</sup>. 188* ).

*Du 24 messidor an 3<sup>e</sup>.* Les fonctionnaires publics et les employés pourront cumuler pensions et traitemens , jusqu'à concurrence de 3000 livres par an. ( *Bul. 163 , N<sup>o</sup>. 951* ).

*Du 18 thermidor.* La formalité des

certificats de civisme est abolie. ( *Bul.* 170 , N<sup>o</sup>. 999 ).

*Du 11 fructidor.* A compter du 1<sup>er</sup>. nivôse an 4<sup>e</sup>. les pensions seront payées par les payeurs établis dans les départemens , et par trimestre , dans les 10 premiers jours du mois qui suivra l'expiration de chaque trimestre , en faisant , par les pensionnaires , la déclaration prescrite par l'article 2 de ladite loi. ( *Bul.* 175 , N<sup>o</sup>. 1055 ).

*Certificats de résidence.*

*Du 24 juin 1791.* Il ne pourra être fait de paiement à aucun Français , dans une caisse publique , à moins qu'il ne représente un certificat de sa municipalité , portant qu'il est actuellement domicilié en France , et qu'il ne justifie du paiement , tant de ses contributions personnelles des années 1789 et 1790 , que des deux premiers tiers de sa contribution patriotique.

Ce décret a été scellé le 25 juillet audit an. ( *Col. des décrets* , tome 15 , page 393 , et tome 16 , page 359 ).

*Du 10 juillet.* Les rentes au-dessous de 100 liv. , pourront être acquittées , sans que les rentiers soient tenus de rap-



porter leurs certificats de résidence et autres actes requis par le décret du 24 juin dernier. ( *Col. des décrets, tome 16, page 142* ).

Du 29. A partir du 1<sup>er</sup>. octobre 1791, les créanciers de l'état, et autres personnes dénommées dans le décret du 24 juin dernier, seront tenus de justifier qu'ils ont acquitté la contribution personnelle de ladite année. ( *Col. des décrets, tome 16, page 359* ).

Du 13 décembre. Tout Français ayant traitement, pension, créances ou rentes, payables dans les caisses nationales, ne pourra en obtenir le paiement, s'il ne joint à sa quittance un certificat, qui porte qu'il habite actuellement sur le territoire français, et qu'il y a habité, sans interruption, pendant les six mois précédens.

Ledit certificat ne sera valable que pendant un mois, à compter de la date du visa du district.

Ce décret a été sanctionné le 17 dudit mois. ( *Col. des décrets, page 199* ).

Du 4 février 1792. Les certificats de résidence seront valables pendant

deux mois , à compter de la date du visa du district.

Ce décret a été sanctionné le 10 dudit mois. ( *Col. des décrets , page 143* ).

*Du 20 décembre.* Pour justifier de sa résidence , il sera nécessaire de produire un certificat signé de huit témoins , tous domiciliés dans le canton , qui ne seront parens , alliés , fermiers , domestiques , créanciers , débiteurs , ni agens du certifié.

Ce certificat sera timbré , sujet à l'enregistrement dans la huitaine de la délivrance , à peine de nullité , et vaudra pendant 3 mois , à compter du jour de l'enregistrement.

Ce décret a été scellé le 25 dudit mois. ( *Col. des décrets , page 95* ).

*Du 28 mars 1793.* Le décret de ce jour porte que , parmi les huit témoins nécessaires pour un certificat de résidence , est compris le propriétaire ou principal - locataire ; et qu'à leur défaut , le certifié sera tenu de se pourvoir de neuf témoins.

Ce décret a été scellé le 15 août , audit an. ( *Col. des décrets , page 521* ).

*Du 9 ventôse an 2<sup>e</sup>.* Le délai de huitaine, pour l'enregistrement des certificats de résidence, ne commencera à courir que du jour du visa donné par le district. (*Col. des décrets, page 105*).

*Du 6 germinal.* Pour recevoir le paiement des arrérages de rentes viagères et pensions, les certificats doivent être délivrés sur l'attestation de trois témoins, par les municipalités, et visés par les directoires de districts; et à Paris, par les comités civils de sections, et visés par le directoire du département.

Ils seront, de plus, sur papier timbré, et enregistré.

Avec les certificats de résidence, dans la forme ci-dessus prescrite, les rentiers viagers et pensionnaires fourniront aux payeurs la quittance de la contribution mobilière de 1792, et celle de la solde de leur contribution patriotique. (*Col. des décrets, page 56*).

*Du 14 messidor.* Au moyen de la retenue du 5<sup>e</sup>. des arrérages des rentes perpétuelles; il ne sera plus nécessaire que le rentier justifie, pour le



paiement de ses arrérages , de l'acquit de ses contributions.

Les certificats de résidence , pour ces rentes , ne seront plus , par la même raison , sujets ni à la formalité du timbre , ni au droit d'enregistrement. Ils seront seulement signés de trois témoins ; et les 3 mois de leur durée courront à Paris du jour du visa du directoire du département , et dans les autres départemens , du jour du visa des directoires de district. ( *Bul.* 15, *Nº.* 70 ).

*Du 13 brumaire an 3<sup>e</sup>.* Les certificats de résidence seront valables pendant six mois , à compter du jour du visa des directoires de districts. ( *Bul.* 80, *Nº.* 420 et *Bul.* 92, *Nº.* 476 ).

*Du 25.* Les frais d'expédition et de délivrance des certificats de résidence seront à la charge des certifiés. Il sera payé 10 sous pour le timbre , et 15 sous pour l'enregistrement. ( *Bul.* 89, *Nº.* 464 ).

*Du 14 thermidor au 4<sup>e</sup>.* Les certificats de résidence payeront pour le timbre 25 centimes ( 5 sous ). *Bul.* 62, *Nº.* 575 ).

*Du 3 floréal an 5<sup>e</sup>.* Ceux exigibles pour les paiemens à faire à la trésorerie nationale, seront valables pendant un an, et même au-delà, pourvu que les échéances desdits paiemens soient antérieures à leurs dates. ( *Bul.* 119, N<sup>o</sup>. 1152 ).

*Pensions et traitemens des Ecclésiastiques et Religieux.*

*Du 19 février 1790.* Pensions des religieux, qui déclarent vouloir sortir de leurs maisons, savoir: de 700 liv. à 1000 liv. pour les mendiants, et de 900 liv. à 1200 pour les religieux non mendiants.

Ce décret a été sanctionné le 26 dudit mois. ( *Col. des décrets, tome 2, page 122* ).

*Du 20.* Pensions des frères lais ou convertis qui auront fait des vœux, de 300 liv. à 500 liv., suivant l'âge. ( *page 123* ).

*Du 14 avril.* A compter du 1<sup>er</sup>. janvier 1790, le traitement de tous les ecclésiastiques sera payé en argent, aux termes et sur le pied qui seront incessamment fixés.

Ce décret a été sanctionné le 22 dudit mois d'avril. (*Col. des décrets, tome 2, page 274*).

*Du 11 août.* Traitement des évêques, curés et vicaires, payable d'avance, de trois mois en trois mois.

Pensions de retraite de ceux des ecclésiastiques qui seront sans fonctions, par l'effet de la suppression, ou qui jugeront à-propos de donner leurs démissions; des abbés et prieurs commendataires, abbés, religieux et chefs d'ordre et des chanoines.

Voyez le décret sur la constitution civile du clergé, du 12 juillet audit an, celui du 24 dudit mois. (*Col. des décrets, tome 4, page 63 et 133, et tome 5, page 25 et 63*).

Ces décrets qui font corps, ont été sanctionnés les 3 et 24 août 1790.

*Du 8 octobre.* Pensions des religieux, religieuses et chanoinesses séculières et régulières.

Ce décret a été sanctionné le 14 dudit mois. (*Col. des décrets, tome 7, page 20*).

*Du 27 novembre.* Les évêques, curés et autres ecclésiastiques, qui ne



prêteront pas le serment prescrit par la constitution civile du clergé , seront réputés avoir donné leur démission ; et il sera pourvu à leur remplacement.

Ceux qui , après l'avoir prêté le rétracteroient , seront , entr'autres peines , destitués de leurs places , et privés de leurs traitemens.

Formule de ce serment : « Je jure » d'être fidèle à la nation , à la loi et » au roi , et de maintenir de tout mon » pouvoir la constitution décrétée par » l'assemblée nationale , et acceptée » par le roi ».

Ce décret a été sanctionné le 26 décembre audit an. ( *Col. des décrets , tome 4 , page 75 , et tome 8 , page 238* ).

*Du 20 août 1791.* Pensions de retraite des officiers ou employés ecclésiastiques , ou laïcs des chapitres réguliers ou séculiers de l'un et de l'autre sexe.

Ce décret a été scellé le 10 dudit mois d'août. ( *Col. des décrets , tome 17 , page 298* ).

*Du 10 septembre.* Les chanoinesses qui se marieront , conserveront leur traitement.

Ce décret a été scellé le 12 dudit mois de septembre. ( *Col. des décrets* , tome 18 , page 99 ).

*Du 24 juin 1792.* Pensions de retraites des chantres , musiciens , organistes et autres personnes employées pour le service divin , dans les chapitres supprimés.

Ce décret a été scellé le 1<sup>er</sup>. juillet , audit an. ( *Col. des décrets* , page 515 ).

*Du 7 août.* Pensions des religieuses , de 500 à 700 liv.

Les religieux ou religieuses , les ecclésiastiques pensionnés et ceux salariés par la nation , qui se marieront , conserveront leurs traitemens et pensions.

Ce décret a été scellé le 16 dudit mois. ( *Col. des décrets* , page 373 ).

*Du 18.* Suppression de toutes congrégations et confrairies , sociétés de Sorbonne et de Navarre , prêtres de l'Oratoire , de la Doctrine chrétienne , de la mission de France ou de Saint-Lazare , hermites de Sénard et du Mont-Valérien , frères tailleurs , cordonniers , pèlerins et pénitens de toutes couleurs et autres , même celles

vouées au service des hôpitaux et au soulagement des malades.

Et néanmoins dans les hôpitaux et maisons de charité, les mêmes personnes y continueront leurs fonctions, sous la surveillance des corps municipaux.

Fixation des pensions de ceux qui sont membres desdites congrégations et confrairies.

Les frères laïcs ou convertis recevront les mêmes traitemens que les pères.

Ce décret a été scellé le 22 dudit mois d'août. ( *Col. des décrets*, page 282 et suivantes ).

*Du 27 septembre.* Les pensions accordées aux ecclésiastiques séculiers et réguliers, qui ne sont pas employés, sont réduites de manière que leur maximum n'excédera pas 1000 liv.; et à l'avenir elles ne seront plus payées d'avance. ( *Col. des décrets*, page 23 ).

*Du 18 septembre 1793.* Les traitemens des évêques sont réduits à 6000 liv. à compter du 1<sup>er</sup>. octobre 1793. ( *Col. des décrets*, page 196 ).



*Du 2 frimaire an 2<sup>e</sup>.* Les évêques, curés et vicaires qui abdiqueront leurs fonctions, recevront, par forme de secours annuel, 800 liv. pour le moins, et 1200 liv. pour le plus. ( *Col. des décrets* , page 9 ).

*Du 21.* Suppression des pensions accordées à des citoyens qui avoient moins de 24 ans, lors de la suppression de leurs bénéfices. ( *Page 187* ).

*Du 9 nivôse.* Serment exigé des filles et femmes attachées aux ci-devant congrégations de leur sexe, pour jouir des secours ou pensions de retraite à elles accordées.

Formule de ce serment : « Je jure » d'être fidèle à la nation, et de main- » tenir la liberté et l'égalité, ou de » mourir en les défendant ».

Elles fourniront aussi aux payeurs un certificat de civisme. ( *Col. des décrets* , page 62, et septembre 1792, 1<sup>re</sup> partie, page 168 ).

*Du 2<sup>e</sup>. jour des sans-culotides.* La république, à compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 3, ne payera plus les frais ni les salaires d'aucun culte. ( *Bul. 61, N<sup>o</sup>. 330* ).

*Du 24.*

*Du 24 messidor an 3<sup>e</sup>.* Les personnes du sexe , attachées aux ci-devant communautés , jouiront de leurs pensions , en faisant leurs soumissions de se conformer aux lois de la république. ( *Bul.* 163, N<sup>o</sup>. 950 ).

*Secours et Pensions aux familles des  
Défenseurs de la Patrie.*

*Du 26 novembre 1792.* Décret qui fixe les secours accordés aux épouses , pères , mères et enfans des citoyens soldats volontaires , qui n'auroient pour toute ressource , que le produit du travail de ces citoyens.

Ce décret a été scellé le 27 dudit mois ( *Col. des décrets* , page 242 ).

*Du 4 mai 1793.* Autre qui étend ces secours aux épouses , pères , mères , enfans , frères et sœurs orphelins des militaires de toutes armes , et aux marins employés au service de la république , et porte qu'ils seront payables par trimestre , et d'avance.

Ce décret a été scellé le 5 dudit mois. ( *Col. des décrets* , page 19 ).

*Du 5 nivôse an 2<sup>e</sup>.* Les secours et récompenses accordés par les précé-

dens décrets aux défenseurs de la patrie, blessés en combattant pour elle, à leurs veuves et enfans, sont augmentés d'un tiers. ( *Col. des décrets*, page 144 ).

*Du 21 pluviôse.* Le secours accordé aux femmes, est de 100 liv. par an, quelque soit leur âge.

Pareil secours de 100 liv. à chaque enfant, jusqu'à l'âge de 12 ans, et même au-delà de cet âge, si l'enfant est infirme et hors d'état de travailler.

Pareil secours de 100 liv. aux pères et mères âgés de plus de 60 ans, et de 60 liv. seulement, s'ils n'ont pas atteint cet âge. ( *Col. des décrets*, page 178 ).

*Du 13 prairial.* La femme perdant son mari au service de la république, aura une pension de 300 liv., susceptible d'une augmentation de 50 liv. par chaque année de service de son mari, dont le maximum est fixé à 1500 liv.

Les enfans perdant leur père, auront la moitié de la pension de leur



mère, jusqu'à l'âge de 12 ans ; et s'ils sont infirmes et hors d'état de travailler, cette pension leur sera payée leur vie durant. ( *Col. des décrets*, page 59 ).

*Du 29 brumaire an 6.* Les arrérages des pensions des veuves des défenseurs de la patrie, seront payés à la trésorerie nationale, à compter du 1<sup>er</sup>. germinal an 4, suivant les dispositions des lois des 8 messidor, 5<sup>e</sup>. jour complémentaire de l'an 5<sup>e</sup>., et 9 vendémiaire de l'an 6<sup>e</sup>.

Ces veuves, si elles désirent être payées dans les départemens de leurs domiciles, seront assujéties comme les autres pensionnaires de l'état, à faire la déclaration prescrite par la loi du 11 fructidor an 3<sup>e</sup>. ( *Bul.* 170, N<sup>o</sup>. 1623. *Voyez* Pensions ).

*Du 14 fructidor.* Loi relative aux secours accordés aux veuves et enfans des militaires des armées de terre et de mer. ( *Bul.* 221, N<sup>o</sup>. 1981 ).

Autre additionnelle à celle ci-dessus. ( N<sup>o</sup>. 1982 ).

Lacué, rapporteur de la commission au conseil des 500, dit que les

pensions de ces veuves et enfans s'élevoient à 9 millions par an , et qu'elles se trouveront réduites par les lois ci-dessus , à environ 2 millions 500 mille francs. ( *J. de P. N<sup>o</sup>. 345* ).

*Récompense d'un milliard aux Défenseurs de la Patrie.*

*Du 23 février 1793.* Les biens des émigrés sont affectés , jusqu'à concurrence de 400 millions , au paiement des pensions et gratifications des militaires et de leurs veuves et enfans.

Ce décret a été scellé le 26 dudit mois. ( *Col. des décrets , page 264* ).

*Dn 27 juin.* Les récompenses nationales , promises aux défenseurs de la liberté , sont portées à 600 millions. Il sera distrait de la vente des biens des émigrés une quantité de fonds de terre de pareille valeur , pour la leur concéder.

Deux décrets scellés le même jour 28 dudit mois. ( *Col. des décrets , page 251 et 252* ).

*Du 5 nivôse an 2<sup>e</sup>.* Par l'effet de la disposition de la loi de ce jour , qui augmente d'un tiers les secours et récompenses accordés aux défenseurs de

la patrie et de la liberté , le fonds de ces secours et récompenses a été porté à une somme de 800 millions. ( *Col. des décrets* , page 44 ).

Du 28 ventôse an 4<sup>e</sup>. Le mode de réaliser la promesse d'un milliard (1) , faite aux défenseurs de la patrie et de la liberté , sera incessamment présenté. ( *Bul.* 24 , N<sup>o</sup>. 252 ).

Du premier ventôse an 6. Le milliard promis aux défenseurs de la patrie et de la liberté sera acquitté par voie de rente tontine viagère , qui commencera à courir du jour de la paix générale , et dont le *maximum* sera de 1500 francs. ( *Bul.* 184 , N<sup>o</sup>. 1736 ).

### *Corps législatif.*

L'article 68 de la constitution porte :  
 « Les membres du corps législatif re-  
 » çoivent une indemnité annuelle. Elle  
 » est , dans l'un et l'autre conseil ,

---

(1) Cette récompense a été portée de 800 millions à un milliard , sans qu'il y ait eu de loi directe qui ait ordonné cette augmentation. Voyez le discours de Jourdan de la Haute-Vienne , séance du 4 pluviôse an 6.



» fixée à la valeur de 3000 myriagrammes de froment ( 613 quintaux 32 livres ) ».

*Du 27 germinal an 5.* Les dépenses du corps législatif pour l'an 5 sont fixées à 7 millions 719345 francs. ( *Bul.* 118, N°. 1139 et 1140, et *J. de P.* an 5, N°. 179 ).

*Du 29 brumaire an 6.* Costume des membres du corps législatif. ( *Bul.* 160, N°. 1566 ).

*Du 22 frimaire.* L'indemnité de chacun des membres du corps législatif est fixé à 8040 francs par an, sauf le plus ou le moins de valeur du blé froment; ce qui fait à ladite raison, pour les 750 membres, 6 millions 30000 francs.

Les frais de costume, à raison de 350 francs chacun, reviennent à 262500 francs.

Ceux de voyage des membres venant prendre place aux deux conseils, et de pareil nombre sortant, à raison de 10 francs par poste, s'élèvent par apperçu à 300000 francs.

Enfin le total des dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires des deux conseils, est porté dans l'état des

charges publiques pour la somme de 7 millions 431552 francs.

Et les dépenses des archives du corps législatif, pour celle de 105540 francs. (*Bul.* 167, page 11).

*Du 29 thermidor.* Augmentation du traitement des membres des deux conseils, d'une somme de 330 francs par mois (1), ce qui fait annuellement 3960 francs pour chacun d'eux et 2 millions 970000 fr. pour la totalité. (*Bul.* 219, N<sup>o</sup>. 1960 ).

*Du 24 fructidor.* Résolution 2) qui fixe les dépenses du corps législatif pour l'an 7 à 11 millions 262620 francs. (*J. de P.* N<sup>o</sup>. 355).

#### *Directoire exécutif.*

L'article 173 de la constitution porte :  
 « Le traitement de chacun d'eux ( les  
 » membres du directoire ) est fixé par  
 » an à la valeur de 50 mille myria-  
 » grammes de froment ( 10222 quin-  
 » taux ) ».

---

(1) Voyez le discours de Marquesy, membre du nouveau tiers, nommé au conseil des 500 par le département du Var, dans lequel il propose le rapport de cette loi. (*J. de P.* an 7. N<sup>o</sup>. 13 ).

(2) Approuvée le 21 vendémiaire an 7. (*Bul.* 233, N<sup>o</sup>. 2089 ).

*Du 3 brumaire an 4<sup>e</sup>.* Grand et petit costumes des membres du directoire , des ministres et autres. ( *Bul.* 202 , N<sup>o</sup>. 1208 ).

*Du 27 germinal an 5<sup>e</sup>.* Les dépenses du directoire pour l'an 5<sup>e</sup>. sont fixées à un million 50000 francs. ( *Bul.* 118 , N<sup>o</sup>. 1140 ).

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement de chaque membre du directoire est de 134000 francs par an.

Celui du secrétaire-général de 67000 francs , faisant moitié de ladite somme de 134000 francs.

L'entretien des costumes des cinq membres du directoire , des sept ministres , du secrétaire-général , des quatre messagers d'état , et des huit huissiers , est par an de 27000 francs.

Enfin le total des dépenses du directoire est porté dans l'état des charges publiques pour la somme de deux millions 736125 francs. ( *Bul.* 167 , page 13 ).

*Du 19 fructidor.* Les dépenses du directoire pour l'an 7<sup>e</sup>. sont fixées à trois millions 536544 francs. ( *Bul.* 225 , N<sup>o</sup>. 1997 ).



*Ministère de la justice.*

*Du 17 floréal an 5<sup>e</sup>.* Les dépenses ordinaires du ministère de la justice pour l'an 5<sup>e</sup>. sont fixées à un million 917663 francs. ( *Bul.* 121 , N<sup>o</sup>. 1169 ).

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement du ministre est de 67000 francs , faisant moitié de celui des directeurs.

Le total des dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires de ce ministère , est porté dans l'état des charges publiques pour la somme de 7 millions 75983 francs. ( *Bul.* 167 , page 15 ).

*Ministère de la guerre.*

*Du 16 thermidor an 5<sup>e</sup>.* Les dépenses du ministère de la guerre pour l'an 5<sup>e</sup>. sont fixées à 340 millions 723528 francs. ( *Bul.* 136 , N<sup>o</sup>. 1339 ).

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement du ministre est de 67000 francs.

Le total des dépenses de ce ministère est porté dans l'état des charges publiques pour la somme de 341 millions 54000 francs. ( *Bul.* 167 , page 16 ).

*Du 3 fructidor.* Les dépenses du ministère de la guerre pour l'an 7<sup>e</sup>.

sont fixées à 262 millions 581902 francs.  
( *Bul.* 219 , N°. 1963 ).

*Ministère de la marine.*

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement du ministre est de 67000 francs.

Le total des dépenses de ce ministère est porté dans l'état des charges publiques pour la somme de 83 millions 500000 francs. ( *Bul.* 167 , page 23 ).

*Du 21 fructidor.* Les dépenses du ministère de la marine pour l'an 7<sup>e</sup>, sont fixées à 125 millions. *Bul.* 225 , N°. 2001 ).

*Ministère des relations extérieures.*

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement du ministre est de 100500 francs, faisant les trois quarts de celui des membres du directoire.

Le total des dépenses de ce ministère est porté dans l'état des charges publiques pour la somme de trois millions 501688 francs. ( *Bul.* 167 , page 26 ).

*Du 12 fructidor.* Les dépenses du ministère des relations extérieures pour

l'an 7<sup>e</sup>. sont fixées à 4 millions. ( *Bul.* 222, N<sup>o</sup>. 1984 ).

*Ministère de l'intérieur.*

*Du 10 prairial an 5<sup>e</sup>.* Les dépenses ordinaires de ce ministère pour l'an 5<sup>e</sup>. sont fixées à 55 millions 615000 francs, et les dépenses extraordinaires à six millions 973427 francs. Ces deux sommes montant ensemble à 62 millions 588427 francs. ( *Bul.* 125, N<sup>o</sup>. 1216 et 1217 ).

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement du ministre est de 67000 francs.

Le total des dépenses de ce ministère est porté dans l'état des charges publiques pour la somme de 58 millions 154000 francs ( *Bul.* 167, page 33 ).

*Ministère des finances.*

*Du 13 prairial an 5<sup>e</sup>.* Les dépenses ordinaires de ce ministère pour l'an 5<sup>e</sup>. sont fixées à 798638 francs. ( *Bul.* 126, N<sup>o</sup>. 1222 ).

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement du ministre est de 67000 francs.

Le total des dépenses de ce ministère est porté dans l'état des charges pu-



bliques pour la somme de 4 millions 966107 francs. ( *Bul.* 167 , *page* 27 ).

*Ministère de la Police-Générale.*

*Du 22 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le traitement du ministre est de 67000 francs.

Le total des dépenses de ce ministère est porté, dans l'état des charges publiques, pour la somme d'un million 963500 francs. ( *Bul.* 167 , *page* 28 ).

*Du 2<sup>e</sup>. jour complémentaire.* Les dépenses du ministère de la police-générale, pour l'an 7<sup>e</sup>., sont fixées à 2 millions 212,732 francs. ( *Bul.* 227 , N<sup>o</sup>. 2027 ), non compris le million que Boulay de la Meurthe a prétendu que ce ministère percevoit sur les maisons de jeux. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 338 ).

*Trésorerie nationale.*

*Du 28 prairial an 5<sup>e</sup>.* Les dépenses ordinaires de l'administration intérieure de la trésorerie nationale pour l'an 5<sup>e</sup>., sont fixées à un million 874,575 francs ; les dépenses extraordinaires à un million 169,624 francs ; les dépenses ordinaires de l'administration intérieure à un million 1800 francs, et les dé-

penses extraordinaires , à 622,000 fr. Ces quatre sommes font ensemble celle de 4 millions 684,199 francs. ( *Bul.* 128 N°. 1242 ).

*Du 21 frimaire an 6<sup>e</sup>.* Le total des dépenses de cette administration est porté dans l'état des charges publiques , pour même somme de 4 millions 684,199 francs. ( *Bul.* 167, page 34 ).

### *Comptabilité nationale.*

*Du 30 thermidor an 5<sup>e</sup>.* Les dépenses de la comptabilité nationale pour l'an 5<sup>e</sup>. , sont fixées à 662,028 francs. ( *Bul.* 138, N°. 1362 ).

*Du 22 faimaire an 6<sup>e</sup>.* Ces dépenses sont portées dans l'état des charges publiques , pour la somme de 675,000 francs. ( *Bul.* 167, page 35 ).

*Du 21 fructidor.* Enfin ces mêmes dépenses pour l'an 7<sup>e</sup>. , sont fixées à 668,028 francs. ( *Bul.* 225, N°. 2000 )

### *Electeurs.*

*Du 11 août 1792.* Les électeurs qui sont obligés de s'éloigner de leur do-

micile, recevront 20 sous par lieue, et 3 liv. par jour de séjour. ( *Col. des décrets*, page 95 ).

*Du 19 octobre.* Les électeurs seulement qui seront obligés de quitter leur domicile, recevront 15 sols par lieue de poste pour aller, 15 sols pour le retour, et 3 livres par jour de résidence. ( *Col. des décrets*, page 95 ).

*Du 6 juillet 1793.* Les électeurs de Paris, qui, n'étant pas fonctionnaires publics, ont vacqué aux élections de ce département depuis le 10 août 1792, seront indemnisés à raison de 3 livres par jour qu'ils auront employés à leurs fonctions.

Quant aux électeurs des villes des autres départemens, ils seront indemnisés ainsi qu'ils est prescrit, pour ceux qui se sont déplacés, par la loi du 11 août 1792. ( *Col. des décrets*, page 34 ).

*Du 23 ventôse an 5.* Les électeurs recevront une indemnité de 3 francs par chaque jour de présence à l'assemblée. Les frais de voyage seront en outre remboursés à raison de 15 sols par lieue.



Ceux domiciliés dans les communes où se tiennent les assemblées électorales , n'auront droit à aucune indemnité.

L'indemnité sera payée par les receveurs de l'enregistrement. ( *Bul.* 112, N°. 1065 ).

*Du 22 frimaire an 6.* En supposant le terme moyen de 235 électeurs payés dans chaque département , à raison de 3 francs par jour , pour les 10 de la durée de chaque assemblée , et de 6 francs par 8 lieues de voyage et de retour , leur indemnité est portée dans l'état des charges publiques , pour la somme de 829080 francs. ( *Bul.* 167 , page 5 ).

#### *Dépenses locales.*

Ces dépenses sont départementales , municipales ou communales.

Les dépenses départementales sont celles :

- Des administrations centrales ,
- Des tribunaux civils , criminels ,  
correctionnels et de commerce ,
- Des écoles centrales ,
- De l'entretien et réparations des

édifices publics et des prisons ,  
Et des taxations et remises des re-  
ceveurs et de leurs préposés.

Les dépenses municipales sont celles :  
Du bureau central , dans les com-  
munes où il y a plusieurs municipa-  
lités ,

Des administrations municipales ,  
Et des juges de paix.

Les dépenses communales sont celles :

Des écoles primaires ,

Des gardes champêtres ,

De l'entretien du pavé et voirie ,

Et des remises des percepteurs.

Voyez *Bul.* 163 , N<sup>o</sup>. 1590.

*Du 2 mars 1791.* Il sera versé  
deux sols pour livre du prix de cha-  
que patente , dans la caisse de la  
commune , pour servir à ses dépenses  
particulières. ( *Col. des décrets* , tome  
12 , page 58 ).

*Du 17.* Les départemens et les dis-  
tricts fourniront aux dépenses mises  
à leur charge , au moyen de sols et  
deniers additionnels , sur les princi-  
paux des contributions foncière et  
mobiliaire , sans que ces accessoires  
puissent excéder 4 sols pour livre des-

dites contributions. ( *même tome* ,  
page 188 ).

*Du 11 juin.* Les municipalités fourniront à leurs dépenses par des sous et deniers additionne's des mêmes contributions. ( *Col. des décrets* , tome 15, page 137 ).

*Du 19 fructidor an 2.* La distinction du principal des contributions foncière et mobilière , et des sols pour livre additionnels applicables aux dépenses des départemens et des districts , est supprimée , à compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 3 , lesdits sols pour livre sont réunis au principal , pour ne plus former qu'une seule masse et être versés indistinctement au trésor public.

Le montant des sous additionnels de la commune de Paris , sera pareillement versé au trésor public , qui demeure chargé de subvenir aux dépenses , tant des départemens et districts que de ladite commune. ( *Bul.* 55, N<sup>o</sup>. 292 ).

*Du 23 nivôse an 3.* Toutes les autres communes fourniront aux trois quarts des dépenses mises à leur



charge, au moyen des sous additionnels des contributions foncière et mobilière. ( *Bul.* 111, N°. 581 ).

*Du 28 messidor an 4<sup>e</sup>.* Les dépenses des administrations centrales, des corps judiciaires, de la police extérieure et locale, de l'instruction publique et des prisons, sont remises à la charge des départemens, à compter du 1<sup>er</sup>. vendémiaire an 5. Il y est pourvu par un prélèvement en sous additionnels, qui ne pourra excéder le cinquième des contributions. ( *Bul.* 59, N°. 545 ).

*Du 6 fructidor.* Il sera prélevé, pour fournir aux dépenses locales de chaque communes, un dixième du produit net des droits de patentes, qui auront été payés par des domiciliés de leurs arrondissemens respectifs, ainsi que la moitié des sommes, aussi en produit net, provenant des amendes prononcées pour contravention. ( *Bul.* 70, N°. 642 ).

*Du 9 germinal an 5<sup>e</sup>.* Pour les années 5 et 6, il ne pourra être imposé, par chaque département, que 15 centimes par franc, ou 3 sous pour livre, en sus du principal de la contribution foncière, non compris les frais de re-

couvrement, et 25 centimes ou 5 sous pour livre du principal des contributions personnelle, somptuaire et mobilière.

Les centimes ou sols additionnels de la contribution foncière seront destinés, 1°. aux décharges ou non valeurs, jusqu'à concurrence de 15 trente-sixièmes; et 2°. au paiement des dépenses locales à la charge des départemens, jusqu'à concurrence des 21 trente-sixièmes restans.

Et ceux de la contribution mobilière, savoir : quatre sous 3 deniers aux dépenses des administrations municipales et communales; et des neuf deniers restans, six aux décharges ou non valeurs, et trois aux frais de recouvrement.

En cas d'insuffisance des centimes, ou sous additionnels des contributions personnelle, somptuaire et mobilière, pour les dépenses des administrations municipales et communales, il sera pourvu au supplément par des contributions indirectes et locales, jugées nécessaires par l'administration centrale de département, et autori-

ées par le corps législatif. ( *Bul.* 116, N<sup>o</sup>. 1111 ).

*Du 15 frimaire an 6.* Pour l'année 7 et suivantes , les administrations centrales imposeront , par addition à leurs contributions foncière et personnelle , outre 5 centimes ou un sou pour les non valeurs , la somme à laquelle s'élèveront leurs dépenses , pourvu néanmoins qu'elle n'excède pas 10 centimes ou 2 sous pour livre du principal desdites contributions.

Et l'administration municipale répartira au marc la livre des mêmes contributions , pour toutes les communes de son ressort , les dépenses municipales et communales , de manière que cette répartition n'excède pas , pour chaque commune , 5 centimes , ou un sou par livre de son contingent dans lesdites contributions. ( *Bul.* 163, N<sup>o</sup>. 1590 ).

*Du 7 fructidor.* Le conseil des 500 arrête en principe , que les communes pourvoient à leurs dépenses locales , par une contribution indirecte , en cas d'insuffisance des centimes additionnels. ( *J. de P.* N<sup>o</sup>. 338 ).



*Du 27.* Résolution du conseil des 500 (1), portant établissement d'une contribution indirecte, sous le nom d'*octroi de bienfaisance*, du produit de 8 millions, pour subvenir aux dépenses locales du département de la Seine et de la commune de Paris.

---

(1) Rejetée le 11 vendémiaire an 7. ( *J. de P.* N°. 12 ). Reproduite sous la date du 24 du dit, et adopté le 27. ( *Bul.* 252, N°. 2085 ).

---

## FÊTES NATIONALES.

### 1<sup>er</sup>. *Vendémiaire.*

De la Fondation de la République.  
Loi du 3 brumaire an 4. ( *Bul.*  
203, N<sup>o</sup>. 1216 ).

### 2 *Pluviôse.*

Jour anniversaire de la mort du der-  
nier roi des Français. ( 21 janvier  
1793 ). Loi du 18 nivôse an 5. ( *B.*  
99, N<sup>o</sup>. 745 ).

### 30 *Ventôse.*

De la Souveraineté du Peuple. Loi du  
13 pluviôse an 6. ( *Bul.* 182, N<sup>o</sup>.  
1718 ).

### 10 *Germinal.*

De la Jeunesse. Loi du 3 brumaire  
an 4.

( 431 )

10 *Floréal.*

Des Époux. *Idem.*

10 *Prairial.*

De la Reconnoissance. *Idem.*

10 *Messidor.*

De l'Agriculture. *Idem.*

26 *dudit.*

Jour anniversaire de la prise de la Bastille. ( 14 juillet 1789 ). Loi du 10 thermidor an 4. ( *Bul.* 60 , N<sup>o</sup>. 566 ).

9 et 10 *Thermidor.*

De la Liberté. Loi du 3 brumaire audit an.

23 *dudit.*

Jour anniversaire du siège des Thuilleries. ( 10 août 1792 ). Loi du 10 thermidor audit an.



( 432 )

10 *Fructidor.*

Des Vieillards. Loi du 3 brumaire  
audit an.

18 *dudit.*

Jour anniversaire du 18 fructidor  
an 5. Loi du 2 fructidor an 6. ( *B.*  
218, N°. 1957 ).

*Dernier jour Complémentaire.*

Loi du 19 fructidor an 2. ( *Bul.* 55,  
N°. 288 ).

F I N.

---

## T A B L E

### *Des Articles contenus dans la Notice.*

- REVENUS , page 240.  
Domaines , p. *ibid.*  
Liste - civile , p. 241 et 379.  
Apanages , p. 242.  
Engagemens , p. 245.  
Echanges , p. 246.  
Clergé , p. 250.  
Fabriques , p. 253.  
Presbytères , p. 254.  
Colléges , p. 255.  
Hôpitaux , p. 256.  
Ordre de Malthe et autres , p. 258.  
Emigrés , p. 259 et 380.  
Parens d'émigrés , p. 262.  
Condamnés , p. 264.  
Communes , p. 267 et 379.  
Corps et communautés , p. 268 et  
378.

- Ventes de domaines , p. 269.  
Forêts et Bois , p. 279.  
Salines , p. 281.  
Canaux , p. *ibid.*  
Contributions , p. 283.  
Contribution foncière , p. 284.  
Contribution mobilière , p. 288.  
Contribution patriotique , p. 293.  
Contribution extraordinaire de guerre ,  
p. 297.  
Patentes , p. *ibid.*  
Enregistrement , p. 300.  
Timbre , p. 305.  
Hypothèques , p. 308.  
Douanes , p. 314.  
Tabacs étrangers , p. 320.  
Postes et Messageries , p. 322.  
Droit de passe , p. 330.  
Marque d'or et d'argent , p. 331.  
Loteries , p. 335.  
Poudres et Salpêtres , p. 340.  
Spectacles , p. 346.  
Emprunts , p. 347.  
Monnoies , p. 354.  
Or et Argent , p. 356.  
Cuivre , p. 360.  
Cloches , p. 361.  
Assignats , p. 363.  
Rescriptions , p. 369.



- Mandats , p. 370.  
Billets de confiance , p. 373.  
Charges , p. 374.  
Dépenses du gouvernement , p. *ibid.*  
Liquidation , p. 376.  
Déchéances , p. 382.  
Rentes perpétuelles , p. 385.  
Rentes viagères , p. 391.  
Traitemens , p. 393.  
Pensions , p. 396.  
Certificats de résidence , p. 398.  
Ecclésiastiques et Religieux , p. 403.  
Défenseurs de la patrie , p. 409.  
Le milliard de récompense , p. 412.  
Corps législatif , p. 413.  
Directoire , p. 415.  
Ministres , p. 417.  
Trésorerie nationale , p. 420.  
Comptabilité nationale , p. 421.  
Electeurs , p. *ibid.*  
Dépenses locales , p. 423.

*Fin de la Table de la Notice.*

---

## TABLE GÉNÉRALE

ET PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

*Des noms des personnages , et ma-  
tières mentionnés dans ce Volume.*

---

### A

- ACCIDENS , page 113 , 200.  
Accusateurs - publics , p. 31 , 119 ,  
21 , 36 , 86 , 89.  
Adams , ( John ) p. 171.  
Administrateurs , p. 31 , 61 , 93 , 95.  
122 , 26 , 69.  
Administration des domaines , p.  
305.  
Adoption , p. 114.  
Adresses , p. 73 , 77 , 78 , 79 , 82 ,  
91 , 170 , 294 , 363.

- Aérostats , pages 79 , 104 , 7 , 11 , 210  
15 , 21 , 38.  
Affiches , p. 85 , 265 , 307.  
Age , p. 65.  
Agence , p. 4 , 108 , 16 , 47 , 48.  
Agriculture , p. 205.  
Aiguillon , ex - duc , p. 50.  
Aimé , ( J. J. ) p. 40 , 64 , 86 , 87 ,  
133.  
Ajournement , p. 98.  
Aix - la - Chapelle , p. 153.  
Albert , p. 177.  
Alexandrie , p. 206 , 36.  
Alliance , p. 110 , 12 , 44 , 58 , 69 ,  
222 , 27 , 30.  
Allier , ( l' ) p. 181.  
Amar , p. 41.  
Ambassadeurs , p. 37 , 109 , 48 , 49 ,  
84 , 90 , 91.  
Ambert , ex - marquis , p. 206.  
Aménagement , p. 280.  
Amnistie , p. 9 , 207 , 8 , 59.  
Anarchistes , p. 238.  
Ancône , p. 44 , 144.  
André de la Lozère , p. 87.  
Andrieux , p. 177.  
Anglaises , ( marchandises ) p. 7 , 8 ,  
133.



Angleterre , pages 3 , 21 , 47 , 93 , 112 ,  
13 , 31 , 34 , 42 , 44 , 48.

Anniversaire , p. 12 , 13 , 151 , 66 , 74

Annonces , p. 194.

Anson , p. 191.

Antoine , ( faubourg ) p. 146.

Apanages , p. 242.

Arbres de la liberté , p. 44 , 135 , 36 ,  
37 , 40 , 41 , 54.

Archives , p. 374 , 415.

Arcole , p. 9 , 15 , 20.

Arena , p. 188.

Argent , ( monnoie d' ) p. 353.

Argovie , p. 165.

Arlande , ( ex-marquis d' ) p. 104.

Armées , p. 77 , 78 , 112.

Arnould , p. 177.

Arrérages , p. 36 , 37 , 117 , 236.

Artois , ( ex-comte d' ) p. 6 , 243 , 44.

Arts , p. 185 , 98 , 216.

Aspremont , ( d' ) p. 248.

Assemblées électorales , p. 19 , 20 , 29 ,  
86 , 87 , 132 , 47 , 50 , 52 , 56 ,  
62 , 70 , 71 , 73 , 80 , 84.

Assemblées primaires , p. 14 , 19 , 20 ,  
22 , 23 , 35 , 86 , 87 , 142 , 50 ,  
52 , 55 , 57 , 59 , 62.

Assignats , p. 363.

Aubert , p. 177.

- Aubert - du - Bayet , page 143 , 234.  
Aubry , p. 62 , 72 , 87 , 100.  
Audouin , p. 182.  
Augereau , p. 14 , 15 , 16 , 20 , 71 ,  
84 , 90 , 91 , 101 , 44.  
Avoués , p. 107 , 24.  
Autrichiens , p. 9 , 14 , 27 , 28 , 55 ,  
149.  
Athènes , p. 219.  
Azzara , p. 196.

B.

- Babœuf , p. 41 , 179.  
Babouvistes , p. 238.  
Bade , ( Margrave de ) p. 130.  
Bagne , p. 227.  
Bailleul , p. 82 , 140 , 68 , 79 , 81.  
Bailly , p. 73 , 88.  
Ballagia , p. 25 , 30.  
Bals , p. 18 , 145.  
Banquiers , p. 8.  
Baraguay - d'Hilliers , p. 205 , 21.  
Barbé - Marbois , p. 39 , 88 , 100.  
Barras , p. 15 , 16 , 65 , 121 , 56.  
Barrère , p. 40.  
Barss , p. 210.  
Barthelemy , p. 41 , 88 , 91 , 92 , 100.  
Batards , p. 122 , 53.

- Batave , ( république ) pages 106 , 40 ,  
41 , 71 , 96 , 98 , 99 , 201 , 11.  
Baudin , député , p. 60 , 102.  
Baudin du bureau central , p. 172 , 73.  
Baux à ferme , p. 80 , 208.  
Bayard , p. 87.  
Bellart , p. 174.  
Bellegarde , p. 3.  
Bennezech , p. 61 , 343.  
Bentabolle , p. 177.  
Bequiers , ( les ) p. 219.  
Berenger , p. 80.  
Bergerac , p. 168.  
Berlier , p. 176.  
Bernadotte , p. 139 , 74 , 84 , 87 ,  
95 , 226.  
Bernard - Ste. - Afrique , p. 48.  
Berne , p. 130 , 37 , 43 , 59 , 61 , 65.  
66 , 69.  
Berthier , p. 79 , 124 , 39 , 44 , 49 , 51.  
Bertholio , p. 207.  
Bertrand du Rhin , p. 229.  
Beurnonville , p. 41.  
Beuville , ( de ) p. 180.  
Beyts , ( de ) p. 96 , 127.  
Biauzat , p. 174 , 76.  
Bibliothèque nationale , p. 375.  
Bienfaisance , p. 94 , 429.  
Billets de confiance , p. 373.



- Billon, page 105.  
 Blain, p. 87.  
 Blanchard, p. 221, 38.  
 Blankembourg, p. 6, 190, 238.  
 Blondel, p. 82.  
 Boccardi, p. 68.  
 Bochet, p. 326.  
 Bois nationaux, p. 279.  
 Boissy - d'Anglas, p. 29, 30, 34, 40,  
 53, 56, 74, 87.  
 Bonn, p. 99.  
 Bonnets rouges, p. 239.  
 Bonnier, p. 93, 117, 89.  
 Bonnières, p. 29.  
 Bons, p. 2, 33, 34, 208.  
 Bordas, p. 153, 70.  
 Bornes, p. 63, 87.  
 Boscheron, p. 30.  
 Bovis, p. 88.  
 Boulay de la Meurthe, p. 55, 63,  
 65, 85, 100, 2, 8, 29, 420.  
 Bouquets, p. 26.  
 Bourbons, ( famille des ) p. 6, 90,  
 125, 266.  
 Bourdon de l'Oise, p. 75, 87, 100.  
 Bourdon, ( Léonard ) p. 229.  
 Bourgogne, ( rue de ) p. 138.  
 Bourguignons, p. 166.  
 Bourse, ( la ) p. 8.

- Bourses de collèges , page 255 , 56.  
 Brachy , p. 151.  
 Bréard , p. 10.  
 Bremgarter , p. 165.  
 Briot , p. 217 , 37.  
 Brisgaw , p. 4.  
 Broitier , p. 17 , 28 , 88 , 100.  
 Brouillard , p. 116.  
 Brueys , amiral , p. 190 , 98 , 219.  
 Bruix , ministre , p. 178.  
 Brune , général , p. 163 , 65 , 69 , 84 ,  
 212 , 17 , 24.  
 Bulletin décadaire , p. 215 , 31.  
 Bulletin des émigrés , p. 95.  
 Buonaparte , général , p. 9 , 14 , 15 ,  
 16 , 18 , 19 , 27 , 29 , 32 , 33 , 34 ,  
 35 , 37 , 50 , 55 , 59 , 69 , 110 ,  
 15 , 17 , 24 , 26 , 28 , 29 , 34 , 80 ,  
 81 , 83 , 90 , 202 , 6.  
 Buonaparte , ( Joseph ) p. 37 , 131 ,  
 32 , 39 , 41 , 226.  
 Buonaparte , ( Lucien ) p. 188 , 224 ,  
 25.  
 Burnel , p. 231.  
 Bureaux centraux , p. 53 , 54 , 84 , 94.  
 Buveurs de sang , p. 238.  
 C.  
 Cabanis , p. 177 , 217.

- Cabriolets , p. 7, 174.  
 Cadix , p. 151, 204.  
 Cadroy , p. 87.  
 Cagliari ( ville ) , p. 210.  
 Cahier , p. 30.  
 Caire ( le ) , p. 236.  
 Calendrier , p. 103, 72, 220, 33.  
 Cambacérès , p. 5, 173, 76.  
 Campo-Formio , p. 110, 26, 51, 63.  
 Camus , p. 396.  
 Canaux , p. 281.  
 Candidats , p. 41, 42, 116, 36, 49,  
 83.  
 Canons , p. 84, 140, 205, 38.  
 Canon d'allarme , p. 83.  
 Capitole , p. 151, 59.  
 Carmant ( terre de ) , p. 250.  
 Carnot , p. 41, 57, 79, 88, 91, 93.  
 Cartes à jouer , p. 307.  
 Cassineau , p. 145.  
 Castel , p. 176.  
 Catherine II , p. 10.  
 Cayenne , p. 105, 48, 231.  
 Cercles constitutionnels , p. 63, 147,  
 61.  
 Chanoinesses , p. 404, 5.  
 Chanteraine ( rue ) , p. 134.  
 Chantres , p. 406.  
 Chapitres , p. 405, 6.



- Charges publiques, p. 374.  
Charles ( prince ), p. 26, 27.  
Charles et Robert, p. 104.  
Charles-Town, p. 235.  
Chartreuse ( la ), p. 203, 10.  
Chasse ( droit de ) p. 194.  
Chassey, p. 2.  
Chatel ( terre du ), p. 250.  
Chauffeurs, p. 238.  
Chazal, p. 56, 85, 177.  
Chénier, p. 98, 177, 79, 82, 92, 96,  
202, 36.  
Chevaux de bronze, p. 212.  
Cholet, p. 49, 127, 227.  
Chouans, p. 87, 155.  
Cisalpine ( république ), p. 55, 81,  
106, 16, 22, 44, 58, 69, 200,  
13, 24, 26, 31.  
Cispadane, p. 27.  
Cisrhénane, p. 99.  
Citoyens, p. 98, 123, 224.  
Civisme ( certificats de ), p. 397, 98,  
408.  
Clairfait, p. 216.  
Clauzel, p. 213.  
Clément, p. 22.  
Clerck ( de ), p. 39, 42.  
Clergé, p. 22, 106, 250.  
Clermont en Argonne, p. 247.

- Clichien, p. 239.  
Cloches, p. 46, 231.  
Cloches ( monnoie des ), p. 361.  
Cloud ( St. ), p. 242.  
Cobentzel ( comte de ), p. 182, 97.  
Coblents, p. 99, 153.  
Cobourg, p. 98.  
Cocardes, p. 141, 226.  
Cocardes blanches, p. 239.  
Cochon, p. 16, 41, 61, 88.  
Colchen, p. 47.  
Colléges, p. 255, 56.  
Collets noirs, p. 75, 239.  
Colliat, p. 183, 89.  
Colombel, p. 184.  
Colomès ( Imbert ), p. 45, 48, 87, 89.  
Colonies, p. 43, 81, 112, 18, 32.  
Colporteurs, p. 11.  
Comètes, p. 137, 43.  
Comeyras, p. 207.  
Commerce, p. 144, 58 69.  
Commissaires, p. 103, 8.  
Commissions, p. 4, 66, 85, 94, 96,  
100, 2, 58, 62, 95, 207.  
Commissions militaires, p. 2, 5, 104,  
206, 60.  
Communes, p. 267, 279.  
Compiègne, p. 242.

- Comptabilité nationale , p. 3 , 154 , 60 ,  
76 , 421.  
Comptabilité intermédiaire , p. 4 , 175 ,  
202.  
Comptables , p. 26 , 37.  
Comptes , p. 176 , 211 , 14.  
Concile , p. 77 , 116 , 57.  
Concorde ( place de la ) , p. 126 , 35.  
Condamnés ( biens des ) , p. 264.  
Condé , p. 7 , 83 , 247.  
Condrieux , p. 164.  
Confiscation , p. 264 , 65 , 66 , 67.  
Conscription militaire , p. 225 , 32.  
Conseil des anciens , p. 74 , 329.  
Conseil des 500 , p. 82 , 140 , 329.  
Conseils de guerre , p. 16 , 17 , 24 ,  
28 , 164 , 96.  
Conservatoire des arts , p. 198.  
Conspiration , p. 2 , 5 , 16 , 17 , 28 , 78.  
Constantinople , p. 143 , 213 , 34.  
Constitution , p. 34 , 35 , 58 , 64 , 74 ,  
76 , 78 , 79 , 119 , 224.  
Constitution civile du clergé , p. 55 , 404.  
Consuls romains , p. 157.  
Conti ( ex-prince ) , p. 7 , 51 , 52 , 95 ,  
125.  
Contrainte par corps , p. 21 , 23 , 136 , 72.  
Contre-révolution , p. 82.  
Contre-seings , p. 328 , 29.



- Contributions , p. 2 , 8 , 34 , 62 , 76 ,  
108 , 15 , 16 , 24 , 47 , 48 , 66 , 283.  
Contribution foncière , p. 284.  
Contribution de guerre , p. 297.  
Contributions indirectes , p. 297.  
Contribution mobilière , p. 156 , 67 ,  
235 , 88.  
Contribution patriotique , p. 293.  
Contrôleurs , p. 124.  
Corcyre , p. 163 , 207.  
Cordonniers ( frères ) , p. 406.  
Corps et Communautés , p. 268 , 278.  
Corps législatif , p. 12 , 13 , 33 , 38 ,  
50 , 60 , 74 , 78 , 128 , 413.  
Corse ( la ) , p. 78 , 139 , 81 , 93.  
Corsini ( palais ) , p. 131.  
Costume , p. 75 , 116 , 18 , 35 , 53 ,  
214 , 22.  
Couchery , p. 72 , 87.  
Courtois , p. 33.  
Cousin , p. 71.  
Crassous de l'Hérault , p. 158 , 79 , 82.  
Crécy ( de ) , p. 88.  
Cretet , p. 100.  
Crenzé-Latouche , p. 92 , 190.  
Csar , p. 27.  
Cuivre ( monnoie de ) , p. 560.  
Culte , p. 46 , 54 , 55 , 57 , 60 , 80 , 103 ,  
6 , 28 , 33 , 64 , 80 , 254 , 408.

Curés et Vicaires, p. 106, 404, 8.  
Cussy ( de ), p. 10.  
Cybelle, p. 205.

D

Daëndels, général, p. 199.  
Dambray, p. 29.  
Dannemarck, p. 231.  
Daranjo-D'azevedo, p. 112, 30, 32.  
Darthé, p. 41.  
Daunou, p. 155, 207, 13, 24, 32.  
Débats, p. 17, 48, 78.  
Décadis, p. 96, 103, 20, 215, 20,  
23, 31.  
Décès, p. 80, 114.  
Déchéances, p. 193, 382.  
Déclinatoire, p. 24.  
Défenseurs de la patrie, p. 35.  
Défenseurs de la patrie ( parens des ),  
p. 409.  
Déficit, p. 193.  
Dégrèvement, p. 235.  
Delcampo, p. 195.  
Delmas, p. 24.  
Démissions, p. 185, 98, 204.  
Départemens, p. 84, 105, 12, 14,  
53, 56, 60, 62, 63, 207, 18, 28.

Dépenses p. 113 , 14 , 15 , 24 , 26 ,  
228 , 35 , 374 , 423.

Déportation , p. 87 , 91 , 92 , 95 , 100 ,  
37.

Députés , p. 38 , 91 , 123 , 59 , 62 ,  
76 , 222 , 25.

Descentes , p. 131 , 90 , 98.

Descorches , p. 234.

Descordes , p. 79.

Desmeuniers , p. 29 , 41 , 78.

Desportes ( Félix ) , p. 175.

Desrez , p. 75.

Destitution , p. 119.

Dette publique , p. 97 , 375.

Dijon ( compagnie de ) , p. 75 , 127.

Directoire , p. 36 , 38 , 44 , 47 , 78 ,  
154 , 60 , 86 , 89 , 415.

Divorce , p. 46 , 97 , 114.

Dix Août , p. 72 , 73 , 74 , 220.

Dix-huit Fructidor , p. 83 , 93 , 94 ,  
100 , 34 , 41 , 68 , 79 , 222 , 24 , 32.

Doctrine chrétienne ( prêtres de la ) ,  
p. 406.

Domaines nationaux , p. 138 , 93 ,  
240 , 52 , 69.

Dombes ( ci-devant principauté ) , p.  
248 , 49.

Domicile , p. 22.



- Domingue ( St. ), p. 44, 45, 49, 51,  
105, 97, 201.  
Dondeau, p. 149, 87.  
Dons patriotiques, p. 131, 34.  
Doplane, p. 71.  
Doppet, général, p. 181.  
Dordogne (la), p. 178, 81.  
Dossonville, p. 84, 88, 100.  
Douanes, p. 314.  
Doulcet, p. 88.  
Doumerc, p. 87.  
Drapeaux, p. 15, 20, 141, 69, 74.  
Drouet, p. 42.  
Dubarry, p. 266.  
Dublin, p. 207.  
Dubois, p. 207.  
Dufresne, p. 29.  
Duhot, p. 156, 92.  
Dumas, p. 88.  
Dumolard, p. 34, 39, 50, 53, 61, 68,  
72, 80, 87.  
Dunan, p. 17, 28, 88.  
Duplantier, p. 57, 87.  
Duphot, général, p. 131, 32.  
Dupont du Mont-Blanc, p. 207.  
Dupont de Nemours, p. 61.  
Duprat, p. 87.  
Dupuge, p. 177.  
Durand-Maillane, p. 172.

Duval de Rouen , p. 184.

Duverne , p. 17.

E

Ecclésiastiques , p. 89 , 403.

Echanges , p. 246.

Echangistes , p. 250.

Echasseriaux , p. 63.

Ecoles centrales , p. 218 , 423.

Ecoles primaires , p. 255 , 424.

Ecoles de Santé , p. 84 , 85.

Edimbourg , p. 7.

Effet rétroactif , p. 196.

Effraction , p. 134.

Egalité ( collège ) , p. 219.

Egalité ( palais ) , p. 123.

Egée ( la mer ) p. 163 , 207.

Eglises , p. 76 , 103 , 80.

Egypte , p. 206 , 36.

Ehreinbreistein , p. 174 , 214.

Electeurs , p. 23 , 24 , 28 , 131 , 43 ,  
46 , 56 , 73 , 421.

Elections , p. 17 , 40 , 41 , 142 , 48 ,  
49 , 50 , 52 , 59 , 70 , 72 , 79 , 80 ,  
81.

Eléphants , p. 170.

Elme ( St. ) , p. 220.

Embauchage , p. 28 , 196.

Emigrés , p. 19, 22 , 34 , 40 , 53 , 73 ,  
89 , 94 , 95 , 104 , 9 , 58 , 208 , 9 ,  
30 , 57 , 59 , 66 , 380.

Emigrés ( parens d' ) , p. 75 , 76 , 86 ,  
109 , 38 , 62.

Emméry , p. 26 , 29 , 74.

Empereur , p. 35 , 50 , 110 , 12 , 13 ,  
26 , 222.

Empire germanique , p. 110 , 61.

Employés , p. 5 , 6 , 7 , 11 , 12 , 98 ,  
147 , 393.

Emprisonnement , p. 25 , 26 , 128.

Emprunts , p. 347.

Enceintes des deux conseils , p. 125 ,  
27 , 34 , 35.

Engagemens , p. 245 , 49.

Engagistes , p. 194.

Engerrand , p. 102.

Ennemis , p. 196 , 97.

Enregistrement , p. 300.

Ernouf , général , p. 184.

Escadre , p. 147 , 51.

Escalade , p. 134 , 79.

Espagnac ( Sahuguet d' ) , p. 247.

Espagne , p. 3 , 81 , 95 , 147 , 51 , 91 ,  
95.

Espionnage , p. 196.

Esseïd-Aly-Effendi , p. 2 , 57 , 68.



Etat de l'Eglise, page 44, 151, 54.  
Etats - Unis d'Amérique, p. 21, 49,  
96, 171, 204.  
Etienne, ( St.- ) commune, p. 171.  
Etoffes, p. 194.  
Etrangers, p. 81, 107, 11, 22.  
Evêques, p. 106, 64, 95, 404, 7, 8.  
Ex-conventionnels, p. 21, 40, 131,  
43, 48.

F

Fabriques, p. 253.  
Falgues, p. 60.  
Faypoult, p. 155, 213.  
Favorite, ( la ) p. 14.  
Félix-Faucon, p. 120.  
Fermages, p. 80, 204.  
Fermont, p. 42, 52.  
Ferney - Voltaire, p. 146.  
Ferrand-Vaillant, p. 40, 86, 88.  
Fêtes, p. 1, 57, 99, 120, 26, 28,  
45, 46, 70, 205, 12, 15, 16,  
20, 21, 22, 24, 32, 33, 430.  
Fieffé, p. 30.  
Finances, p. 91.  
Finances, ( ministère des ) p. 108, 417.  
Fion, p. 3, 182.  
Flessingue, p. 320.

- Fleurieu , page 29.  
Florent , p. 155.  
Flottes anglaises , p. 43 , 44 , 47 , 51 ,  
106.  
Foires , p. 220 , 37.  
Foncez , p. 230.  
Fontainebleau , p. 242.  
Fontanes , p. 91.  
Fonctionnaires publics , p. 5 , 6 , 11 ,  
12 , 21 , 26 , 32 , 33 , 146 , 393.  
Force armée , p. 70.  
Forestière , ( administration ) p. 280.  
Forêts nationales , p. 194 , 279.  
Fourcroy , p. 104.  
France , ( île de ) p. 46 , 47 , 317.  
Fremin , p. 30.  
Frères laïcs ou convers , p. 403 , 7.  
Fréteau , p. 396.  
Fribourg , p. 130.  
Fugitifs des haut et bas Rhin , p. 52 ,  
81 , 82.  
Fugitifs de Toulon , p. 56 , 94.  
Fusillades , p. 5 , 84 , 106 , 45 , 74 ,  
81 , 206.

G

- Gall , ( pays de St.- ) p. 165.  
Garan - Coulon , p. 182.

- Garat , page 147 , 84 , 200 , 13.  
Garde nationale , p. 69 , 71 , 75 , 82 ,  
90 , 106 , 10.  
Garde du corps législatif , p. 72 , 84 ,  
90 , 92.  
Garnerin , p. 79 , 104 , 7 , 11 , 210 ,  
15.  
Gau , p. 40 , 86 , 87.  
Gaudin , p. 42 , 52 , 191.  
Gauran , p. 182.  
Gayvernon , p. 182 , 93.  
Gendarmerie , p. 68 , 77 , 167 , 76.  
Gênes , p. 40 , 59 , 68 , 94 , 98.  
Genève , p. 159 , 69 , 75 , 78 , 85 ,  
87 , 218 , 28.  
Genève , ( lac de ) p. 141.  
Génissieu , p. 173 , 84.  
Germain-en-Laie , ( St.- ) p. 242.  
Gerry , p. 104 , 211.  
Gibert - des - Molières , p. 87 , 137.  
Goblins , ( les ) p. 242.  
Godefroy , p. 104.  
Gohier , p. 176 , 84.  
Golo , p. 188 , 93.  
Gombault , p. 75 , 183 , 89.  
Gomijeon , p. 177.  
Gorneau , p. 177.  
Gossuin , p. 192.



- Goulu , général , p. 174.  
Gouverneurs , p. 109.  
Grains ( commerce des ) , p. 229 , 30.  
Grandisca , p. 24.  
Grand-Livre , p. 117.  
Grands-Maîtres , p. 280.  
Greffiers , p. 121 , 36 , 86 , 89.  
Grégoire , p. 185.  
Grenade ( île de la ) , p. 105.  
Grenelle ( camp de ) , p. 2 , 5.  
Grouvelle , p. 231.  
Grueries , p. 280.  
Guerre , p. 3 , 50 , 71.  
Guerre ( ministère de la ) , p. 65 , 417.  
Guianne française , p. 105.  
Guillaume-Tell , p. 141.  
Guillemardet , p. 164 , 80 , 91.  
Guimberteau , p. 56.  
Guinguené , p. 148.  
Guiton-Morveaux , p. 104.  
Gustave-Adolphe , p. 8.  
Guyot-des-Herbiers , p. 177.

H

- Hardy , p. 85 , 153 , 70 , 79.  
Hatry , général , p. 211.  
Havre ( le ) , p. 191 , 95 , 227.  
Haute-Cour de justice , p. 41.  
Haut - Juré ,

- Haut-Juré , page 29 , 177.  
Haut-Valais , p. 187 , 88.  
Hédouville , général , p. 201.  
Hellevoët , p. 107.  
Helvétique (république) , p. 128 , 30 ,  
202 , 5 , 27 , 29 , 30 , 34.  
Henrichemont , ci-devant principauté ,  
p. 248.  
Henry ( Dlle. ) , p. 210 , 15.  
Herbelot ( d' ) , p. 182.  
Hermites , p. 406.  
Hoche , général , p. 65 , 74 , 99 ,  
100 , 2.  
Hôpitaux , p. 46 ; 256.  
Hors la loi , p. 80 , 83.  
Huguet , p. 177.  
Humanité ( taxe d' ) , p. 143 , 44 , 48.  
Humbert , général , p. 227.  
Humbert de la Meuse , p. 189.  
Hypothèques , p. 308.

I

- Idalie , p. 238.  
Illuminations , p. 1 , 113 , 238.  
Incendies , p. 18 , 54 , 196.  
Indemnités , p. 5 , 7 , 19 , 20.  
Indigens , p. 94 , 346.  
Inganne , p. 105.

V

- Inscriptions, page 166, 67.  
Inscriptions civiques, p. 19, 22, 114,  
36, 52, 54, 57.  
Installations, p. 38, 39, 140, 90.  
Institut national, p. 129, 76, 77, 80.  
Instituteurs, p. 133.  
Instructions, p. 19, 20, 116, 59,  
62, 70, 71, 254, 55.  
Insurrections, p. 139, 73, 231.  
Intérieur, ( ministère de l' ) p. 61, 95,  
201, 419.  
Invalides, p. 214.  
Irlande, p. 173, 203, 7, 10, 26, 29.  
Italie, p. 18, 20, 26, 28, 59, 159,  
60, 64, 216.  
Ithaque, p. 163, 207.  
Izos, p. 131.

J

- Jacobins, p. 51, 63.  
Jardin des Plantes, p. 375.  
Jean de Brie, p. 12, 15, 35, 56,  
58, 63, 91, 102, 44, 82, 89,  
204.  
Jervis, amiral, p. 204.  
Joinville, p. 327.  
Jordan, ( camille ) p. 46, 87.  
Joubert administrateur, p. 177.



( 459 )

- Joubert , général , p. 211 , 27.  
Jourdan des Bouches - du - Rhône , p.  
74 , 87.  
Jourdan de la Haute - Vienne , p. 54 ,  
72 , 100 , 82 , 214 , 413.  
Journalistes , p. 90 , 91 , 92 , 137 ,  
223 , 29.  
Journaux , p. 11 , 12 , 62 , 90 , 121 ,  
23 , 27 , 28 , 60 , 94 , 229 , 307.  
Jugemens , p. 28 , 41 , 118.  
Juges , p. 27 , 31 , 32 , 89 , 122 , 27 ,  
33 , 62 , 83 , 86.  
Juges de paix , p. 31.  
Jurés , p. 19 , 20 , 25 , 27 , 89 , 114 ,  
15 , 18 , 19 , 22.  
Jurys , p. 36 , 43 , 119 , 83.  
Justice , ( ministère de la ) p. 101 ,  
417.  
Justiliani , p. 178.

K

- Kehl , p. 13.  
Killala , p. 227.  
Kosciusko , p. 210.

L

- Lacédémoniens , p. 69.

V 2

- Lacombe-St.-Michel, p. 60, 111, 200.  
Lacroix, ( Charles ) p. 5, 10, 61,  
111, 98, 204.  
Lacué, p. 5, 411.  
Lafarge, p. 129, 216.  
Lafayette, p. 186, 228.  
Laffon-Ladebat, p. 77, 88, 100.  
La Harpe, p. 36, 91.  
La Haye, p. 87.  
Lahoz, p. 226.  
Laignelot, p. 41.  
Lalande, p. 137.  
La Loi, p. 19, 122, 223.  
Lamarque, p. 33, 85, 102, 34, 78,  
82, 90.  
Lambrecht, p. 101.  
Lamillière, p. 29.  
Langlois, p. 3, 137.  
Landes, ( les ) p. 181.  
Lanoue, p. 191.  
Laporte, ( de ) p. 347.  
La Poype, général, p. 212.  
La-Réveillière-Lépaux, p. 79, 81, 121.  
La Rivière, ( Henri ) p. 48, 66, 87.  
La Rue, ( de ) p. 51, 69, 74, 87,  
100.  
Lavaux, p. 213.  
Laumont, p. 88.

- Lausanne , p. 159.  
Lazare , ( ordre de St.- ) p. 258.  
Lazare , ( prêtres de St.- ) p. 406.  
Lazary , p. 196.  
Le Blanc , p. 176.  
Le Blond , p. 82.  
Le Carlier , p. 187.  
Le Carriers , p. 87.  
Le Clerc de Maine et Loire , p. 48 , 80 ,  
114 , 35 , 82.  
Le Cointre-Puyravaux , p. 24 , 209 ,  
13 , 22.  
Le Lodi , aviso , p. 203 , 8 , 18.  
Léman , p. 141 , 218 , 28.  
Lémanique , ( république ) p. 141.  
Lemerer , p. 55 , 87.  
Lemoine , général , p. 101.  
Lemoine , député , p. 179.  
Lemonnier , p. 75.  
Lemore de la Roche , p. 213.  
Lenoir de la Roche , p. 61 , 63 , 66 ,  
67 , 77.  
Léquinio , p. 182.  
Lésion , p. 20 , 25 , 168 , 85.  
Lessore , p. 105.  
Lesterp , p. 213.  
Letellier , p. 100.  
Letourneur , p. 35 , 38 , 41 , 47.  
Letourneux , p. 95 , 201.



- Levant , p. 320.  
Lettres , p. 30 , 31 , 81 , 101 , 216.  
Liamonè , p. 188 , 93.  
Liberté , p. 1 , 111 , 51.  
Lieutenans - de - roi , p. 109.  
Ligeret , p. 14.  
Ligurienne ( république ) , p. 59 , 68 ,  
115 , 49 , 78.  
Limites constitutionnelles , p. 67 , 68 ,  
85 , 86.  
Limodin , p. 105.  
Lindet ( Robert ) , p. 42 , 176 , 81.  
Lindet ( Thomas ) , p. 181.  
Liquidation , p. 376.  
Listes , p. 19 , 22 , 114 , 15 , 16 , 36 ,  
49 , 58 , 230 , 61 , 64.  
Liste-civile , p. 241 , 379.  
Livre-rouge , p. 396.  
Loir et Cher , p. 181.  
Loire ( la ) , p. 171 , 81.  
Lois , p. 39.  
Lorette ( N. D. de ) , p. 18.  
Loretto , p. 18.  
Loteries , p. 97 , 103 , 24 , 87 , 238 ,  
355.  
Louis XVI , p. 12 , 13 , 356 , 60.  
Louis XVIII , p. 6 , 16 , 22 , 58 , 83 ,  
179 , 238.

- Loups, p. 51.  
 Ludot, p. 102.  
 Lupy, p. 178.  
 Lyon, p. 55, 146, 64.

## M

- Mac-Curtin, p. 87.  
 Madier, p. 46, 49, 87.  
 Mahuet, p. 191.  
 Mailhe, p. 88.  
 Maillard des 500, p. 87.  
 Maillard des anciens, p. 88.  
 Majorité absolue, p. 40, 119, 50.  
 Maîtres - des - requêtes, p. 109.  
 Maîtrises des eaux et forêts, p. 280.  
 Malmesbury, p. 5, 10, 11, 50, 52.  
 Malo, p. 16.  
 Malo (île de St.), p. 234.  
 Malthe (île de), p. 198, 99, 202, 5,  
 6, 15, 31.  
 Malthe (ordre de), p. 258.  
 Mandats, p. 370.  
 Mandru, p. 157.  
 Mangourit, p. 197, 200, 31.  
 Manifestes, p. 33, 37, 50, 113.  
 Maniottes, p. 69.  
 Mantoue, p. 17, 20.  
 Manufactures nationales, p. 375.  
 Marais salans, p. 229.

- Marat, p. 58.  
Marbot , p. 81 , 91 , 110 , 84 , 201.  
Marcé , p. 234.  
Marceau , p. 99 , 218.  
Marchands , p. 120.  
Marchand-Gomicourt ( le ) , p. 51 , 87.  
Marchés , p. 220.  
Maret , p. 47.  
Mariages , p. 70 , 80 , 98 , 114 , 215 ,  
31.  
Marine ( ministère de la ) , p. 61 , 178 ,  
418.  
Marly , p. 242.  
Marmont , p. 212.  
Marmontel , p. 33.  
Marque d'or et d'argent , p. 331.  
Marquesy , p. 415.  
Marragon , p. 129.  
Marseillaise ( la ) , p. 137.  
Marshall , p. 104 , 211.  
Martin des Champs ( prieuré de St. ) ,  
p. 185.  
Massena , p. 27 , 227.  
Massini ( marquis de ) , p. 68 , 139.  
Maubourg ( Charles ) , p. 186.  
Maurata , p. 144.  
Mayence , p. 155 , 211.  
Mayot , p. 177.  
Méchin , p. 215.



- Médart , général , p. 143 , 46.  
Mengaud , p. 165 , 97.  
Menou ( société de ) , p. 53.  
Merlin de Douai , p. 92 , 101 , 59 , 95.  
Merlin de Thionville , p. 191.  
Mersan , p. 40 , 86 , 87.  
Mesdames ( les ci-devant ) , p. 7.  
Mesnard ( de ) , p. 106.  
Messageries , p. 322.  
Meudon , p. 242.  
Militaires , p. 22 , 23 , 214.  
Milliard aux défenseurs de la patrie ,  
p. 412.  
Mineurs , p. 70 , 98.  
Minier , p. 30 , 174 , 175.  
Ministère ( huitième ) , p. 111 , 38.  
Ministres , p. 4 , 38 , 98 , 109 , 417.  
Mirabeau , p. 217.  
Miranda , p. 88.  
Mission ( prêtres de la ) , p. 406.  
Molleveau , p. 170.  
Monge , p. 155 , 76 , 84 , 207.  
Monneron ( Louis ) , p. 191.  
Monnoies , p. 178 , 88 , 212 , 354.  
Monnoies ( hôtel des ) p. 355.  
Monro , p. 12.  
Monsieur ( le ci-devant ) , p. 6 , 243 ,  
44.

- Montbrun , p. 197.  
Mont-Carmel , p. 258.  
Montgolfier , p. 104.  
Montpellier , p. 146.  
Mont-Tonnerre , p. 153.  
Morat , p. 166.  
Moreau , général , p. 4 , 83.  
Morgan , p. 88.  
Mort ( peine de ) , p. 134 , 260 , 64 ,  
318.  
Mort civile , p. 61 , 262.  
Mortier - Duparc , p. 218.  
Motion d'ordre , p. 227.  
Mouceaux , p. 104 , 7 , 11 , 210.  
Moulin , général , p. 177 , 84.  
Moulins ( ordonnance de ) , p. 240 , 45.  
Mozambique ( île de ) , 317.  
Mulhausen ( république de ) , p. 155 ,  
59 , 68.  
Municipaux , p. 31 , 84.  
Muraire , p. 2 , 88.  
Murinais , p. 29 , 74 , 88 , 100.  
Muséum , p. 375.  
Muséum ( galerie du ) , p. 128.  
Musiciens , p. 406.  
Musset , p. 104.  
Mutel p. 71.

- Naissances, p. 80 , 114 , 35.  
 Naples, p. 4 , 6 , 147 , 49 , 200 , 22 ,  
 31.  
 Navarre ( société de ) , p. 406.  
 Navigation, p. 282.  
 Necker, p. 219 , 354.  
 Négocians, p. 8.  
 Négociations, p. 47 , 48 , 52 , 64 ,  
 68 , 187.  
 Nelson , amiral , p. 199 , 204 , 19.  
 Neufchâteau ( François de ) p. 61 , 93 ,  
 95 , 183 , 86 , 87 , 97 , 201.  
 Neufchâtel , p. 127.  
 Newyorck , p. 200.  
 Neuf Thermidor , p. 63 , 68 , 199 ,  
 216.  
 Nivernois ( ex-duc ) , p. 156.  
 Noailles , p. 44 , 87.  
 Nobles ( ci-devant ) , p. 108 , 10 , 22 ,  
 32 , 50.  
 Noël , p. 111.  
 Noguier-Malijai , p. 88.  
 Nominations , p. 38 , 86 , 90 , 103 , 6 ,  
 60 , 64 89.  
 Noms , p. 135.  
 Normand , p. 88.



Notaires , p. 103.  
Numéraire , p. 33.

O

Obelin , p. 129.  
Odéon , p. 28 , 38 , 84 , 85.  
Ombrie , p. 135.  
Oppositions , p. 36 , 37.  
Or ( monnoie d' ) , p. 356.  
Oratoire , église , p. 28 , 173 , 76 , 80.  
Oratoire ( prêtres de l' ) , p. 406.  
Organistes , p. 406.  
Orient ( terre de l' ) , p. 250.  
Orléans , ex-duc , p. 6 , 84 , 244.  
Orléans , ex-duchesse , p. 51 , 52 , 95.  
Ostende , p. 190 , 92 , 94 , 96.  
Ostracisme , p. 101.  
Oudart , p. 176.  
Oudot , p. 102 , 7 , 60 , 68.

P

Pajot d'Ozembray , p. 185.  
Paix , p. 4 , 6 , 9 , 10 , 28 , 34 , 49 , 76 ,  
93 , 94 , 112 , 26 , 230.  
Palais ( nouveau ) des 500 , p. 138 , 40.  
Pape , p. 15 , 28 , 34 , 44 , 68 , 122 ,  
29 , 39 : , 201 , 3 , 10.

Papier , p. 194.

Papier-monnoie , p. 83 , 96 , 123 , 33 ,  
45 , 69 , 95 , 200 , 8 , 21 , 361.

Papier-musique , p. 307.

Parachute , p. 111 , 221.

Paradis , p. 11 , 88.

Paris , p. 35 , 36 , 40 , 60 , 168 , 80.

Parker , p. 47 , 51.

Parlemens , p. 109.

Parme , p. 9 , 10.

Passé ( droit de ) , p. 330.

Passe-port , p. 107 , 10 , 211.

Passwan - Oglou , p. 180 , 97 , 201 , 13.

Pastoret , p. 2 , 17 , 35 , 49 , 62 , 63 ,  
74 , 87.

Patentes , p. 9 , 156 , 297.

Pau , ( château de ) p. 242.

Pavie , p. 87.

Paul , I , p. 10 , 27.

Paulard , p. 177.

Pauvres , p. 94.

Payeurs des départemens , p. 124 , 36.

Pêche , ( droit de ) p. 194.

Peines , p. 8 , 9 , 12 , 13 , 27 , 35 , 36 ,  
64 , 156.

Pelerins , p. 406.

Pelet de la Lozère , p. 42.

Pelletier , ( Félix le ) p. 42.

Penières , p. 39.

- Pénitens , p. 406.  
Pensionnats , p. 147.  
Pensions , p. 34 , 37 , 95 , 208 , 16 ,  
396 , 403 , 9.  
Perez , p. 56 , 158.  
Permanence , p. 85 , 86 , 93.  
Personne , p. 88.  
Petiet , p. 65.  
Pétitions , p. 146 , 48 , 50 , 56 , 75 ,  
206 , 16 , 29 , 307.  
Pezaro , p. 129.  
Picard , p. 177.  
Pichegru , p. 39 , 66 , 83 , 87 , 100.  
Picquet , p. 213.  
Picquenard , p. 173.  
Pie VI , p. 19 , 151 , 53 , 57.  
Piémont , p. 59 , 208.  
Pierre III , p. 10.  
Pilate - du - Rosier , p. 104.  
Pinckney , p. 104 , 211.  
Pinon - du - Coudray , p. 78.  
Pison - du - Galand , p. 124 , 38 , 70 , 396.  
Pitt , p. 43.  
Planat , p. 226.  
Pléville-Pelay , p. 47 , 61 , 178.  
Plomb , p. 194.  
Poisson , p. 177.  
Police - générale , ( ministère de la )  
p. 61 , 67 , 149 , 87 , 228 , 29 , 420.



- Polissard , p. 40 , 86 , 88.  
Pologne , p. 50 , 210 , 11.  
Poncelin , p. 15.  
Pons de Verdun , p. 116 , 17 , 29 , 54 , 63.  
Pont - National , p. 125.  
Pont de la Révolution , p. 125.  
Popelin , p. 29 , 30 , 76 , 77.  
Portalis , p. 88.  
Porte-Ottomane , p. 2 , 57 , 68 , 69 ,  
143 , 80 , 97 , 201 , 13.  
Portes , p. 85 , 182.  
Portier de l'Oise , p. 177.  
Portugal , p. 76 , 94 , 112 , 30 , 32.  
Poste aux lettres , p. 81 , 101 , 91 , 322.  
Poudres et Salpêtres , p. 340.  
Poulain-de-Grandpré , p. 18 , 85 , 92 ,  
105 , 19 , 77.  
Poule , p. 30 , 43.  
Poulpri , ( veuve ) p. 249.  
Poultier , p. 70 , 193.  
Pouvoirs , ( vérification des ) p. 123 , 45.  
Praire-Montaut , p. 88.  
Préliminaires de paix , p. 34.  
Presbytères , p. 254.  
Présentations , p. 40 , 41.  
Présidens , p. 109 , 21 , 36 , 86 , 89.  
Prêtres , p. 18 , 20 , 53 , 59 , 79 , 89 ,  
103 , 50 , 57 , 209.  
Primes , p. 271 , 72 , 73.

- Prisonniers , p. 142 , 44 , 48 , 79.  
Proclamations , p. 18 , 20 , 22 , 25 ,  
30 , 93 , 118 , 52 , 57 , 64 , 72 , 206 , 23.  
Propriété , p. 84.  
Prusse , p. 50 , 117 , 18 , 27 , 84 , 85 ,  
202 , 9.  
Prytannée , p. 219.  
Pyénées , ( les Basses- ) p. 181.

Q

- Quatorze Juillet , p. 57 , 59 , 212.  
Quatremère-de-Quincy , p. 29 , 88.  
Quinette , p. 10.  
Quintidis , p. 206 , 7.  
Quirot , p. 56 , 182.

R

- Rambouillet , p. 242.  
Ramel , p. 16 , 84 , 89 , 100.  
Rapinat , p. 202 , 4.  
Rastadt , p. 110 , 17 , 88 , 89 , 201.  
Réappel , p. 150.  
Rebelles , p. 87 , 155.  
Receveurs-généraux des départemens ,  
p. 12 , 15 , 166 , 74 , 93 , 203 , 28 , 32.  
Récompenses , p. 15 , 16 , 208.  
Rédacteur , ( journal ) p. 62.  
Regardin , p. 39 , 45.  
Régnauld de St.-Jean-d'Angely , p. 215.

Regnier , p. 184 , 91.

Rejet , p. 52 , 56 , 70 , 72 , 116 , 50.

Relations extérieures , ( ministère des )  
p. 61 , 418.

Religieux , p. 403.

Remusat , p. 88.

Rentes perpétuelles , p. 37 , 96 , 97 ,  
102 , 17 , 30 , 44 , 216 , 36 , 385.

Rentes viagères , p. 37 , 96 , 97 , 102 ,  
17 , 45 , 46 , 200 , 391.

Rentiers , p. 34 , 45 , 96 , 102 , 29 ,  
208 , 12 , 30.

Repnin , prince , p. 10 , 209.

Réquisitions , p. 146.

Réquisitionnaires , p. 146 , 232 , 33.

Résidence , p. 22 , 74.

Résidence ( certificats de ) , 398.

Rescriptions , p. 188 , 95 , 369.

Rescision , p. 20 , 168 , 83.

Rewbel , p. 16 , 35 , 195 , 217 , 27.

Revenus , p. 97 , 102 , 240.

Réunions , p. 155 , 58 , 75 , 78 , 85 , 87.

Réunion , ( île de la ) p. 46 , 47 , 317.

Rhin , ( rives du ) p. 153 , 61 , 88.

Rhin et Moselle , p. 4 , 7 , 83 , 114 , 53.

Ribereau , p. 213.

Richoux , p. 88.

Ricors , p. 41.

Riou , p. 14 , 56.



- Riquet , p. 282.  
 Rivault , p. 177.  
 Rivoly , p. 14.  
 Robespierre , p. 239.  
 Roberjeot , p. 196 , 201.  
 Rochecotte , p. 220.  
 Roër , ( la ) p. 153.  
 Roger-du Cos , p. 2 , 85 , 177.  
 Rohan-Guémené , p. 249 , 50.  
 Romaine , ( république ) p. 151 , 78.  
 Rome , p. 37 , 135 , 49 , 51 , 53 , 55 ,  
 59 , 213.  
 Rosette , p. 236.  
 Rossey , p. 118.  
 Rossignol , p. 42.  
 Rouchon , p. 182.  
 Rovère , p. 88 , 100.  
 Rousseau , p. 102 , 40 , 72 , 77.  
 Routes , ( grandes ) p. 139 , 68 , 330.  
 Royalistes , p. 23.  
 Royauté , p. 54 , 62 , 84.  
 Royer , p. 114 , 204.  
 Rumare , ( de ) p. 45 , 53 , 89.  
 Russie , p. 10 , 50.

## S

- Saisies , p. 8. 133.  
 Saladin , p. 88.  
 Salamon , p. 15.

Salines , p. 281.

Samana , p. 105.

Sancerre , ( ci-devant comté ) p. 247.

Sardaigne , p. 4 , 110 , 12 , 207 , 10.

Sarre . ( la ) p. 153.

Savalette , p. 75 , 129.

Savary , p. 180 , 95.

Savoie , p. 141.

Savonnerie ( la ) , p. 242.

Sauzay , p. 177.

Schawemberg , général , p. 163 , 234.

Schérer , ministre , p. 65.

Schérer ( autre ) , p. 223 , 35.

Scission , p. 176 , 80.

Scrutin , p. 150 , 52.

Séances , p. 92 , 93 , 103.

Secours , p. 76 , 409.

Sel , p. 229.

Seltz , p. 187 , 209.

Sénat , p. 62.

Sennequier , p. 217.

Senonches ( forêt de ) , p. 249.

Serment . p. 13 , 23 , 56 , 57 , 60 , 87 ,  
89 , 103 , 6 , 40 , 41 , 405 , 8.

Sermons , p. 106.

Session , p. 116.

Sèves , p. 242.

Sûreté publique , p. 28.

Sicules ( les deux ) , p. 4 , 6 , 251.

- Siège ( état de ), p. 71, 81, 90, 146,  
64, 68, 71, 97.  
Sienne, ville, p. 200, 1.  
Sieyès, p. 30, 43, 85, 102, 18, 84.  
85, 202, 9.  
Sijas, p. 177.  
Siméon, p. 74, 77, 88.  
Sion, ville, p. 187.  
Smith ( Sidney ), p. 179.  
Sociétés, p. 51, 53, 57, 63, 64, 65, 66, 90.  
Sorbonne ( société de ), p. 406.  
Sottin, p. 67, 149, 200.  
Soumissions, p. 270, 74, 76.  
Souveraineté, p. 139, 45, 46, 65, 70, 99.  
Spectacles, p. 28, 346.  
Staël, p. 178.  
Stenay ( domaine de ), p. 247.  
Suard, p. 88.  
Substitutions, p. 262.  
Successions, p. 9, 262.  
Suède, p. 178, 90.  
Suffrages, p. 35, 64, 70.  
Suisses, p. 163, 66, 67, 97, 234.  
Sursis, p. 189, 91, 206.  
Surveillance, p. 107, 47.  
Suppléans, p. 32.

T

- Tabacs, p. 320.



Tableau de dépréciation du papier-  
monnaie, p. 96.

Tachygraphique ( journal ), p. 160, 711.

Tacite, p. 62.

Tailleurs ( frères ), p. 406.

Talleyrand-Périgord, p. 61.

Tallien, p. 56, 66, 158, 203.

Tallot, p. 98, 99, 125, 92.

Tarbé, ex-ministre, p. 41.

Tarbé, ex-député, p. 43, 44.

Télégraphe, p. 52, 234, 35, 38.

Télélogue, p. 214.

Témoins, p. 19, 20.

Temple, p. 132, 79.

Texel, p. 107.

Thabaud, p. 104, 87.

Théophilantropes, p. 80.

Thibaudeau, p. 43, 63, 72, 74, 78, 88.

Thion de la Chaume, p. 30.

Thugut, baron, p. 182.

Tibère, p. 62.

Tiers ( nouveau ), p. 39, 53, 159, 62, 90.

Timbre, p. 194, 305.

Tirage au sort, p. 21, 36, 37; 38, 154,  
60, 83.

Tissot, p. 176.

Toscane, p. 132, 200.

Toulon, p. 180, 83, 90, 203.

Toulon ( bassin de ), p. 201, 6.

- Toulouse , p. 156.  
Transactions entre particuliers , p. 50;  
80 , 83 , 96 , 117 , 23 , 33 , 45 , 200 , 4,  
8 , 21.  
Traitemens , p. 5 , 6 , 11 , 12 , 26 , 133 ,  
47 , 48 , 83 , 86 , 222 , 23 , 393 ,  
403.  
Traités , p. 4 , 6 , 9 , 10 , 28 , 34 , 110 ,  
12 , 13 , 26 , 30 , 55 , 58 , 69 , 75 ,  
78 , 85 , 222 , 27 , 30 , 34.  
Traîtres , p. 192 , 96 , 97.  
Treilhard , p. 93 , 117 , 84 , 86 , 89 ,  
227.  
Trésorerie nationale , p. 47 , 48 , 64 ,  
68 , 75 , 115 , 24 , 54 , 60 , 420.  
Trèves , p. 153.  
Tréviillers , p. 177.  
Trévoux ( terre de ) , p. 249.  
Tribunal de cassation , p. 24 , 25 , 26 ,  
31 , 89 , 156 , 60 , 62.  
Tribunaux civils , p. 31 , 32 , 83 , 86.  
Tribunaux criminels , p. 28 , 118 , 19 ,  
21 , 36 , 86 , 89 , 264.  
Tripoly , p. 193.  
Tronçon-du-Coudray , p. 77 , 78 , 88 ,  
100.  
Troufseau , p. 188 , 91 , 95.  
Troupes ( marches des ) , p. 62 , 66 ,  
67 , 69 , 73 , 77 , 78 , 105 , 10.

Trouvé , p. 200.

Trudon-des-Ormes , p. 30, 76, 77.

Truguet , p. 61, 191.

Turgovie , p. 165.

Turin , p. 148, 207, 36, 37.

Tyrol , p. 27.

U

Udine , p. 110.

Ukraine , p. 320.

V

Vadier , p. 41.

Vaisseaux , p. 106, 7, 51.

Vaublanc , p. 45, 63, 73, 74, 88.

Vauboiss , p. 139.

Vaucanson , p. 186.

Vaud ( pays de ) , p. 127, 30, 37, 41, 59.

Vauvilliers , p. 88.

Vauxcelles ( du ) , p. 91.

Vendée ( la ) , p. 87.

Vendôme , p. 36.

Venise , p. 29, 30, 31, 33, 37, 42 ;  
50, 94, 213.

Ventes , p. 20, 25, 109, 38, 68, 83,  
93, 252, 69.

Vénus , p. 137.

Véronne , p. 6, 14, 25, 29.

Versailles , p. 22, 242.



- Vert , p. 141.  
Vesprés siciliennes , p. 231.  
Vestiaire , p. 152.  
Victoires , p. 9 , 14 , 17 , 197 , 205.  
Vienne , p. 14 , 17 , 27 , 139 , 74 , 87.  
Vienne ( la haute ) , p. 181.  
Villaret-Joyeuse , p. 88.  
Villers , p. 111 , 93.  
Villeurnois ( la ) , p. 17 , 28 , 88 , 100.  
Visconti , p. 81.  
Visites domiciliaires , p. 209.  
Voitures , p. 7.  
Vols , p. 134 , 39.  
Vosges ( département des ) p. 157.  
Votes , p. 14 , 17 , 19 , 23 , 150 , 68.

W

- Weiss , p. 143.  
Willot , p. 64 , 68 , 69 , 88 , 100.  
Wurmser , p. 17.

Z

- Zurick , p. 165.

*Fin de la Table générale.*  
BIBLIOTHÈQUE  
DU  
SÉNAT.

87.

00.

comte de Polastron, père de la ci-devant duchesse de Polignac, l'ex-prince de Broglie, ex-constituant, Lambert, ex-contrôleur général des finances, Guignard de Saint-Priest, ex-intendant du Languedoc, frère du ci-devant comte de Saint-Priest, ex-ministre, et treize autres, en tout vingt-deux, sont condamnés à la peine de mort.

*Du 11.* Fête au jardin national des Thuilleries, à l'occasion de la victoire de Fleurus.

*Du 13.* Prise des villes de Mons et de Bruges, par les Français.

*Du 14.* Prise de la ville et du port d'Ostende.

Cambon annonce que la transcription sur le grand livre est terminée.

*Du 15.* Prise de Tournay.

*Du 16.* Fête au jardin national à l'occasion des nouvelles conquêtes.

Rapport de Barrère, où se trouve cette phrase remarquable : « Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas ».

Décret qui ordonne de passer au

